

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La création d'instruments de réserve nouveaux dans le cadre du Fonds Monétaire International — Rapport du Fonds des Rentes : année 1967 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LA CREATION D'INSTRUMENTS DE RESERVE NOUVEAUX DANS LE CADRE DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Le fonctionnement du système monétaire international a fait l'objet, ces dernières années, de nombreuses études, déclarations et débats.

Le problème fut abordé sous l'angle d'une insuffisance potentielle généralisée de liquidités dans le chef des pays participant au commerce mondial, le terme liquidités étant pris ici dans l'acception de moyens utilisables par les autorités nationales pour couvrir les soldes des balances de paiements. Ces moyens sont constitués par les réserves officielles en or et en devises convertibles, complétées par les facilités de crédit offertes, soit par l'accès aux ressources du Fonds Monétaire International, soit par le jeu des accords bilatéraux et multilatéraux conclus, sous des modalités diverses, entre Banques centrales et Trésoreries.

Les facilités de crédit qui ont été établies sous différentes formes ont pris une importance croissante au cours des années récentes mais, si elles complètent utilement les réserves officielles, elles ne constituent cependant pas un substitut à celles-ci.

En effet, les ressources que procurent les opérations de crédit sont, par essence, condi-

tionnelles : leur disponibilité dépend de l'accord d'un pays tiers ou d'un forum international; elles doivent être remboursées dans les délais déterminés; enfin, leur octroi est fréquemment subordonné à l'adoption de certaines mesures de politique monétaire ou financière. L'utilisation des réserves relève, par contre, de la seule décision du pays qui les détient et cette inconditionnalité demeure souhaitée, du moins pour une fraction importante des liquidités internationales, parce qu'elle permet et mesure l'autonomie relative des politiques de balance des paiements, dans le cadre des obligations internationales générales librement acceptées dans ce domaine.

En outre, alors que les facilités de crédit sont étroitement liées aux déséquilibres de balance des paiements, les réserves ne le sont pas toujours aussi directement. On peut, à cet égard, faire le départ entre les réserves à dépenser et les réserves à garder. Les premières sont traitées par le pays détenteur comme pouvant être normalement et effectivement affectées à la couverture d'un déficit externe. Les secondes, bien que pouvant techniquement recevoir la même affectation, sont considérées

plutôt comme un avoir plus ou moins intangible, sauf circonstances exceptionnelles. Elles jouent un rôle psychologique, technique et parfois légal important, comme trésor ultime de la Nation et contrepartie des avoirs liquides en monnaie nationale en circulation. Bien que la distinction entre réserves à dépenser et réserves à garder soit subjective, imprécise dans son tracé et variable selon les pays, il est important de relever qu'il existe un besoin de réserves non immédiatement lié à des déséquilibres de balance des paiements et que ne peuvent donc rencontrer les facilités de crédit spécifiquement prévues pour le financement de ces déséquilibres. A cet égard, il n'est d'ailleurs pas sans intérêt de faire un rapprochement, *mutatis mutandis*, entre l'attitude des banques centrales, responsables de la liquidité extérieure de l'économie nationale et associées au fonctionnement du système des règlements internationaux qui désirent détenir en permanence un stock de moyens de paiements internationaux, et celle de chacune des banques de dépôts qui participent, à l'intérieur de l'économie nationale, à la gestion du mécanisme des paiements et manifestent dès lors la préoccupation constante de disposer de moyens de trésorerie ou d'actifs tels qu'ils puissent être rapidement transformés en ceux-ci.

Enfin, les réserves sont, du moins par essence, assorties d'une transférabilité illimitée et assurées d'une valeur stable, alors que ces caractéristiques ne s'étendent pas nécessairement aux liquidités résultant des facilités de crédit.

Les réserves constituent donc une catégorie bien circonscrite de liquidités internationales, leurs caractéristiques étant l'inconditionnalité d'utilisation, l'absence de lien nécessaire avec les déséquilibres immédiats de paiements, la transférabilité illimitée et la stabilité en valeur.

*
**

C'est sur le problème de la croissance appropriée et ordonnée de ce type de liquidités internationales que s'est concentrée, au cours des années récentes, l'attention des experts et des gouvernements.

L'augmentation graduelle des grandeurs économiques fondamentales — produits nationaux, engagements à vue des banques centra-

les et stocks monétaires globaux, volume des échanges internationaux — entretient, en effet, même à défaut d'obligation légale de couverture à charge des banques centrales, un besoin permanent d'accroissement des réserves officielles. Ce besoin est général, bien qu'il puisse varier suivant les pays, notamment d'après leur appréciation du minimum requis pour faire face aux fluctuations du solde de la balance des paiements. Partout se manifeste en tout cas une propension à éviter que les réserves officielles ne fléchissent au-dessous de leur niveau traditionnel, mesuré par rapport à diverses grandeurs.

Si ce besoin de réserves n'est pas adéquatement rencontré, le risque existe de voir un ensemble de pays adopter, pour protéger ou reconstituer leurs réserves, des politiques restrictives de nature à provoquer un ralentissement de l'activité économique à l'échelle mondiale et un repli des échanges internationaux.

Or, il est improbable que les réserves qui pourront être créées au moyen des instruments disponibles dans le cadre du système monétaire international existant suffisent à rencontrer la demande croissante de réserves qui doit résulter de l'expansion de l'économie mondiale.

*
**

Ces instruments de réserve se limitent, en effet, à l'or et aux monnaies dites de réserve, c'est-à-dire certaines devises de large utilisation internationale, directement ou indirectement convertibles en or, au premier chef, à l'heure actuelle, le dollar des Etats-Unis.

La production annuelle d'or dans le monde occidental n'excède pas 1,4 à 1,5 milliard de dollars; certaines années, l'offre s'accroît toutefois de ventes d'or russe. La moitié environ de la production est utilisée à des fins industrielles, médicales ou artistiques. L'excédent est largement absorbé par la demande de thésaurisation et est parfois même insuffisant pour rencontrer celle-ci.

De 1949 à 1965, soit durant une période de dix-sept ans, les réserves officielles d'or ont augmenté en moyenne de 510 millions de dollars par an; en 1966, elles ont diminué de 40 millions de dollars, et en 1967, d'un montant largement supérieur à 1 milliard de dollars, du fait d'un excédent de ventes du pool de régularisation du marché de Londres.

L'accroissement annuel moyen des encaisses métalliques officielles pendant cette période a été, dès lors, à peine de l'ordre de 1 p.c., alors que les produits nationaux bruts progressent, à prix constants, d'environ 4 p.c. par an, et à prix courants, de 6 à 7 p.c., et que les échanges commerciaux internationaux connaissent un taux annuel moyen d'expansion de l'ordre de 7 p.c.

Jusqu'ici, l'accroissement des avoirs officiels en dollars des Etats-Unis a suppléé à l'insuffisance de la production d'or, mais, en raison de l'affaiblissement du rapport des réserves d'or des Etats-Unis à leurs engagements à court terme envers l'étranger, la continuation de ces apports au rythme observé dans le passé ne serait pas conciliable avec le maintien de conditions ordonnées et d'un climat de confiance, notamment dans la convertibilité du dollar en or qui conditionne largement son acceptabilité comme monnaie de réserve. En outre, elle dépendrait de la persistance d'un déficit marqué de la balance des paiements des Etats-Unis (plus précisément de l'ensemble des paiements courants, opérations en capital à long terme et endettement à court terme envers des créanciers privés), lui-même facteur de déséquilibre. En revanche, un reflux de dollars vers les Etats-Unis, le jour où leur balance des paiements serait redevenue excédentaire, comporterait le risque d'une destruction de réserves propre à accélérer le processus de défense de celles-ci et, dès lors, à susciter une crise économique généralisée.

Si l'or et le dollar convertible en or possèdent les caractéristiques demandées aux instruments de réserve, leur accroissement quantitatif ne paraît donc pas, dans le cadre du système monétaire international existant, pouvoir répondre aux besoins. De plus, il dépendrait, non d'une appréciation rationnelle de ceux-ci, mais de circonstances adventices, telles la production, la consommation industrielle et la thésaurisation de l'or ou l'évolution de la balance des paiements des Etats-Unis.

Une réforme s'imposait donc en vue de créer, en complément des instruments de réserve existants, les moyens d'une expansion ordonnée, suffisante et techniquement satisfaisante des réserves.

Diverses solutions pouvaient se concevoir.

Concrètement, la voie proposée pour rencontrer le problème, au terme des études

consacrées à cette question tant par un groupe de travail constitué par dix pays industrialisés importants (Groupe des Dix formé par la République fédérale d'Allemagne, la Belgique, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède) que par le Fonds Monétaire International, est la création concertée, dans le cadre du Fonds et à la mesure des besoins de réserves généralisés et reconnus, d'un instrument nouveau, inspirant la même confiance que l'or ou le dollar convertible en or et destiné à compléter, dans la constitution des réserves, l'or et les monnaies de réserve.

Ces conclusions ont été formellement adoptées par le Conseil des Gouverneurs du Fonds Monétaire International qui, lors de sa réunion de septembre 1967 à Rio de Janeiro, a décidé, sur la base de principes adoptés par le Groupe des Dix à La Haye en juillet 1966 et à Londres en juillet/août 1967 et repris dans une esquisse établie par le Groupe, de charger le Fonds de la création d'un instrument de réserve nouveau ayant la forme de droits de tirage spéciaux.

En même temps et de manière complémentaire, il a été décidé de revoir les règles et pratiques du Fonds, principalement quant aux modalités d'accès à ses ressources dans le cadre de ses opérations traditionnelles.

L'un des buts de cette révision est de conférer un caractère d'inconditionnalité légale à certaines facilités actuelles d'accès au Fonds, dites tirages dans la tranche or et dans la supertranche or, et de leur donner par là également le caractère d'instruments de réserve.

En outre, il convenait d'intégrer le système des droits de tirage spéciaux dans l'économie d'ensemble des transactions du Fonds et d'assurer la concordance des dispositions anciennes et nouvelles.

A la demande des Gouverneurs du Fonds, les Administrateurs délégués qui en assurent la gestion courante ont élaboré un rapport présentant les propositions d'amendement aux Statuts qui seront nécessaires pour réaliser ces objectifs ⁽¹⁾. Ces propositions d'amende-

(1) *International Monetary Fund. Proposed Amendment of Articles of Agreement. New Facility based on Special Drawing Rights. Changes in Fund Rules and Practices. A Report by the Executive Directors to the Board of Governors.* Ce document est la source principale des précisions données dans le présent article sur les modalités prévues de la création d'instruments de réserve nouveaux dans le cadre du Fonds Monétaire International.

ment, approuvées par le Conseil des Gouverneurs le 31 mai 1968, ont été transmises aux pays membres et entreront en vigueur lorsqu'elles auront été acceptées par les trois cinquièmes des membres disposant des quatre cinquièmes des voix.

Il est, en outre, prévu que le système des droits de tirage spéciaux ne deviendra effectif que si la participation à ce système d'un nombre d'Etats membres réunissant 75 p.c. au moins du montant total des quotes-parts dans le Fonds est acquise. Un fonctionnement adéquat de ce mécanisme nouveau implique, en effet, une participation suffisamment large des pays membres du Fonds.

La création des droits de tirage spéciaux s'intégrera donc dans les activités du Fonds Monétaire International, qui conservera ainsi une vue d'ensemble de l'évolution monétaire internationale. A bien des égards, elle apparaîtra d'ailleurs comme un complément aux facilités actuelles d'accès aux ressources du Fonds dont le statut sera d'ailleurs amélioré comme on l'a indiqué ci-dessus.

Pour apprécier la portée exacte du nouvel instrument dont la création est prévue et des réformes apportées parallèlement aux règles actuelles d'accès au Fonds, il convient donc de rappeler les objectifs et la structure générale de ce dernier, et les principes, statutairement définis ou précisés au cours des ans par la pratique, qui président à l'accès des pays membres à ses ressources.

L'adaptation de ces mécanismes par l'aménagement des dispositions gouvernant actuellement l'accès aux ressources de l'Institution et par l'introduction du nouvel instrument que constitueront les droits de tirage spéciaux, pourra être ensuite décrite.

Rappel de l'objectif et de la structure générale du Fonds Monétaire International.

Issu de la Conférence monétaire et financière des Nations Unies réunie à Bretton Woods en 1944, le Fonds Monétaire International (F.M.I.) est une institution permanente dont l'objectif essentiel est de créer et maintenir, par un effort de coopération entre Nations, des relations de change ordonnées et un système de règlements internationaux multilatéral et exempt de restrictions, du moins en ce qui regarde les transactions courantes.

En d'autres termes, la tâche du Fonds est de promouvoir un nouveau code d'organisation des paiements internationaux favorable à l'expansion harmonieuse des échanges et au maintien de hauts niveaux d'emploi et contrastant tant avec les règles, à certains égards trop rigides, du régime classique de l'étalon or, qu'avec les conditions d'instabilité des changes, de manipulation des taux et de restriction des paiements qui prévalaient au cours des années précédant immédiatement la seconde guerre mondiale.

En accédant au Fonds, les pays membres acceptent de conformer leur politique de change aux règles prescrites par les statuts de l'Institution; en contrepartie de la discipline à laquelle ils se soumettent, ils ont accès, en cas de difficultés de balance des paiements, aux ressources mises à la disposition du Fonds.

La plupart des pays du monde occidental ont adhéré au Fonds, qui compte actuellement 107 membres.

Les ressources du Fonds sont constituées par des contributions (quotes-parts) des membres proportionnelles, en substance, à l'importance du commerce extérieur et du revenu national de chaque membre et libérées pour une fraction (normalement 25 p.c.) en or et, pour le solde, dans la monnaie du membre.

Les quotes-parts peuvent être adaptées soit généralement à l'initiative du Fonds, soit individuellement à la demande du pays intéressé. Deux adaptations générales des quotes-parts accompagnées d'un accroissement plus marqué d'un certain nombre d'entre elles ont été effectuées depuis la création du Fonds. Le total des quotes-parts est actuellement de l'ordre de 21 milliards de dollars.

Le Fonds a comme organe suprême un Conseil des Gouverneurs, qui détient tous les pouvoirs au sein de l'Institution. Chaque pays membre désigne un Gouverneur (généralement le Ministre des Finances ou le Gouverneur de la Banque centrale) et un suppléant qui disposent, au sein du Conseil, d'un vote pondéré mesuré par l'importance de la quote-part du pays qu'ils représentent. Le Conseil des Gouverneurs, qui se réunit en assemblée ordinaire une fois l'an, en septembre, a délégué tous ses pouvoirs, sauf ceux qui lui sont statutairement réservés, au Conseil d'administration chargé par les statuts d'assurer la gestion courante du Fonds. Ce Conseil se compose de vingt Administrateurs délégués (chacun pour-

vu d'un suppléant), dont cinq sont nommés par les pays membres ayant les quotes-parts les plus élevées. Sous réserve du droit d'autres pays membres de désigner un Administrateur délégué dans certaines circonstances particulières prévues par les statuts, les autres membres du Conseil d'administration sont élus pour des mandats de deux ans, chacun par un groupe de Gouverneurs ⁽¹⁾. Les Administrateurs délégués ont les mêmes droits de vote que les Gouverneurs qui les désignent.

Le Conseil d'administration est présidé par un Directeur général qu'il désigne et qui dirige les Services du Fonds.

Les pays membres doivent adopter un régime de taux de change unitaires et stables, basés sur une parité de leur monnaie définie par rapport à l'or ou au dollar des Etats-Unis à son poids en or au 1^{er} juillet 1944.

Le Fonds peut approuver des modifications de parité et doit d'ailleurs marquer son accord sur celles-ci lorsque la parité nouvelle ne s'écarte pas de plus de 10 p.c. de la parité initiale. Les parités n'ont donc pas un caractère de rigidité; les membres conservent la faculté de dévaluer ou réévaluer leurs monnaies, mais sous le contrôle du Fonds.

Des pratiques de taux multiples ne peuvent être introduites ou maintenues qu'avec l'autorisation du Fonds.

Les membres souscrivent également à l'objectif de créer un régime de paiements exempt de toutes restrictions pour les transactions courantes. Cependant, à cet égard, les statuts leur donnent une option entre deux régimes juridiques.

Chaque pays peut se soumettre sans délai à l'obligation d'appliquer un régime entièrement libre pour les paiements courants. Toute dérogation à cette pleine liberté des paiements doit dès lors être autorisée spécifiquement par le Fonds. C'est là le régime permanent prévu par les statuts (régime dit de l'article VIII) et les monnaies des membres qui se sont placés sous ce régime sont celles que le Fonds classe statutairement comme convertibles. Actuellement, les monnaies de 31 pays membres, dont tous les pays industrialisés importants, ont le caractère de monnaies convertibles.

Les membres peuvent également, pendant une période de transition, appliquer des restric-

tions à leurs paiements courants sous réserve de consulter annuellement le Fonds sur le maintien de ces restrictions et de les éliminer dès qu'ils estiment que la position de leur balance des paiements le leur permet. Lorsque les membres ont opté pour ce régime juridique (régime dit de l'article XIV), leurs devises sont inconvertibles au sens des statuts du Fonds.

Accès aux ressources du Fonds.

En contrepartie des obligations qu'ils assument, les membres ont accès aux ressources du Fonds, ce qui les place dans une situation renforcée pour corriger le déséquilibre de leurs comptes extérieurs sans recourir à des mesures de nature à compromettre leur situation interne ou le développement ordonné des échanges internationaux.

L'utilisation des ressources du Fonds est régie essentiellement par les principes suivants, qui dérivent soit des règles statutaires, soit des usages développés au cours de l'activité de l'Institution :

- Les transactions avec le Fonds (tirages) ont la forme d'achats de devises contre cession au Fonds de la monnaie du membre acheteur. En outre, le Fonds a organisé une forme d'accès à ses ressources qui n'implique pas une utilisation immédiate de celles-ci : l'octroi aux membres de lignes de crédit (*stand-by*) leur donnant le droit de tirer à concurrence d'un certain montant et pendant une période déterminée.
- Le Fonds n'accueille les demandes de tirages ou de *stand-by* que pour autant que les déficits de balance des paiements du pays intéressé apparaissent comme temporaires et de nature à être éliminés par les dispositions prises à cette fin par ce dernier.
- Le Fonds ne vend què les devises nécessaires pour couvrir des besoins immédiats de paiements conformes aux règles statutaires. Ceci couvre, en substance, les paiements courants, en ce sens du moins qu'il n'incombe pas au Fonds d'assurer le financement de mouvements substantiels et continus d'exportations de capitaux.
- Les tirages ou lignes de crédit sont limités à 25 p.c. de la quote-part par an, sauf dans la mesure où les avoirs du Fonds dans la

(1) L'Administrateur belge est élu par les Gouverneurs autrichien, belge, luxembourgeois et turc.

monnaie du membre sont inférieurs à 75 p.c. de sa quote-part, et ils ne peuvent avoir pour effet de porter les avoirs du Fonds dans la monnaie du membre à plus de 200 p.c. de la quote-part.

- Le membre tireur doit déclarer que la devise qu'il désire acheter lui est immédiatement nécessaire pour effectuer des paiements conformes aux dispositions statutaires. Cette déclaration peut être contestée par le Fonds.
- Ces diverses conditions peuvent être levées dans les circonstances appropriées.

Le principe du caractère temporaire et réversible du recours aux ressources du Fonds implique que ce dernier examine les mesures prises par le pays tireur pour corriger le déséquilibre de ses comptes extérieurs et, plus généralement, pour coopérer à la réalisation des objectifs du Fonds. Dans son appréciation à cet égard, le Fonds se montre d'une exigence croissante selon l'importance du tirage ou du *stand-by* demandé par rapport à la quote-part.

La déclaration d'un membre visant à effectuer un tirage qui ne porterait pas les avoirs du Fonds à plus de 100 p.c. de la quote-part est reçue avec une présomption éminemment favorable (*overwhelming benefit of the doubt*).

Un membre bénéficie donc d'un accès en fait automatique aux ressources du Fonds à concurrence de la fraction de sa quote-part libérée en or (tirages dits dans la tranche or, qui constituent en substance la reprise par le membre de son apport statutaire en or aux ressources du Fonds), ainsi que des montants nets en sa devise vendus par le Fonds par prélèvement sur la fraction de sa quote-part libérée en monnaie nationale (tirages dits dans la supertranche or, qui correspondent à la résorption d'une position créditrice nette constituée antérieurement sur le Fonds dans le chef du pays tireur) (1).

Les tirages dont l'effet est de porter les avoirs du Fonds dans la devise du membre à plus de 100 p.c. de la quote-part (tirages dits dans les tranches de crédit, qui représentent un appel net du membre aux ressources du

Fonds) sont liés, avec une insistance croissante selon l'importance cumulative des sommes tirées par rapport à la quote-part, à l'adoption par le membre de mesures satisfaisantes de redressement de sa balance des paiements. Fréquemment, le Fonds subordonne l'usage de ses ressources au dépôt par le pays requérant d'une déclaration d'intention couvrant les principaux aspects de sa politique monétaire et financière.

Les tirages sont statutairement remboursables parallèlement à la reconstitution des réserves du pays intéressé. En outre, le Fonds s'attache à assurer que, indépendamment du jeu des règles statutaires, le remboursement intervienne dans un délai maximum de trois à cinq ans, ceci en vue d'assurer la reconstitution régulière de ses avoirs.

Le Fonds assure le financement de ses transactions avec ses membres par l'utilisation des ressources résultant de la libération des quotes-parts. En outre, en vue d'étayer ces ressources, il a conclu en 1962 avec dix pays industriels (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède) des Accords généraux d'emprunt lui permettant de disposer, dans le cadre de procédures de consultation appropriées, d'un montant de 6 milliards de dollars en devises de ces pays, lorsque ces devises sont requises pour prévenir ou rencontrer une détérioration du système international des paiements. La Suisse s'est associée à ces accords en 1964.

Un pays qui a prêté au Fonds, dans le cadre de ces arrangements, peut se faire rembourser ses avances s'il le demande et déclare le remboursement nécessaire en raison de la situation de sa balance des paiements. La déclaration faite par ce pays à cette fin reçoit la même présomption éminemment favorable (*overwhelming benefit of the doubt*) que les demandes de tirage sur la tranche or et la supertranche or, ce qui confère aux créances des pays qui ont prêté des ressources supplémentaires au Fonds un haut degré de liquidité.

Le Fonds comme source de liquidités et de réserves.

Les pays membres étant assurés d'avoir accès au Fonds, conformément aux pratiques et procédures établies, les facilités de tirage

(1) Lorsque le membre a libéré en or moins du pourcentage normal de 25 p.c. de sa quote-part, le montant immédiat de ses droits de tirage dans la tranche or est mesuré par le versement en or effectué. Toutefois, l'utilisation ultérieure de la monnaie de ce membre par le Fonds peut porter ses droits de tirage dans la tranche or au montant normal de 25 p.c. de la quote-part.

sur le Fonds constituent une forme de liquidités internationales dont il est fait d'ailleurs ample usage. En effet, si, au cours des premières années de l'existence du Fonds, les larges déséquilibres de balance des paiements observés, de caractère d'ailleurs surtout structurel, ont été couverts par des programmes d'assistance spécifiques, le recours aux ressources de l'Institution s'est considérablement élargi au cours de la dernière décennie.

De l'origine de l'Institution à la fin de 1967, les tirages bruts ont atteint 13,7 milliards de dollars; au 31 décembre 1967, les tirages nets ⁽¹⁾ s'élevaient à 4,5 milliards de dollars.

Les transactions avec le Fonds sont, quantitativement, constituées principalement par des tirages dans les tranches de crédit des quotes-parts et, dès lors, le Fonds apparaît surtout comme une source de liquidités conditionnelles.

Mais les opérations du Fonds conduisent également, par la libération en or d'une fraction des quotes-parts, par la constitution des supertranches or et par la formation de créances dans le cadre des Accords généraux d'emprunt, à la création de positions dont le statut est largement assimilable à celui d'instruments de réserve. Ces facilités de prélèvement ou de remboursement sont d'ailleurs traitées fréquemment comme faisant partie des réserves officielles des pays membres et le Fonds les comptabilise, dans ses propres statistiques, comme un élément constitutif des réserves sous le nom de positions de réserve au Fonds.

Leur importance absolue et relative tend à s'accroître : à la fin de 1967, elles représentaient 8 p.c. du total des réserves définies comme les incluant, contre 4 p.c. à la fin de 1958.

L'assimilation des positions de réserve au Fonds à des instruments de réserve se conçoit, l'analogie de statut entre les deux catégories d'actifs étant fort poussée.

Il faut relever cependant que la présomption éminemment favorable (*overwhelming benefit of the doubt*) qui s'attache aux demandes de prélèvement des positions de réserve au Fonds n'équivaut pas à une inconditionnalité légale : le membre demandeur doit déclarer un besoin actuel d'effectuer un paiement con-

forme aux dispositions statutaires et cette déclaration peut être contestée par le Fonds. En

Instruments de réserve et actifs assimilés

Ensemble des pays membres
du Fonds Monétaire International

	Montants absolus (milliards de dollars)		Pourcentage du total	
	Fin 1958	Fin 1967	Fin 1958	Fin 1967
1. Or	38,0	39,5	66	54
2. Devises	17,0	28,3	30	38
3. Tranches or et supertranches or ...	2,6	5,0	4	7
4. Créances dans le cadre des Accords généraux d'emprunt	—	0,7	—	1
	57,6	73,5	100	100

Source : *International Financial Statistics*.

outre, l'octroi à ces demandes de la présomption éminemment favorable elle-même ne résulte, du moins en ce qui regarde les tirages dans les tranches or, que d'une décision, révoicable à tout moment, du Conseil d'administration du Fonds.

Il est cependant possible et il est proposé de conférer, par un amendement statutaire, un caractère d'inconditionnalité légale aux tirages dans la tranche or et la supertranche or ⁽¹⁾ ou tirages dans la tranche or au sens large du terme.

Amélioration du statut des tirages dans la tranche or.

Les tirages dans la tranche or jouissent donc actuellement d'une automaticité de fait. Un des amendements proposés aux statuts aura pour effet de rendre l'utilisation des ressources du Fonds dans cette tranche légalement automatique.

Les membres présentant des demandes de tirages dans la tranche or seront toujours requis de déclarer que la devise demandée est nécessaire pour faire des paiements conformes aux dispositions des statuts, mais le Fonds

⁽¹⁾ Montant cumulatif des tirages bruts sous déduction des rachats des membres tireurs et des tirages effectués par d'autres membres dans la monnaie des membres tireurs.

⁽¹⁾ Il n'a pas été proposé, à ce stade, de revoir le statut du remboursement des créances constituées dans le cadre des Accords généraux d'emprunt, ce qui impliquerait une renégociation de ces accords. Il y a lieu d'observer cependant que le bénéfice de la présomption éminemment favorable est ici contractuellement assuré au participant créancier du Fonds.

n'aura plus légalement le pouvoir de contester cette déclaration.

En outre, la restriction actuelle aux tirages dans la tranche or pour des transferts de capitaux sera supprimée : un membre pourra effectuer des achats dans la tranche or, même s'ils sont destinés à faire face à ce qui pourrait être considéré comme des sorties importantes ou prolongées de capitaux.

Les pays membres auront donc la certitude de pouvoir tirer dans la tranche or sans condition et sans contestation possible du Fonds. Si un membre tirait sans besoin, des mesures de correction, par exemple l'orientation de tirages d'autres pays vers la monnaie de ce membre, pourraient être prises, ou ce membre pourrait être déclaré inéligible à utiliser à l'avenir les ressources du Fonds, mais ces dispositions n'auraient d'effet qu'*a posteriori* sans que le Fonds puisse objecter au tirage demandé.

Par ailleurs, la stabilité en valeur or des droits de tirage dans la tranche or est assurée par le principe statutaire du maintien de la valeur or des quotes-parts dans le Fonds et des actifs de ce dernier. Elle ne pourrait être mise en cause que si, dans l'hypothèse d'une modification proportionnelle et uniforme des parités, il était dérogé à ce principe. La refonte des statuts prévoit cependant une double sauvegarde à cet égard : la décision de modifier les parités de manière proportionnelle et uniforme et celle de déroger dans cette hypothèse au principe du maintien de la valeur or des quotes-parts et des actifs du Fonds ne pourront être prises l'une et l'autre que par le Conseil des Gouverneurs, à la majorité qualifiée de 85 p.c. des voix, ce qui assure une protection adéquate aux pays détenteurs de positions de réserve au Fonds.

Le Fonds paiera aux membres une rémunération sur l'utilisation nette de leur souscription normale en monnaie nationale (supertranche or). Le taux de cette rémunération, fixé en principe à 1,5 p.c. par an, pourra être adapté, mais restera normalement compris entre 1 et 2 p.c. par an.

Instauration d'une nouvelle facilité par la création de droits de tirage spéciaux dans le Fonds.

Les droits de tirage dans la tranche or et la supertranche or constitueront, après l'amén-

dement prévu des statuts, des facilités légalement inconditionnelles d'accès aux ressources du Fonds.

Mais ces instruments ne sont pas de nature à rencontrer entièrement, dans une perspective à long terme, les besoins permanents et structurels d'accroissement des réserves, qui, on l'a souligné, ne peuvent être tenus comme uniquement liés aux déséquilibres de balance des paiements. Or, la création de réserves inconditionnelles sous la forme de tranches or est liée à ces déséquilibres, car, en l'absence de ceux-ci, les tranches or des membres correspondraient simplement à leurs apports en métal et n'ajouteraient donc rien à la masse des réserves inconditionnelles à leur disposition.

Il fallait donc compléter ces mécanismes en vue de rencontrer, lorsque et dans la mesure où il se ferait sentir, le besoin qui se manifesterait, sur le plan mondial, d'étayer, indépendamment des situations individuelles de balance des paiements, les instruments de réserve existants.

C'est à cette fin qu'une nouvelle facilité a été prévue sous la forme de droits de tirage spéciaux dans le Fonds.

Les droits de tirage spéciaux seront créés par une décision collective des pays membres du Fonds pour rencontrer un besoin légitime d'accroissement des réserves. Emis par le Fonds, exprimés en or et répartis entre les membres sur la base de critères objectifs et indépendants des positions individuelles de balance des paiements, ils constitueront un droit inconditionnel à obtenir, non du Fonds lui-même, mais des membres désignés par lui, des monnaies effectivement convertibles.

Le Fonds assurera la surveillance d'ensemble du fonctionnement du système en vue d'organiser adéquatement le recours à ces facilités dont la disponibilité inconditionnelle ne pourra cependant être mise en cause.

La création *ex nihilo* de ces droits de tirage spéciaux par un acte collectif de *fiat* représente une innovation fondamentale dont l'introduction demandait à être assortie de sauvegardes. Il convenait notamment d'assurer que les options essentielles ne puissent être prises sans un très large assentiment des principaux pays intéressés.

La solution retenue à cet égard a été de faire dépendre la création des droits de tirage

spéciaux, ainsi que certaines décisions connexes de portée fondamentale, d'un vote à la majorité qualifiée de 85 p.c. des voix représentées dans les Conseils du Fonds.

Les Etats-Unis, qui gèrent la principale monnaie de réserve, disposent de 21,7 p.c. des voix et les pays membres de la Communauté Economique Européenne, qui jouent un rôle croissant dans le financement du Fonds, de 16,5 p.c. La majorité qualifiée de 85 p.c. implique donc qu'aucune décision fondamentale ne peut être prise dans le cadre des nouveaux arrangements contre l'opposition de l'une ou l'autre de ces deux entités.

Les dispositions essentielles organisant le fonctionnement de la facilité nouvelle peuvent être synthétisées comme suit :

1. *Création d'un Compte de Tirage Spécial dans le Fonds.*

Un Compte de Tirage Spécial sera établi par lequel s'effectueront toutes les opérations ayant trait aux droits de tirage spéciaux.

Les opérations du Compte de Tirage Spécial et les ressources dont il peut disposer seront distinctes des opérations du Fonds actuel que l'on désignera par Compte Général.

La séparation des deux comptes n'implique pas cependant la création d'une entité juridique nouvelle. Le Fonds continuera à être la même institution avec une personnalité internationale unique.

2. *Participation au Compte de Tirage Spécial.*

La participation au Compte de Tirage Spécial sera ouverte aux membres du Fonds et à eux seuls.

3. *Détenteurs de droits de tirage spéciaux autres que les participants.*

Les allocations de droits de tirage spéciaux ne pourront être faites qu'aux participants, mais la détention de ces droits ne sera pas limitée aux participants.

Le Fonds lui-même pourra accepter des droits de tirage spéciaux, les détenir au Compte Général et les utiliser par l'intermédiaire de ce compte.

Par ailleurs, le Fonds pourra, à la majorité de 85 p.c. des voix, autoriser des non-membres

et des membres qui n'ont pas la qualité de participants à effectuer des opérations et transactions sur droits de tirage spéciaux.

D'autres détenteurs pourraient être les organisations régionales dans lesquelles des membres ou leurs banques centrales mettent en commun certaines de leurs réserves et la Banque des Règlements Internationaux.

Le Fonds aura la faculté de prescrire, à la majorité de 85 p.c. des voix, les termes et conditions des opérations et transactions entre les participants et les autres détenteurs.

4. *Allocations et annulations de droits de tirage spéciaux.*

Les décisions d'allocation ou d'annulation de droits de tirage spéciaux seront prises par le Conseil des Gouverneurs, à la majorité de 85 p.c. des voix, sur proposition du Directeur général appuyée par une décision des Administrateurs délégués.

Les montants alloués ou annulés seront distribués en proportion des quotes-parts.

Toutes les décisions du Fonds d'allouer des droits de tirage spéciaux devront répondre à un besoin global de compléter les instruments de réserve existants. En outre, il est précisé que la création des droits de tirage spéciaux ne pourra commencer que lorsqu'un jugement collectif aura constaté la réalisation d'un meilleur équilibre des balances des paiements et la probabilité d'un meilleur fonctionnement du mécanisme d'ajustement dans l'avenir. La situation de tous les membres doit entrer en ligne de compte à cet égard, mais il est évident que le jugement à former sur ce point tiendra compte nécessairement davantage de la situation des membres qui jouent un rôle important dans les échanges et les paiements mondiaux. Toutes précautions ont donc été prises pour que les décisions d'allocation soient inspirées par les objectifs fondamentaux du système des droits de tirage spéciaux et non par les difficultés de balance des paiements de certains pays.

Les décisions d'allouer ou annuler des droits de tirage spéciaux seront prises pour des périodes de base, qui auront normalement une durée de cinq ans et qui seront consécutives.

Les allocations aux participants seront faites à intervalles annuels et sur la base de leurs quotes-parts à la date de la décision d'allocation correspondante, sauf si le Fonds décide

que les allocations seront effectuées à des intervalles différents ou sur la base des quotes-parts à d'autres dates.

Le concept de périodes de base consécutives a été introduit pour des raisons techniques et ne porte pas préjudice à l'exercice par le Fonds de sa faculté d'allouer ou d'annuler des droits de tirage spéciaux, ou de ne faire ni l'un ni l'autre, à sa discrétion.

Un participant dont le Gouverneur n'aura pas voté en faveur d'une décision en vertu de laquelle sont effectuées des allocations de droits de tirage spéciaux, ne sera pas tenu de recevoir des allocations effectuées au titre de cette décision, s'il ne désire pas le faire.

5. *Unité de valeur des droits de tirage spéciaux.*

Les droits de tirage spéciaux seront exprimés en or, leur unité de valeur équivalant à 0,888671 gramme d'or fin, soit la parité actuelle du dollar des Etats-Unis.

6. *Obligations des participants.*

La participation au Compte de Tirage Spécial impliquera, pour chaque participant, lorsqu'il en sera requis par le Fonds, l'obligation de fournir de la monnaie effectivement convertible à un autre participant faisant usage de ses droits de tirage spéciaux. Cette obligation est cependant limitée à un montant net total équivalant à deux fois le montant net de droits de tirage spéciaux alloués au participant ainsi requis. Un participant pourra fournir de la monnaie au-delà de la limite obligatoire.

Le participant fournissant la monnaie recevra un montant équivalent de droits de tirage spéciaux.

7. *Utilisation des droits de tirage spéciaux et désignation des participants appelés à fournir de la monnaie.*

Les droits de tirage spéciaux constitueront un titre inconditionnel à obtenir, non du Fonds lui-même mais des autres pays participants désignés par lui, des monnaies effectivement convertibles.

Un participant n'utilisera ses droits de tirage spéciaux que pour les besoins de sa balance des paiements ou en fonction de l'évolution de ses avoirs officiels en or, en devises et en

droits de tirage spéciaux, ainsi que de sa position de réserve au Fonds, et il s'abstiendra de le faire dans le seul dessein de changer la structure de ces éléments, à savoir, d'une part, ses droits de tirage spéciaux et, d'autre part, l'ensemble de ses avoirs officiels en or et en devises et de sa position de réserve au Fonds.

Le Fonds ne pourra cependant pas empêcher un participant d'utiliser ses droits de tirage spéciaux en méconnaissance de ce principe, mais il pourra faire des représentations à un participant qui ne s'y serait pas conformé. Un participant qui persisterait dans cette voie pourrait voir accroître les montants de devises qu'il serait requis de fournir pour permettre l'utilisation des droits de tirage spéciaux d'autres participants (cf. plus loin) ou même voir suspendre son droit de faire usage des droits de tirage spéciaux acquis à dater de cette suspension.

Les principes qui régiront la désignation des participants appelés à fournir les devises nécessaires pourront être modifiés ou complétés à la lumière de l'expérience. Initialement, sont retenus les principes suivants :

- Un participant sera désigné s'il se trouve dans une position de balance des paiements et de réserves forte. Les montants demandés à chacun seront choisis de manière à amener progressivement l'égalité des rapports entre les avoirs en droits de tirage spéciaux des participants dépassant leurs allocations cumulatives nettes et leurs avoirs officiels en or et en devises.
- Un participant pourra être désigné en vue de favoriser la reconstitution obligatoire de ses droits de tirage spéciaux (cf. plus loin), de réduire le solde négatif de ses avoirs en droits de tirage spéciaux (c'est-à-dire le montant de droits de tirage spéciaux que le participant doit au Fonds du fait que, au moment d'une annulation, il ne détenait pas un montant de droits équivalant à sa part de l'annulation) ou pour compenser l'incidence d'une utilisation de ses propres droits de tirage spéciaux faite antérieurement sans besoin. Ces trois objectifs spécifiques recevront normalement la priorité sur le critère plus général précité de la position de réserves et de balance des paiements.

La procédure de désignation constituera donc un instrument important dont le Fonds

disposera pour assurer un fonctionnement harmonieux du système.

Similairement, certaines transactions, dont l'incidence sera en soi favorable à ce fonctionnement ordonné, pourront se faire sans désignation. C'est ainsi qu'un participant pourra, en accord avec un autre participant, utiliser ses droits de tirage spéciaux pour obtenir de ce dernier un montant équivalent de monnaie si cette transaction favorise la reconstitution obligatoire des droits de tirage spéciaux, la réduction d'un solde négatif d'avoirs en droits de tirage spéciaux, ou la compensation d'une utilisation de droits de tirage spéciaux faite antérieurement sans besoin, ou si elle rapproche du niveau de leurs allocations cumulatives nettes respectives les montants de droits de tirage spéciaux détenus par les deux participants intervenant dans l'opération.

Le Fonds, à la majorité de 85 p.c. des voix, pourra préciser d'autres transactions ou catégories de transactions ne nécessitant pas de désignation.

Il est prévu également qu'un participant pourra, en accord avec un autre participant, utiliser ses droits de tirage spéciaux pour obtenir un montant équivalent de sa propre monnaie détenue par l'autre participant. Cette modalité d'utilisation des droits de tirage spéciaux permettra aux pays à monnaie de réserve d'affecter directement leurs droits de tirage spéciaux à la réduction des avoirs dans leur monnaie détenue par des pays tiers.

8. Reconstitution des droits de tirage spéciaux.

Les participants qui utiliseront leurs droits de tirage spéciaux devront les reconstituer, du moins dans certaines limites.

Pour la première période de base, les règles de la reconstitution seront les suivantes :

- a) Chaque participant utilisera et reconstituera ses avoirs en droits de tirage spéciaux de manière que, cinq ans après la première allocation et à la fin de chaque trimestre qui suivra, la moyenne du montant total de ses avoirs quotidiens en droits de tirage spéciaux durant la période de cinq ans la plus récente ne soit pas inférieure à 30 p.c. de la moyenne de son allocation

cumulative nette quotidienne de droits de tirage spéciaux durant ladite période.

Le Fonds aidera les membres à se conformer à cette disposition, comme on l'a souligné plus haut, dans le cadre des décisions de désignation des participants appelés à fournir de la monnaie aux membres utilisant leurs droits de tirage spéciaux.

De plus, un participant qui a besoin d'acquiescer des droits de tirage spéciaux pour remplir cette obligation sera tenu de les obtenir et aura le droit de le faire, à son choix, contre de l'or ou une monnaie acceptable au Fonds dans une transaction avec le Fonds effectuée par l'intermédiaire du Compte Général.

S'il ne lui est pas possible d'obtenir ainsi un montant suffisant de droits de tirage spéciaux pour remplir son obligation, le participant sera, en dernier ressort, tenu et aura le droit de les obtenir d'un participant désigné par le Fonds, contre de la monnaie effectivement convertible.

- b) Les participants s'attacheront, en outre, à réaliser, dans le temps, un équilibre entre leurs avoirs en droits de tirage spéciaux et leurs avoirs en or et en devises et leurs positions de réserve au Fonds. Ce principe, dit principe d'harmonisation, implique donc une gestion des réserves tendant à assurer une répartition raisonnable de celles-ci en instruments traditionnels ou nouvellement créés.

Lorsqu'un participant ne se conforme pas aux règles de reconstitution, le Fonds peut suspendre le droit de ce participant à faire usage des droits de tirage spéciaux qu'il acquerrait à dater de cette suspension.

9. Incidence des droits de tirage spéciaux sur le fonctionnement du Compte Général.

- a) Les droits de tirage spéciaux seront inclus dans les réserves monétaires d'un membre. Le Fonds pourra cependant décider que, dans le relevé des réserves monétaires et de l'accroissement de celles-ci au cours d'un exercice aux fins du calcul des obligations de rachat statutaires, il ne sera pas tenu compte d'un accroissement ou d'une diminution de ces réserves monétaires produit par des allocations ou des annulations de droits de tirage spéciaux au cours de l'exercice.

- b) Le Fonds sera tenu d'accepter des droits de tirage spéciaux :
 - i) dans les rachats statutaires devant être effectués avec des droits de tirage spéciaux, et
 - ii) en remboursement des frais administratifs occasionnés par la conduite des opérations du Compte de Tirage Spécial.
- c) Le Fonds pourra accepter des droits de tirage spéciaux dans la mesure où il en décidera ainsi :
 - i) en paiement de commissions, et
 - ii) dans les rachats, autres que les rachats statutaires, dans des proportions qui seront, dans la mesure du possible, uniformes pour tous les participants.
- d) Le Fonds, lorsqu'il le jugera opportun, afin de reconstituer ses avoirs dans la monnaie d'un participant, et après consultation avec ce participant sur les autres modes de reconstitution, pourra exiger que celui-ci lui fournisse sa monnaie en échange de droits de tirage spéciaux détenus dans le Compte Général, pour autant que les droits de tirage spéciaux détenus par le membre ne soient pas portés par cette cession au-delà de la limite de ses obligations d'acceptation de droits de tirage spéciaux. En reconstituant ses avoirs avec des droits de tirage spéciaux, le Fonds s'inspirera des principes retenus pour la désignation des participants appelés à fournir de la monnaie en vue de l'utilisation des droits de tirage spéciaux.
- e) Dans la mesure où un participant sera en position de recevoir des droits de tirage spéciaux dans une transaction prescrite par le Fonds en vue de favoriser la reconstitution de ses avoirs, d'éviter ou de réduire un solde négatif ou de compenser l'effet d'une utilisation antérieure non justifiée de droits de tirage spéciaux, le Fonds pourra fournir à ce participant des droits de tirage spéciaux détenus dans le Compte Général en échange d'or ou de monnaie acceptable par le Fonds.
- f) Le Fonds pourra faire usage de droits de tirage spéciaux à l'occasion de toutes les autres opérations et transactions qu'il réalisera par l'intermédiaire du Compte Général avec un participant qui y consentirait.

10. *Intérêt et commissions.*

Les avoirs en droits de tirage spéciaux bénéficieront d'un intérêt payé par le Fonds à un taux uniforme pour tous les détenteurs.

Des commissions seront perçues par le Fonds à un taux uniforme pour tous les participants, sur le montant des allocations cumulatives nettes de droits de tirage spéciaux de chacun d'eux, augmenté de son solde négatif éventuel.

Le taux de l'intérêt sera égal à celui des commissions et il sera de 1,5 p.c. par an. Le Fonds sera libre, dans certaines limites, de relever ou de réduire ce taux.

L'intérêt et les commissions seront payés en droits de tirage spéciaux.

Le membre ne bénéficiera donc d'une rémunération nette que sur la fraction des droits de tirage spéciaux détenus qui dépasse le montant des allocations cumulatives reçues, c'est-à-dire sur les droits de tirage spéciaux acquis par des cessions de devises. Le régime est donc aligné sur celui des rémunérations octroyées sur les positions de réserve acquises dans le cadre des transactions du Compte Général. En effet, seules les positions de réserve constituées dans la supertranche or ou dans le cadre des Accords généraux d'emprunt et résultant donc de cessions de devises sont rémunérées, et non les positions de réserve constituées dans la tranche or résultant non pas d'une position créditrice, mais de l'apport normal et statutaire d'or au Fonds.

11. *Suspension des transactions sur droits de tirage spéciaux.*

En cas de circonstances graves ou imprévues de nature à compromettre les opérations du Fonds en ce qui concerne le Compte de Tirage Spécial, les Administrateurs délégués pourront, à l'unanimité des voix, suspendre pour cent vingt jours au maximum l'application des dispositions relatives aux droits de tirage spéciaux ou de certaines d'entre elles.

Si le Fonds constate qu'un participant a manqué à son obligation de fournir de la monnaie, le droit de ce participant d'utiliser ses droits de tirage spéciaux sera suspendu, à moins que le Fonds n'en décide autrement.

Si le Fonds constate qu'un participant n'a pas satisfait à l'une quelconque de ses autres obligations relatives aux droits de tirage spé-

ciaux, le Fonds pourra suspendre le droit de ce participant de faire usage des droits de tirage spéciaux qu'il acquerrait à dater de cette suspension.

12. Cessation de participation.

Tout participant pourra à tout moment mettre fin à sa participation au Compte de Tirage Spécial.

Tout participant qui se retirera du Fonds sera censé avoir mis fin simultanément à sa participation au Compte de Tirage Spécial.

Le Fonds sera tenu de racheter tous les droits de tirage spéciaux détenus par le participant qui se retire, et ce participant sera tenu de payer au Fonds une somme égale à son allocation cumulative nette augmentée de tous autres montants échus dont il serait redevable du fait de sa participation au Compte de Tirage Spécial.

Ces obligations seront compensées et le montant des droits de tirage spéciaux détenu par le participant qui se retire et utilisé pour compenser ses obligations envers le Fonds sera annulé.

Le règlement du solde fera l'objet d'un accord amiable ou, à défaut de semblable accord, s'effectuera dans un délai de cinq ans selon les modalités prévues aux statuts (1).

(1) Si la compensation se solde par une obligation en faveur du participant qui se retire, le Fonds rachètera ce solde de droits de tirage spéciaux par versements semestriels égaux échelonnés sur cinq ans au maximum à compter de la date de la cessation. Le Fonds rachètera ce solde, à son choix, a) soit en versant au participant qui se retire des montants fournis au Fonds par les participants restants conformément aux principes de désignation, b) soit en autorisant le participant qui se retire à utiliser ses droits de tirage spéciaux pour acquérir sa propre monnaie ou une monnaie effectivement convertible d'un participant désigné par le Fonds, du Compte Général ou de tout autre détenteur.

Si la compensation se solde par une obligation envers le Fonds, le participant qui se retire s'acquittera de cette obligation en versements semestriels égaux dans un délai de trois ans à compter de la date de la cessation ou dans un délai plus long qui aura été fixé par le Fonds. Le participant qui se retire s'acquittera de cette obligation, au choix du Fonds, a) soit en versant au Fonds de la monnaie effectivement convertible ou de l'or à son choix, b) soit en obtenant des droits de tirage spéciaux du Compte Général ou d'un participant désigné par le Fonds avec son accord ou de tout autre détenteur et en compensant ces droits de tirage spéciaux contre les montants dus.

Le Fonds utilisera l'or ou la monnaie reçu d'un participant qui se retire pour racheter les droits de tirage spéciaux détenus par les participants proportionnellement à l'excédent du montant détenu par chaque participant par rapport à son allocation cumulative nette au moment où l'or ou la monnaie est reçu par le Fonds. Les droits de tirage spéciaux ainsi rachetés et les droits de tirage spéciaux acquis par un participant qui se retire en vue de l'apurement de son obligation, seront annulés.

13. Liquidation du Compte de Tirage Spécial.

Il ne pourra être procédé à la liquidation du Compte de Tirage Spécial qu'en vertu d'une décision du Conseil des Gouverneurs.

En cas d'urgence, si les Administrateurs délégués reconnaissent que la liquidation du Compte de Tirage Spécial peut s'imposer, ils pourront dans l'attente d'une décision du Conseil, suspendre temporairement les allocations, les annulations et toutes les transactions sur droits de tirage spéciaux.

Toute décision du Conseil des Gouverneurs de liquider le Fonds impliquera automatiquement celle de liquider à la fois le Compte Général et le Compte de Tirage Spécial.

Les règles statutaires assurent la liquidation dans un délai de cinq ans selon des modalités qui répartissent la charge d'une défaillance éventuelle entre tous les participants en fonction de leurs allocations cumulatives nettes, et non pas en fonction des droits de tirage spéciaux totaux qu'ils auraient accumulés (1).

(1) En cas de liquidation du Compte de Tirage Spécial, chaque participant sera tenu de verser au Fonds un montant égal à son allocation cumulative nette de droits de tirage spéciaux augmentée de tous les autres montants dont il serait redevable du fait de sa participation au Compte de Tirage Spécial et le Fonds sera tenu de racheter tous les droits de tirage spéciaux détenus.

Les participants s'acquitteront de leurs obligations envers le Fonds en dix versements semestriels, à moins que le Fonds ne juge nécessaire de prolonger ces délais, les paiements s'effectuant en monnaie effectivement convertible et dans les monnaies des participants détenteurs de droits de tirage spéciaux à racheter lors d'un versement donné à concurrence du montant de ces rachats, selon ce que fixera le Fonds. Le premier versement semestriel s'effectuera six mois après la date de la décision de liquider le Compte de Tirage Spécial.

Le Fonds utilisera les montants ainsi reçus aux rachats à leurs détenteurs des droits de tirage spéciaux en leur possession suivant les modalités et dans l'ordre ci-après :

- a) les droits de tirage spéciaux détenus par des Etats membres dont la participation aura cessé plus de six mois avant la date de la décision du Conseil des Gouverneurs de liquider le Compte de Tirage Spécial;
 - b) les droits de tirage spéciaux détenus par des non-participants proportionnellement au montant détenu par chaque détenteur;
 - c) les droits de tirage spéciaux des participants dont la proportion est la plus élevée par rapport à leurs allocations cumulatives nettes jusqu'à ce que cette proportion soit ramenée au niveau de celle des détenteurs de second rang; ensuite, les droits de tirage spéciaux détenus par ces participants proportionnellement à leurs allocations cumulatives nettes jusqu'à ce que leur proportion soit ramenée au niveau de celles des participants du troisième rang; et ce processus se poursuivra jusqu'à épuisement du montant disponible en vue des rachats.
- Tout montant qu'un participant serait fondé à percevoir à titre de rachat sera compensé contre tout montant dont il serait redevable.

Intégration du système des droits de tirage spéciaux dans l'économie d'ensemble des transactions du Fonds et mise en concordance des dispositions anciennes et nouvelles.

Le mécanisme de création de droits de tirage spéciaux de caractère inconditionnel ayant été assorti de sauvegardes appropriées, dont la nécessité d'une majorité qualifiée de 85 p.c. des voix pour toute décision importante, il convenait de rechercher la mise en concordance avec ces principes des dispositions réglant les transactions traditionnelles du Fonds.

Il n'eût pas été acceptable en effet que celles-ci puissent devenir l'instrument d'un élargissement parallèle des facilités d'accès au Fonds, en particulier de caractère automatique et inconditionnel, sans que puisse jouer la protection offerte par l'exigence de la majorité qualifiée de 85 p.c.

En outre, il convenait de réaffirmer le caractère temporaire et réversible du recours usuel aux ressources du Fonds.

Ces préoccupations ont motivé les amendements statutaires proposés aux dispositions concernant la modification des quotes-parts, le caractère temporaire de l'utilisation des ressources du Fonds, la cessation de la faculté de créer de nouvelles facilités inconditionnelles au

(suite de la note de la page précédente)

Si, après que les derniers paiements auront été effectués aux participants, les participants non défaillants ne détiennent pas tous la même proportion de droits de tirage spéciaux par rapport à leurs allocations cumulatives nettes, les participants détenant une proportion plus faible achèteront à ceux qui détiennent une proportion plus élevée des montants qui, conformément aux dispositions prises par le Fonds, rendront égales les proportions respectives de leurs avoirs en droits de tirage spéciaux.

Tout participant en défaut de paiement paiera au Fonds dans sa propre monnaie un montant égal à celui pour lequel il est défaillant. Le Fonds fera la répartition de cette monnaie et des créances restantes éventuelles entre les participants proportionnellement au montant des droits de tirage spéciaux détenus par chacun, et ces droits de tirage spéciaux seront annulés. Le Fonds clôturera alors la comptabilité du Compte de Tirage Spécial, et toutes ses obligations résultant des allocations de droits de tirage spéciaux et de l'administration du Compte de Tirage Spécial se trouveront éteintes.

Tout participant dont la monnaie sera distribuée à d'autres participants au titre de la liquidation des droits de tirage spéciaux garantira que cette monnaie sera utilisable sans restrictions et à tout moment en vue de l'achat de biens ou du paiement de sommes dues à lui-même ou à des résidents de ses territoires. Cette garantie obligera tout participant à indemniser éventuellement les autres participants des pertes encourues du fait d'une différence entre la valeur attribuée à cette monnaie lors de sa distribution par le Fonds et la valeur réalisée par ces participants lors de son utilisation.

Compte Général et les règles relatives aux rachats.

1. Modifications des quotes-parts et questions connexes.

Actuellement, les modifications des quotes-parts exigent une majorité des quatre cinquièmes des voix.

Aux termes du projet d'amendement, les décisions relatives aux modifications des quotes-parts, proposées à la suite d'une révision générale, nécessiteront une nouvelle majorité spéciale, à savoir 85 p.c. des voix.

Toutes les autres modifications de quotes-parts continueront d'exiger une majorité des quatre cinquièmes des voix.

La majorité de 85 p.c. s'appliquera également aux décisions précisant les conditions préalables à l'entrée en vigueur des augmentations de quotes-parts proposées à la suite d'une révision générale ou relatives à d'autres questions en rapport avec les augmentations de quotes-parts proposées, telle l'autorisation donnée aux membres de payer moins que la proportion normale de 25 p.c. de leur souscription supplémentaire en or.

Les conditions de majorité requises pour la création de liquidités additionnelles au Compte Général seront donc alignées sur celles qui sont exigées pour la création de droits de tirage spéciaux.

2. Caractère temporaire de l'utilisation des ressources du Fonds.

Les nouveaux statuts énonceront expressément ce que l'on considère actuellement comme implicite, à savoir que l'utilisation des ressources du Fonds détenues au Compte Général doit présenter un caractère temporaire et que le Fonds doit adopter une politique destinée à inciter les membres à prendre des mesures qui les aideront à éviter d'en faire un usage prolongé. De cette façon, le Fonds préserve le caractère renouvelable de ses ressources.

3. Cessation de la faculté de créer de nouvelles facilités inconditionnelles au Compte Général.

Sous réserve de l'incidence qu'un accroissement des quotes-parts exercera sur le montant des tranches or et supertranches or des

membres, le Fonds n'aura plus la faculté de créer de nouvelles facilités au Compte Général pour l'utilisation inconditionnelle de ses ressources, par exemple, en accordant le régime de la présomption éminemment favorable (*overwhelming benefit of the doubt*) à des tirages dans les tranches de crédit.

Cette disposition traduit l'opinion selon laquelle, grâce à la création de la nouvelle facilité fondée sur les droits de tirage spéciaux, tout besoin de compléter les instruments de réserve existants sera essentiellement satisfait, lorsque et dans la mesure où il se fera sentir, par des allocations de droits de tirage spéciaux. Aucune requête d'un membre en vue d'un accès aux ressources du Fonds au-delà de la tranche or ne pourra donc bénéficier d'un régime d'automatisme, mais elle devra être examinée afin de déterminer si les mesures prises par le membre sont de nature à redresser la position de sa balance des paiements. Le Fonds continuera cependant à pouvoir adapter à tous autres égards les principes régissant les achats dans les tranches de crédit.

4. Règles relatives aux rachats.

Les règles statutaires relatives aux obligations de rachat seront amendées sur divers points en vue de leur assurer une efficacité accrue et d'éliminer certaines anomalies qui en affaiblissaient la portée.

Le calcul des réserves monétaires qui conditionne les rachats statutaires se fera notamment sur une base brute plutôt que sur une base nette (avoirs moins engagements), ce qui permettra, à l'opposé de ce qui se passait antérieurement, de voir se créer des obligations de rachat statutaires dans le chef des pays émetteurs de monnaie de réserve.

Les droits de tirage spéciaux devront être compris dans les réserves monétaires des membres au sens des statuts et les obligations de rachat seront donc payables à due concurrence en droits de tirage spéciaux que le Fonds devra accepter à cette fin au Compte Général. Cependant, comme on l'a antérieurement souligné, le Fonds pourra décider qu'il ne sera pas tenu compte de toute augmentation ou diminution des réserves monétaires en cours d'exercice résultant d'allocations ou d'annulations de droits de tirage spéciaux au cours de ce même exercice.

Conclusions générales sur la nature des instruments de réserve créés.

Une fois l'amendement proposé aux statuts du Fonds Monétaire International ratifié, une gamme étendue d'instruments de réserve pourra être créée dans le cadre des activités de ce dernier : droits de tirage dans la tranche or; droits de tirage dans la supertranche or; positions créditrices constituées en vertu des Accords généraux d'emprunt; droits de tirage spéciaux alloués ou acquis.

Il a parfois été avancé que ces instruments constituent en fait la concrétisation de simples facilités de crédit plutôt que des réserves au sens plein de moyens de nature monétaire disponibles pour le règlement définitif des déficits des paiements internationaux.

Il est clair que l'ensemble de la construction s'analyse, en substance, en un système multilatéral d'octroi de facilités réciproques d'acquisition de devises convertibles. Mais les liquidités monétaires, autres que la monnaie marchandise, se créent toujours par une construction fiduciaire aussi bien d'ailleurs sur le plan interne que sur le plan externe, sans que leur caractère d'instruments valables de liquidités doive pour cela être mis en cause, aussi longtemps que les mécanismes établis fonctionnent correctement. Les instruments nouveaux qui, initialement, peuvent ne représenter qu'une faculté d'accès à d'autres formes de liquidités plus traditionnelles tendent, par l'usage, à tirer leur acceptabilité de leurs caractéristiques propres, si celles-ci ont été adéquatement conçues et adaptées aux besoins.

On peut ajouter que si les instruments de réserve proposés constituent, en dernière analyse, un moyen d'acquiescer des devises ou de rembourser des engagements en devises, ils partagent cette caractéristique avec l'or lui-même qui ne peut être utilement affecté au règlement des déséquilibres de balance des paiements que par sa cession contre devises, soit en vue de renforcer les encaisses en devises utilisables du cédant, soit aux fins de réduire ses engagements en devises envers l'étranger.

Cependant, le fait que la construction élaborée a pour base une action concertée, axée sur l'octroi de facilités mutuelles, confère inévitablement au système certaines caractéristiques dont les principales sont la nécessité de sauvegardes contre le risque d'un recours abusif à ces facilités et l'éventualité, de pro-

babilité d'ailleurs décroissante à mesure que les mécanismes mis en place s'affermiront, d'une liquidation impliquant la disparition des instruments créés.

Ceux-ci ont cependant le caractère d'instruments de réserve largement revêtus, dans le cadre d'un fonctionnement adéquat du dispositif institutionnel créé, de toutes les qualités désirables, avec cependant des nuances qu'il importe de préciser.

*
**

L'inconditionnalité est une des caractéristiques essentielles requises des instruments de réserve. Elle présente en fait deux aspects : l'utilisation libre des ressources et l'absence d'obligation formelle de les rembourser ou de les reconstituer dans des délais déterminés.

Cette inconditionnalité est pleinement assurée, sous ses deux aspects, à tous les instruments de réserve constitués par cessions de devises convertibles, liées normalement à des excédents de balance des paiements : droits de tirage sur la supertranche or, positions créditrices constituées dans le cadre des Accords généraux d'emprunt (1), droits de tirage spéciaux acquis en dehors des allocations.

Aucune entrave ne peut être mise non plus à l'utilisation de la tranche or ou des droits de tirage spéciaux alloués, mais ici une certaine attitude est attendue ultérieurement de la part du pays en cause.

Le principe du caractère temporaire de l'usage des ressources du Fonds implique que les tirages dans la tranche or soient remboursés, soit par le jeu normal des obligations de rachat statutaires, soit en vertu d'un accord passé, avec le membre en vue d'assurer le rachat du tirage dans un délai de trois à cinq ans.

En ce qui regarde les droits de tirage spéciaux alloués, les obligations formelles de reconstitution sont quantitativement limitées, et, en outre, la reconstitution des droits de tirage spéciaux de même que le respect du principe d'harmonisation sont des objectifs que le souci d'une gestion raisonnable de leurs

(1) Dans le cas de cet instrument de réserve, l'inconditionnalité résulte de l'octroi contractuel de la présomption éminemment favorable à toute requête d'utilisation. Ceci n'équivaut pas à une inconditionnalité légale, mais l'inconditionnalité de fait est pratiquement assurée.

réserves et d'une participation correcte au système élaboré doit rendre désirables aux participants eux-mêmes.

*
**

Une autre caractéristique souhaitée des instruments de réserve est qu'ils puissent se créer et s'accroître sans qu'il existe dans tous les cas un lien nécessaire entre cette création ou cet accroissement et des déséquilibres concomitants de balance des paiements, ceci en vue de rencontrer des besoins à long terme non nécessairement liés à des déséquilibres immédiats des comptes extérieurs.

Les instruments de réserve résultant des activités traditionnelles du Fonds Monétaire International ne répondent pas à ce critère : les facilités de tirage dans la tranche or se substituent à l'or sans ajouter aux réserves; les facilités de tirage dans la supertranche or et les positions créditrices constituées dans le cadre des Accords généraux d'emprunt résultent de déséquilibres de balance des paiements. Par contre, la création de droits de tirage spéciaux par voie d'allocation constitue une technique appropriée pour rencontrer, indépendamment de tout déséquilibre présent, les besoins de réserves à long terme.

*
**

La troisième qualité des réserves, leur libre transférabilité, est largement assurée aux instruments élaborés; cette transférabilité s'opérera par la voie de l'acquisition de devises effectivement convertibles et dès lors utilisables sans restriction pour les paiements de toute nature envers tout pays étranger. Il y a lieu de relever cependant que, pour ceux de ces instruments dont l'utilisation implique un appel aux ressources du Fonds, leur transférabilité est mesurée, en dernière analyse, par la liquidité de celui-ci.

En ce qui concerne les droits de tirage spéciaux, elle est conditionnée par les limites quantitatives de l'obligation faite aux participants de fournir des monnaies convertibles en vue de l'utilisation des droits de tirage spéciaux.

*
**

Enfin, la quatrième qualité de bonnes réserves, la stabilité en valeur, assurée en

pratique par un lien avec l'or, est conférée, sous des modalités diverses, aux instruments ici décrits.

En ce qui concerne les droits de tirage dans la tranche or et la supertranche or, elle est assurée par le principe du maintien de la valeur or des quotes-parts et des actifs du Fonds avec la seule dérogation possible d'un vote à 85 p.c. des voix en cas de modification uniforme des parités. Quant aux actifs constitués dans le cadre des Accords généraux d'emprunt et aux droits de tirage spéciaux, ils sont spécifiquement exprimés en or.

*
**

Dans sa conception d'ensemble, le système élaboré constitue une tentative de mise en place d'arrangements permanents destinés à former le cadre institutionnel d'un développement graduel des réserves, mesuré aux besoins par une appréciation concertée et non plus abandonné aux circonstances fortuites de la position de la balance des paiements des pays à monnaie de réserve ou de l'évolution de la

production de l'or, de ses usages industriels et de sa thésaurisation.

Les sauvegardes mises en place doivent permettre les équilibres nécessaires entre l'usage inconditionnel des instruments de réserve aux mains des pays membres et les abus éventuels de ces droits non discutés. Elles doivent assurer également, notamment par la technique des majorités qualifiées, que la création graduelle des liquidités inconditionnelles sous forme de droits de tirage spéciaux soit déterminée par les besoins légitimes de tous et non par les circonstances particulières de certains.

Le système mis sur pied ne pourra cependant adéquatement fonctionner que par l'effort continu et la coopération constante du Fonds et de ses membres et pour autant que les déséquilibres de balances des paiements demeurent dans certaines limites.

Le Fonds, en se voyant confier des responsabilités additionnelles, renforce sa position de centre du système monétaire international et pourra apporter à la gestion du nouveau mécanisme créé une expérience vaste et déjà longue.

RAPPORT DU FONDS DES RENTES : ANNEE 1967

L'année 1967 a été caractérisée par un ralentissement de l'expansion économique et par un renversement de la balance des paiements courants qui, de déficitaire en 1966, est devenue fortement excédentaire.

Cette évolution a eu pour conséquence une détente très nette sur les marchés financiers.

Les autorités ont adapté la politique conjoncturelle à cette nouvelle situation, notamment en ne prorogeant plus la limitation quantitative de l'expansion du crédit et en assouplissant les conditions des ventes à tempérament. Au surplus, diverses dispositions prises en exécution de la loi du 31 mars 1967, dite des « pouvoirs spéciaux », ont eu pour objectif, en apportant des modifications à différents points de notre structure financière, de faciliter l'expansion économique.

*
**

Aucune modification n'a été apportée en 1967 aux dispositions législatives qui régissent le Fonds des Rentes. Cependant, l'arrêté royal n° 41, du 29 septembre 1967, modifiant la loi du 9 août 1955 relative au Fonds des Routes, pris en exécution de la loi du 31 mars dite des « pouvoirs spéciaux », a créé la possibilité d'une intervention du Fonds des Rentes suivant une modalité nouvelle : l'achat par lui de titres à court terme émis par le Fonds des Routes, qu'il replacerait ultérieurement dans le marché. Cette innovation s'inscrit dans la ligne des réformes dont le Fonds des Rentes a fait l'objet depuis sa constitution en 1945 et qui ont eu pour but de lui donner les pouvoirs, les instruments et les moyens financiers pour mener une politique d'open market lorsque les circonstances le permettent et le justifient. Les

diverses étapes qui ont abouti à la mise en place du dispositif fort complet qui existe actuellement, méritent d'être brièvement rappelées.

Le Fonds des Rentes a été constitué par l'arrêté-loi du 18 mai 1945, sous forme d'établissement public autonome dont les engagements sont garantis par l'Etat, avec pour mission de régulariser, par des achats et des ventes, le marché des fonds publics à moyen et à long terme émis ou garantis par l'Etat ou émis par d'autres pouvoirs ou organismes publics. Simultanément, la Banque Nationale renonçait à intervenir sur ce marché comme ses statuts l'y autorisent, et cédait au Fonds son portefeuille relatif à ces interventions. Dans le cadre de sa mission de régularisation, le Fonds s'efforce, sans cependant s'opposer aux tendances fondamentales du marché, de couper les pointes et d'atténuer les fluctuations journalières des cours de bourse des fonds publics. A l'origine, le Fonds finançait son portefeuille par des emprunts sur le marché du call money hors compensation et par l'escompte de promesses, soit à la Banque Nationale, soit dans le marché. A partir de la mise en application de la loi du 28 juillet 1948, modifiant la loi organique de la Banque, l'encours des promesses escomptées auprès de cette institution a été imputé sur la limite de 10 milliards de francs fixée par la convention avenue entre l'Etat et la Banque, le 14 septembre 1948.

Des modifications furent apportées à l'organisation, à la mission et aux opérations du Fonds des Rentes, successivement par la réforme du marché monétaire du 12 novembre 1957, qui lui a procuré les moyens de pratiquer une politique d'open market, par la loi du 19 juin 1959, qui a étendu, en droit, le champ

de ses opérations, par la réorganisation du marché du call money en novembre 1959, qui lui a permis d'intervenir comme organisme régulateur, par la réforme du 1^{er} janvier 1962, qui a mis fin à la souscription obligatoire de ses certificats par les banques, et enfin par l'arrêté n° 41 précité.

En nécessaire et étroite liaison avec sa mission traditionnelle de régularisation *stricto sensu* du marché des fonds publics, le Fonds des Rentes s'est trouvé investi en 1957 d'un rôle nouveau par la mise en œuvre de la réforme du marché monétaire du 12 novembre. Ses possibilités de financement ont été élargies pour lui permettre de pratiquer une politique d'open market. Il a pu émettre des certificats à quatre mois d'échéance, admis dans les couvertures bancaires et dont le taux était lié au taux d'escompte de la Banque Nationale. Par ailleurs, celle-ci lui a ouvert une ligne de crédit de 1 milliard de francs en compte courant d'avances, dont l'utilisation n'est pas soumise à la limite de 10 milliards.

L'objectif premier de la réforme précitée était de mettre fin à l'alimentation automatique du Trésor en fonction de l'accroissement des passifs bancaires et, en sens inverse, d'immuniser le Trésor contre les répercussions d'une diminution de ces passifs. A cet effet, la dette à court terme logée dans les banques fut convertie en certificats de trésorerie A et B d'un emprunt spécial de l'Etat, dont le montant était stabilisé. En cas d'expansion de leur passif à un mois au plus, les banques complétaient leur couverture en souscrivant des certificats qu'émettait le Fonds des Rentes, déterminant ainsi un afflux de liquidités vers cet organisme et non plus vers le Trésor. En sens inverse, le Fonds des Rentes supportait l'incidence d'une contraction éventuelle du passif à un mois au plus des banques, soit directement en remboursant ses propres certificats, soit indirectement en souscrivant des certificats B à concurrence des montants encaissés par les banques. Grâce à ce mécanisme, le Fonds a pu se constituer un volant de disponibilités qui a renforcé ses facultés d'intervention, en vertu de sa mission, sur le marché des rentes.

Au cours de l'année 1959, le Ministre des Finances, la Banque Nationale et le Fonds des Rentes sont convenus de compléter la réforme du marché monétaire intervenue en novembre

1957, en vue de régulariser non seulement le marché des fonds publics à long terme, mais également le marché des effets publics à court terme et le marché monétaire, d'exercer dans le secteur du court terme une action plus efficace sur les taux d'intérêt, et d'aider le Trésor à poursuivre une politique conjoncturelle des finances publiques. A cet effet, une loi du 19 juin 1959 a apporté certaines modifications à l'arrêté-loi du 18 mai 1945, organique du Fonds des Rentes. Celui-ci a été formellement habilité à effectuer des opérations de régularisation et d'open market non plus seulement sur le marché des rentes, mais également sur celui des effets publics à court terme. En vue d'assurer l'harmonie nécessaire entre l'action du Fonds des Rentes et la politique monétaire, le Comité de gestion du Fonds a été élargi et se compose depuis lors de six membres nommés par le Roi, dont trois présentés par la Banque Nationale et les trois autres proposés par le Ministre des Finances. En cas de partage des voix, les avis motivés des membres du Comité sont transmis au Ministre des Finances, appelé à prendre la décision, mais tenu d'informer le Parlement. Afin de donner au Fonds des Rentes les moyens de faire face à sa mission élargie, des ressources supplémentaires ont été mises à sa disposition, indépendamment de celles qu'il se procure par l'émission de certificats ou par voie d'emprunts de call money. La loi précitée du 19 juin a attribué au Fonds la recette de 2,8 milliards qu'a fournie à l'Etat la reprise par la Banque Nationale de la souscription en or de la Belgique au Fonds Monétaire International. Par ailleurs, la Banque acceptait de porter la ligne de crédit du Fonds des Rentes à 2 milliards ⁽¹⁾, celle-ci devant servir uniquement pour des opérations d'open market, à l'exclusion d'un soutien systématique des cours au profit du Trésor.

Une réorganisation du marché du call money est intervenue le 17 novembre 1959 dans le prolongement de la réforme du marché monétaire de novembre 1957 ⁽²⁾. Depuis lors, le

(1) Cette ligne de crédit est fixée actuellement à 3,5 milliards.

(2) Les nouvelles dispositions entrées en vigueur en novembre 1959 comportaient la suppression de la distinction entre les marchés « en compensation » et « hors compensation ». Avant cette unification, le Fonds des Rentes n'avait accès qu'au marché hors compensation, alimenté surtout par l'apport des trésoreries de placeurs institutionnels et d'organismes de sécurité sociale.

Fonds des Rentes a été souvent amené à intervenir comme prêteur sur ce marché dans un but de régularisation; ses prêts sont consentis à un taux qui augmente avec l'ampleur de l'excédent de demandes.

Comme il se recommandait d'élargir le volume des moyens que les banques peuvent mettre à la disposition des entreprises et que le Fonds des Rentes avait constitué une masse de manœuvre suffisante, les coefficients de couverture ont été, sous réserve d'un plancher d'effets publics qui fut lui-même supprimé un an plus tard, abrogés le 1^{er} janvier 1962. Depuis lors, les certificats du Fonds des Rentes ne sont plus émis au robinet et à un taux d'intérêt lié étroitement au taux d'escompte officiel, mais font l'objet d'adjudications hebdomadaires à un taux d'intérêt unique, soit le taux le plus élevé retenu par le Fonds. Comme par le passé, celui-ci souscrit des certificats B à concurrence des montants encaissés. Dans le cadre de ses adjudications, il peut fournir ces certificats, au même titre que les siens propres. Depuis avril 1965, d'autres organismes que les banques sont admis aux adjudications.

La suppression des coefficients de couverture s'est accompagnée de la mise en place d'un dispositif qui permet de fixer des coefficients de réserve monétaire, lorsque l'exigent la politique monétaire et le contrôle du crédit. Le Fonds des Rentes a été habilité à jouer un rôle dans ce système, la réserve pouvant, dans certains cas, être constituée sous forme d'avoirs à vue en francs belges auprès de lui; cette modalité d'application n'a cependant pas été utilisée jusqu'à présent lorsqu'un coefficient a été mis en vigueur.

Enfin, en 1967, l'arrêté royal n° 41 du 29 septembre a rendu possible la création d'un nouveau type d'effet public, qui pourrait faire l'objet d'interventions de la part du Fonds des Rentes. Le Fonds des Routes a, en effet, été habilité, dans certaines circonstances (par exemple : propension trop grande à la liquidité des agents économiques), à couvrir temporairement ses dépenses par des appels au marché monétaire, notamment en émettant des titres à court terme. Lorsqu'une intervention des autorités monétaires se justifie du fait que le montant des fonds disponibles ne permet pas de financer un volume adéquat d'investissements, elle peut prendre notamment la forme d'un achat par le Fonds des Rentes, éventuel-

lement avec des crédits que la Banque Nationale lui consentirait, des titres à court terme que le Fonds des Routes émettrait; ces titres pourraient être replacés ultérieurement dans le marché par le Fonds des Rentes dans le cadre de sa politique d'open market. Au cours de l'année 1967, toutefois, le Fonds des Routes n'a pas fait usage de cette modalité de financement, ayant recouru au marché monétaire sous l'autre forme prévue par l'arrêté n° 41, à savoir l'acceptation de lettres de change créées par les entrepreneurs.

L'extension progressive des possibilités d'action du Fonds des Rentes, telle qu'elle vient d'être décrite, et les mesures qui ont été prises parallèlement dans d'autres domaines ont créé les mécanismes dont les autorités responsables ont besoin pour pouvoir mener en tout temps une politique financière appropriée aux circonstances.

Indépendamment de sa mission de régulateur du marché des effets et fonds publics, le Fonds des Rentes peut, par sa politique d'open market, agir sur les taux d'intérêt à court, moyen et long terme et sur l'orientation des fonds. En outre, il a un rôle important à jouer en matière de finances publiques.

Pour les pouvoirs publics, les problèmes de financement se posent à deux niveaux. D'une part, des moyens de trésorerie doivent être disponibles pour faire face aux décalages qui se produisent en cours d'année entre les recettes et les dépenses du Trésor; d'autre part, des facultés d'emprunt doivent exister pour permettre à l'Etat de pratiquer une politique budgétaire anticyclique.

La ligne de crédit ouverte par la Banque Nationale à l'Etat, qui avait été fixée à 10 milliards par la convention du 14 septembre 1948, est destinée à assurer le financement des déficits saisonniers de trésorerie. Au cours des dernières années, le Fonds des Rentes a été occasionnellement appelé à intervenir, à titre essentiellement transitoire, en achetant des certificats de trésorerie émis antérieurement et détenus par des institutions financières du secteur public. L'amélioration de la situation de trésorerie a permis la conclusion, le 30 mars 1968, d'une nouvelle convention entre l'Etat et la Banque Nationale, en vertu de laquelle le Trésor disposera, à partir du 1^{er} septembre prochain, d'une ligne de crédit de 16 milliards

soit le montant jugé nécessaire pour un financement intégral des déficits saisonniers.

La Banque Nationale peut contribuer au financement d'une politique budgétaire anticyclique en réescomptant des lettres de change créées par les entrepreneurs et acceptées par le Fonds des Routes. Mais, pour le surplus, c'est le Fonds des Rentes qui est compétent en première instance.

Comme on l'a rappelé ci-avant, le Fonds des Rentes est géré paritairement par l'Etat et la Banque Nationale. En cas de désaccord, c'est le Ministre des Finances qui prend la décision, sous le contrôle du Parlement. Or, ces diverses instances jouent toutes un rôle essentiel dans la mise en œuvre d'une politique budgétaire anticyclique : le Gouvernement arrête cette politique, le Parlement vote les crédits budgétaires nécessaires, la Banque Nationale fournit en dernier ressort les ressources requises.

En faisant du Fonds des Rentes l'organisme compétent pour le financement d'une politique budgétaire anticyclique, les réformes des dernières années ont fait en sorte que les décisions des différentes autorités responsables de cette politique seraient prises après toutes les consultations souhaitables et de façon aussi coordonnée que possible.

*
**

Sur le marché monétaire, contrastant avec le resserrement de 1966, une nette détente est apparue, en relation avec le ralentissement conjoncturel et l'importance des ressources dont ont bénéficié les intermédiaires financiers par suite du surplus des opérations avec l'étranger et de la propension accrue des particuliers à l'épargne. En conséquence de cette évolution, une baisse généralisée des taux d'intérêt s'est produite sur le marché monétaire interrompue seulement par les hausses saisonnières habituelles. La Banque Nationale a appuyé le fléchissement autonome des taux sur le marché en procédant à des abaissements successifs, au cours de l'année, de ses taux d'escompte et d'avances; ainsi, son taux d'escompte pour les traites acceptées domiciliées en banque est revenu de 5,25 à 4 p.c.

Grâce aux ressources importantes qu'il a trouvées sur le marché monétaire, le Fonds des Rentes a pu financer sans difficulté son porte-

feuille de fonds publics. Celui-ci a, du reste, diminué : il est revenu d'un montant de 6.426 millions à la fin de décembre 1966 à 5.943 millions un an plus tard. Pour ces raisons, le Fonds des Rentes a été le plus souvent, durant l'année 1967, prêteur d'argent au jour le jour et détenteur d'avoirs en compte à la Banque Nationale, contrairement à ce qui fut le cas en 1966, année au cours de laquelle le Fonds avait dû souvent se présenter comme emprunteur sur le marché du call money et recourir aux avances de l'Institut d'émission. Ainsi, les ressources liquides du Fonds se sont élevées en moyenne à 1.397 millions par jour ⁽¹⁾. Cette liquidité du Fonds des Rentes a trouvé son origine principalement dans la contraction de son portefeuille de fonds et effets publics et, dans une moindre mesure, dans l'augmentation de ses émissions de certificats.

Pour apprécier correctement le montant des certificats émis par le Fonds, il convient de tenir compte des certificats de trésorerie de la tranche B. On rappellera, à cet égard, que ces derniers certificats, dont l'échéance est de quatre mois, ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957 par la conversion, à concurrence d'un tiers environ, de la dette publique à court terme logée obligatoirement dans les banques. Ces certificats sont détenus en totalité par les banques et le Fonds des Rentes. Ce dernier souscrit, au profit du Trésor, les certificats B détenus par les banques qui viennent à échéance mais il peut, lors de ses adjudications hebdomadaires de certificats, céder lesdits certificats B aux banques adjudicataires par priorité à ses propres certificats. En règle générale toutefois, le Fonds ne cède pas aux banques tous les certificats B qu'il détient, mais en conserve un certain montant en portefeuille en perspective d'un recours éventuel aux avances de la Banque Nationale. Celles-ci, en effet, sont généralement accordées sur nantissement de certificats de l'espèce.

Le tableau I donne une vue de l'évolution des certificats émis par le Fonds des Rentes ainsi que des certificats B en sa possession.

⁽¹⁾ Ces ressources sont calculées en faisant la somme des prêts nets d'argent au jour le jour et du solde créditeur du Fonds à la Banque Nationale, déduction faite des avances sur nantissement obtenues de celle-ci. Par ailleurs, la moyenne est établie, comme chaque fois lorsqu'il s'agit de moyenne, sur la base du nombre total de jours de la période.

L'encours journalier moyen net des émissions (c'est-à-dire après déduction des certificats B détenus par le Fonds) s'est situé à un niveau supérieur à partir de mai — le mois de

Tableau I.

Moyennes journalières ¹	Certificats en circulation	Certificats B en portefeuille	Emission nette
	(millions de francs)		
1966 Décembre	5.252	2.423	2.829
Année	6.799	2.428	4.371
1967 Janvier	4.933	2.476	2.457
Février	5.152	2.725	2.427
Mars	6.197	2.328	3.869
Avril	7.136	2.390	4.746
Mai	8.079	2.141	5.938
Juin	8.253	2.429	5.824
Juillet	6.577	2.433	4.144
Août	7.072	2.092	4.980
Septembre	7.775	2.155	5.620
Octobre	7.987	2.420	5.567
Novembre	8.172	2.612	5.560
Décembre	7.519	2.452	5.067
Année	7.078	2.385	4.693

¹ Calculées sur la base du nombre total de jours du mois.

juillet faisant toutefois exception — à celui des mois correspondants de 1966. Dans l'ensemble et abstraction faite des baisses saisonnières du milieu et de la fin de l'année, l'encours moyen des certificats a progressé au cours des trois premiers trimestres, puis a plafonné ou même s'est infléchi très légèrement. En moyenne pour l'année, l'encours net des émissions a atteint 4.693 millions, contre 4.371 millions en 1966. Cette progression des émissions apparaît relativement faible si l'on tient compte de l'importance des capitaux offerts qui ont généralement dépassé largement le montant des certificats venus à échéance. Toutefois, une partie de ces capitaux fut assez régulièrement rejetée de sorte que l'abondance des offres provoqua un fléchissement du taux des certificats plutôt qu'un accroissement de leur encours.

Alors qu'en 1966, le taux des adjudications avait augmenté de 1 p.c. entre le début et la fin de l'année, en 1967, il s'est réduit de 1,25 p.c., revenant de 6,15 p.c. au début de janvier à 4,90 p.c. à la dernière adjudication de décembre; le mouvement n'a été interrompu que par les hausses saisonnières habituelles.

Le Fonds des Rentes intervient également sur le marché des certificats de trésorerie à court terme autres que ceux de la tranche B. Ses interventions sont effectuées dans un but de régularisation du marché conformément aux principes d'une politique d'open market, et à l'exclusion de toute intervention systématique au profit du Trésor. Dans le cadre de sa mission ainsi définie, le Fonds s'est porté acheteur à diverses reprises de certificats de ce type au cours de la première moitié de l'année. Il a cessé ensuite complètement de détenir un portefeuille de ces certificats.

Sur le marché de l'argent au jour le jour, le Fonds des Rentes a été prêteur net contrairement à ce qui avait été le cas en 1966, année au cours de laquelle le Fonds avait été emprunteur net. La position du Fonds s'est toutefois modifiée d'un semestre à l'autre : d'emprunteur net au premier semestre, le Fonds est devenu prêteur pour des montants importants au second semestre, grâce aux ressources accrues que lui ont procurées la diminution de son portefeuille de fonds et effets publics, d'une part, et l'augmentation de ses émissions de certificats, d'autre part. Par solde et pour l'ensemble de l'année, les prêts nets du Fonds ont atteint la moyenne journalière de 865 millions, alors qu'en 1966, ses emprunts nets s'étaient élevés à 541 millions en moyenne par jour.

En raison de l'augmentation des apports de fonds au marché, les taux de l'argent au jour le jour ont diminué comparativement à 1966, tout au moins au cours du second semestre. En effet, pendant la première moitié de l'année, les taux ont, en général, été supérieurs à ceux de 1966. Pour l'ensemble de l'année, la moyenne pondérée des taux journaliers est revenue de 3,88 p.c. en 1966 à 3,19 p.c. en 1967.

Grâce aux ressources plus amples dont il a disposé dans l'ensemble en 1967, le Fonds des Rentes a pu non seulement cesser complètement de recourir aux avances à la Banque Nationale dans la seconde moitié de cette année, mais il a, au surplus, détenu durant la plus grande partie de l'année, des avoirs importants en compte courant. Le montant journalier de ces avoirs s'est élevé en moyenne pour l'année à 579 millions. La moyenne la plus élevée a été atteinte en novembre avec un montant de 1.772 millions.

Tableau II.

Evolution des cours de quelques rentes types pendant l'année 1967

	Moyenne des cours janvier 1967	Cours extrêmes		Moyenne des cours décembre 1967
		Plus haut	Plus bas	
4 % Unifiée, I	98,028	98,60	97,90	98,600
4 1/2 % Belge 1953-1968	99,109	101,70	98,80	101,511
4 1/2 % Belge 1954-1972	94,428	96,40	94,20	96,374
4 1/4 % Belge 1954-1974, I	92,300	94,20	91,70	94,063
5 % Belge 1958-1968	99,176	100,00	98,10	99,932
4 3/4 % Belge 1959-1971	95,447	97,40	95,40	97,342
5 1/4 % Belge 1960-1970, II	100,509	101,10	98,90	100,784
5 1/4 % Belge 1961-1970-1973	101,285	101,80	100,00	101,637
5 % Belge 1962-1967-1972-1977-1982, I ...	99,842	100,00	99,20	99,974
5 % Belge 1963-1973-1978-1983, I	94,933	96,10	91,70	95,995
6 1/4 % Belge 1964-1969-1974, I	98,142	100,10	98,00	99,968
6 1/4 % Belge 1965-1970-1976	98,252	100,00	97,80	99,505
6 1/4 % Belge 1966-1971-1976, I	97,052	100,00	96,80	99,195
4 % Lots 1941	814,333	852,00	797,00	842,740
4 % Chem. de Fer 1955-1975, II	90,109	91,40	89,90	91,374
4 % priv. Chem. de Fer, tranche belge	484,095	485,00	447,00	473,421
4 3/4 % R.T.T. 1959-1970	97,080	97,80	96,00	97,700

Tableau III.

Evolution des rendements nets de quelques valeurs ¹

	15 décembre 1966		3 janvier 1967 ²		15 décembre 1967	
4 % Unifiée, I	98,20	4,05	98,20	3,81	98,60	3,79
4 1/2 % Belge 1953-1968	98,80	6,07	98,80	5,85	101,50	4,28
4 1/2 % Belge 1954-1972	94,00	6,34	94,20	6,03	96,40	5,69
4 1/4 % Belge 1954-1974, I	92,30	6,30	92,20	6,07	94,00	5,82
5 % Belge 1958-1968	98,90	5,42	99,20	4,95	100,00	4,16
4 3/4 % Belge 1959-1971	95,80	5,81	95,40	5,65	97,30	5,29
5 1/4 % Belge 1960-1970, I	98,30	5,71	97,90	5,55	99,00	5,24
5 1/4 % Belge 1961-1970-1973	100,80	5,63	101,40	5,12	101,60	5,06
5 % Belge 1962-1967-1972-1977-1982, I ...	99,80	3,49	99,80	2,57	100,00	5,48
5 % Belge 1963-1973-1978-1983, I	93,20	5,49	94,10	5,06	96,00	4,79
6 1/4 % Belge 1964-1969-1974, I	98,30	5,95	98,00	5,82	100,00	4,64
6 1/4 % Belge 1965-1970-1976	98,40	5,68	98,40	5,27	99,60	4,99
6 1/4 % Belge 1966-1971-1976, I	97,20	5,97	97,00	5,73	99,10	5,17
4 % Chem. de Fer 1955-1975, II	90,10	6,11	90,10	5,88	91,40	5,76
4 3/4 % R.T.T. 1959-1970	96,40	5,77	96,80	5,37	97,70	5,29

¹ Les rendements sont calculés sur la première échéance.

² A partir du 1er janvier 1967, application d'un précompte mobilier de 6 p.c. sur les coupons des titres émis avant le 1er décembre 1962 et de 20 p.c. (au lieu de 15 p.c.) sur les emprunts émis après le 1er décembre 1962.

Emissions d'emprunts.

Les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public ont émis par souscription publique, en 1967, les emprunts figurant au tableau IV.

Il y a lieu d'ajouter, aux émissions précitées, les titres de la *quatorzième tranche des obligations à 6,50 p.c. d'ensemble 62.222.000 francs*, remises aux sinistrés par la *Caisse Autonome des Dommages de Guerre*, du

1^{er} octobre 1966 au 30 septembre 1967. Ces obligations ont été admises aux cotations officielles le 2 octobre 1967.

La *Fondation nationale pour le Financement de la Recherche scientifique* a commencé, le 1^{er} avril 1967, l'émission, au taux de 2 p.c. l'an et au pair, d'une *huitième tranche de 300.000.000 francs de son emprunt 1960-1999*.

Le tableau IV fait abstraction des émissions au robinet des institutions d'intérêt public.

Tableau IV.

Emissions d'emprunts

Emprunts	Date d'émission	Nominal (millions de francs)	Taux nominal (pour cent)	Durée	Prix d'émission	Prix de remboursement	Rendement pour le souscripteur à l'échéance de
							(pour cent)
Société Nationale de Crédit à l'Industrie 1967-1977 ...	1966 30/12	500	6,75	10 ans	97,65	100	7,09 10 ans
Société Nationale de Crédit à l'Industrie 1967-1987 ...	30/12	500	7,00	20 ans	96,65	100	7,33 20 ans
Ville de Bruxelles 1967-1977	1967 9/1	2.500	7,00	10 ans	99,00	100	7,14 10 ans
Emprunt belge 1967-1982, I	30/1	7.710	7,00	15 ans	99,50	100	7,06 15 ans
Emprunt belge 1967-1972-1978, I ¹	30/1	5.800	6,75	5 ans, 7 mois, 13 jours	100,00	100	6,76 5 ans
			7,00			101		7 mois, 13 jours
Société Nationale de Crédit à l'Industrie 1967-1977-1987	20/2	2.000	7,00	10 ou 20 ans	99,50	100	7,07 10 ans
						104		7,14 20 ans
Régie des Télégraphes et des Téléphones 1967-1973 1979	22/3	4.000	6,75	6 ou 12 ans	99,50	100	6,86 6 ans
			7,00			101		6,97 12 ans
Fonds des Routes 1967-1982	17/4	6.000	7,00	15 ans	99,50	100	7,06 15 ans
Société Nationale des Chemins de fer belges 1967-1973-1982	10/5	2.985 ²	6,75	6 ou 15 ans	99,50	100	6,86 6 ans
			7,00			101		6,96 15 ans
Emprunt belge 1967-1972-1978, II	15/6	8.960	6,75	5 ans, 2 mois, 26 jours	100,00	100	6,76 5 ans
			7,00			101		6,93 6 ans
Emprunt belge 1967-1982, II	15/6	5.330	7,00	14 ans, 7 mois, 13 jours	99,50	101	7,06 14 ans
				7 mois, 13 jours		7 mois, 13 jours	
Ville de Liège 1967-1972-1977	28/8	800	6,75	5 ou 10 ans	99,00	100	6,99 5 ans
			7,00			101,50		7,10 10 ans
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 1967-1973-1979	18/9	500	6,75	6 ou 12 ans	99,50	100	6,85 6 ans
			7,00			101		6,97 12 ans
Emprunt belge 1967-1974-1982	2/10	10.000	6,75	6 ans, 3 mois, 27 jours	100,00	100	6,76 6 ans
			7,00			100		6,87 3 mois, 27 jours
Ville d'Anvers 1967-1979 ...	6/11	2.000	7,00	12 ans	99,50	101	7,12 12 ans
						après 12 ans	
Fonds des Routes 1967-1979	4/12	6.000	6,75	12 ans	99,50	100	6,81 12 ans
		65.585				après 12 ans	

¹ Regroupé avec l'Emprunt belge 1966-1972-1978, le 19 septembre 1967. — Nouvelle appellation : Emprunts réunis 1972-1978-6,75-7 %.

² Au 31 janvier 1968.

Tableau V.

Radiations et remboursements effectués en 1967

2/ 1	2 ½ %, 3 %, 4 %, 4 ½ % Annuités : — remboursement à l'échéance	110.800
8/ 2	5 % Emprunt belge 1962-1967-1972-1977-1982, I : — remboursement anticipé	5.232.198.000
10/ 3	5 ½ % Ville de Liège 1962-1967-1972-1977-1982 : — remboursement anticipé	265.000
5/ 4	5 ¼ % Régie des Télégraphes et des Téléphones 1962-1967-1972-1982 : — remboursement anticipé	1.378.140.000
15/ 4	4 % Ville d'Anvers 1937-1967 : — remboursement à l'échéance	19.450.000
10/ 5	5 ¼ % Société Nationale des Chemins de fer belges 1962-1967-1972-1977-1982 : — remboursement anticipé	706.958.000
16/ 5	4 ½ % Emprunt belge 1956-1967 : — admis en paiement de souscription à l'Emprunt 7 % Fonds des Routes 1967-1982	1.317.569.000
	— remboursement à l'échéance	1.518.485.000
21/ 5	5 % Société Nationale des Chemins de fer belges 1957-1967-1972 : — remboursement anticipé	337.324.000
30/ 5	5 ¼ % Ville de Bruxelles 1962-1967-1972-1977-1982 : — remboursement anticipé	506.597.000
1/ 6	5 % Régie des Télégraphes et des Téléphones 1957-1967-1972 : — remboursement anticipé	147.776.000
5/ 6	5 % Ville de Liège 1957-1967 : — remboursement à l'échéance	243.294.000
25/ 6	5 % Emprunt belge 1962-1967-1972-1977-1982, II : — remboursement anticipé	4.673.106.000
1/ 7	4 ¼ % Emprunt belge 1956-1967-1973 : — remboursement anticipé	1.276.080.000
1/ 7	5 % Fonds des Routes 1957-1967 : — admis en paiement de souscriptions : — à l'Emprunt 6 ¾ % belge 1967-1972-1978, II	445.117.000
	— à l'Emprunt 7 % belge 1967-1982, II	98.548.000
	— remboursement à l'échéance	919.430.000
1/ 7	4 ½ % Ville de Bruxelles 1918 : — remboursement à l'échéance	2.495.000
1/ 8	4 % Ville de Liège 1937-1967 : — remboursement à l'échéance	5.560.000
1/ 9	4 % Ville de Gand 1937-1967 : — remboursement à l'échéance	6.670.000
10/ 9	5 % Ville d'Anvers 1962-1967-1972-1977-1982 : — remboursement anticipé	13.506.000
1/10	4 ½ % Ville de Bruxelles 1956-1967-1972 : — remboursement anticipé	196.620.000
		19.054.298.000¹

¹ A ce chiffre, il y a lieu d'ajouter le remboursement, le 1er janvier 1967, des titres à numéros impairs, de la huitième série de l'Emprunt de l'Assainissement monétaire, remboursables à cette date, pour un montant de 818.094.000 francs.

Le montant net des appels publics au marché des capitaux s'élève donc à : 46,5 milliards, contre 33,1 milliards en 1966; 37,1 milliards en 1965; 24,9 milliards en 1964; 20,3 milliards en 1963; 22,3 milliards en 1962.

Tenant compte des mouvements du portefeuille du Fonds des Rentes, on obtient les chiffres ci-après :

	1966	1967
	<i>(milliards de francs)</i>	
Emissions	45,8	65,5
Remboursements	- 12,7	- 19,0
	33,1	46,5
Solde des opérations effectuées en bourse et dont le Fonds des Rentes a été la contrepartie ...	+ 0,1	- 0,5
	33,2	46,0

Fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1967.

Le tableau ci-après résume les fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1967 :

Tableau VI.

(capital nominal en millions de francs)

	Solde général	Mouvement	
		Plus	Moins
31 décembre 1966 ..	6.426		
31 mars 1967	6.087		339
30 juin 1967	5.873		214
30 septembre 1967 ..	5.532		341
31 décembre 1967 ...	5.943	411	
		411	894
Différence ...		- 483	

Tableau VII.

	Titres offerts		Titres demandés		Total des transactions
	ventes notées en carnets par les agents de change		achats notés en carnets par les agents de change		
<i>(millions de francs)</i>					
Bruxelles :					
Portefeuille « A »	12.818		15.904		
Portefeuille « B »	3.077		3.730		
		15.895		19.634	35.529
Anvers :					
Portefeuille « A »	1.500		579		
Portefeuille « B »	677		403		
		2.177		982	3.159
Gand :					
Portefeuille « A »	792		166		
Portefeuille « B »	288		153		
		1.080		319	1.399
Liège :					
Portefeuille « A »	459		133		
Portefeuille « B »	143		68		
		602		201	803
		19.754		21.136	40.890

Le montant le plus bas, soit 5.162 millions, a été enregistré le 8 août 1967, le montant le plus élevé, soit 6.426 millions, le 2 janvier 1967.

Le portefeuille du Fonds a subi, depuis 1960, les variations suivantes :

	<i>(millions de francs)</i>	
1960	+ 2.071	
1961	+ 270	
1962	+ 870	
1963	+ 628	
1964		- 1.593
1965		- 529
1966	+ 128	
1967		- 483

Volume des transactions.

Le volume général des transactions effectuées en bourse, sur le marché des rentes, s'établit comme suit :

	1966	1967	Différence
	<i>(valeur nominale en millions de francs)</i>		
Titres offerts (par le public)	18.785	19.754	+ 969
Titres demandés (par le public)	19.051	21.136	+ 2.085
	37.836	40.890	+ 3.054

Ce volume global se répartit, comme suit, entre les quatre bourses du pays :

Tableau VIII.

Nombre d'ordres inscrits dans les carnets des agents de change, teneurs de carnets

	Ordres de ventes notés en carnets par les agents de change		Ordres d'achats notés en carnets par les agents de change	
Bruxelles :				
Portefeuille « A »	192.328		56.243	
Portefeuille « B »	71.637		35.301	
		263.965		91.544
Anvers :				
Portefeuille « A »	17.943		4.331	
Portefeuille « B »	11.490		3.952	
		29.433		8.283
Gand :				
Portefeuille « A »	17.882		2.818	
Portefeuille « B »	7.368		2.033	
		25.250		4.851
Liège :				
Portefeuille « A »	6.897		2.099	
Portefeuille « B »	3.142		1.394	
		10.039		3.493
		328.687		108.171
Total général		328.687	436.858	

Les données de ce tableau, comparées à celles de l'année 1966, font apparaître les différences ci-dessous :

- les ordres de ventes ont diminué de ... 2.648 postes
- les ordres d'achats ont diminué de ... 1.245 postes
- Diminution de l'année ... 3.893 postes

La moyenne journalière ressort à 1.733 postes inscrits aux carnets, par séance de bourse, en prenant comme base 252 séances par année, contre 1.749 en 1966.

Pour la seule place de Bruxelles, les opérations du Fonds des Rentes se sont traduites par les mouvements matériels ci-après :

Entrées dans	
les coffres	909.160 titres, contre 1.051.694 en 1966
Sorties	
des coffres	1.083.892 titres, contre 1.048.943 en 1966
Mouvement	
total ...	1.993.052 titres, contre 2.100.637 en 1966

Ce mouvement a représenté, en 1967, une manipulation moyenne de 7.909 titres par journée de travail ⁽¹⁾ (contre 8.335 titres en 1966).

⁽¹⁾ Nombre de jours de travail : 252.

Les livraisons de titres ont été accompagnées de 44.356 bordereaux de dépôts numériques, ce qui détermine une moyenne journalière de 176 bordereaux.

Les liquidations sur les places de province ont donné lieu aux mouvements de titres suivants :

339 envois à Anvers pour	1.495 millions (de nominal)
113 envois à Gand pour	835 millions (de nominal)
101 envois à Liège pour	494 millions (de nominal)

Nombre et volume des emprunts dont le Fonds des Rentes contrôle le marché.

Au 31 décembre 1967, le contrôle du Fonds s'exerçait sur 233 emprunts totalisant un capital nominal en circulation de 392.226 millions ⁽¹⁾.

Ces emprunts se répartissent comme suit :

Portefeuille « A » : (emprunts émis par l'Etat ou à charge de l'Etat) : 72 emprunts totalisant 287.379 millions.

⁽¹⁾ Valeurs congolaises non comprises.

Portefeuille « B » : (emprunts garantis par l'Etat, emprunts des provinces et communes, du Crédit Communal, etc.) : 161 emprunts totalisant 104.847 millions, se détaillant comme suit :

a) Emprunts garantis par l'Etat :
64 emprunts totalisant 64.395 millions;

b) Emprunts du Crédit Communal + Intercommunale autoroute E3 : 12 emprunts totalisant 17.635 millions;

c) Emprunts de la Société Nationale des Chemins de fer belges non garantis : 2 emprunts totalisant 1.270 millions;

d) Emprunts des provinces : 4 emprunts totalisant 214 millions;

e) Emprunts des villes et communes :
79 emprunts totalisant 21.333 millions.

Le portefeuille du Fonds au 31 décembre 1967 représente 1,28 p.c. des emprunts en circulation.

En 1966 le rapport s'établissait à 1,54 p.c. (1), à 1,59 p.c. en 1965 (1), à 1,87 p.c. en 1964 (1), et à 2,45 p.c. en 1963 (1).

Situation générale du portefeuille à la fin de 1967.

La situation générale du portefeuille s'établit comme suit au 31 décembre 1967, comparativement au 31 décembre 1966 :

	31 décembre 1966	31 décembre 1967
	<i>(valeur nominale en millions de francs)</i>	
Portefeuille « A » :		
(Emprunts émis par l'Etat ou à charge de l'Etat)	3.313	2.943
Portefeuille « B » :		
(Emprunts garantis par l'Etat, emprunts des provinces et communes, du Crédit Communal, du Congo, etc.)	3.113	3.000
	6.426	5.943

(1) Valeurs congolaises non comprises.

Si l'on comprend les valeurs congolaises, les chiffres s'établissent à 1,47 p.c. en 1967, à 1,80 p.c. en 1966, à 1,73 p.c. en 1965, à 2,08 p.c. en 1964 et à 2,65 p.c. en 1963.

Tableau IX.

Résultats des adjudications de certificats organisées par le Fonds des Rentes

1967	Montant offert	Montant adjugé	Taux d'intérêt
	<i>(millions de francs)</i>		<i>(pour cent)</i>
3 janvier	542	542	6,15
10 janvier	625	625	6,15
17 janvier	711	507	6,15
24 janvier	1.407	895	6,10
31 janvier	512	312	6,05
7 février	750	600	6,00
14 février	947	897	6,00
21 février	954	954	6,00
28 février	1.118	1.118	6,00
7 mars	1.085	750	6,00
14 mars	901	701	6,00
21 mars	1.778	1.075	5,90
28 mars	3.620	3.165	5,75
4 avril	1.365	740	5,75
11 avril	711	505	5,70
18 avril	1.214	239	5,65
25 avril	1.815	1.045	5,60
2 mai	980	530	5,60
9 mai	405	190	5,55
16 mai	1.052	1.052	5,55
23 mai	965	965	5,55
30 mai	1.110	790	5,50
6 juin	333	183	5,55
13 juin	385	385	5,60
20 juin	580	380	5,65
27 juin	435	435	5,75
4 juillet	429	429	5,75
11 juillet	320	270	5,75
18 juillet	1.197	1.197	5,80
25 juillet	2.615	2.615	5,80
1 août	2.575	2.051	5,80
8 août	1.561	790	5,75
17 août	2.596	1.217	5,70
22 août	1.515	715	5,65
29 août	941	621	5,60
5 septembre	915	715	5,50
12 septembre	894	584	5,45
19 septembre	1.441	1.091	5,40
26 septembre	1.217	1.017	5,40
3 octobre	1.031	131	5,30
10 octobre	154	79	5,30
17 octobre	1.365	310	5,00
24 octobre	977	532	5,00
31 octobre	1.015	428	4,90
7 novembre	795	385	4,85
14 novembre	883	733	4,85
21 novembre	1.385	875	4,85
28 novembre	4.010	3.310	4,85
5 décembre	1.270	1.160	4,85
12 décembre	943	618	4,80
19 décembre	469	159	4,80
26 décembre	1.270	1.220	4,90

Classification des valeurs, au 31 décembre 1967, tenant compte de la durée restant à courir jusqu'à leur date de remboursement.

	<i>(valeur nominale en millions de francs)</i>
Portefeuille « A » :	
Moins de 5 ans	1.571
De 5 à 10 ans	555
Plus de 10 ans	817
	<u>2.943</u>

	Moins de 5 ans	De 5 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
<i>(millions de francs de capital nominal)</i>				
Portefeuille « B » :				
Emprunts garantis par l'Etat	421	401	381	1.203
Emprunts du Congo ...	—	—	902	902
Emprunts du Crédit Communal et des Intercommunales ...	5	46	91	142
Chemins de fer long terme non garanti ...	—	—	21	21
Emprunts des villes et provinces	213	366	153	732
	<u>639</u>	<u>813</u>	<u>1.548</u>	<u>3.000</u>

Tableau X.

Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes
(millions de francs)

Fin de période	Avoirs du Fonds des Rentes					Financement		
	Portefeuille <i>(valeur nominale)</i>			Prêts de call money	Solde créditeur à la B.N.B.	Encours de certificats du Fonds des Rentes	Emprunts de call money	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie B	Autres certificats de trésorerie					
1966 Décembre	6.426	3.269	—	—	—	4.524	1.563	320
1967 Janvier	6.044	2.674	—	51	—	5.304	—	—
Février	6.297	2.294	—	—	—	4.887	323	—
Mars	6.087	3.735	1.700	—	—	5.306	2.607	302
Avril	6.060	2.460	1.200	1.516	—	7.826	—	—
Mai	5.906	2.300	6.300	—	—	8.284	833	1.961
Juin	5.873	2.890	5.250	—	—	7.195	1.241	2.190
Juillet	5.314	1.700	—	2.300	258	6.211	—	—
Août	5.471	2.556	—	2.700	154	7.458	—	—
Septembre	5.531	2.300	—	3.000	598	7.927	—	—
Octobre	5.692	2.880	—	3.030	—	8.160	—	—
Novembre	5.702	1.869	—	503	2.672	7.301	—	—
Décembre	5.943	3.560	—	141	—	6.348	—	—

Tableau XI.

Taux de l'argent au jour le jour en 1967

Moyennes pondérées
par les montants des capitaux empruntés,
des taux journaliers moyens

Janvier	3,37
Février	3,53
Mars	3,45
Avril	3,71
Mai	3,59
Juin	3,52
Juillet	3,69
Août	2,88
Septembre	2,85
Octobre	2,94
Novembre	2,53
Décembre	2,54

BILAN ET COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1967

Bilan au 31 décembre 1967

ACTIF			PASSIF	
Portefeuille titres : <i>Valeur nominale</i>			Certificats Fonds des Rentes	6.348.000.000
Fonds publics belges	5.041.442.803	5.531.119.290	Trésor public (art. 9 de la loi du 19 juin 1959)	2.812.500.000
Fonds belgo-congolais et valeurs congolaises ...	901.593.588	951.595.873	Achats de titres à liquider	75.863.552
	<u>5.943.036.391</u>	<u>6.482.715.163</u>	Coupons perçus par anticipation	588.885
Certificats de trésorerie, tranche B ...		3.560.000.000	Prorata d'intérêts courus sur certificats Fonds des Rentes	53.076.825
Banque Nationale de Belgique, compte courant		623.493	Résultats au 31 décembre 1966	1.118.399.750
Prêts à court terme		141.000.000	Résultats de l'exercice 1967	<u>51.536.268</u>
Ventes de titres à liquider		117.809.883		<u>1.169.936.018</u>
Coupons échus à encaisser		373.552		<u>10.459.965.280</u>
Prorata d'intérêts courus sur fonds publics et sur prêts divers		<u>157.443.189</u>		
		<u>10.459.965.280</u>		

Résultats au 31 décembre 1967

CREDIT		DEBIT	
Revenus des fonds publics	282.996.940	Intérêts sur compte d'avances à la Banque Nationale de Belgique	2.734.483
Intérêts des certificats de trésorerie, tranche B	137.069.082	Intérêts sur emprunts à court terme	10.641.325
Intérêts des certificats de trésorerie D	52.129.169	Intérêts sur certificats Fonds des Rentes	411.994.462
Intérêts des prêts à court terme	35.750.968	Courtages	19.203.804
	<u>507.946.159</u>	Commissions sur opérations de call money	906.441
		Frais généraux	250.702
		Soldes des postes de titres complètement liquidés	<u>10.678.674</u>
			456.409.891
		Bénéfice de l'exercice	<u>51.536.268</u>
			<u>507.946.159</u>
		<i>Pour mémoire : Coupons de valeurs congolaises venus à échéance, restés en souffrance, faute de paiement : 4 % privilégiée préf. Vicicongo</i>	502.180

Les résultats de l'exercice 1967 (51,5 millions) sont inférieurs à ceux de l'exercice précédent (103,3 millions), principalement à cause de l'augmentation de la charge d'intérêts des certificats émis par le Fonds.

Par ailleurs, il convient de remarquer que le poste « Portefeuille titres » figure au bilan pour sa valeur d'acquisition.

Dans cette optique, les résultats cumulés des exercices antérieurs présentent, au 31 dé-

cembre 1967, un solde favorable de 1.169,9 millions.

La valeur boursière du « portefeuille titres », au 31 décembre 1967, est inférieure de 1.194,3 millions à sa valeur d'acquisition.

Cette moins-value boursière se ventile comme suit :

	<i>(millions de francs)</i>
Valeurs belges	731,1
Titres de l'emprunt du Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion et valeurs congolaises	<u>463,2</u>
	1.194,3

Il en découle que le solde favorable des résultats cumulés au 31 décembre 1967, soit 1.169,9 millions, couvre entièrement la moins-value boursière des valeurs belges (731,1 millions) et couvre presque (à 24,4 millions près) la moins-value boursière des valeurs congolaises (463,2 millions); mais, en ce qui concerne cette dernière catégorie de valeurs, dont le marché n'est plus du ressort du Fonds des Rentes depuis le 17 juillet 1961, nul n'ignore que la moins-value résulte grandement de raisons qui se situent en dehors de la bourse.

Bruxelles, le 30 mars 1968.

Le président,
M. D'HAEZE.

*
**

1967 (1^{er} semestre) — Tableau récapitulatif des moyennes mensuelles des cours

Désignation des valeurs		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Portefeuille « A » :							
3	% Belge, II	99,900	99,900	99,900	99,900	99,900	99,900
3 1/2	% Belge 1937	87,314	87,300	87,300	87,300	87,300	87,300
3 1/2	% Belge 1943	87,900	87,900	87,900	87,900	87,900	87,890
4	% Unifiée, I	98,028	97,935	98,433	98,475	98,500	98,477
4	% Libération	88,228	87,645	87,176	86,985	86,726	86,700
5	% Belge 1953-1973, Ex-lots	—	—	95,000	94,620	94,773	95,086
2	%-5 % Lots 1953 (depuis le 21-3 coté ex-lots)	947,619	948,600	940,785	—	—	—
4 1/2	% Belge 1953-1973	94,633	94,700	94,700	94,800	94,826	95,018
4 1/2	% Belge 1953-1968	99,109	99,255	99,700	99,700	99,884	100,072
4 1/2	% Belge 1954-1972	94,428	94,485	94,485	94,825	94,900	94,918
4 1/4	% Belge 1954-1974, I	92,300	92,300	92,371	92,375	92,547	92,236
4	% Belge 1955-1975	89,314	89,510	89,523	89,430	89,884	89,840
4 1/4	% Belge 1956-1971	100,585	100,180	100,490	101,050	101,078	101,054
4 1/4	% Belge 1956-1967-1973	99,871	99,625	99,871	99,985	100,010	99,928
4 1/2	% Belge 1956-1967	99,928	99,600	100,119	100,305	100,300	—
5	% Belge 1957-1969	98,942	97,810	97,904	98,320	98,900	98,927
5	% Belge 1958-1968	99,176	98,380	99,023	99,250	99,205	99,259
4 3/4	% Belge 1959-1971	95,447	96,015	96,742	96,985	96,547	97,063
5	% Belge 1959-1970	98,180	97,400	97,471	98,070	97,873	98,104
5 1/4	% Belge 1960-1970, II	100,509	99,180	99,104	98,925	99,405	99,727
5 1/2	% Belge 1960-1970-1975, III	100,123	99,385	99,852	100,315	100,168	99,972
5 1/2	% Belge 1961-1970-1973	101,285	100,195	100,538	100,705	100,631	100,213
5 1/2	% Belge 1961-1971-1976-1981	100,028	100,000	100,023	100,070	100,089	99,981
5	% Belge 1962-1972-1977-1982, I	99,842	99,980	99,628	99,405	99,273	99,250
5	% Belge 1963-1983, I	94,933	94,200	93,761	92,770	92,121	92,327
6	% Belge 1963-1983	93,071	93,040	93,176	93,445	93,663	94,004
6 1/4	% Belge 1964-1969-1974, I	98,142	98,525	98,895	98,920	99,173	98,900
6 1/4	% Belge 1964-1969-1975	98,438	98,730	98,542	98,905	98,494	98,545
6 1/4	% Belge 1964-1969-1974, II	98,485	98,300	98,304	98,670	99,263	98,863
6 1/4	% Belge 1965-1970-1976	98,252	98,075	98,000	98,150	98,100	97,818
6 1/4	% Belge 1965-1971-1978	98,042	97,585	97,095	97,275	97,642	97,922
6 1/4	% Belge 1965-1971-1980	96,514	96,645	96,519	97,260	96,910	96,822
6 1/4	% Belge 1966-1971-1976, I	97,052	97,285	97,747	97,840	97,778	97,427
6 3/4	% Belge 1966-1971-1976, II	96,485	97,055	97,042	97,325	97,378	97,277
6 3/4	% Belge 1966-1972-1978 depuis le 18-9 Réunis 1972-1978	—	—	98,311	99,035	98,636	98,477
4	% Lots 1933	1.062,476	1.059,900	1.058,574	1.066,450	1.082,157	1.092,500
4	% Lots 1941	814,333	807,100	801,476	820,150	839,570	829,818
4	% Chemins de Fer 1955-1975, II	90,109	90,100	90,100	90,100	90,100	90,036
5	% Fonds des Routes 1957-1967 ¹	99,928	99,820	100,109	100,205	100,257	100,220
6	% Fonds des Routes 1963-1983	93,400	93,230	93,166	92,785	92,600	92,600
6 1/4	% Fonds des Routes 1964-1969-1974	98,452	98,390	98,123	98,710	99,126	98,959
6 1/4	% Fonds des Routes 1965-1972-1980	96,700	96,620	96,500	96,500	96,563	97,327
4	% Chemins de fer belges, tr. belge	484,095	481,250	479,476	478,250	476,842	473,090
Portefeuille « B » :							
3	% Vicinaux J./J., IV	57,762	57,480	57,040	56,975	56,657	56,550
3 1/2	% R.T.T. 1943	99,635	100,000	99,950	99,800	99,081	98,100
4 1/2	% R.T.T. 1953-1968, I	102,752	103,080	103,319	103,855	104,600	104,672
4 1/4	% R.T.T. 1954-1974, I	91,290	91,330	91,714	92,050	91,494	91,700
4 1/4	% R.T.T. 1959-1970	97,080	97,185	97,452	97,315	96,384	96,163
5 1/2	% R.T.T. 1961-1971	101,738	100,810	100,433	100,030	99,763	99,890
4 1/2	% R.T.T. 1966-1972-1978	97,323	97,505	97,419	97,220	97,221	97,240
4 1/2	% Chemins de fer belges 1954-1972	94,890	95,100	95,247	95,300	95,300	95,377
5	% Chem. de fer belges 1957-1967-1972	99,800	99,760	99,966	100,310	100,168	99,772
4 3/4	% Chem. de fer belges 1959-1969, I	97,400	97,320	97,290	97,750	98,378	98,422
5 1/2	% Ch. de fer belg. 1963-1973-1978-1983	93,300	93,230	93,161	92,805	92,536	93,268
6 1/4	% Chem. de fer belges 1964-1969-1974	98,800	98,755	98,561	98,845	98,589	98,545
6 1/4	% Chem. de fer belges 1965-1971-1977	97,890	97,455	97,680	97,805	98,200	98,095
5	% S.N.C.I. 1959-1969	98,185	97,965	97,800	97,680	97,526	97,618
4 1/2	% Distributions d'Eau 1953-1968	99,800	99,905	100,071	100,550	100,778	101,031
4	% Crédit Communal, I	79,819	79,835	79,128	79,340	78,747	78,559
4	% Crédit Communal, IV	93,200	93,200	93,200	93,160	93,000	93,000
5	% Crédit Communal 1957	96,300	96,225	96,200	96,245	96,300	96,363
4	% Chemins de fer belges 1937	720,010	714,400	714,380	713,421	714,947	715,047
4	% Anvers 1931	95,100	95,100	95,100	95,100	95,100	95,120
4 1/2	% Anvers 1953-1968, I	101,604	102,000	102,423	103,315	103,442	103,600
4	% Anvers 1955-1975	91,800	91,800	91,800	91,800	91,631	91,500
5	% Anvers 1959-1969	96,700	96,700	96,800	97,125	97,694	98,200
7	% Anvers 1966-1976	—	—	97,350	98,250	98,757	98,609
4	% Bruxelles 1930	82,157	82,038	82,000	82,000	82,075	82,100
4 1/2	% Bruxelles 1956-1967-1972	98,871	98,990	99,371	99,550	99,626	99,650
5,30	% Bruxelles 1963-1973-1983	93,200	93,200	93,200	93,200	93,200	93,122
4 1/4	% Gand 1954-1974	92,100	92,100	92,100	92,100	92,031	92,000
4 1/2	% Gand 1956-1971	100,200	100,200	100,295	100,300	100,300	100,300
4 1/2	% Liège 1956-1970	99,300	99,300	99,490	100,050	100,378	100,350
5	% Liège 1957-1967 ¹	99,338	99,425	99,952	100,110	100,184	—
2	% Bruxelles 1905	717,666	721,875	710,111	708,875	724,250	722,222

¹ Remboursement complet.

1967 (2^e semestre) — Tableau récapitulatif des moyennes mensuelles des cours

Désignation des valeurs		Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Portefeuille « A » :							
3 %	Belge, II	99,900	99,900	99,900	99,891	99,900	99,900
3 ½ %	Belge 1937	87,300	87,300	87,266	87,159	87,066	86,958
3 ½ %	Belge 1943	87,900	87,900	87,900	87,900	87,867	87,800
4 %	Unifiée, I	98,560	98,600	98,600	98,600	98,600	98,600
4 %	Libération	86,820	87,000	87,004	87,186	86,752	85,942
5 %	Belge 1953-1973, Ex-lots	95,930	96,357	96,038	95,991	96,505	96,684
2 %	-5 % Lots 1953 (depuis le 21-3 coté ex-lots)	—	—	—	—	—	—
4 ½ %	Belge 1953-1973	95,205	95,528	95,838	96,214	96,400	96,400
4 ½ %	Belge 1953-1968	100,460	100,728	100,757	101,009	101,233	101,511
4 ½ %	Belge 1954-1972	94,925	96,071	96,276	95,895	96,171	96,374
4 ¼ %	Belge 1954-1974, I	92,645	93,666	93,990	94,145	94,114	94,063
4 %	Belge 1955-1975	90,070	91,400	91,642	91,500	91,510	91,442
4 ¼ %	Belge 1956-1971	101,090	101,100	101,066	101,009	101,000	101,000
4 ¼ %	Belge 1956-1967-1973	100,350	100,938	101,000	101,000	101,105	101,100
4 ½ %	Belge 1956-1967	—	—	—	—	—	—
5 %	Belge 1957-1969	99,215	99,776	99,552	99,255	99,933	99,542
5 %	Belge 1958-1968	99,270	99,295	99,366	99,727	100,000	99,932
4 ¾ %	Belge 1959-1971	97,330	97,400	97,276	97,386	97,400	97,342
5 %	Belge 1959-1970	98,595	98,833	98,252	98,345	98,667	98,774
5 ¼ %	Belge 1960-1970, II	100,560	101,004	100,761	100,027	100,795	100,784
5 ½ %	Belge 1960-1970-1975, III	100,260	101,242	101,085	100,700	100,714	101,263
5 ½ %	Belge 1961-1970-1973	100,680	101,742	101,700	101,659	101,700	101,637
5 ½ %	Belge 1961-1971-1976-1981	99,990	100,300	100,390	100,391	100,719	100,642
5 %	Belge 1962-1972-1977-1982, I	99,220	99,300	99,604	100,000	100,000	99,974
5 %	Belge 1963-1983, I	93,265	94,476	95,280	94,518	95,443	95,995
6 %	Belge 1963-1983	94,020	94,328	94,166	93,964	94,276	94,700
6 ¼ %	Belge 1964-1969-1974, I	99,465	99,828	99,676	99,905	100,005	99,968
6 ¼ %	Belge 1964-1969-1975	99,160	99,614	99,452	99,068	99,610	99,926
6 ¼ %	Belge 1964-1969-1974, II	99,175	99,500	98,909	99,291	99,910	99,995
6 ¼ %	Belge 1965-1970-1976	98,115	98,933	98,709	99,491	99,795	99,505
6 ¼ %	Belge 1965-1971-1978	98,185	99,142	98,728	98,741	99,381	99,111
6 ¼ %	Belge 1965-1971-1980	97,350	98,371	97,947	98,364	99,000	99,042
6 ¼ %	Belge 1966-1971-1976, I	97,815	99,142	98,814	98,745	99,562	99,195
6 ¼ %	Belge 1966-1971-1976, II	97,555	98,338	98,042	98,364	99,181	99,063
6 ¾ %	Belge 1966-1972-1978 depuis le 18-9 Réunis 1972-1978	98,800	99,509	99,108	99,377	99,795	99,811
4 %	Lots 1933	1.088,150	1.085,619	1.088,000	1.097,727	1.095,710	1.073,260
4 %	Lots 1941	827,150	844,666	841,380	833,909	838,238	842,740
4 %	Chemins de Fer 1955-1975, II	90,120	90,666	90,842	91,000	91,376	91,374
5 %	Fonds des Routes 1957-1967 ¹	—	—	—	—	—	—
6 %	Fonds des Routes 1963-1983	92,810	93,266	93,395	93,300	93,300	93,268
6 ¼ %	Fonds des Routes 1964-1969-1974	99,170	99,547	99,580	99,623	99,910	99,926
6 ¼ %	Fonds des Routes 1965-1972-1980	98,665	99,390	99,004	98,836	99,592	99,321
4 %	Chemins de fer belges, tr. belge	465,100	454,904	476,761	475,273	474,238	473,421
Portefeuille « B » :							
3 %	Vicinaux J./J., IV	56,380	56,580	56,700	56,637	56,867	56,412
3 ½ %	R.T.T. 1943	97,514	97,900	98,277	98,433	98,900	98,800
4 ½ %	R.T.T. 1953-1968, I	104,835	105,152	105,650	105,495	105,443	105,595
4 ¼ %	R.T.T. 1954-1974, I	92,035	92,661	92,714	92,841	93,248	93,284
4 ¾ %	R.T.T. 1959-1970	96,305	97,638	97,647	97,636	97,600	97,700
5 ½ %	R.T.T. 1961-1971	100,180	101,271	101,166	101,118	101,124	101,416
6 ½ %	R.T.T. 1966-1972-1978	97,530	99,347	99,747	99,877	99,595	99,721
4 ½ %	Chemins de fer belges 1954-1972	95,610	96,285	96,466	96,173	96,386	96,647
5 %	Chem. de fer belges 1957-1967-1972	98,775	99,223	99,757	100,545	101,062	101,016
4 ¾ %	Chem. de fer belges 1959-1969, I	98,485	98,938	99,128	99,050	99,095	99,200
5 ½ %	Ch. de fer belg. 1963-1973-1978-1983	93,830	94,661	95,128	94,627	95,510	96,000
6 ¼ %	Chem. de fer belges 1964-1969-1974	98,835	99,152	99,566	99,891	100,024	99,974
6 ¼ %	Chem. de fer belges 1965-1971-1977	98,685	99,457	99,471	98,945	99,295	99,195
5 %	S.N.C.I. 1959-1969	98,070	98,747	98,828	98,441	98,776	98,774
4 ½ %	Distributions d'Eau 1953-1968	101,170	101,400	101,542	101,818	101,900	101,900
4 %	Crédit Communal, I	78,535	78,995	79,061	79,168	79,195	78,111
4 %	Crédit Communal, IV	93,000	93,157	93,200	93,173	93,005	93,311
5 %	Crédit Communal 1957	96,545	96,723	96,690	96,714	97,038	97,595
4 %	Chemins de fer belges 1937	715,687	723,421	725,380	724,190	723,905	722,562
4 %	Anvers 1931	95,250	95,350	95,500	95,538	95,700	95,760
4 ½ %	Anvers 1953-1968, I	103,955	104,500	104,800	104,850	104,910	105,153
4 %	Anvers 1955-1975	91,585	91,600	91,600	91,600	91,438	91,400
5 %	Anvers 1959-1969	98,330	98,400	98,380	98,491	98,481	98,495
7 %	Anvers 1966-1976	98,850	99,152	99,295	99,627	99,967	100,200
4 %	Bruxelles 1930	82,100	82,022	81,922	81,780	81,536	81,500
4 ½ %	Bruxelles 1956-1967-1972	100,040	100,200	100,195	99,877	99,733	99,700
5,30 %	Bruxelles 1963-1973-1983	93,060	93,780	94,076	94,200	94,410	94,400
4 ¼ %	Gand 1954-1974	92,045	92,271	92,300	92,395	92,362	92,342
4 ½ %	Gand 1956-1971	100,300	100,300	100,371	100,582	100,800	100,800
4 ½ %	Liège 1956-1970	100,395	100,500	100,500	100,500	100,500	100,500
5 %	Liège 1957-1967 ¹	—	—	—	—	—	—
2 %	Bruxelles 1905	727,500	722,000	719,625	720,888	725,000	724,500

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de juin 1968. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

DEMAEGHT A.J., Vendre de l'argent? Quelques aspects du marketing dans les institutions financières. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 3, juin 1968, pp. 233-252.*)

DE VULDER A., Financiering door leasing. (*Oost-Vlaanderen groeit, Gand, IV, mars 1968, pp. 4-10.*)

Le relèvement du plafond des avances de la Banque Nationale au Trésor. (*Socialisme, Bruxelles, XV, n° 87, mai 1968, pp. 398-400.*)

Les récents développements monétaire et financier. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 23, 8 juin 1968, pp. 221-227.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

BEAUPAIN L., Compte courant de valeurs mobilières. (*Revue de la Banque, Bruxelles, n° 3, 1968, pp. 273-289.*)

DELACROIX M., Les investment clubs. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 3, juin 1968, pp. 267-269.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

POULLET R., Le « programming » des dépenses publiques. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, VII, n° 3, mai 1968, pp. 243-254.*)

SPELTINCX H.-J., La loi du 29 mai 1948 portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations sociales et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. (*Habiter, Bruxelles, n° 40, 1968, pp. 32-40.*)

SPREUTEELS M., Nouvelles thèses en matière de dépenses publiques. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 4, avril 1968, pp. 5-48.*)

TERROIR R., Taxation des plus-values réalisées sur immeubles non bâtis. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLIII, n°s 1-2, janvier-février 1968, pp. 61-65.*)

THIRY E., Initiation à la T.V.A. — La T.V.A. en Allemagne. (II) (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLIII, n°s 1-2, janvier-février 1968, pp. 39-60.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

CHARLIER R., La politique belge de promotion des investissements étrangers et ses résultats. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 230, mars-avril 1968, pp. 172-185.*)

DE LEENER M., Invloed der uitgaven voor elektrische energie op het Belgisch nationaal inkomen. (*Energie, Bruxelles, n° 182, 1^{er} trimestre 1968, pp. 17-25.*)

POELMANS J., Evaluations de la consommation privée. Historique des chiffres. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 38, 2^e trimestre 1968, pp. 219-243.*)

POULIART W., Een proefspaaronderzoek bij hoge inkomenstrekkingen in België. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 38, 2^e trimestre 1968, pp. 245-287.*)

SCHWEIZER S., L'épargne et sa contribution à l'alimentation des marchés des capitaux. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXII, n° 3, 1968, pp. 259-271.*)

SIMONET H., Le défi américain et l'Europe. (*Socialisme, Bruxelles, XV, n° 87, mai 1968, pp. 359-365.*)

THIELEMANS E., De financiële instellingen en de buitenlandse investeringen. (*Ondernemen, Bruxelles, XXIV, n°s 6-7, juin-juillet 1968, pp. 204-207.*)

VAN PEETERSSEN A., Essai d'établissement d'une fonction d'investissement globale pour la Belgique. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 38, 2^e trimestre 1968, pp. 303-317.*)

6. DEMOGRAPHIE

Le mouvement de la population au cours de l'année 1967. Les chiffres de la population au 31 décembre 1967. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 5, mai 1968, pp. 459-475.*)

7. PRIX ET SALAIRES

HATRY P., Les prix des matières premières et leurs accords internationaux de stabilisation. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 38, 2^e trimestre 1968, pp. 157-217.*)

Inkomen en lonen in Limburg. (*Economie in Limburg, Hasselt, n° 1, 1968, pp. 5-38.*)

MORISSENS L., Estimation des fonctions de salaire-coût horaire et des cotisations personnelles de sécurité sociale. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 38, 2^e trimestre 1968, pp. 289-301.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

BLONDIAU P., Le travail des femmes. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XL, n° 347, mai 1968, pp. 338-347.*)

La durée moyenne hebdomadaire du travail dans l'industrie. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 5, mai 1968, pp. 487-492.*)

PIERSEAUX A., L'assurance contre le chômage involontaire en Belgique. Ses origines, ses buts, son évolution. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXIX, n° 4, avril 1968, pp. 367-395.*)

RYCX d'HUISNACHT J.D., La formation professionnelle des jeunes en Belgique par l'apprentissage industriel. Aspects sociaux et juridiques. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXIX, n° 4, avril 1968, pp. 396-430.*)

Statistique des grèves en 1967. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 5, mai 1968, pp. 493-498.*)

SUETENS L.P., Het recht, de rechter en de werkstaking. (*Tijdschrift voor Privaatrecht, Gand, V, n° 1, 1963, pp. 1-42.*)

10. SITUATION ET POLITIQUE ECONOMIQUES

HANNEQUART A., La programmation économique. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, VII, n° 3, mai 1968, pp. 255-264.*)

La situation économique de la Belgique au cours des premiers mois de 1968. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VII, n° 72, juin 1968, pp. 1-4.*)

ROUVEROUX P., L'aménagement régional. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 230, mars-avril 1968, pp. 244-251.*)

VAN ORSHOVEN J., Regionaal-economisch beleid gesteund en geprogrammeerd op wetenschappelijke criteria. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LIX, n° 5, mai 1968, pp. 383-392.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

De tapijtindustrie. (*Oost-Vlaanderen groeit, Gand, IV, mars 1968, pp. 19-27.*)

DINGENEN R., Remembrement dans la province de Limbourg. Quelques constatations. (*Revue de l'Agriculture, Bruxelles, XXI, n° 3, mars 1968, pp. 431-438.*)

FERRY J. & VAN DER REST, Dialogue sur la situation actuelle de la sidérurgie. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 230, mars-avril 1968, pp. 187-206.*)

GUILLAUME R., Le marché des électroménagers. (*Electricité, Bruxelles, n° 135, juin 1968, pp. 21-24.*)

L'industrie du pétrole. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VII, n° 72, juin 1968, pp. 4-6.*)

L'industrie textile belge et ses défis. (*L'Industrie textile belge, Bruxelles, X, n° 5, mai 1968, pp. 23-26.*)

PAELINCK J.H., Problèmes économiques de la localisation régionale des industries modernes. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 230, mars-avril 1968, pp. 348-353.*)

STRADIOT O., La pêche maritime belge en 1967. (*Revue de l'Agriculture, Bruxelles, XXI, n° 3, mars 1968, pp. 497-505.*)

VOLPI M.G., L'industrie textile devant le Marché commun. (*L'Industrie textile belge, Bruxelles, X, n° 5, mai 1968, pp. 11-20.*)

12. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

LAMOUCHE J.P., Recherche scientifique et comptabilité nationale. (*Etudes et Enquêtes statistiques, Bruxelles, n° 1, 1968, pp. 117-209.*)

RADOUX L., De l'Europe des Six à la Grande Europe par la technologie ? (*Socialisme, Bruxelles, XV, n° 87, mai 1968, pp. 335-350.*)

STENMANS A., La programmation de la recherche scientifique en Belgique. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, VII, n° 3, mai 1968, pp. 211-226.*)

15. COMMERCE EXTERIEUR

La promotion des exportations. (*Kredietbank, Bruxelles, 1968, 33 p.*)

Le commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1967. (*Informations du Commerce extérieur, Bruxelles, supplément C, n° 4, juin 1968, pp. 5-181.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

ALIBER R.Z., National Monetary Sovereignty and International Financial Order. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXIV, n° 2, mai 1968, pp. 143-156.*)

BAUDHUIN F., La seconde crise monétaire mondiale. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 230, mars-avril 1968, pp. 163-170.*)

BIRNBAUM E., Gold and the International Monetary System. An Orderly Reform. (*Princeton University, Princeton, 1968, 52 p.*)

- BRIFFAUX J. Ph., Un point de retournement dans le mouvement long de la production mondiale d'or. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXIV, n° 2, mai 1968, pp. 177-212.*)
- COULBOIS P., Remarques sur le désordre international. (*Revue d'Economie politique, Paris, LXXVIII, n° 2, mars-avril 1968, pp. 298-308.*)
- D'AROMA A., La Banque des Règlements Internationaux. (*Cadres, Rome, XIV, janvier-mars 1968, pp. 137-145.*)
- DENIZET J., La déflation n'est pas un remède. (*Revue d'Economie politique, Paris, LXXVIII, n° 2, mars-avril 1968, pp. 309-319.*)
- DIETERLEN P., Le désordre monétaire international. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXIV, n° 2, mai 1968, pp. 127-141.*)
- DUPRIEZ L.H., L'étalon monétaire international. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXIV, n° 2, mai 1968, pp. 157-176.*)
- FERRARI A., Il contributo del club dei dieci alla cooperazione monetaria fra i paesi industrializzati. (*Cadres, Rome, XIV, janvier-mars 1968, pp. 71-75.*)
- FISHER F., Dagli accordi di Bretton Woods alla conferenza di Rio de Janeiro. (*Cadres, Rome, XIV, janvier-mars 1968, pp. 51-56.*)
- FLEMING J.M., Guidelines for Balance-of-Payments Adjustment under the Par-Value System. (*Princeton University, Princeton, 1968, 31 p.*)
- Goud : tussen goed en geld. (*Amsterdam-Rotterdam Bank Economisch Kwartaaloverzicht, Amsterdam, n° 13, juin 1968, pp. 39-43.*)
- GUGLIELMI J.-L., Crépuscule d'un système de règlements internationaux. (*Revue d'Economie politique, Paris, LXXVIII, n° 2, mars-avril 1968, pp. 320-328.*)
- HAHN A.L., Die Bretton Woods-Krankheit. (*Cadres, Rome, XIV, janvier-mars 1968, pp. 79-82.*)
- HAYES A., The Challenge to the Dollar in a Changing World. (*Monthly Review of the Federal Reserve Bank of New York, New York, L, n° 5, mai 1968, pp. 87-91.*)
- KORSVIK J. & DAVIS J.M., The Evolving World Monetary Mechanism. (*Cadres, Rome, XIV, janvier-mars 1968, pp. 101-104.*)
- KOSZUL J.P., Some Basic Facts about Reserve-Currencies and Gold. (*Economie, Tilburg, XXXII, n° 9, juin 1968, pp. 409-421.*)
- KRIZ M.A., The Threats to International Economic Liberalism. (*The Banker, Londres, CXVIII, n° 508, juin 1968, pp. 513-518.*)
- LAERI J.H., L'avenir du dollar. Le point de vue des banquiers U.S.A. (*Cadres, Rome, XIV, janvier-mars 1968, pp. 125-126.*)
- LOFTUS M.L., The International Monetary Fund, 1965-1967 : A Selected Bibliography. (*Staff Papers, Washington, XV, n° 1, mars 1968, pp. 143-195.*)
- Pricing Gold. (*Society National Bank of Cleveland, Cleveland, avril 1968, pp. 1-4.*)
- SALIN P., Réflexions sur la dévaluation de la livre sterling. (*Revue d'Economie politique, Paris, LXXVIII, n° 2, mars-avril 1968, pp. 329-337.*)
- SCHWEITZER P.P., The International Monetary System and International Liquidity. (*Cadres, Rome, XIV, janvier-mars 1968, pp. 11-17.*)
- SMETS F.A., Le système bancaire belge face aux problèmes monétaires internationaux. (*Cadres, Rome, XIV, janvier-mars 1968, pp. 209-210.*)
- SMETS P.-F., Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXII, n° 3, 1968, pp. 223-258.*)
- SOLOMON R., International Monetary Reform Today. (*Cadres, Rome, XIV, janvier-mars 1968, pp. 27-30.*)
- STEELS J., Réflexions sur les problèmes de l'or. (*Revue générale belge, Bruxelles, n° 6, juin 1968, pp. 73-87.*)
- THOMPSON-McCAUSLAND L.P., The Place of Special Drawing Rights in the International Monetary System. (*Bank of England Quarterly Bulletin, Londres, VIII, n° 2, juin 1968, pp. 146-155.*)
- TOMASINI L.M., Verso la riforma del sistema monetario internazionale : l'accordo di Rio. (*Rivista di Politica Economica, Rome, LVIII, n° 5, mai 1968, pp. 699-731.*)
- Towards International Money. (*Barclays Bank Review, Londres, XLIII, n° 2, mai 1968, pp. 25-27.*)
- TUROT P., La balance des paiements. Pourquoi et comment la lire. (*Les Editions de l'Épargne, Paris, 1968, 84 p.*)
- WIJNHOLDS W.J., The Dollar and the Gold. (*Economie, Tilburg, XXXII, n° 8, mai 1968, pp. 385-394.*)
- WRISTON W.B., The Fallacies of Financial Controls. (*Cadres, Rome, XIV, janvier-mars 1968, pp. 93-95.*)
- ZUPNICK E., Understanding the International Monetary System. (*Foreign Policy Association, New York, 1967, 63 p.*)

17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

- Aktuelle Probleme des EWG-Kartellrechts. (*Carl Heymanns Verlag, Cologne, 1966, 278 p.*)
- BAREAU P., The Sterling Area and the European Economic Community. (*Cadres, Rome, XIV, janvier-mars 1968, pp. 179-181.*)
- BRENNER R.O., Le Marché commun est-il également possible pour le secteur de la construction ? (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 230, mars-avril 1968, pp. 279-289.*)
- COLLIN F., L'importance de l'unification monétaire. (*Cadres, Rome, XIV, janvier-mars 1968, pp. 201-203.*)
- DE VLEESCHAUWER R., Le code européen des sociétés commerciales. (*Energie, Bruxelles, n° 182, 1^{er} trimestre 1968, pp. 1-9.*)
- DIETERLEN P., Malheurs et chances du mythe européen. (*Revue économique et sociale, Lausanne, XXVI, n° 2, mai 1968, pp. 77-86.*)

- FRY R.H., L'incidence sur le plan monétaire de l'entrée éventuelle de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. (*Conférence du Centre d'Etudes bancaires et financières, Impresor, Bruxelles, cahier n° 138, mai 1968, 20 p.*)
- FUERST G., Ueber die Berechnung von Produktions-Indexziffern für die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft. (*Etudes et Enquêtes statistiques, Bruxelles, n° 1, 1968, pp. 79-116.*)
- HOLTROP W.M., Central Banking and Economic Integration. (*International Financial News Survey, Washington, XX, n° 19, supplément, 17 mai 1968, pp. 162-168.*)
- HOUIN R., Où en est le droit des sociétés dans le Marché commun ? (*Revue trimestrielle de Droit européen, Paris, IV, n° 1, janvier-mars 1968, pp. 131-147.*)
- KULAKOWSKI J., La place et le rôle des syndicats au sein du Marché commun. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, VII, n° 3, mai 1968, pp. 265-278.*)
- La C.E.E. après le 1^{er} juillet 1968 : l'union douanière devient une réalité. (I) (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 25, 22 juin 1968, pp. 245-249.*)
- L'adesione della Gran Bretagna al Mercato comune europeo. (*Rivista di Politica Economica, Rome, LVIII, n° 5, mai 1968, pp. 733-748.*)
- La politique européenne dans le domaine de l'industrie chimique. (*Chronique de Politique étrangère, Bruxelles, XXI, n° 2, mars 1968, pp. 214-228.*)
- LARCIER R.L. & VAN DEN WYNGAERT R., Perspectives en matière de pensions au sein du Marché commun. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 230, mars-avril 1968, pp. 318-328.*)
- LELEUX P., Le droit des sociétés aux Etats-Unis et dans la C.E.E. Perspectives de leur évolution. (*Revue trimestrielle de Droit européen, Paris, IV, n° 1, janvier-mars 1968, pp. 50-91.*)
- Les Communautés dans l'Europe. 1. L'adhésion de la Grande-Bretagne aux Communautés. (*Editions de l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1968, 134 p.*)
- L'industrie automobile européenne et le Marché commun. (*Chronique de Politique étrangère, Bruxelles, XXI, n° 2, mars 1968, pp. 243-255.*)
- L'industrie électronique, les ordinateurs et le Marché commun. (*Chronique de Politique étrangère, Bruxelles, XXI, n° 2, mars 1968, pp. 229-242.*)
- MANDEL E., Die E.W.G. und die Konkurrenz Europa-Amerika. (*Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt/Main, 1968, 111 p.*)
- MEIMBERG R., Problemi di integrazioni dei mercati dei capitali nella C.E.E. (*Bancaria, Rome, XXIV, n° 5, mai, 1968, pp. 569-573.*)
- MESNAGE M., Elimination des variations saisonnières : la nouvelle méthode de l'O.S.C.E. (*Etudes et Enquêtes statistiques, Bruxelles, n° 1, 1968, pp. 7-78.*)
- MOK M.R., Alleenverkoop en E.E.G. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 3, juin 1968, pp. 215-232.*)
- NARPATI B., Monetary Integration in the Six. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 3, juin 1968, pp. 263-267.*)
- PALMER M. & LAMBERT J., European Unity. A Survey of the European Organisations. (*Allen & Unwin, Londres, 1968, 519 p.*)
- PERROUX F., L'intégration et l'échec de la théorie traditionnelle des échanges extérieurs. (*Economie appliquée, Paris, XXI, n° 2, 1968, pp. 379-396.*)
- PETRILLI G., La politique de développement régional et l'intégration économique de l'Europe. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 230, mars-avril 1968, pp. 336-340.*)
- PICKERING M., The European Company. (*The Banker, Londres, CXVIII, n° 508, juin 1968, pp. 519-525.*)
- REGUL R., Öffentliche Finanzen im Rahmen der Europäischen Integration. (*Wirtschaftsdienst, Hambourg, XLVIII, n° 6, juin 1968, pp. 315-319.*)
- REILLY P., L'Angleterre et l'Europe. (*Cadres, Rome, XIV, janvier-mars 1968, pp. 188-189.*)
- REY J., Perspectives de développement de l'Union économique. (*Communautés européennes, Bruxelles, 1968, 25 p.*)
- SACLE A., L'association dans le Traité de Rome. (*Revue trimestrielle de Droit européen, Paris, IV, n° 1, janvier-mars 1968, pp. 1-18.*)
- SAUWENS A., Quelques aspects des politiques économiques sectorielles et monétaires des Communautés européennes. (*Chronique de Politique étrangère, Bruxelles, XXI, n° 2, mars 1968, pp. 205-213.*)
- SCHAUS L., Les transports dans la C.E.E. : aspects politiques, économiques et juridiques. (*Droit social, Paris, n° 5, mai 1968, pp. 285-293.*)
- SIGLIENTI S., La Fédération bancaire de la C.E.E. et les initiatives pour la création d'un marché financier européen. (*Cadres, Rome, XIV, janvier-mars 1968, pp. 213-216.*)
- Statistiques harmonisées des gains horaires bruts, de la durée hebdomadaire du travail offerte et de l'emploi salarié dans l'industrie. (*Etudes et Enquêtes statistiques, Bruxelles, II, 1968, pp. 1-222.*)
- VERLOREN van THEMAAT P., Europees kartelrecht in ontwikkeling. (*Kluwer, Deventer, 1968, 111 p.*)
- WATERSCHOOT P., L'industrie des ordinateurs électroniques dans la C.E.E. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, VII, n° 3, mai 1968, pp. 279-288.*)
- ZAMPAGLIONE G., Le Comité monétaire du Marché commun. (*Cadres, Rome, XIV, janvier-mars 1968, pp. 221-225.*)

18. DIYERS

L'Université et les hommes de demain. (*Bulletin Social des Industriels, Bruxelles, XL, n° 348, juin-juillet 1968, numéro spécial, pp. 369-462.*)

* KINT J. & GODIN M., Les sociétés coopératives. (*Larcier, Bruxelles, 1968, 340 p.*)

VAN DER BRUGGEN C., Planification et programmation de l'enseignement. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, VII, n° 3, mai 1968, pp. 227-241.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge* au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le *Journal officiel des Communautés Européennes*.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Relèvement du plafond des engagements
(*Moniteur* du 2 juillet 1968, p. 7242).

Par arrêté royal du 13 juin 1968, entrant en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, le montant du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel est porté, par libération successive d'une troisième et d'une quatrième tranche d'un milliard de francs chacune, à vingt milliards de francs.

Arrêté royal du 13 juin 1968

portant augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations et des dépôts de fonds que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre ou à accepter (*Moniteur* du 26 juin 1968, p. 7096).

Article 1^{er}. — Le montant nominal des bons de caisse et obligations à émettre et les dépôts de fonds à accepter par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, est porté de quatre-vingt-cinq à nonante milliards de francs.

Arrêté royal du 4 juillet 1968

autorisant la Société Nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 1 milliard de francs (*Moniteur* du 20 juillet 1968, p. 7744).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 26 avril 1968

réglant l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions (Moniteur du 5 juin 1968, p. 6263).

Arrêté ministériel du 2 mai 1968

modifiant l'arrêté ministériel du 27 avril 1960, fixant le montant et les modalités de l'intervention financière de l'État prévue par l'arrêté royal du 13 avril 1959 relatif à la formation et au perfectionnement professionnels dans les métiers et négoce, modifié par les arrêtés ministériels du 31 juillet 1962, du 11 juillet 1963, du 8 mars 1965, du 20 mai 1965 et du 21 mai 1965 (Moniteur du 19 juin 1968, p. 6862).

Arrêté royal du 13 mai 1968

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1967 (dépenses extraordinaires) (Moniteur du 6 juillet 1968, p. 7369).

Arrêté royal et arrêté ministériel du 30 mai 1968

relatifs à l'émission de l'emprunt 1968-1975-1983 (Moniteur du 12 juin 1968, p. 6571).

.....
Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

6,50 p.c. l'an, à partir du 24 juin 1968 jusqu'au 23 juin 1975;

6,75 p.c. l'an, à partir du 24 juin 1975 jusqu'au 23 juin 1983.

.....
Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations, au pair de leur valeur nominale, le 24 juin 1975.

.....
*
*
.....

Article 1^{er}. — La souscription publique aux obligations de l'emprunt 1968-1975-1983, dont le capital nominal est limité à 10 milliards de francs, sera ouverte le 17 juin 1968; elle sera close dès que ce montant sera atteint et au plus tard le 2 juillet 1968.

.....
Art. 3. — Le prix d'émission, fixé à 995 francs net pour 1.000 francs de capital nominal, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

Art. 11. — Il est alloué aux banques et agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.

Arrêtés ministériels des 31 mai, 26 juin et 25 juillet 1968

modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant Règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur des 19, 29 juin et 26 juillet 1968, pp. 6837, 7204 et 7930).

Arrêtés royaux des 7, 25 juin et 24 juillet 1968 et arrêtés ministériels des 8 juin et 2 juillet 1968

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 14, 28 juin, 26 et 5 juillet 1968, pp. 6671, 7150, 7874 et 7501).

Arrêté royal du 10 juin 1968

modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 19 juin 1968, p. 6836).

Arrêté royal du 10 juin 1968

instituant une Commission des comptes nationaux (Moniteur du 9 juillet 1968, p. 7391).

Article 1^{er}. — Il est institué auprès du ministère auquel ressortit l'Institut National de Statistique, une Commission des Comptes nationaux dont les membres sont nommés par Notre Ministre des Affaires Economiques.

Cette Commission émet des avis :

1^o sur la méthode suivie par l'Institut National de Statistique pour l'établissement des estimations des divers éléments composant les Comptes nationaux et fait éventuellement des suggestions afin d'améliorer cette méthode;

2^o sur les estimations globales ou détaillées de l'Institut National de Statistique relatives aux Comptes nationaux.

A la demande du gouvernement, elle interprète les données chiffrées des Comptes nationaux.

La Commission peut, au surplus, faire au gouvernement les propositions qu'elle juge utiles en vue de l'amélioration de l'information statistique requise pour l'établissement des Comptes nationaux.

Arrêté royal des 26 juin et 25 juillet 1968

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur des 29 juin et 26 juillet 1968, pp. 7174 et 7928).

Loi du 27 juin 1968

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 2 juillet 1968, p. 7240).

Arrêté ministériel du 28 juin 1968

modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises et matières de droits d'entrée (Moniteur du 4 juillet 1968, p. 7323).

**Arrêtés ministériels
des 28 juin et 2 juillet 1968**

relatifs aux contingents tarifaires (Moniteur du 5 juillet 1968, p. 7352).

Loi du 10 juillet 1968

contenant le budget des services du Premier Ministre pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 16 juillet 1968, p. 7559).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires des services du Premier Ministre afférentes à l'année budgétaire 1968 (...) des crédits s'élevant à la somme de 1.981.170.000 francs (...).

Art. 6. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 647.750.000 francs pour les recettes et à 824.750.000 francs pour les dépenses.

Loi du 11 juillet 1968

contenant le budget du Ministère de la Justice pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 30 juillet 1968, p. 8061).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires du Ministère de la Justice afférentes à l'année budgétaire 1968 (...) des crédits s'élevant à la somme de 4.878.021.000 francs.

Loi du 12 juillet 1968

augmentant et réduisant certains crédits d'engagement et d'ordonnancement ouverts au titre de budget extraordinaire pour l'année budgétaire 1967 (Moniteur du 20 juillet 1968, p. 7719).

Loi du 12 juillet 1968

autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'année budgétaire 1967 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux années budgétaires 1966 et antérieures (Moniteur du 27 juillet 1968, p. 7966).

Arrêté ministériel du 12 juillet 1968

abrogeant l'arrêté ministériel du 7 juin 1967 fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 30 juillet 1968, p. 8078).

Loi du 30 juillet 1968

contenant le budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 31 juillet 1968, p. 8109).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1968 afférentes au Ministère de la Prévoyance Sociale (...) des crédits s'élevant à la somme de 18.644.300.000 francs.

5. — INDUSTRIE

Arrêté ministériel du 30 mai 1968

pris en application de l'article 5 de la loi du 5 mai 1958 et de l'arrêté royal du 20 mai 1958, favorisant le financement des stocks des charbonnages (Moniteur du 12 juin 1968, p. 6581).

Arrêté royal du 10 juillet 1968

déterminant le siège et les modalités de fonctionnement de l'Institut national des industries extractives (Moniteur du 18 juillet 1968, p. 7647).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 28 juin 1968

modifiant les articles 150 et 152 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 5 juillet 1968, p. 7349).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêtés royaux des 2 et 9 avril 1968

modifiant les arrêtés royaux des 12 décembre 1955 et 12 mars 1965 relatifs à l'exportation et à l'importation de viande (Moniteur du 19 juin 1968, p. 6849).

Arrêtés ministériels du 31 mai 1968

modifiant les listes I, II et III annexées aux arrêtés ministériels du 7 janvier 1966, soumettant à licence l'importation et l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 4 juillet 1968, p. 7315).

Arrêtés royaux des 7, 25 juin et 24 juillet 1968 et arrêtés ministériels des 8 juin et 2 juillet 1968

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 14, 28 juin, 26 et 5 juillet 1968, pp. 6671, 7150, 7874 et 7501).

Arrêtés royaux des 26 juin et 25 juillet 1968

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur des 29 juin et 26 juillet 1968, pp. 7174 et 7928).

Arrêté ministériel du 28 juin 1968

modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises et matières de droits d'entrée (Moniteur du 4 juillet 1968, p. 7323).

Arrêtés ministériels des 28 juin et 2 juillet 1968

relatifs aux contingents tarifaires (Moniteur du 5 juillet 1968, p. 7352).

Loi du 19 juillet 1968

modifiant la loi du 11 septembre 1962 relative à l'importation à l'exportation et au transit des marchandises (Moniteur du 20 juillet 1968, p. 7732).

Arrêté ministériel du 20 juillet 1968

ordonnant le retrait de licences d'exportation et de transit pour certaines marchandises (Moniteur du 23 juillet 1968, p. 7761).

9. — TRANSPORTS

Arrêté royal du 8 juillet 1968

autorisant la SABENA à modifier ses statuts (Moniteur du 19 juillet 1968, p. 7690).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 28 juin 1968

*réglementant les prix des eaux minérales
(Moniteur du 2 juillet 1968, p. 7247).*

Arrêté royal du 20 juillet 1968

*étendant le champ d'application de la loi du
28 juin 1966 relative à l'indemnisation des
travailleurs licenciés en cas de fermeture
d'entreprises aux entreprises qui occupent en
moyenne au moins vingt-cinq travailleurs
(Moniteur du 30 juillet 1968, p. 8081).*

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Loi du 5 février 1968

*portant approbation de la Convention euro-
péenne concernant la sécurité sociale des
travailleurs des transports internationaux,
signée à Genève, le 9 juillet 1956 (Moniteur
du 7 juin 1968, p. 6382).*

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Consultation

*donnée par le Conseil au titre des articles 37
et 67 du Traité de Paris au sujet des mesures
envisagées par le gouvernement français
dans le domaine de l'acier (Journal Officiel
du 13 juillet 1968, n° C 70, p. 2).*

Décision de la Commission du 29 mai 1968 (68/663/CECA)

*portant modification de la recommandation n°
1-64 de la Haute Autorité du 15 janvier 1964,
aux gouvernements des Etats membres rela-
tive à un relèvement de la protection frap-
pant les produits sidérurgiques à la périphé-
rie de la Communauté (Journal Officiel du
5 juin 1968, n° L 125, p. 7).*

*Article 1^{er}. — Le paragraphe 1 de l'article 2 de la
recommandation n° 1-64 de la Haute Autorité, du
15 janvier 1964, est modifié comme suit :*

*« 1. Cette recommandation n'est pas applicable dans
la mesure où, pour des positions tarifaires détermi-
nées de certains Etats membres, elle ne permettrait
pas de respecter des concessions tarifaires consolidées
accordées à des parties contractantes du G.A.T.T. et,*

*par ailleurs, dans la mesure où elle ne permettrait pas
de respecter les obligations assumées par les Etats
membres dans le cadre du protocole de Genève du
30 juin 1967 ».*

Décision du Conseil du 30 mai 1968 (68/250/CEE)

*portant conclusion des accords négociés, au
titre de l'article XXIV, § 6, du G.A.T.T., avec
les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni
concernant certains types de tabacs fabri-
qués et certains produits pétroliers (Journal
Officiel du 13 juin 1968, n° L 131, p. 14).*

Décision du Conseil du 30 mai 1968 (68/251/CEE)

*portant conclusion de l'accord négocié, au titre
de l'article XXVIII du G.A.T.T., avec les
Etats-Unis d'Amérique concernant les con-
cessions accordées à la Communauté Econo-
mique Européenne à la suite de la réforme du
tarif douanier américain (Journal Officiel du
13 juin 1968, n° L 131, p. 18).*

**Décision de la Commission
du 14 juin 1968
(68/281/CEE)**

portant octroi au Royaume de Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg de contingents tarifaires pour les harengs frais, réfrigérés ou congelés, destinés à la transformation (position tarifaire ex 03.01 B I a) 2) (Journal Officiel du 17 juillet 1968, n° L 167, p. 4).

**Décision du Conseil du 18 juin 1968
(68/263/CEE)**

portant conclusion de l'accord sur les échanges commerciaux et la coopération technique entre la C.E.E. et les Etats membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part (Journal Officiel du 27 juin 1968, n° L 146, p. 1).

**Règlement du Conseil du 27 juin 1968
(68/802/CEE)**

relatif à la définition commune de la notion d'origine des marchandises (Journal Officiel du 28 juin 1968, n° L 148, p. 1).

**Règlement du Conseil du 27 juin 1968
(68/803/CEE)**

relatif à la valeur en douane des marchandises (Journal Officiel du 28 juin 1968, n° L 148, p. 6).

**Règlement du Conseil du 27 juin 1968
(68/804/CEE)**

portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers (Journal Officiel du 28 juin 1968, n° L 148, p. 13).

**Règlement du Conseil du 27 juin 1968
(68/805/CEE)**

portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine (Journal Officiel du 28 juin 1968, n° L 148, p. 24).

**Règlement du Conseil du 28 juin 1968
(68/812/CEE)**

portant suspension partielle et temporaire de certains droits du tarif douanier commun (Journal Officiel du 30 juin 1968, n° L 151, p. 1).

**Règlement du Conseil du 28 juin 1968
(68/827/CEE)**

portant organisation commune des marchés pour certains produits énumérés à l'annexe II du traité (Journal Officiel du 30 juin 1968, n° L 151, p. 16).

Article 1^{er}. — L'organisation commune des marchés institués par le présent règlement régit les produits énumérés à l'annexe.

Art. 2. — 1. Le tarif douanier commun s'applique à partir du 1^{er} juillet 1968, sans préjudice des dispositions prévues dans les accords d'association.

Art. 4. — 1. Sont interdits dans le commerce intérieur de la Communauté :

— la perception de tout droit de douane ou taxe d'effet équivalent;

— toute restriction quantitative ou mesure d'effet équivalent, sous réserve des dispositions du protocole concernant le Grand-Duché de Luxembourg;

— le recours à l'article 44 du traité.

2. Ne sont pas admises à la libre circulation à l'intérieur de la Communauté, les marchandises visées à l'annexe, fabriquées ou obtenues à partir de produits qui ne sont pas dans la situation visée à l'article 9 paragraphe 2 et à l'article 10 paragraphe 1 du traité.

Art. 5. — Les articles 92, 93 et 94 du traité sont applicables à la production et au commerce des produits énumérés à l'annexe.

Art. 10. — Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} juillet 1968.

**Règlement du Conseil du 28 juin 1968
(68/865/CEE)**

portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes (Journal Officiel du 1^{er} juillet 1968, n° L 153, p. 8).

**Décision de la Commission
du 6 juillet 1968
(68/914/CECA)**

autorisant le gouvernement de la République française à octroyer certaines mesures d'aides à l'industrie sidérurgique (Journal Officiel du 6 juillet 1968, n° L 159, p. 4).

**Décision de la Commission
du 6 juillet 1968
(68/915/CECA)**

relative à l'application de l'article 37 du traité instituant la C.E.C.A. pour la République française (Journal Officiel du 6 juillet 1968, n° L 159, p. 6).

**Règlement du Conseil du 15 juillet 1968
(68/985/CEE)**

établissant les règles générales régissant les mesures d'intervention sur le marché du beurre et de la crème de lait (Journal Officiel du 18 juillet 1968, n° L 169, p. 1).

**Règlement du Conseil du 19 juillet 1968
(68/1017/CEE)**

portant application de règles de concurrence aux secteurs des transports par chemin de fer, par route et par voie navigable (Journal Officiel du 23 juillet 1968, n° L 175, p. 1).

**Règlement du Conseil du 19 juillet 1968
(68/1018/CEE)**

relatif à la constitution d'un contingent communautaire pour les transports de marchandises par route effectués entre Etats membres (Journal Officiel du 23 juillet 1968, n° L 175, p. 13).

**Règlement du Conseil du 20 juillet 1968
(68/1014/CEE)**

établissant les règles générales régissant le stockage public du lait écrémé en poudre (Journal Officiel du 22 juillet 1968, n° L 173, p. 4).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1 et 2 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, 5, boulevard de Berlaimont, Bruxelles 1. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1965	1965	1966	1967
		(milliers)		(milliers)		
Population totale	I.N.S.	8.512	9.499	9.499	9.556	9.606
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	6.022	6.022	6.039	
dont : Hommes	»	2.902	2.998	2.998	3.007	
Femmes	»	2.948	3.024	3.024	3.032	
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	(estimations de moyennes annuelles)		(estimations à fin juin)		
dont : Agriculture	»	423	206	230	216	
Industries extractives	»	191	97	95	84	
Industries manufacturières	»	1.311	1.291	1.256	1.253	
Bâtiments et construction	»	197	286	293	296	
Transports	»	243	243	266	267	
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.476	1.445	1.487	
Chômeurs complets	»	92	61	59 ²	62 ²	
Ouvriers frontaliers ³	»			61	60	

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

² Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

⁴ Pour les années 1965 et 1966, la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

1. 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	181,6	210,9	230,1	255,9	269,9
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,6	18,4	19,8	20,6
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,9	43,1	49,8	52,2	58,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,9	82,5	92,9	103,8	114,1
e) Corrections et compléments	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	22,9	22,6	24,4	22,7	23,6
Total ...	243,4	244,6	261,8	274,0	301,0	333,6	375,7	415,6	454,4	486,7
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	28,8	31,1	29,4	30,4
b) Professions libérales ¹	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,7	22,0	24,2	25,2
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	100,8	104,9	109,1	113,3
d) Revenus des sociétés de personnes ²	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	8,3	8,7	8,3	7,5
e) Ajustement statistique	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	0,4	- 0,5	0,7	0,4	0,4
Total ...	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	137,4	154,1	167,4	171,4	176,8
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,4	27,8	30,5	33,6	37,3
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	34,8	36,6	38,6	41,0
c) Dividendes, tantièmes, dons	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	17,0	18,3	18,6
Total ...	62,3	63,0	66,5	69,7	73,6	73,6	77,6	84,1	90,5	96,9
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,5	16,7	17,0	12,2	10,0
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,2	17,0	18,1	20,7
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	5,9	4,3	3,2	5,2
7. Intérêt de la dette publique	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,5	-24,3	-26,3	-29,8
Revenu national net au coût des facteurs ...	423,9	431,0	458,3	481,2	514,7	553,3	621,7	681,1	723,5	766,5
8. Amortissements	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	66,8	73,7	79,5	86,0	91,5
Revenu national brut au coût des facteurs ...	474,4	484,2	514,4	539,6	576,4	620,1	695,4	760,6	809,5	858,0
9. Impôts indirects	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,9	120,9	134,4
10. Subsidés	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,7	-14,1	-15,3
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

¹ Avant taxation.

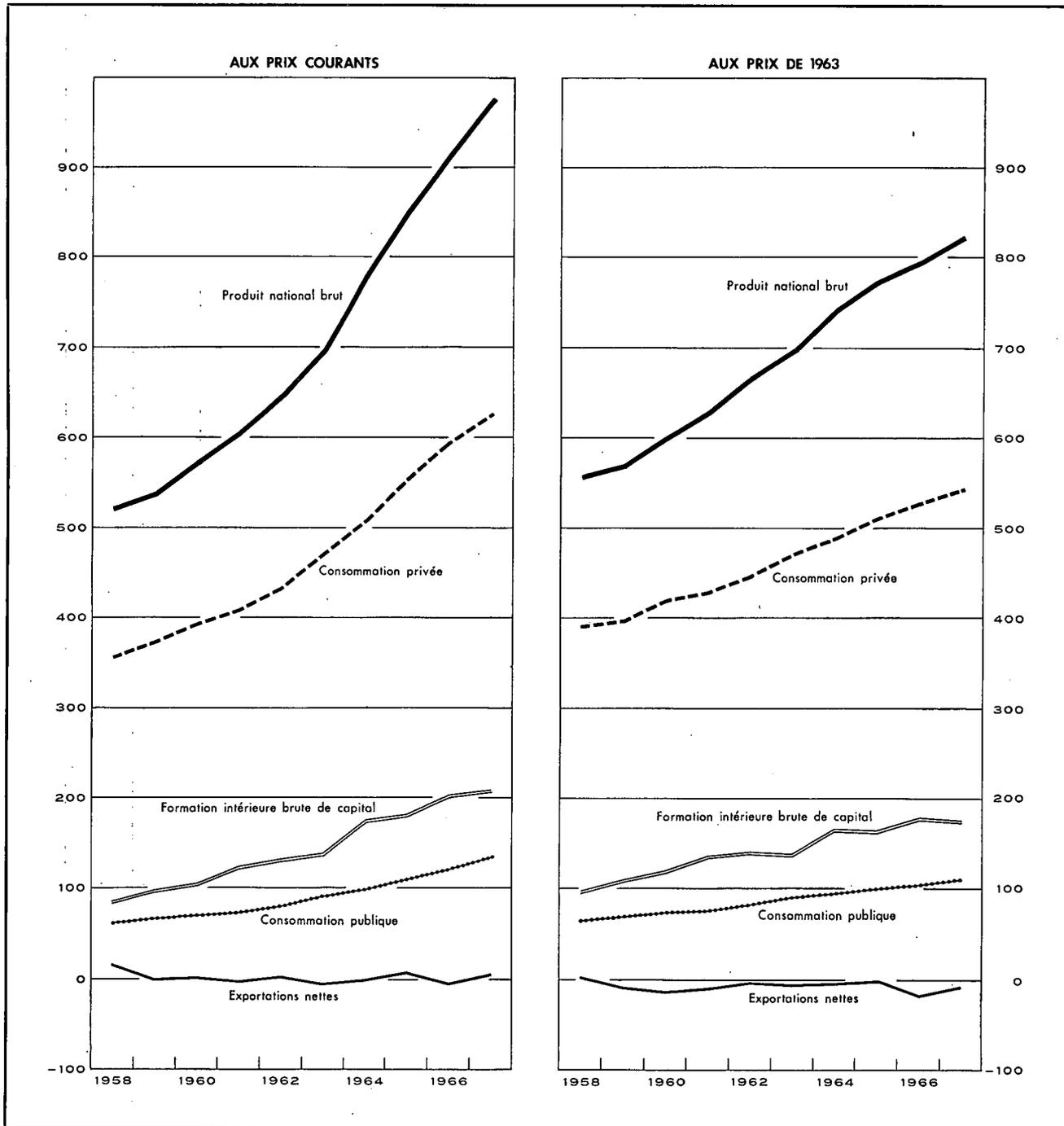
² Après taxation.

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I . 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	125,1	130,5	141,7	150,7	158,4
b) Boissons et tabacs	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	39,8	41,2	44,6
c) Vêtements et autres effets personnels	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,4	50,8	55,2	58,7	58,1
d) Loyers, taxes, eau	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	55,7	59,5	63,1	67,1
e) Chauffage et éclairage	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,5	25,3	28,1	29,2	30,7
f) Articles ménagers durables	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,4	50,5	54,7	55,5
g) Entretien de la maison	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,6	26,1	28,1	30,0
h) Soins personnels et hygiène	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	30,9	38,7	42,9	46,1
i) Transports et Communications	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	43,3	48,8	53,2	58,9	62,9
j) Loisirs	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	36,2	41,0	44,3	47,0	51,9
k) Autres dépenses et ajustement statistique	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	16,5	18,1	16,6	21,4	22,6
<i>Total ...</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>433,0</i>	<i>472,2</i>	<i>507,8</i>	<i>553,7</i>	<i>595,9</i>	<i>627,9</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,6	76,1	84,8	93,4
b) Biens et services	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,1	27,1	28,6	32,6
c) Loyer net imputé ou payé	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3	4,5	5,0
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,8	2,1
<i>Total ...</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,0</i>	<i>90,9</i>	<i>98,0</i>	<i>109,2</i>	<i>119,7</i>	<i>133,1</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,3	6,0	5,4
b) Industries extractives	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,0	1,7	1,7
c) Industries manufacturières	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	46,3	54,3	58,0
d) Construction	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,1	5,5	6,5	7,0
e) Electricité, gaz et eau	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	7,8	9,4	11,3	14,0
f) Commerce, banques, assurances	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6	15,4	15,6	18,1	19,0
g) Immeubles d'habitation	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,4	46,6	51,3	47,4	49,1
h) Transports et communications	12,0	11,5	12,4	12,6	13,6	14,6	15,4	18,6	20,5	22,7
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,5	11,8	12,1	13,5	15,6	17,9	23,1	20,5	25,9	30,0
j) Autres services	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,7	3,9	4,1	4,9	5,4
k) Variations de stocks	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	11,0	4,3	7,7	-2,6
l) Ajustement statistique	- 0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,1	0,1	-1,1	-0,2	-0,6
<i>Total ...</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>131,6</i>	<i>138,7</i>	<i>176,0</i>	<i>181,8</i>	<i>204,1</i>	<i>209,1</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,0	325,7	350,1	375,8
b) Importations totales	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	258,1	295,0	317,6	353,5	368,8
c) Exportations nettes	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-3,9	—	+8,1	-3,4	+7,0
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Source : Ministère du Travail.

Base 1958 = 100¹

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Construction de matériel de transport			
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques				
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1966	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	93,0	111,2	
1966 1 ^{er} trimestre ..	103,2	49,1	108,9	103,7	118,1	135,0	117,0	104,3	98,5	106,1	
2 ^e trimestre ..	104,8	49,6	109,5	101,8	121,3	135,4	116,2	108,9	97,7	112,1	
3 ^e trimestre ..	105,3	48,1	109,9	100,9	121,8	133,9	116,8	111,9	97,6	114,4	
4 ^e trimestre ..	104,9	46,7	110,2	98,6	123,7	135,7	116,7	109,6	97,7	112,4	
1967 1 ^{er} trimestre ..	102,7	45,9	108,1	94,7	121,7	132,7	113,3	106,9	99,1	107,8	
2 ^e trimestre ..	102,6	44,7	106,4	93,6	117,9	127,8	110,1	106,6	95,7	114,7	
3 ^e trimestre ..	102,2	43,2	105,7	91,8	118,0	127,3	108,8	105,1	92,0	117,2	
1966 Octobre	105,8	47,1	110,8	100,6	124,1	137,0	116,9	109,8	96,8	115,4	
Novembre ...	105,2	46,6	110,2	99,8	123,5	135,5	117,4	109,9	96,8	113,2	
Décembre ...	103,8	46,4	109,6	95,5	123,5	134,5	115,7	109,1	99,7	108,5	
1967 Janvier	102,8	46,1	109,0	95,6	123,6	134,0	115,5	107,5	100,5	104,9	
Février	102,6	46,2	107,9	94,6	121,3	134,0	112,8	106,2	99,0	107,7	
Mars	102,7	45,3	107,4	93,8	120,2	130,0	111,5	106,9	97,9	110,8	
Avril	102,4	45,0	106,4	93,4	119,1	127,5	111,0	104,7	96,3	113,3	
Mai	102,6	44,7	106,4	93,9	117,7	127,3	109,9	108,1	95,7	114,8	
Juin	102,7	44,4	106,3	93,5	116,9	128,5	109,2	107,0	95,2	116,0	
Juillet	102,0	43,8	106,0	91,8	117,6	127,4	108,9	105,9	94,8	114,3	
Août	102,0	43,1	105,6	92,3	117,6	127,7	108,5	104,8	90,6	117,6	
Septembre ...	102,6	42,7	105,6	91,4	118,9	126,9	108,9	104,5	90,7	119,6	
Octobre	101,9	42,3	105,6	92,8	117,9	127,9	109,1	98,9	93,7	116,6	

¹ Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi en suspens à fin de mois ou moyenne des fins de mois 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois ou moyennes mensuelles	en suspens à fin de mois ou moyenne des fins de mois
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1966	252	74,4	38,7	35,7	1.564	15,9	6,4	5,7	21,9	13,1	6,7
1967	265	107,4	61,5	45,9	2.372	17,2	7,4	5,7	40,1	11,4	3,7
1966 4 ^e trimestre	63	82,0	42,0	40,0	1.721	15,7	6,2	5,6	26,5	11,3	5,0
1967 1 ^{er} trimestre	65	131,1	60,9	70,2	2.841	17,1	7,6	4,5	39,4	11,9	3,7
2 ^e trimestre	65	91,4	59,3	32,0	1.980	17,0	5,9	6,5	36,9	13,8	4,2
3 ^e trimestre	65	75,4	54,0	21,4	1.633	16,4	6,1	6,2	35,2	10,6	4,1
4 ^e trimestre	70	130,1	71,2	58,9	3.035	18,2	8,7	5,6	48,8	9,1	2,9
1968 1 ^{er} trimestre	65	166,3	88,9	77,4	3.602	17,6	8,3	4,5	60,5	12,5	3,2
2 ^e trimestre	65	94,0	71,2	22,8	2.040	16,7	6,1	6,8	49,2	13,4	4,2
1967 Juin	20	82,9	56,7	26,2	1.659	16,1	5,8	6,7	34,7	15,6	4,2
Juillet	25	76,2	54,3	21,9	1.905	19,6	7,4	5,8	35,3	8,0	4,0
Août	20	73,9	52,3	21,6	1.478	14,5	5,5	6,3	34,4	11,5	4,4
Septembre	20	75,8	55,3	20,5	1.516	15,3	5,6	6,5	35,9	12,3	3,9
Octobre	25	88,2	61,5	26,7	2.205	18,6	6,4	6,4	41,2	11,8	3,2
Novembre	20	104,5	70,4	34,1	2.090	16,0	6,0	6,0	48,1	8,3	2,7
Décembre	25	192,4	81,6	110,8	4.810	19,8	10,9	4,5	57,0	7,2	2,8
1968 Janvier	20	204,2	90,2	114,0	4.083	16,7	9,2	3,9	62,4	12,5	3,0
Février	20	176,7	90,1	86,6	3.534	16,6	8,1	4,3	61,3	11,5	3,1
Mars	25	127,6	86,8	40,8	3.190	19,5	6,9	5,2	57,8	13,5	3,6
Avril	20	105,6	79,8	25,8	2.112	15,9	5,8	6,5	54,2	13,9	3,7
Mai	20	98,7	71,6	27,1	1.975	16,0	6,0	6,9	49,5	13,7	4,3
Juin	25	81,0	64,0	17,0	2.033	18,2	6,6	7,0	44,0	12,6	4,7

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

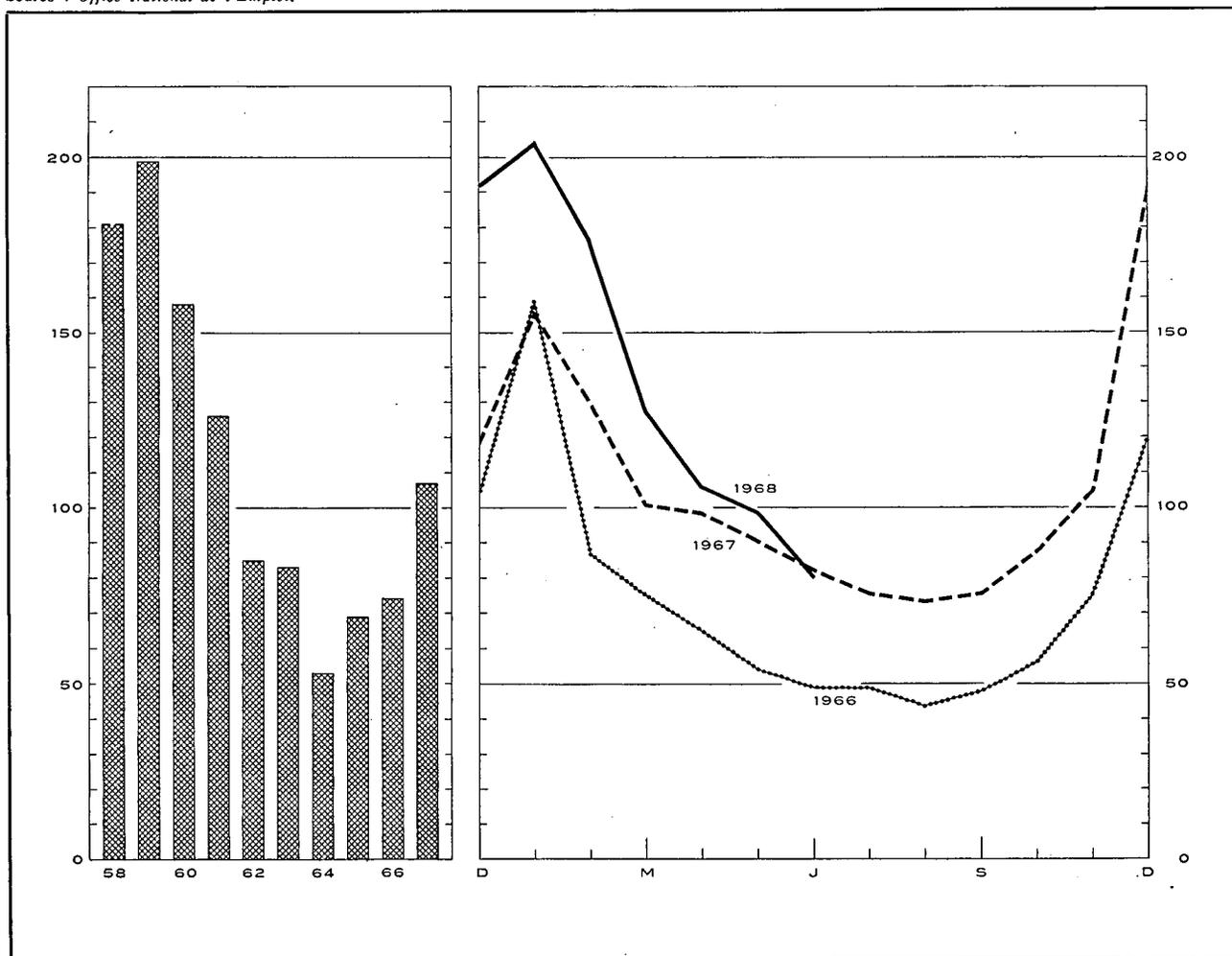
6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés
Chômeurs complets + chômeurs partiels
(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1965	1966	1967	1968
1959	199	292	182	150	171	Janvier	131	159	156	204
1960	158	221	149	123	137	Février	124	87	130	177
1961	126	177	111	90	124	Mars	75	75	101	128
1962 ¹	85	141	64	52	90	Avril	49	65	99	106
1963	83	176	44	35	72	Mai	45	54	91	99
1964	53	82	36	32	61	Juin	41	49	83	81
1965	69	111	45	39	78	Juillet	40	49	76	
1966	74	111	56	47	82	Août	39	44	74	
1967	107	131	91	75	130	Septembre .	39	48	76	
1968		166	94			Octobre	42	56	88	
						Novembre .	96	75	105	
						Décembre .	104	119	192	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 20-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (est)
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	273	256	252	246	262	265	247	232	234
dont : froment	203	206	209	200	216	227	212	199	201
seigle	63	44	39	41	42	34	30	27	27
Céréales non panifiables	252	263	260	255	239	253	260	259	253
Plantes industrielles	96	92	93	94	106	95	92	95	108
Plantes racines et tuberculifères	131	120	116	114	103	98	98	99	89
Légumes cultivés pour la graine	11	11	10	10	11	10	9	8	9
Prés et prairies	819	821	829	825	815	810	810	810	831
Divers	129	136	129	135	129	121	124	123	91
Total ...	1.711	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640	1.626	1.615
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	773	722	835	759	900	854	650	828	
Autres céréales	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896	r 1.129	
Betteraves sucrières	r 3.370	r 2.969	r 2.079	r 2.200	r 3.515	r 2.748	r 2.858	r 4.000	
Lin (graines et paille)	214	196	231	240	283	190	r 167	105	
Chicorée à café	55	60	37	47	68	46	29	32	
Pommes de terre	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475	1.943	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	159	148	141	132	120	108	95	86	71
Total des bovidés	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773	2.759	2.778
dont : vaches laitières	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019	1.029	1.066
Porcs	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971	2.323	2.479
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199	2.403	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	441	429	462	458	429	461	500	548	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

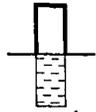
	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Aiglefin	232	262	285	300	221	281	233	141	130
Cabillaud	653	689	698	868	728	630	1.124	1.052	1.322
Plie	381	390	291	346	424	322	294	442	516
Sole	257	350	314	347	631	201	263	329	412
Raie	342	323	328	310	298	319	280	182	178
Hareng	260	528	409	273	153	134	112	61	30
Crevettes	89	89	80	48	76	75	72	80	104

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles* (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE ¹

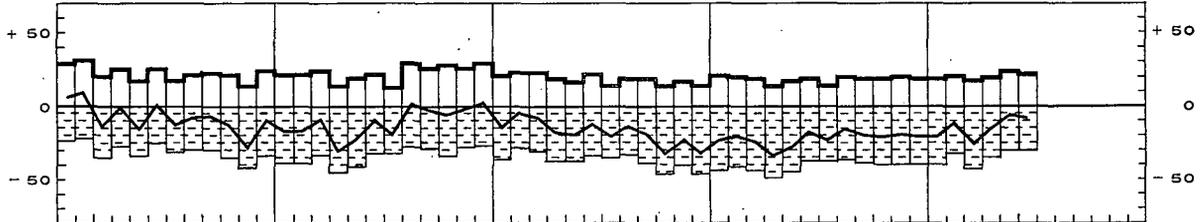
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



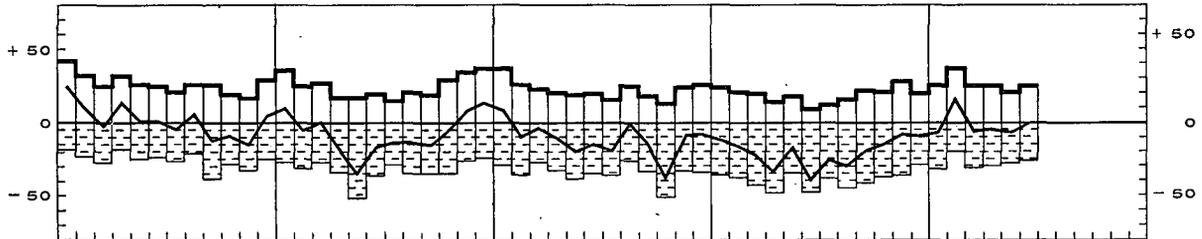
Pourcentage des réponses "en hausse", pour les questions A,B et C
 Pourcentage des réponses "supérieur à la normale", pour les questions D et E
 Pourcentage des réponses "en baisse", pour les questions A,B et C
 Pourcentage des réponses "inférieur à la normale", pour les questions D et E

— { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse", et "en baisse", pour les questions A,B et C
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur", et "inférieur", à la normale pour les questions D et E

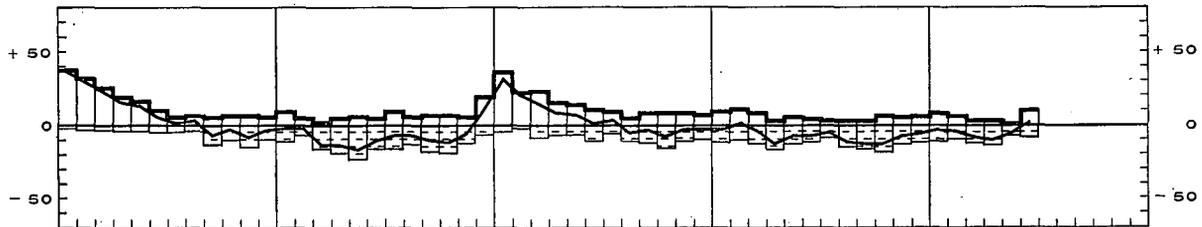
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



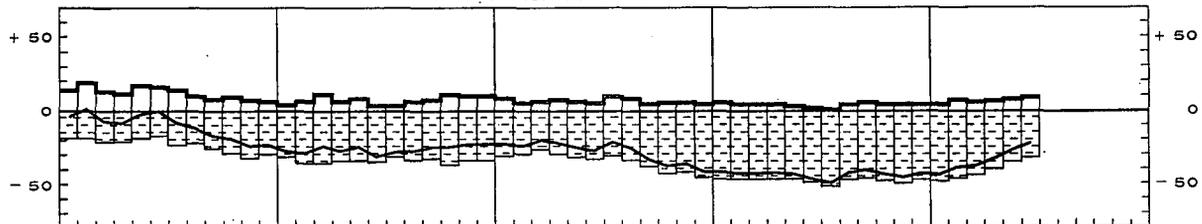
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



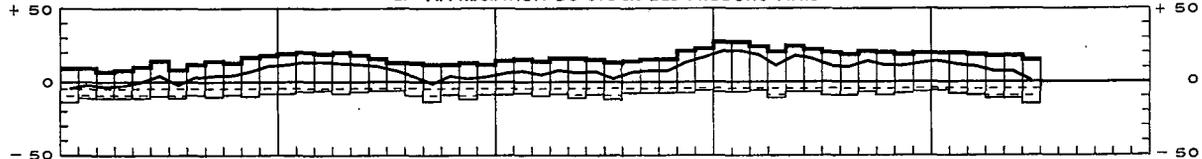
C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



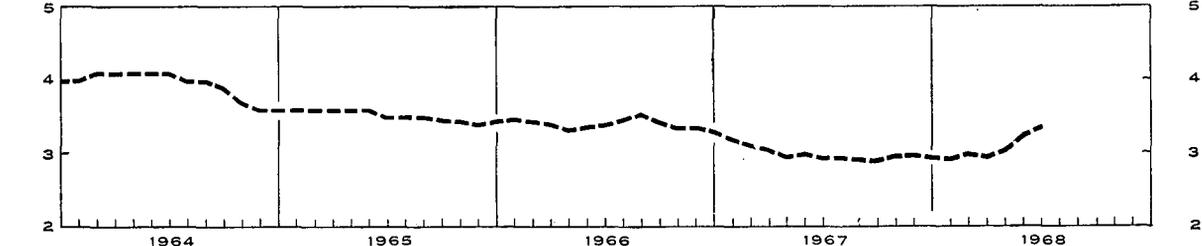
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnés				Indices désaisonnés
	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1	Source : Agéfi 2	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1962	125	132	120	130	125
1963	135	142	129	138	136
1964	144	153	139	147	144
1965	147	157	144	149	148
1966	150	162	148	150	150
1967	<i>p</i> 152	<i>p</i> 165	<i>p</i> 149	152	<i>p</i> 153
1967 1 ^{er} trimestre	152	165	151	152	153
2 ^e trimestre	153	165	152	154	151
3 ^e trimestre	<i>p</i> 143	<i>p</i> 155	136	148	<i>p</i> 152
4 ^e trimestre	<i>p</i> 161	<i>p</i> 174	<i>p</i> 157	156	<i>p</i> 155
1968 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 160	<i>p</i> 173	<i>p</i> 153	162	<i>p</i> 160
2 ^e trimestre				<i>p</i> 162	
1967 Juin	159	171	155	157	150
Juillet	119	130	115	137	150
Août	148	160	138	150	149
Septembre	<i>p</i> 162	<i>p</i> 175	154	156	<i>p</i> 156
Octobre	<i>p</i> 165	<i>p</i> 178	156	158	<i>p</i> 150
Novembre	<i>p</i> 162	<i>p</i> 174	<i>p</i> 161	156	<i>p</i> 152
Décembre	<i>p</i> 156	<i>p</i> 170	<i>p</i> 155	155	<i>p</i> 162
1968 Janvier	<i>p</i> 157	<i>p</i> 169	<i>p</i> 150	160	<i>p</i> 158
Février	<i>p</i> 156	<i>p</i> 169	<i>p</i> 155	160	<i>p</i> 159
Mars	<i>p</i> 166	<i>p</i> 181	<i>p</i> 156	168	<i>p</i> 163
Avril	<i>p</i> 162	<i>p</i> 177	157 ³	<i>p</i> 163	<i>p</i> 159
Mai	<i>p</i> 164	<i>p</i> 178		<i>p</i> 160	<i>p</i> 160
Juin				<i>p</i> 163	
Juillet				147 ³	

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1961 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

3 Prévisions.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

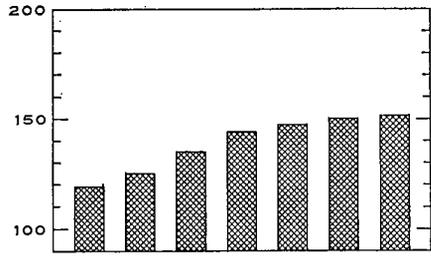
source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries extractives	Industries manufacturières												Raffineries de pétrole	
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Siderurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc	dont : Transformation des matières plastiques (1962 = 100)		
									Total	dont :						Total
										Filatures	Tissage	Bonneterie				
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	130	
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187	
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206	
1965	147	85	157	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241	
1966	150	76	162	148	151	177	172	134	145	135	149	161	178	213	256	
1967	<i>p</i> 152	73	<i>p</i> 165	149	162	171	<i>p</i> 173	142	134	121	141	150	189	270	267	
1966 4 ^e trimestre	157	77	169	148	155	177	181	150	151	137	158	167	182	245	275	
1967 1 ^{er} trimestre	152	76	165	137	162	177	174	129	139	124	147	158	190	262	266	
2 ^e trimestre	153	78	165	161	166	164	171	138	134	120	139	154	191	276	259	
3 ^e trimestre	<i>p</i> 143	65	<i>p</i> 155	151	148	162	<i>p</i> 164	145	115	104	122	130	176	244	258	
4 ^e trimestre	<i>p</i> 161	74	<i>p</i> 174	147	173	181	<i>p</i> 185	157	147	137	157	159	200	299	283	
1968 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 160	70	173	138	185	183	182	127	143	136	149	153	212	293	302	
1967 Mai	149	76	161	164	163	159	167	134	125	110	131	146	186	261	275	
Juin	159	82	171	163	173	179	173	152	144	130	146	169	202	302	244	
Juillet	119	49	130	134	132	141	134	136	84	76	101	70	149	186	247	
Août	148	73	160	156	137	172	172	152	119	108	117	152	177	254	271	
Septembre	<i>p</i> 162	74	<i>p</i> 175	162	174	172	<i>p</i> 187	146	142	127	148	170	201	293	256	
Octobre	<i>p</i> 165	78	<i>p</i> 178	162	175	177	<i>p</i> 188	167	149	134	157	176	205	316	264	
Novembre	<i>p</i> 162	76	<i>p</i> 174	149	171	181	<i>p</i> 182	167	144	132	156	157	200	297	270	
Décembre	<i>p</i> 156	68	<i>p</i> 170	129	172	184	<i>p</i> 183	137	147	144	157	144	195	284	314	
1968 Janvier	<i>p</i> 157	72	<i>p</i> 169	124	185	181	<i>p</i> 178	<i>p</i> 123	144	138	146	157	214	317	299	
Février	<i>p</i> 156	<i>p</i> 69	<i>p</i> 169	133	181	180	<i>p</i> 178	<i>p</i> 122	141	134	146	151	<i>p</i> 208	<i>p</i> 262	307	
Mars	<i>p</i> 166	69	181	157	190	187	188	135	146	137	156	151	213	301	299	
Avril	<i>p</i> 162	66	177	167	187	185	187	134	142	134	153	147	198		291	
Mai	<i>p</i> 164	72	178	165	188	192	186	142	145	135	155	147	197		265	

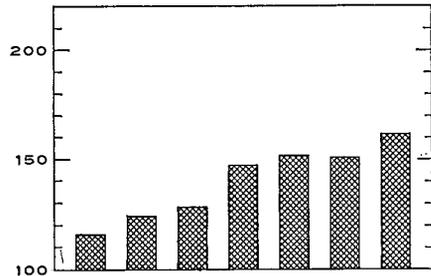
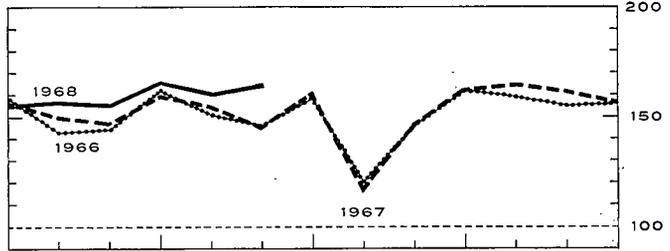
* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

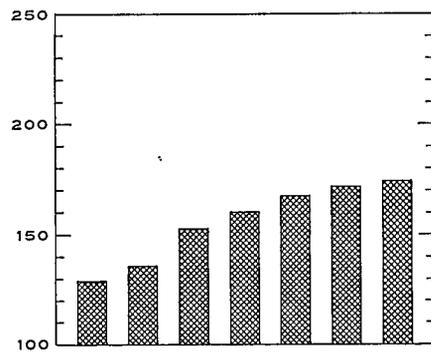
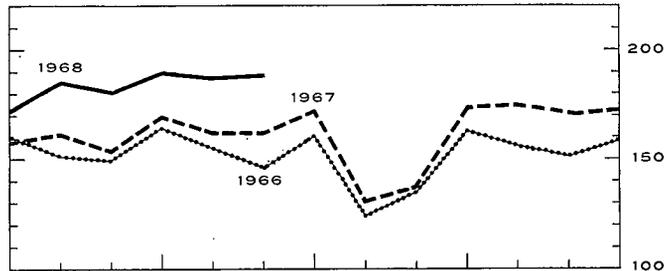
Base 1958 = 100



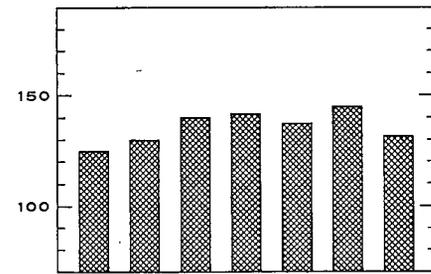
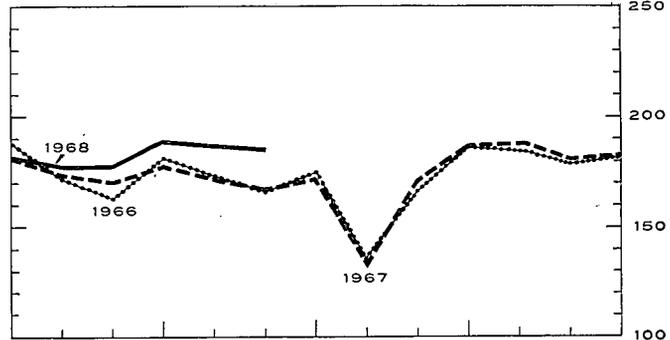
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



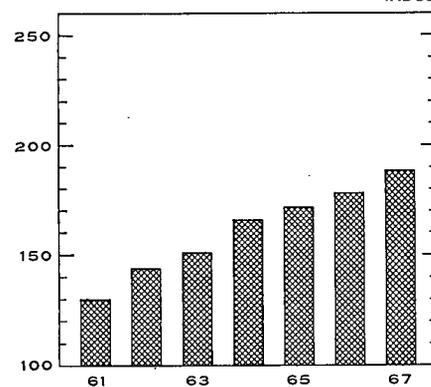
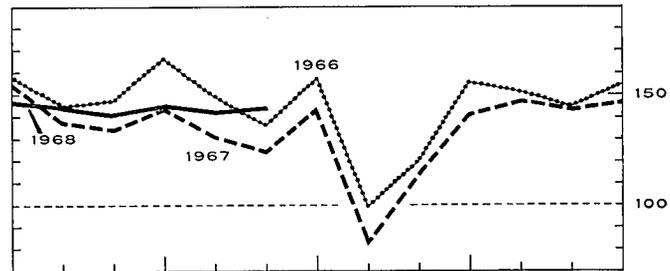
SIDERURGIE



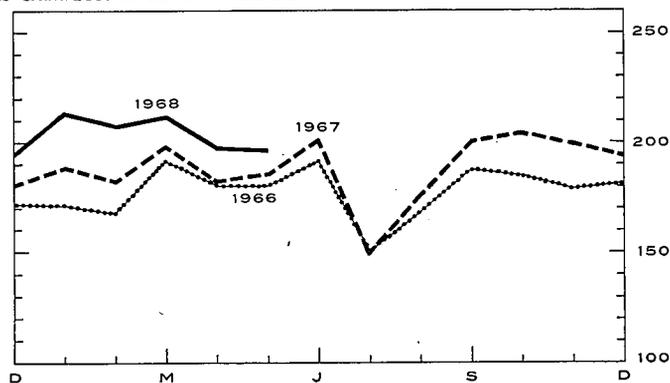
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (6), (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.502	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	97	254
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	98	296
1966 3 ^e trimestre	1.284	3.051	382	1.995	1.253	1.623	1.414	90	200
4 ^e trimestre	1.482	3.046	377	2.222	1.300	1.965	1.485	100	298
1967 1 ^{er} trimestre	1.472	3.094	309	2.139	1.314	1.945	1.440	102	321
2 ^e trimestre	1.430	3.033	426	2.245	1.335	1.812	1.401	100	255
3 ^e trimestre	1.193	2.889	325	1.903	1.314	1.688	1.394	90	233
4 ^e trimestre	1.383	2.644	395	2.276	1.372	2.089	1.527	101	375
1968 1 ^{er} trimestre	1.361	2.544	489	2.313	1.404	2.145	1.687	106	431
2 ^e trimestre	p 1.296	p 2.498			p 1.424	1.963			
1967 Mai	1.410	3.004	431	2.198	1.327	1.794	1.485	98	239
Juin	1.484	3.033	406	2.271	1.349	1.810	1.320	99	244
Juillet	943	2.920	327	1.620	1.302	1.519	1.336	87	195
Août	1.296	2.936	257	1.924	1.305	1.689	1.464	86	232
Septembre	1.340	2.889	393	2.165	1.336	1.857	1.381	98	273
Octobre	1.405	2.851	405	2.162	1.348	2.017	1.426	100	321
Novembre	1.431	2.849	380	2.282	1.392	2.067	1.458	99	389
Décembre	1.314	2.644	399	2.385	1.376	2.184	1.696	103	415
1968 Janvier	1.448	2.561	445	2.362	1.407	2.219	1.616	106	449
Février	1.324	2.571	495	2.270	1.415	2.076	1.658	102	430
Mars	1.311	2.544	527	2.308	1.391	2.140	1.787	109	413
Avril	1.336	2.554	440	2.224	1.430	1.995	1.740		
Mai	1.366	2.548			1.432	2.025			
Juin	p 1.186	p 2.498			p 1.410	1.868			
Juillet	p 969	p 2.426			p 1.384				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : Institut National de Statistique [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Siderurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	p 6,71	p 6,70	p 13,41	p 13,69
1966 3 ^e trimestre	695	520	6,67	5,45	12,12	11,65
4 ^e trimestre	763	604	7,40	7,11	14,51	14,59
1967 1 ^{er} trimestre	788	632	6,89	6,90	13,79	13,42
2 ^e trimestre	829	650	6,74	6,74	13,48	14,20
3 ^e trimestre	743	557	6,15	5,77	11,92	12,17
4 ^e trimestre	879	664	p 7,07	p 7,39	p 14,46	p 14,95
1968 1 ^{er} trimestre	952	727	p 7,04	p 8,12	p 15,16	p 14,32
2 ^e trimestre	p 956					
1967 Mai	804	628	6,15	6,98	13,13	13,31
Juin	883	673	7,71	6,92	14,63	15,30
Juillet	669	472	5,53	4,51	10,04	10,03
Août	693	515	6,06	5,63	11,69	12,08
Septembre	867	684	6,88	7,17	14,05	14,41
Octobre	882	673	7,06	7,42	14,48	14,43
Novembre	885	648	p 6,62	p 6,86	p 13,48	p 14,52
Décembre	869	671	p 7,53	p 7,88	p 15,41	p 15,90
1968 Janvier	954	724	p 6,79	p 7,97	p 14,76	p 13,61
Février	931	715	p 6,81	p 8,30	p 15,11	p 13,71
Mars	973	740	p 7,51	p 8,09	p 15,60	p 15,64
Avril	963	739				
Mai	p 964	746				
Juin	940 ¹					
Juillet	805 ¹					

¹ Estimations de l'Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et transformations
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	
				Nombre					Nombre	
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.233	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.025	1.436	27.693	6.016	20.797	3.280	4.602	5.179
1964	44.232	34.575	14.389	1.653	35.748	6.583	20.661	3.826	5.402	7.248
1965 p	39.252	28.120			39.780	1	2	1	2	9.377
1966 p	42.648	35.727			32.702	1	2	1	2	10.143
1967 p	37.125	32.943			29.645	1	2	1	2	9.304

1 En 1965, 1966 et 1967, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 10.778, 13.908 et 13.186.

2 En 1965, 1966 et 1967, le volume à construire pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 27.000, 25.507 et 26.136 milliers de m³.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments achevés (nombre)	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments achevés (nombre)
1966 3 ^e trimestre	3.348	2.715	1.227	807
4 ^e trimestre	3.001	3.214	1.053	977
1967 1 ^{er} trimestre	3.029	2.033	1.011	616
2 ^e trimestre	3.605	2.365	1.295	653
3 ^e trimestre	3.028	2.653	1.194	719
4 ^e trimestre	2.713	2.830	896	1.113
1968 1 ^{er} trimestre	2.979		775	
1967 Mars	3.385	2.269	1.184	633
Avril	3.582	2.235	1.280	680
Mai	3.473	2.067	1.182	549
Juin	3.760	2.794	1.424	730
Juillet	3.459	2.275	1.283	437
Août	2.954	2.661	1.193	753
Septembre	2.671	3.022	1.105	968
Octobre	2.726	2.437	997	1.015
Novembre	2.425	2.519	873	888
Décembre	2.989	3.535	817	1.437
1968 Janvier	2.486		701	
Février	2.168		731	
Mars	4.283		892	

1 Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

2 Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *
	1 ^{er} trimestre	116	117	+ 0,9	111	113	+ 1,8	118	111	- 5,9
2 ^e trimestre	117	117	...	110	112	+ 1,8	118	110	- 6,8
3 ^e trimestre	117	118	+ 0,9	111	110	- 0,9	116	114	- 1,7
4 ^e trimestre	117	123	+ 5,1	111	114	+ 2,7	114	120	+ 5,3
	1967	1968		1967	1968		1967	1968	
1 ^{er} trimestre	117	124	+ 6,0	113	118	+ 4,4	111	119	+ 7,2
2 ^e trimestre	117			112			110		
3 ^e trimestre	118			110			114		
4 ^e trimestre	123			114			120		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *
	1 ^{er} trimestre	114	119	+ 4,4	114	127	+ 11,4	120	126	+ 5,0
2 ^e trimestre	116	118	+ 1,7	117	128	+ 9,4	122	127	+ 4,1
3 ^e trimestre	119	120	+ 0,8	120	125	+ 4,2	123	130	+ 5,7
4 ^e trimestre	119	123	+ 3,4	122	131	+ 7,4	126	135	+ 7,1
	1967	1968		1967	1968		1967	1968	
1 ^{er} trimestre	119	125	+ 5,0	127	133	+ 4,7	126	139	+ 10,3
2 ^e trimestre	118			128			127		
3 ^e trimestre	120			125			130		
4 ^e trimestre	123			131			135		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de Berlin-Ouest.

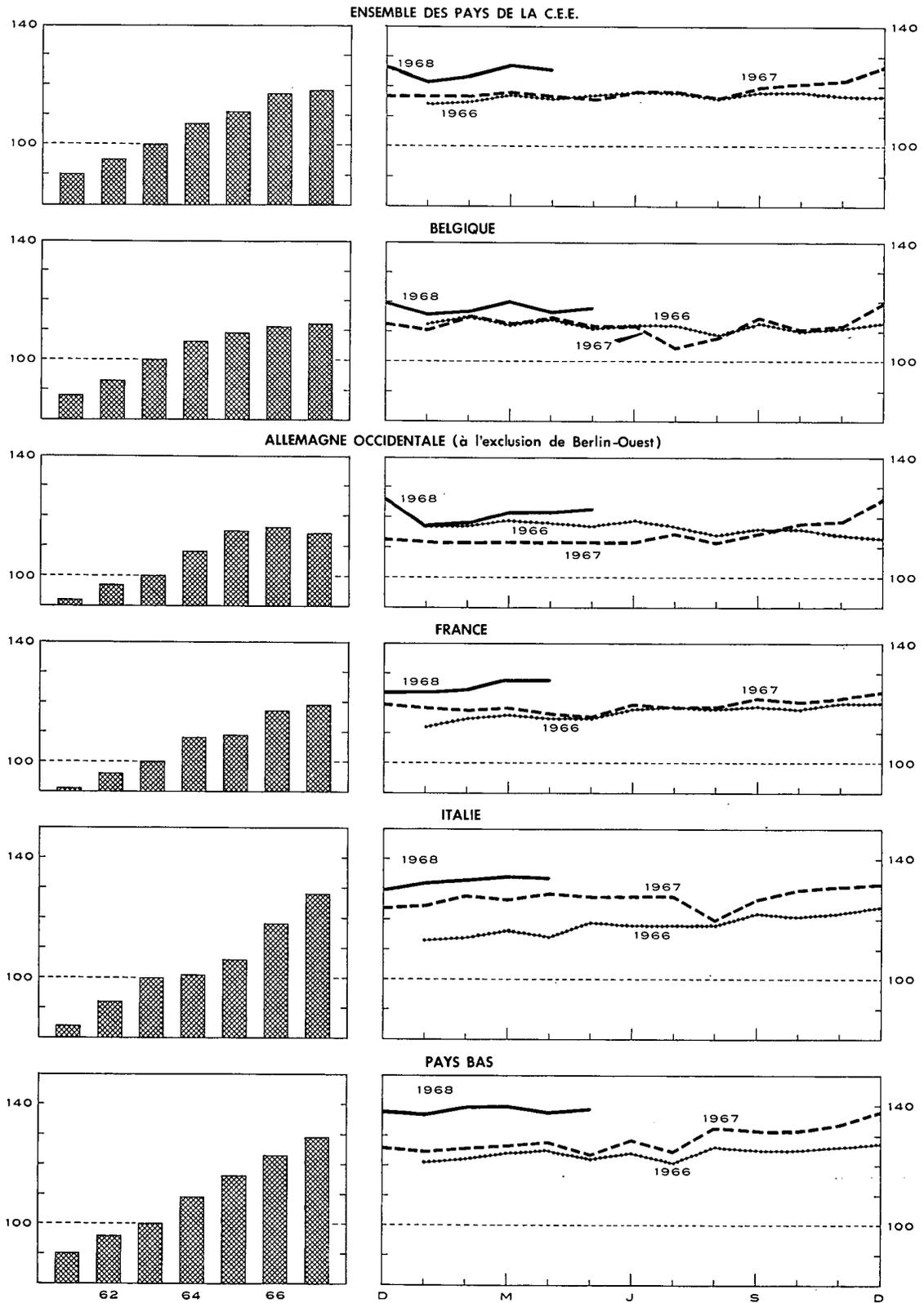
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)	SABENA		
	Trafic voyageurs Nombre de voyageurs- km (millions)	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)		Trafic payant aérien régulier		
		Nombre de tonnes-km productives 1 (millions)	Tonnage total (milliers de tonnes)	dont : combustibles et huiles minérales | minerais			(millions de passagers-km)		(millions de tonnes-km)
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9	
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7	
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8	
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5	
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8	
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4	
1967	711	507	4.952	1.576	1.259	73	162,8	22,8	
1966 3 ^e trimestre	711	483	4.571	1.570	1.139	104	230,4	27,8	
4 ^e trimestre	735	543	5.172	1.653	1.281	114	110,6	17,3	
1967 1 ^{er} trimestre	723	509	4.897	1.579	1.257	108	97,0	15,7	
2 ^e trimestre	714	508	5.115	1.689	1.264	108	170,1	23,2	
3 ^e trimestre	695	466	4.576	1.450	1.198	39	256,0	31,0	
4 ^e trimestre	712	544	5.222	1.586	1.319	37	128,3	21,5	
1968 1 ^{er} trimestre	p 685	538	5.145	1.563	1.351	32	99,7	17,9	
1967 Mai	736	518	5.167	1.678	1.357	107	172,3	23,6	
Juin	709	548	5.392	1.747	1.356	116	202,7	26,3	
Juillet	687	445	4.192	1.309	1.161	27	274,6	32,4	
Août	698	445	4.502	1.447	1.120	47	256,1	30,7	
Septembre	699	509	5.035	1.593	1.312	43	237,2	30,0	
Octobre	724	548	5.321	1.570	1.361	47	171,8	25,3	
Novembre	695	533	5.104	1.563	1.273	38	96,4	19,0	
Décembre	718	550	5.242	1.626	1.323	26	116,6	20,2	
1968 Janvier	p 692	542	5.221	1.711	1.322	32	106,8	17,8	
Février	p 668	529	5.037	1.477	1.330	31	90,4	17,0	
Mars	p 696	542	5.178	1.500	1.400	32	101,8	18,9	
Avril	p 694	533	5.176	1.553	1.345	39	113,9	21,2	
Mai	p 683	488	4.837	1.584	1.142	34			

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(1)	(2)
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61	5.426	456
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70	5.553	452
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67	5.400	433
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78	6.276	509
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108	6.412	507
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76	6.633	497
1967	4.872	3.443	1.444	125	136	74	7.111	522
1966 4 ^e trimestre ..	4.823	3.323	1.515	165	181	82	6.524	479
1967 1 ^{er} trimestre ..	4.916	3.597	1.562	141	143	94	6.705	493
2 ^e trimestre ..	5.029	3.350	1.312	111	128	60	7.635	557
3 ^e trimestre ..	4.713	2.390	1.447	125	126	67	7.048	517
4 ^e trimestre ..	4.829	4.435	1.455	125	146	75	7.055	518
1968 1 ^{er} trimestre ..	5.080	4.197	1.790	110	102	86		
2 ^e trimestre ..				110				
1967 Juin	4.811	3.139	1.335	116	136	72	7.905	578
Juillet	4.658	1.947	1.197	141	112	48	6.480	483
Août	4.920	3.387	1.829	115	130	45	7.366	522
Septembre ..	4.560	1.836	1.314	118	137	108	7.299	547
Octobre	4.907	3.413	1.863	121	187	51	7.531	562
Novembre	4.522	5.884	1.238	139	125	84	6.767	491
Décembre.....	5.057	4.008	1.264	114	127	90	6.867	500
1968 Janvier	4.952	3.597	1.297	125	123	102	6.434	446
Février	4.801	4.556	1.796	113	104	93	7.460	522
Mars	5.487	4.439	2.278	92	80	63		
Avril	4.820			104				
Mai	5.362			119				
Juin				107				

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1966	1.647	1.200	99	47	103	67	33
1967	1.706	1.257	101	50	92	67	38
1966 2 ^e trimestre	1.603	1.127	107	46	123	64	38
3 ^e trimestre	4.130	3.202	222	98	254	147	56
4 ^e trimestre	476	261	39	25	20	31	21
1967 1 ^{er} trimestre	529	313	47	24	29	30	18
2 ^e trimestre	1.502	1.053	89	50	103	64	41
3 ^e trimestre	4.271	3.370	231	99	214	146	61
4 ^e trimestre	523	292	39	29	24	29	32
1966 Décembre	432	261	30	22	16	23	13
1967 Janvier	367	193	30	20	15	27	17
Février	348	182	29	19	14	24	16
Mars	873	564	82	32	58	38	22
Avril	1.020	694	87	32	49	43	32
Mai	1.303	860	84	48	108	62	44
Juin	2.182	1.605	95	69	153	87	57
Juillet	5.599	4.685	196	167	248	94	64
Août	5.676	4.437	352	82	277	271	62
Septembre	1.537	987	144	49	118	73	56
Octobre	582	300	44	32	34	37	43
Novembre	509	283	41	27	20	28	34
Décembre	478	293	33	27	19	21	19

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habile-ment	Ameu-blement	Ménage 2				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1960	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1967	232	232	220	199	240	193	243	343	173	145	178
1966 3 ^e trimestre	214	206	206	200	233	178	223	286	175	143	164
4 ^e trimestre	272	249	262	212	278	203	233	333	179	147	171
1967 1 ^{er} trimestre	210	229	188	208	227	189	226	322	174	143	172
2 ^e trimestre	226	228	229	197	229	199	260	350	172	151	191
3 ^e trimestre	220	215	209	191	235	181	232	327	172	142	167
4 ^e trimestre	271	256	255	199	271	205	256	373	172	144	183
1968 1 ^{er} trimestre	214	241	184	202	231	197	238	395	172	144	183
1967 Mai	218	218	226	190	222	192	249	337			
Juin	231	231	238	190	234	218	299	376			
Juillet	225	201	236	192	238	173	213	317			
Août	204	212	172	172	222	178	248	323			
Septembre	231	233	218	210	244	192	236	341			
Octobre	229	229	232	190	240	186	246	337			
Novembre	257	235	234	181	230	193	251	341			
Décembre	327	303	300	227	344	235	272	440			
1968 Janvier	208	231	182	203	212	200	237	378			
Février	202	233	164	192	234	188	232	381			
Mars	231	259	204	212	246	203	244	427			
Avril	239	241	246	205	236	195	252	405			
Mai	243	237	242	214	262	207	270				

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.
 1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par				Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1965 2 ^e semestre	1.500	793	139	568	16,04	6,01	4,05	5,98	6,57	2,97	1,40	2,20
1966 1 ^{er} semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25
2 ^e semestre	1.552	873	123	556	17,20	6,78	4,51	5,91	7,25	3,33	1,63	2,29
1967 1 ^{er} semestre	1.576	891	136	549	18,36	7,34	4,88	6,14	7,71	3,62	1,74	2,35
2 ^e semestre	1.543	921	129	493	18,44	7,68	4,84	5,92	7,56	3,50	1,83	2,23

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1965 2 ^e semestre	47	27	2	18	86,1	34,3	9,9	41,9
1966 1 ^{er} semestre	46	26	2	18	97,9	32,8	11,7	53,4
2 ^e semestre	47	27	2	18	98,0	36,9	10,1	51,0
1967 1 ^{er} semestre	69	34	2	33	104,3	41,7	9,9	52,7
2 ^e semestre	53	35	1	17	94,5	42,0	8,9	43,6

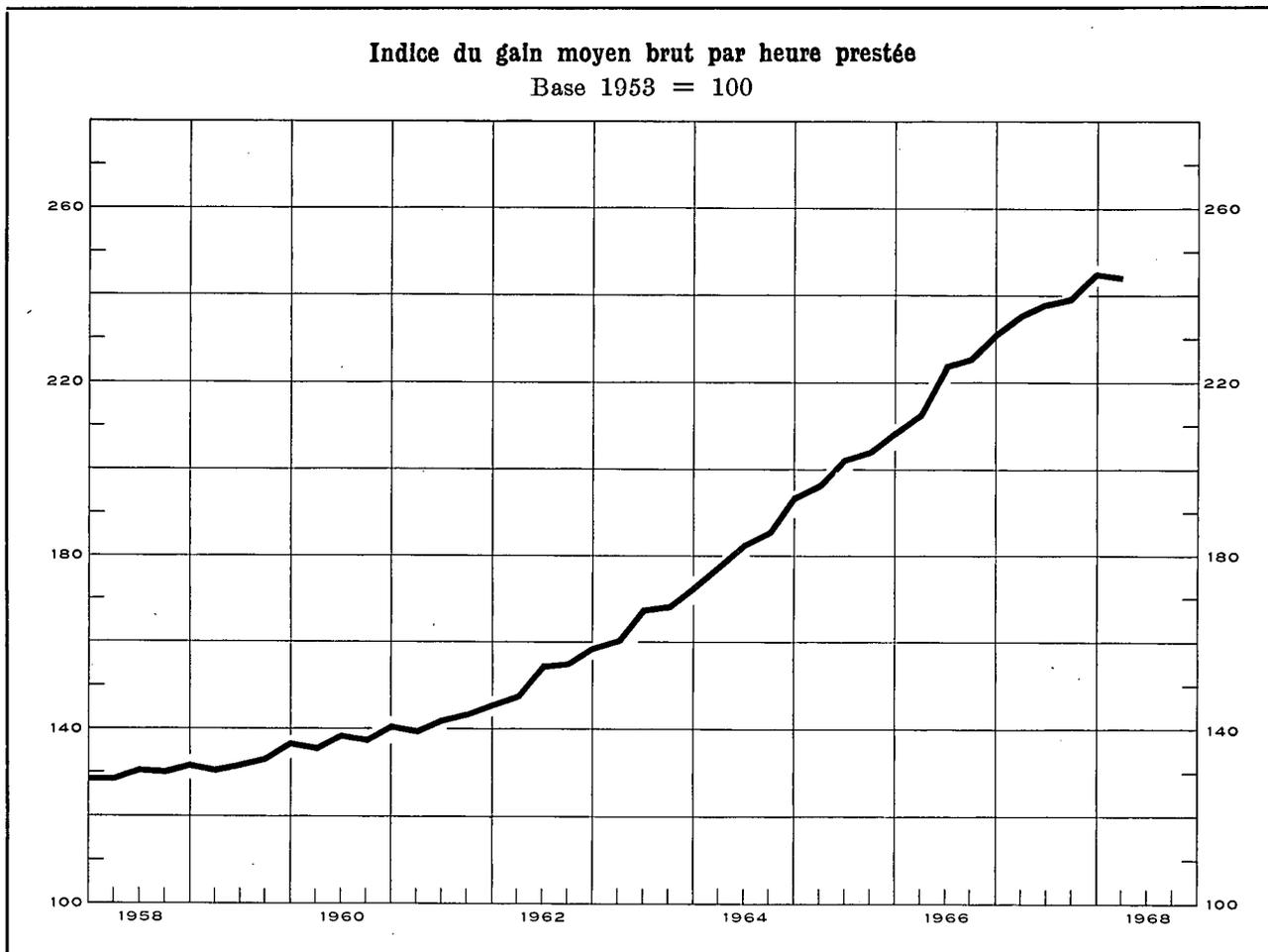
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1965 2 ^e semestre	845	3,8	1,1	2,1	42,9	18,5	8,6	371,4	25,1	13,2	355,3	2,7
1966 1 ^{er} semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
2 ^e semestre	792	3,9	0,9	2,6	45,5	17,6	8,5	307,8	28,5	8,2	364,3	4,2
1967 1 ^{er} semestre	777	4,7	1,4	2,0	53,3	20,5	7,5	284,8	22,9	7,8	366,6	5,6
2 ^e semestre	776	3,6	0,9	1,9	46,7	18,5	8,2	302,8	28,3	7,3	354,2	3,6
Crédit accordé (millions de francs)												
1965 2 ^e semestre	6.573	528	72	126	2.231	505	59	360	96	638	1.917	41
1966 1 ^{er} semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
2 ^e semestre	7.250	596	68	218	2.463	528	56	355	91	743	2.087	45
1967 1 ^{er} semestre	7.713	707	86	175	2.933	591	52	293	75	783	1.982	36
2 ^e semestre	7.565	564	67	196	2.638	553	56	367	88	748	2.257	31
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1965 2 ^e semestre	100,0	8,0	1,1	1,9	33,9	7,7	0,9	5,5	1,5	9,7	29,2	0,6
1966 1 ^{er} semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6
2 ^e semestre	100,0	8,2	0,9	3,0	34,0	7,3	0,8	4,9	1,3	10,2	28,8	0,6
1967 1 ^{er} semestre	100,0	9,2	1,1	2,3	38,0	7,6	0,7	3,8	1,0	10,2	25,7	0,4
2 ^e semestre	100,0	7,5	0,9	2,6	34,9	7,3	0,7	4,8	1,2	9,9	29,8	0,4

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir *Bulletin* de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 4	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215	208	246
1967	p 239	223	232		267
1966 Déc.	231	214	219		255
1967 Mars	235	219	226		261
Juin	238	222	230		265
Sept.	p 239	224	234		267
Déc.	p 246	223	238		274
1968 Mars	p 244	230	239		272

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	88,6	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	88,6	85,0	80,1
1967	p 75,81	100,2	80,5	89,2	82,0	79,6
1965 Mars-Avril	61,22	107,9	86,9	89,1	89,2	86,2
Sept.-Octobre	63,57	109,0	87,5	87,5	88,4	84,8
1966 Mars-Avril	66,75	108,2	87,5	87,5	86,8	82,5
Sept.-Octobre	70,70	103,8	83,5	89,6	84,8	79,1
1967 Mars-Avril	74,52	101,0	80,5	89,5	p 82,7	80,2
Sept.-Octobre	p 77,09	99,4	80,6	89,0	82,2	79,8
1968 Juillet	(e) 83,65	94,4	67,6	85,7	85,2	76,8

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : Institut National de Statistique.

Groupe et branche d'industrie	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre	1967 avril p
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	41,29	45,70	48,39	52,62	56,62	60,57	62,48
Carrières ¹	34,79	37,58	39,84	44,59	48,24	53,13	53,22
Total des industries extractives ¹	40,81	45,10	47,76	51,83	55,84	59,68	61,45
<i>Industries manufacturières :</i>							
Dénrées alimentaires (sauf boissons) ...	27,67	29,41	32,75	37,09	40,29	43,47	44,22
Boissons	30,27	32,30	34,80	39,59	44,38	47,77	48,75
Tabac	22,94	26,12	29,50	33,50	37,06	41,06	43,34
Industries textiles	26,94	27,55	31,16	34,61	37,27	41,83	43,57
Chaussures, habillement	21,23	23,16	25,39	28,98	32,45	35,97	37,39
Bois (sauf meubles)	28,25	30,47	32,82	37,01	39,93	44,71	46,48
Industrie du meuble	30,05	31,38	35,27	40,65	42,17	46,75	48,77
Papier, articles en papier	30,85	33,39	35,87	39,61	43,58	47,88	50,45
Impressions et reliures	34,97	37,02	39,47	43,96	48,06	52,17	55,15
Cuir (sauf chaussures, habillement)	25,80	27,82	30,90	33,97	37,07	40,77	42,78
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	31,65	34,16	36,93	40,29	43,59	48,49	49,93
Industries chimiques	32,84	35,08	38,49	44,43	49,81	56,32	58,05
Industrie du pétrole	51,02	53,33	57,25	62,88	71,33	78,36	81,35
Produits minéraux non métalliques	32,05	34,43	37,31	42,55	45,83	50,98	52,18
Industries métallurgiques de base	42,13	45,11	47,96	52,08	54,96	59,55	61,23
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	32,72	35,92	38,85	43,37	46,13	49,44	51,53
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	34,92	37,70	40,42	45,23	47,38	52,22	54,96
Industrie électrotechnique	30,18	33,57	35,48	39,97	43,99	48,80	51,50
Construction de matériel de transport ...	37,58	42,06	45,07	48,55	51,80	56,34	59,21
Industrie du diamant	25,99	26,72	31,50	33,24	34,68	41,12	41,63
Total des industries manufacturières	31,01	33,26	36,20	40,74	44,03	48,58	50,42
dont : hommes	34,63	37,13	40,10	44,53	48,14	52,94	54,84
femmes	21,10	22,78	25,45	29,16	31,97	35,51	37,18
Construction ¹	33,17	36,21	38,66	43,75	47,30	52,82	54,79
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	32,40	35,00	37,82	42,20	45,60	50,01	51,87
dont : hommes	35,14	37,99	40,81	45,11	48,75	53,43	55,34

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).
— Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne.
Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	21	469	1.413	35,2	2,89
1966	229	41,3	101	28,3	19	555	1.297	31,0	2,89
1967	220	38,4	102	24,7	16	418	1.223	27,0	2,88
1966 3 ^e trimestre	245	41,0	104	26,6	19	470	1.248	29,5	2,89
4 ^e trimestre	234	40,1	95	23,8	19	458	1.211	27,0	2,88
1967 1 ^{er} trimestre	231	38,8	94	24,0	17	430	1.201	27,2	2,88
2 ^e trimestre	226	38,7	97	24,4	17	368	1.219	26,2	2,88
3 ^e trimestre	214	38,3	90	24,6	16	375	1.200	26,7	2,88
4 ^e trimestre	209	37,5	95	25,6	16	499	1.271	27,8	2,88
1968 1 ^{er} trimestre			107		17	681	1.319	32,7	2,88
1967 Mars	235	38,7	94	24,0	17	398	1.204	27,0	2,88
Avril	229	38,6	95	24,4	17	361	1.216	26,5	2,88
Mai	228	38,9	99	24,3	17	375	1.219	26,0	2,88
Juin	221	39,5	98	24,5	17	368	1.222	26,0	2,88
Juillet	214	38,8	94	24,6	17	362	1.220	26,0	2,88
Août	218	38,1	87	24,8	15	379	1.194	27,0	2,88
Septembre	209	37,9	89	24,4	15	384	1.185	27,0	2,88
Octobre	212	37,5	89	25,4	15	413	1.190	26,0	2,88
Novembre	207	37,5	92	26,0	15	523	1.273	27,5	2,88
Décembre	207	37,2	103	25,3	17	560	1.351	30,0	2,88
1968 Janvier	210	p 37,2	104	23,0	17	596	1.323	33,0	2,88
Février			108		16	727	1.317	34,0	2,88
Mars			107		17	719	1.317	31,0	2,88

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) ¹
			général	industriel	alimentaire	
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1967	88	89	100	105	91	115
1966 4 ^e trimestre	86	90	101	106	91	103
1967 1 ^{er} trimestre	86	90	100	105	91	99
2 ^e trimestre	89	90	100	104	91	104
3 ^e trimestre	86	89	100	104	90	120
4 ^e trimestre	93	88	101	106	91	138
1968 1 ^{er} trimestre	103	88	102	108	91	124
2 ^e trimestre	99	88	100	106	90	
1967 Juillet	87	91	100	104	91	132
Août	85	89	100	104	90	108
Septembre	85	88	100	104	90	120
Octobre	86	87	100	105	91	134
Novembre	92	88	101	106	91	140
Décembre	101	88	101	107	90	140
1968 Janvier	102	88	101	107	90	129
Février	103	89	102	109	91	117
Mars	103	88	103	109	91	126
Avril	99	88	101	106	90	118
Mai	99	88	100	105	90	108
Juin	99	89	99	106	89	
Juillet	97	89				

¹ Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 *

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1959	101,4	95,0	95,9	94,1	103,0	105,9	97,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	92,2	98,2	86,8	105,4	107,0	101,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	94,3	110,2	81,5	104,5	106,7	100,4	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	100,8	106,9	95,2	103,8	107,6	96,1	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	107,0	117,9	97,5	105,4	110,0	96,3	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	109,9	126,7	96,0	110,9	113,9	103,7	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	113,2	131,2	98,5	111,5	113,8	105,6	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	118,2	134,0	104,8	113,5	115,0	109,3	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1967	113,2	118,1	134,8	104,2	112,0	115,0	103,7	105,2	116,9	90,7	111,9	154,9	98,6	112,6	121,2
1966 4 ^e trimestre	114,0	118,8	137,0	103,8	112,8	114,9	107,4	105,8	117,9	93,5	111,8	147,9	101,5	113,4	120,4
1967 1 ^{er} trimestre	114,2	119,5	136,4	105,4	112,9	115,0	106,6	105,9	117,2	92,9	113,6	151,5	100,5	113,3	121,4
2 ^e trimestre	113,8	122,2	136,3	110,1	111,8	114,5	103,4	104,6	116,3	90,8	111,8	154,8	98,4	112,3	121,0
3 ^e trimestre	112,5	116,1	131,3	103,4	111,6	115,0	102,4	105,0	117,0	89,6	110,4	156,6	97,9	112,0	121,1
4 ^e trimestre	112,4	114,7	135,3	98,1	111,9	115,4	102,3	105,2	117,3	89,7	111,8	156,9	97,5	113,0	121,3
1968 1 ^{er} trimestre	112,6	113,6	135,1	96,5	112,4	115,8	103,1	105,8	118,5	90,4	112,3	157,7	97,6	114,2	121,7
2 ^e trimestre	112,5	113,6	136,1	95,7	112,2	116,9	101,6	104,5	117,2	91,1	111,2	158,7	97,9	113,5	121,6
1966 Août	113,4	116,6	134,5	101,7	113,0	114,5	107,8	105,6	118,0	94,5	110,2	145,2	102,4	114,1	119,2
Septembre	113,8	118,3	134,7	104,6	112,7	114,5	107,3	105,8	118,2	93,9	110,2	145,2	101,8	114,1	119,3
Octobre	113,8	117,9	133,9	104,5	112,8	114,8	107,3	105,8	118,3	93,5	111,0	147,9	101,4	113,6	120,2
Novembre	114,2	119,6	139,5	103,4	112,9	114,9	107,6	105,8	117,9	93,6	112,1	147,9	101,6	113,5	120,4
Décembre	114,0	118,8	137,5	103,4	112,8	114,9	107,2	105,9	117,5	93,4	112,2	147,9	101,4	113,1	120,5
1967 Janvier	113,8	118,0	135,8	103,3	112,8	114,9	107,1	105,7	117,4	93,6	113,4	147,9	101,0	112,8	121,2
Février	114,1	118,2	135,6	103,7	113,1	115,2	107,0	106,1	117,4	93,2	113,6	153,3	100,6	113,7	121,6
Mars	114,6	122,4	137,9	109,3	112,8	114,8	105,8	106,0	116,9	91,9	113,8	153,3	100,0	113,4	121,4
Avril	114,0	122,1	137,4	109,1	112,0	114,4	104,3	104,4	116,3	91,2	113,8	153,3	98,6	112,8	121,1
Mai	113,9	123,3	138,3	110,5	111,6	114,3	103,7	104,5	116,3	91,0	110,9	154,7	98,4	112,2	120,6
Juin	113,6	121,2	133,0	110,8	111,7	114,7	102,3	105,0	116,4	90,1	110,8	156,4	98,2	111,9	121,2
Juillet	112,6	115,5	127,6	105,1	111,8	115,0	103,3	105,2	116,9	90,0	111,1	156,4	98,3	112,0	121,3
Août	112,7	117,9	134,6	103,9	111,4	115,0	101,9	104,7	117,1	89,7	110,0	156,4	97,8	111,9	120,8
Septembre	112,2	114,9	131,6	101,1	111,5	115,0	101,9	105,2	117,1	89,0	110,2	156,9	97,6	112,0	121,1
Octobre	111,8	113,1	132,2	97,6	111,5	115,2	101,6	105,1	117,3	89,1	110,7	156,9	97,3	112,5	121,0
Novembre	112,6	115,1	136,2	98,2	112,0	115,4	102,8	105,2	117,1	89,6	112,3	156,9	97,6	113,1	121,5
Décembre	112,9	115,8	137,4	98,4	112,1	115,6	102,5	105,2	117,6	90,5	112,4	156,9	97,7	113,3	121,5
1968 Janvier	112,7	114,7	135,7	97,8	112,2	115,7	102,5	105,9	117,8	90,4	112,1	157,2	97,6	113,6	121,6
Février	112,5	112,7	133,8	95,8	112,5	115,8	103,5	106,3	118,9	90,4	112,1	157,6	97,6	114,5	121,8
Mars	112,7	113,5	135,9	95,8	112,5	115,8	103,3	105,2	118,7	90,3	112,8	158,3	97,6	114,4	121,8
Avril	112,7	114,4	137,1	96,4	112,2	116,1	101,7	104,5	117,4	90,7	112,8	158,6	97,5	113,4	121,9
Mai	112,6	114,6	138,0	96,2	112,1	118,6	101,5	104,5	117,0	90,9	110,6	158,7	97,9	113,3	121,4
Juin	112,2	111,7	133,1	94,6	112,3	116,1	101,6	104,6	117,2	91,7	110,2	158,7	98,2	113,8	121,4

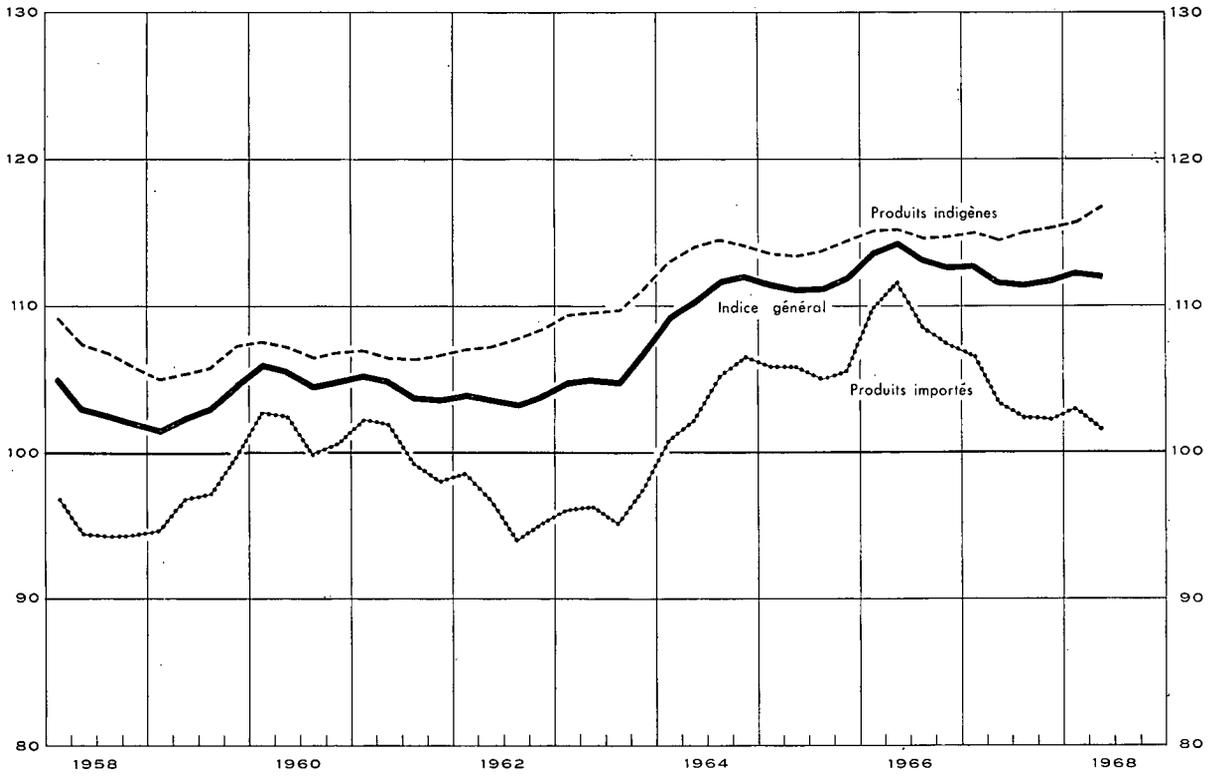
* Indices base originale 1930-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1958 = 100

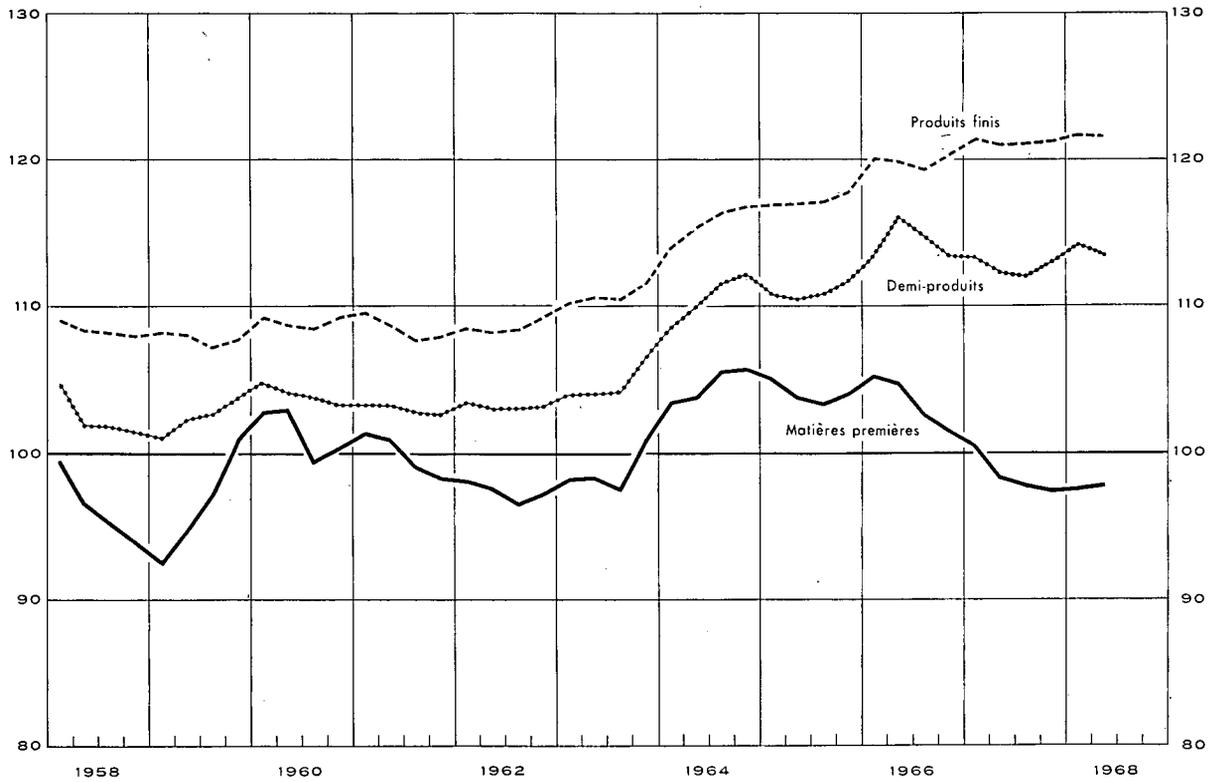
Source : M.A.E.

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES :

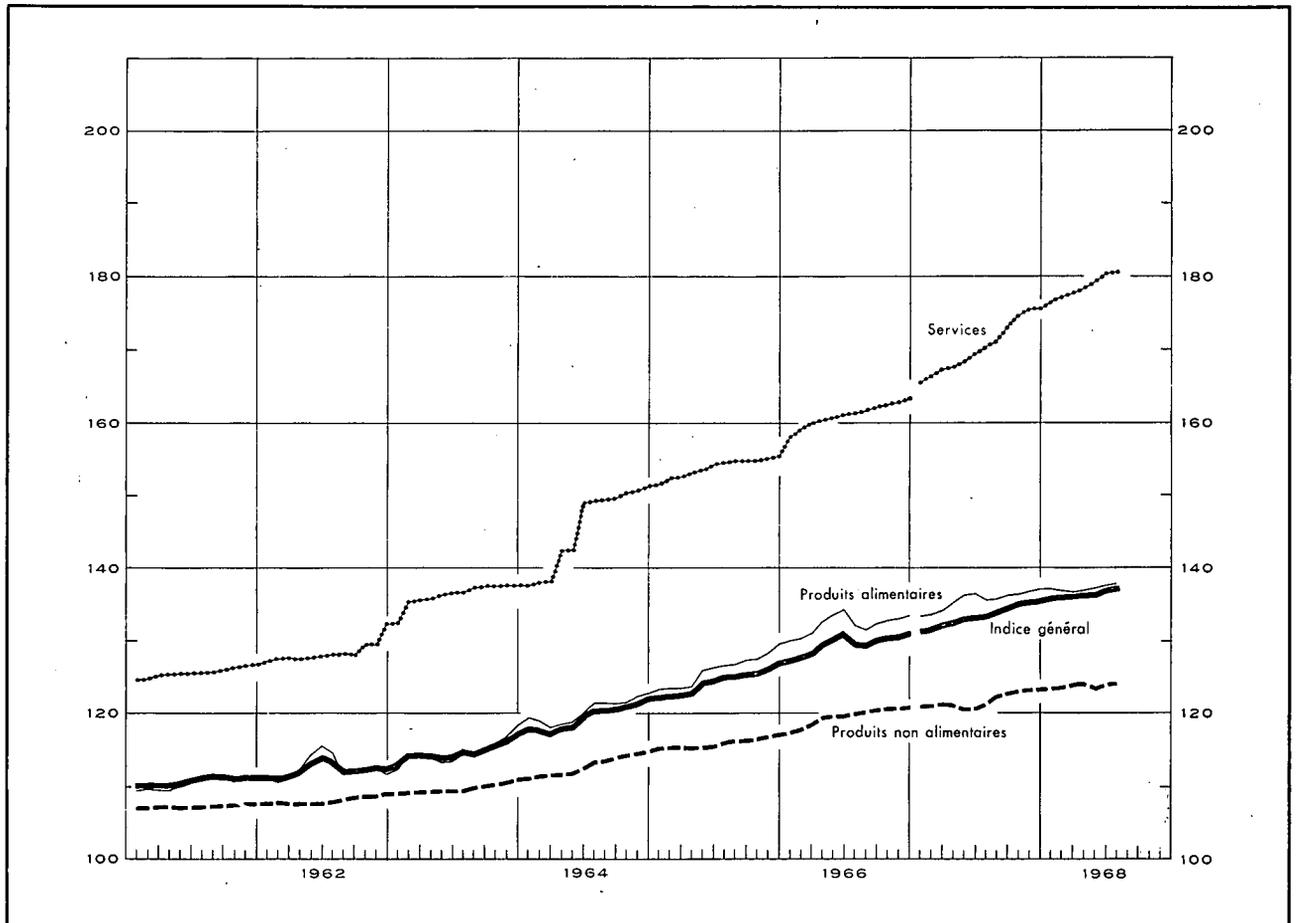
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL ET DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 ¹

Source : Ministère des Affaires Economiques.



¹ A partir de janvier 1967, les données servant à établir le graphique ci-dessus, ne sont plus calculées directement, mais résultent de la conversion sur la base 1953 = 100 de l'indice des prix à la consommation (cf. tableau 4 b.) qui remplace depuis janvier 1968 l'indice des prix de détail. Le coefficient de conversion utilisé est le rapport des deux indices pour l'année 1966, soit 1,2992 pour l'indice général.

VII - 4 a. — INDICES DES PRIX DE DETAIL

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 services	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964	119,84		120,3		113,1		145,7	
1965	124,71		126,0		116,2		153,8	
1966	129,92		132,2		119,8		161,1	
1967	133,62		135,5		122,6		172,1	
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
1 ^{er} trimestre	128,13	131,81	130,4	133,9	118,1	121,5	159,1	165,9
2 ^e trimestre	130,52	133,59	133,5	136,5	119,8	122,0	160,7	168,4
3 ^e trimestre	130,06	133,99	131,9	135,5	120,3	123,2	161,7	173,6
4 ^e trimestre	130,96	135,09	133,0	136,2	120,9	123,6	162,9	180,8
Janvier	127,68	131,43	130,1	133,5	117,6	121,2	158,1	165,2
Février	128,07	131,67	130,3	133,7	118,0	121,4	159,2	165,8
Mars	128,63	132,32	130,9	134,5	118,8	122,0	159,9	166,6
Avril	129,93	133,25	132,7	135,9	119,7	122,2	160,3	167,4
Mai	130,56	133,71	133,5	136,8	119,9	121,9	160,8	167,9
Juin	131,08	133,81	134,2	136,7	119,9	122,0	161,1	169,6
Juillet	129,94	133,56	131,9	135,5	120,1	122,4	161,3	172,2
Août	129,85	133,93	131,6	135,4	120,3	123,5	161,7	172,8
Septembre	130,38	134,49	132,3	135,7	120,6	123,7	162,2	175,8
Octobre	130,80	134,76	132,8	135,8	120,9	123,5	162,5	179,8
Novembre	130,88	135,16	132,9	136,3	120,9	123,6	162,9	181,2
Décembre	131,19	135,35	133,4	136,6	121,0	123,7	163,3	181,4

¹ L'indice des prix de détail, base 1953 = 100, repris dans le présent tableau a été établi pour la dernière fois en décembre 1967. Il est remplacé par un nouvel indice, base 1966 = 100, dénommé « Indices des prix à la consommation » et repris au tableau VII - 4 b ci-après.

VII - 4 b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Années 1967 et 1968

Base 1966 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 147 produits		Produits alimentaires 60 produits		Produits non alimentaires 48 produits		Services 39 services	
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1 ^{er} trimestre	101,59	104,74	101,13	103,53	101,25	103,41	103,34	109,94
2 ^e trimestre	102,48	105,25	102,78	103,77	101,07	103,57	104,66	111,27
3 ^e trimestre	103,29		102,78		102,12		106,55	
4 ^e trimestre	104,27		103,41		102,94		108,76	
Janvier	101,34	104,67	100,86	103,71	101,09	103,27	102,84	109,59
Février	101,57	104,73	101,05	103,54	101,19	103,41	103,32	109,88
Mars	101,87	104,83	101,47	103,35	101,46	103,56	103,85	110,36
Avril	102,21	105,05	102,22	103,56	101,35	103,66	104,16	110,66
Mai	102,52	105,16	103,02	103,69	100,90	103,37	104,54	111,24
Juin	102,71	105,54	103,11	104,06	100,95	103,67	105,29	111,91
Juillet	102,83	105,74	102,55	104,29	101,42	103,77	105,92	112,09
Août	103,23		102,67		102,29		106,21	
Septembre	103,80		103,12		102,65		107,52	
Octobre	104,04		103,09		102,81		108,44	
Novembre	104,33		103,49		102,98		108,89	
Décembre	104,44		103,64		103,04		108,96	

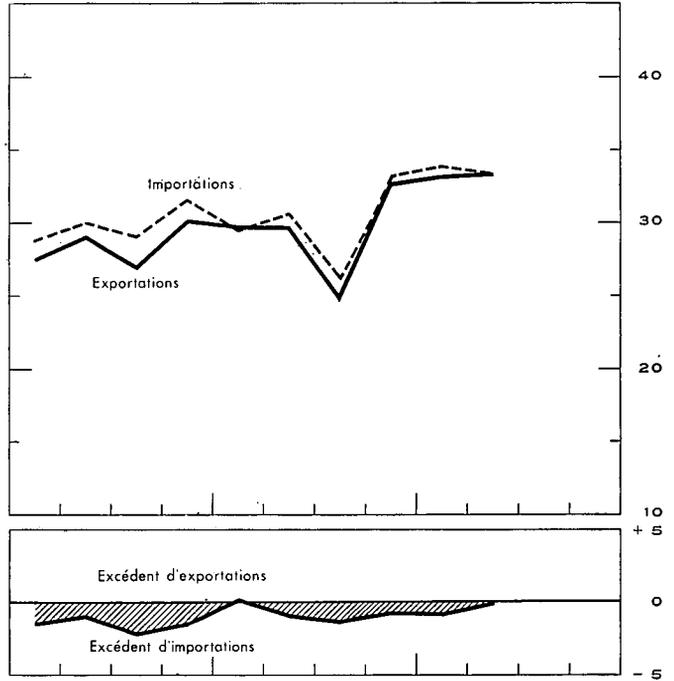
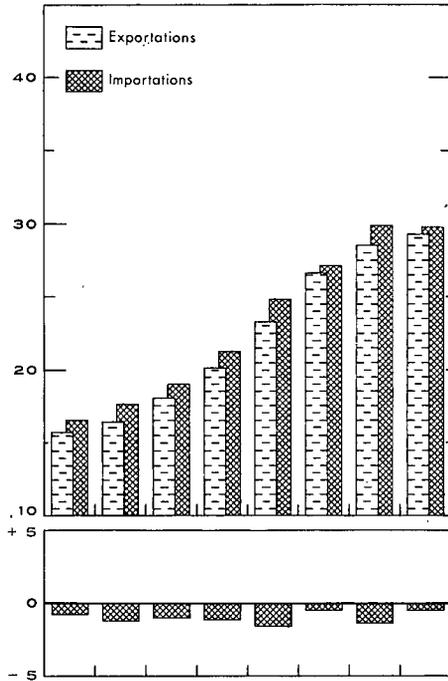
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie, revue de la F.I.B.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *L'industrie textile belge, revue de Febeltex.* — *Der Volkswirt.* — *Wirtschaft und Statistik.* — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.).* — *Monthly Digest of Statistics.* — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).* — *Données statistiques (Conseil de l'Europe).* — *Journaux financiers : Agéfi, Het financieele Dagblad, The Financial Times, Le Nouveau Journal.* — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges.*

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

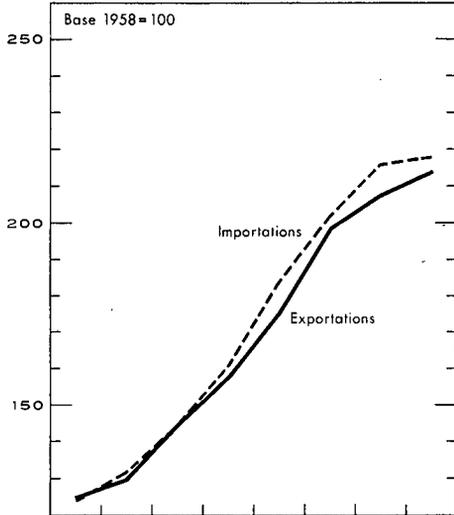
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Source : I.N.S.

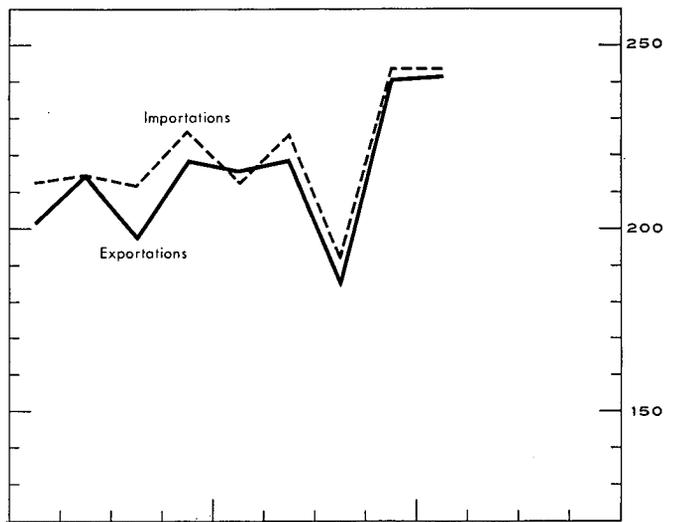
Moyennes mensuelles en milliards de francs



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

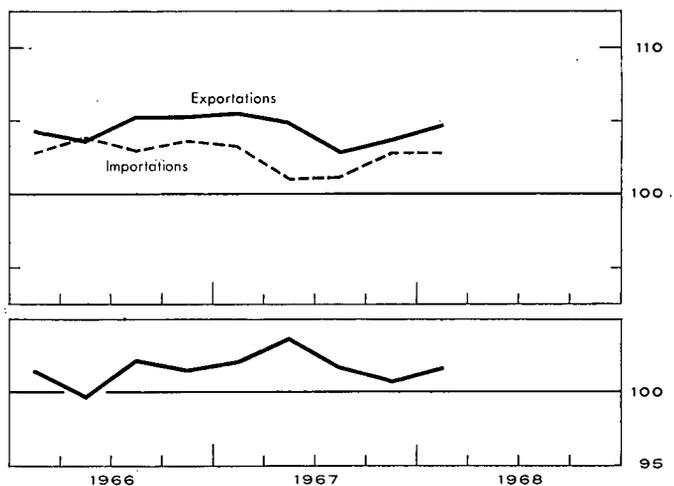
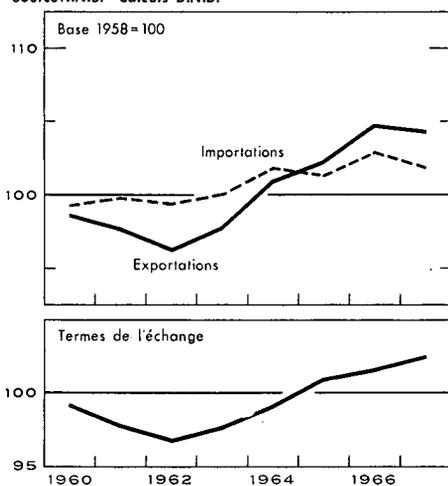


INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1967	29,9	29,3	- 0,6	98	218,3	214,3	101,9	104,4	102,5
1966 4 ^e trimestre	31,6	30,2	- 1,4	96	226,9	218,8	103,7	105,4	101,6
1967 1 ^{er} trimestre	29,5	29,8	+ 0,3	101	213,4	216,0	103,3	105,6	102,2
2 ^e trimestre	30,7	29,8	- 0,9	97	225,7	219,1	101,1	104,9	103,8
3 ^e trimestre	26,3	25,0	- 1,3	95	192,8	186,1	101,2	103,0	101,8
4 ^e trimestre	33,2	32,6	- 0,6	98	244,1	241,3	102,9	103,8	100,9
1968 1 ^{er} trimestre	34,0	33,2	- 0,8	98	244,1	242,2	102,9	104,8	101,8
2 ^e trimestre p	33,3	33,3	...	100					
1967 Janvier-Juin	30,1	29,8	- 0,3	99					
1968 Janvier-Juin p	33,6	33,2	- 0,4	99					
1967 Mai	30,3	29,3	- 1,0	97					
Juin	32,7	29,8	- 2,9	91					
Juillet	23,1	26,2	+ 3,1	113					
Août	29,9	22,8	- 7,1	76					
Septembre	25,7	26,4	+ 0,7	103					
Octobre	31,9	34,9	+ 3,0	109					
Novembre	34,6	30,8	- 3,8	89					
Décembre	32,6	32,2	- 0,4	99					
1968 Janvier	31,1	31,2	+ 0,1	100					
Février	35,1	33,5	- 1,6	96					
Mars	35,3	35,0	- 0,3	99					
Avril	32,3	35,0	+ 2,7	109					
Mai	35,2	33,1	- 2,2	94					
Juin p	30,6	31,5	+ 0,9	103					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1967	4,24	7,53	2,63	3,85	2,45	0,13	0,68	0,67	1,54	1,54	4,04	29,30
1966 3 ^e trimestre	3,91	6,24	3,00	3,86	2,15	0,11	0,80	0,61	1,34	1,21	3,78	27,01
4 ^e trimestre	3,99	8,11	2,69	4,25	2,41	0,13	0,64	0,65	1,67	1,51	4,17	30,22
1967 1 ^{er} trimestre	4,40	7,73	2,83	4,00	2,47	0,12	0,61	0,65	1,52	1,52	3,94	29,79
2 ^e trimestre	4,49	8,08	2,52	3,84	2,37	0,14	0,71	0,64	1,47	1,43	4,07	29,76
3 ^e trimestre	3,62	6,02	2,23	3,25	2,14	0,13	0,69	0,59	1,46	1,35	3,54	25,02
4 ^e trimestre	4,45	8,30	2,95	4,33	2,82	0,13	0,72	0,80	1,72	1,84	4,58	32,64
1968 1 ^{er} trimestre	4,80	8,54	3,44	4,19	2,95	0,09	0,82	0,73	1,63	1,78	4,26	33,23
1967 Août	3,47	5,18	2,27	2,81	2,09	0,11	0,81	0,63	0,66	1,25	3,54	22,82
Septembre ...	3,53	6,28	2,19	3,63	2,17	0,14	0,52	0,55	2,22	1,47	3,73	26,43
Octobre	4,93	8,73	2,99	4,71	2,98	0,15	0,90	0,93	1,67	1,98	4,88	34,85
Novembre	4,38	7,72	2,56	4,14	2,72	0,11	0,62	0,74	1,88	1,71	4,26	30,84
Décembre	4,06	8,40	3,32	4,14	2,73	0,12	0,63	0,73	1,61	1,79	4,62	32,15
1968 Janvier	4,61	8,38	2,88	4,02	2,73	0,11	0,68	0,73	1,31	1,70	4,02	31,17
Février	5,10	8,03	3,73	4,22	3,02	0,09	0,86	0,73	1,72	1,73	4,28	33,51
Mars	4,74	9,20	3,70	4,28	3,08	0,07	0,92	0,71	1,86	1,89	4,56	35,01
Avril	4,80	9,04	3,89	4,27	3,10	0,11	0,84	0,72	1,75	1,74	4,76	35,02
Mai	4,54	8,46	3,11	4,12	2,84	0,10	0,72	0,75	2,27	1,71	4,52	33,14

N. R - Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
 Pour une analyse du commerce extérieur de 1967 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. I, n° 6, juin 1968.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation						Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production				Total	non durables						durables 12	
													combustibles		produits chimiques 9	autres produits 10		alimentaires		autres 11					
													liquides 8	autres				produits animaux	produits végétaux						
																									autres 11
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767			1.673	1.643	1	14.302
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1966 2 ^e trimestre	19.869	7.316	1.963	1.661	1.725	392	275	336	151	519	124	997	409	899	1.361	548	1.193	6.051	756	1.398	505	3.392	4.006	49	29.975
3 ^e trimestre	18.980	6.926	1.632	2.011	1.377	473	214	312	150	493	101	1.073	337	769	1.413	528	1.173	6.020	864	1.245	526	3.385	4.042	24	29.066
4 ^e trimestre	20.734	7.567	1.715	2.306	1.671	472	228	352	155	487	112	1.047	454	816	1.474	580	1.298	6.427	918	1.382	551	3.576	4.375	58	31.594
1967 1 ^{er} trimestre	19.065	6.583	1.668	2.205	1.377	324	237	321	165	436	124	1.179	517	742	1.450	544	1.193	6.306	834	1.281	607	3.584	4.058	30	29.459
2 ^e trimestre	19.418	6.802	1.556	2.018	1.519	367	233	312	179	531	123	956	391	940	1.490	726	1.275	6.753	1.286	1.515	598	3.354	4.479	27	30.677
3 ^e trimestre	16.579	5.317	1.276	1.911	1.409	441	170	302	130	467	107	858	369	747	1.360	584	1.131	5.995	861	1.249	556	3.329	3.671	35	26.280
4 ^e trimestre	22.232	7.561	1.737	2.539	1.286	443	237	370	265	558	139	1.923	623	880	1.713	609	1.349	6.662	872	1.472	608	3.710	4.261	26	33.181
1968 1 ^{er} trimestre	22.828	8.532	1.821	2.224	1.736	311	265	298	121	453	146	1.578	641	953	1.787	551	1.411	6.805	974	1.324	632	3.875	4.273	51	33.957

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1966			1967				1968
										2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	99,2	101,8	101,3	101,2	100,7	98,4	98,3	100,3	100,1
Biens de consommation	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,6	106,8	104,8	106,8	106,4	103,0	103,7	104,9	104,3
Biens d'équipement	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	112,1	111,0	109,5	113,2	112,9	113,1	114,1	114,8	116,5
Ensemble ...	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	103,0	101,9	103,9	103,0	103,7	103,3	101,1	101,2	102,9	102,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	91,4	92,2	92,1	92,7	91,9	91,7	91,3	90,6	89,9
Fabrications métalliques	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	109,7	105,9	106,3	108,7	108,5	112,2	107,7	110,1	109,3
Métaux non ferreux	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	159,4	171,2	178,9	169,4	169,5	155,6	153,6	159,9	181,2
Textiles	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	104,7	105,6	106,5	107,4	108,1	105,0	104,2	102,0	101,7
Produits chimiques	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	94,3	95,7	95,7	95,2	94,2	94,2	94,1	93,5	92,4
Industrie houillère	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	71,9	75,1	70,2	73,9	68,1	71,7	72,1	75,9	76,6
Industrie pétrolière	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	74,5	75,8	73,6	71,0	72,1	71,7	76,7	77,3	80,0
Verres et glaces	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	105,2	98,4	100,6	101,4	102,6	98,8	102,4	102,4	103,6
Produits agricoles	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	114,4	120,3	110,8	119,2	116,6	119,0	112,2	110,7	111,8
Ciments	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	100,8	100,3	99,7	99,9	101,6	100,8	100,7	100,1	99,4
Carrières	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	100,6	97,0	96,2	97,5	103,6	99,5	98,6	100,6	104,0
Céramiques	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	116,1	115,9	119,3	113,2	114,3	115,0	119,6	115,2	115,4
Bois et meubles	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	113,2	112,2	110,1	112,1	112,5	113,4	112,4	113,9	112,4
Peaux, cuirs et chaussures	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	119,3	131,4	129,6	123,5	124,7	119,5	119,3	112,9	113,2
Papier et livre	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,5	97,8	100,8	97,6	99,1	96,1	98,9	99,8	100,4
Tabacs manufacturés	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	120,1	118,2	118,6	117,9	112,0	119,2	127,9	120,6	128,0
Caoutchouc	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	82,5	81,5	86,2	87,4	82,9	80,5	82,9	83,9	79,7
Industries alimentaires	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	97,8	94,8	99,0	95,7	97,8	98,7	96,0	98,0	95,0
Divers	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	78,8	61,4	82,3	79,8	86,7	78,4	73,2	78,8	80,7
Ensemble ...	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	104,8	104,4	103,7	105,4	105,4	105,6	104,9	103,0	103,8	104,8
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	101,7	102,5	99,8	102,3	101,6	102,2	103,8	101,8	100,9	101,8

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 20 du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1966			1967				1968
										2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	209,6	208,4	203,4	220,7	204,3	211,5	179,4	243,2	243,8
Biens de consommation	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	240,9	225,1	228,1	236,9	238,8	260,1	232,0	255,2	257,8
Biens d'équipement	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	234,7	236,7	238,2	250,9	226,8	253,6	207,9	238,9	230,9
Ensemble ...	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	184,4	201,5	216,4	218,3	214,8	212,2	226,9	213,4	225,7	192,8	244,1	244,1
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	173,4	156,4	158,7	161,0	178,8	183,0	148,4	183,5	199,4
Fabrications métalliques	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	259,5	282,0	225,2	280,3	262,9	277,2	213,7	286,0	288,8
Métaux non ferreux	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	179,3	185,6	182,1	174,1	181,5	176,4	157,6	200,7	206,4
Textiles	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	199,7	226,6	196,7	214,1	201,0	199,3	172,0	231,2	224,1
Produits chimiques	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	241,1	219,2	214,4	241,2	252,8	232,2	212,6	279,8	295,6
Industrie houillère	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	51,6	38,0	46,4	51,0	50,7	57,4	50,4	47,9	33,2
Industrie pétrolière	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	170,4	162,4	201,8	166,6	158,5	184,2	166,7	172,4	191,5
Verres et glaces	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	208,9	167,6	172,5	208,5	206,1	212,1	173,2	239,7	230,2
Produits agricoles	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	273,4	171,4	236,7	256,7	283,9	259,1	250,0	349,5	338,7
Ciments	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	106,3	131,4	119,9	107,0	90,3	117,1	105,7	112,5	91,3
Carrières	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	221,7	224,8	220,4	215,3	188,3	240,7	213,8	245,5	207,7
Céramiques	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	232,5	230,1	243,8	253,9	231,1	226,8	203,7	270,0	222,0
Bois et meubles	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	521,6	518,1	445,1	533,4	523,1	532,8	447,2	589,6	546,6
Peaux, cuirs et chaussures	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	227,8	242,8	197,8	231,2	221,1	216,2	214,0	266,3	254,0
Papier et livre	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	292,2	284,7	253,2	308,9	295,5	294,7	256,3	330,3	320,3
Tabacs manufacturés	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	374,5	339,8	338,1	346,2	326,4	373,2	369,6	429,6	366,3
Caoutchouc	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	300,9	335,0	257,2	284,9	277,5	326,2	274,7	327,0	337,9
Industries alimentaires	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	312,9	340,8	290,5	330,8	273,8	328,9	285,2	374,4	324,8
Divers	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	206,5	249,5	199,6	233,2	208,5	194,9	193,4	241,1	230,0
Ensemble ...	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	207,9	214,3	215,2	197,5	218,8	216,0	219,1	186,1	241,3	242,2

* Voir 2e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1967 1 ^{er} trimestre	6,10	5,47	- 0,63	4,59	5,50	+ 0,91	4,40	6,11	+ 1,71
2 ^e trimestre	6,38	5,89	- 0,49	4,25	5,27	+ 1,02	4,76	6,58	+ 1,82
3 ^e trimestre	5,79	5,12	- 0,67	3,86	4,27	+ 0,41	4,10	5,65	+ 1,55
4 ^e trimestre	7,05	6,73	- 0,32	5,02	5,71	+ 0,69	4,75	6,81	+ 2,06
1968 1 ^{er} trimestre	6,97	6,57	- 0,40	5,11	5,92	+ 0,81	4,82	6,96	+ 2,14
2 ^e trimestre	6,83	6,91	+ 0,08	4,35	5,54	+ 1,19	4,85	7,61	+ 2,76
1967 Mai	5,93	5,75	- 0,18	4,09	5,25	+ 1,16	4,65	6,44	+ 1,79
Juin	6,99	5,86	- 1,13	4,42	5,30	+ 0,88	5,07	6,77	+ 1,70
Juillet	5,17	5,03	- 0,14	3,86	4,95	+ 1,09	3,10	5,47	+ 2,37
Août	6,00	5,03	- 0,97	3,66	3,11	- 0,55	4,58	5,10	+ 0,52
Septembre	6,14	5,74	- 0,40	4,05	4,74	+ 0,69	4,64	6,33	+ 1,69
Octobre	7,01	6,84	- 0,17	5,28	5,77	+ 0,49	4,96	7,25	+ 2,29
Novembre	7,20	7,06	- 0,14	4,81	5,47	+ 0,66	4,94	6,44	+ 1,50
Décembre	6,91	6,28	- 0,63	4,89	5,86	+ 0,97	4,33	6,76	+ 2,43
1968 Janvier	6,44	6,37	- 0,07	4,54	5,74	+ 1,20	4,61	6,46	+ 1,85
Février	6,89	6,14	- 0,75	5,24	5,80	+ 0,56	4,80	6,80	+ 2,00
Mars	7,50	7,18	- 0,32	5,50	6,20	+ 0,70	4,98	7,62	+ 2,64
Avril	6,99	7,08	+ 0,09	5,16	6,29	+ 1,13	4,92	8,15	+ 3,23
Mai	7,15	7,02	- 0,13	4,35	5,41	+ 1,06	5,14	7,14	+ 2,00
Juin	6,34	6,59	+ 0,25	3,53	4,79	+ 1,26	4,50	7,48	+ 2,98
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1967 1 ^{er} trimestre	1,31	1,33	+ 0,02	16,40	18,41	+ 2,01	20,69	22,86	+ 2,17
2 ^e trimestre	1,38	1,18	- 0,20	16,77	18,92	+ 2,15	20,97	22,81	+ 1,84
3 ^e trimestre	1,26	0,94	- 0,32	15,01	15,98	+ 0,97	18,43	19,23	+ 0,80
4 ^e trimestre	1,44	1,25	- 0,19	18,26	20,50	+ 2,24	22,54	25,06	+ 2,52
1968 1 ^{er} trimestre	1,43	1,17	- 0,26	18,33	20,62	+ 2,29	23,05	25,10	+ 2,05
2 ^e trimestre	1,42	1,28	- 0,14	17,45	21,34	+ 3,89	21,98	25,62	+ 3,64
1967 Mai	1,31	1,21	- 0,10	15,98	18,65	+ 2,67	20,26	22,51	+ 2,25
Juin	1,43	1,17	- 0,26	17,91	19,10	+ 1,19	22,00	22,86	+ 0,86
Juillet	1,24	1,09	- 0,15	13,37	16,54	+ 3,17	16,49	19,98	+ 3,49
Août	1,45	0,77	- 0,68	15,69	14,01	- 1,68	19,36	17,05	- 2,31
Septembre	1,09	0,95	- 0,14	15,92	17,76	+ 1,84	19,37	21,09	+ 1,72
Octobre	1,53	1,24	- 0,29	18,78	21,10	+ 2,32	22,81	26,05	+ 3,24
Novembre	1,44	1,17	- 0,27	18,39	20,14	+ 1,75	22,93	24,14	+ 1,21
Décembre	1,31	1,33	+ 0,02	17,44	20,23	+ 2,79	21,65	24,71	+ 3,06
1968 Janvier	1,27	1,11	- 0,16	16,86	19,68	+ 2,82	21,34	23,85	+ 2,51
Février	1,56	1,09	- 0,47	18,49	19,83	+ 1,34	23,29	24,69	+ 1,40
Mars	1,46	1,31	- 0,15	19,44	22,31	+ 2,87	24,27	26,73	+ 2,46
Avril	1,49	1,32	- 0,17	18,56	22,84	+ 4,28	22,62	27,26	+ 4,64
Mai	1,41	1,38	- 0,03	18,05	20,95	+ 2,90	23,00	25,19	+ 2,19
Juin	1,38	1,25	- 0,13	15,75	20,11	+ 4,36	20,31	24,28	+ 3,97

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1967 1 ^{er} trimestre	2,28	2,37	+ 0,09	2,20	1,52	- 0,68	2,02	1,20	- 0,82
2 ^e trimestre	2,60	2,53	- 0,07	2,27	1,33	- 0,94	1,72	1,04	- 0,68
3 ^e trimestre	2,22	2,06	- 0,16	1,92	1,07	- 0,85	1,46	0,85	- 0,61
4 ^e trimestre	2,74	2,84	+ 0,10	1,98	1,63	- 0,35	2,08	1,15	- 0,93
1968 1 ^{er} trimestre	2,88	3,62	+ 0,74	2,54	1,65	- 0,89	1,84	1,13	- 0,71
2 ^e trimestre p	2,81	3,11	+ 0,30	2,37	1,48	- 0,89			
1967 Mai	2,42	2,35	- 0,07	2,24	1,27	- 0,97	1,89	1,07	- 0,82
Juin	2,71	2,60	- 0,11	2,16	1,21	- 0,95	1,68	0,89	- 0,79
Juillet	2,25	2,21	- 0,04	1,78	1,19	- 0,59	0,93	0,83	- 0,10
Août	2,44	1,98	- 0,46	1,93	0,94	- 0,99	2,25	0,88	- 1,37
Septembre	1,95	1,97	+ 0,02	2,05	1,17	- 0,88	1,20	0,84	- 0,36
Octobre	2,35	3,29	+ 0,94	1,58	1,87	+ 0,29	1,67	1,37	- 0,30
Novembre	2,69	2,55	- 0,14	2,19	1,41	- 0,78	2,75	0,96	- 1,79
Décembre	3,14	2,69	- 0,45	2,15	1,61	- 0,54	1,74	1,07	- 0,67
1968 Janvier	2,64	3,11	+ 0,47	2,42	1,46	- 0,96	1,30	0,96	- 0,34
Février	2,98	3,85	+ 0,87	2,62	1,87	- 0,75	1,96	1,31	- 0,65
Mars	3,00	3,93	+ 0,93	2,56	1,63	- 0,93	2,21	1,12	- 1,09
Avril	2,66	3,02	+ 0,36	1,87	1,52	- 0,35	1,91	1,08	- 0,83
Mai	3,21	3,36	+ 0,15	2,77	1,48	- 1,29	1,70	1,16	- 0,54
Juin p	2,55	2,98	+ 0,43	2,48	1,46	- 1,02			
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,31	0,25	- 0,06
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	- 0,08
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1967 1 ^{er} trimestre	1,14	0,68	- 0,46	0,74	0,22	- 0,52	0,56	0,50	- 0,06
2 ^e trimestre	1,40	0,62	- 0,78	1,38	0,28	- 1,10	0,53	0,69	+ 0,16
3 ^e trimestre	1,20	0,52	- 0,68	0,81	0,24	- 0,57	0,57	0,57	...
4 ^e trimestre	1,21	0,86	- 0,35	1,40	0,22	- 1,18	0,62	0,83	+ 0,21
1968 1 ^{er} trimestre	1,39	0,67	- 0,72	1,63	0,31	- 1,32	0,64	0,64	...
1967 Avril	1,34	0,59	- 0,75	0,47	0,22	- 0,25	0,47	0,68	+ 0,21
Mai	1,34	0,58	- 0,76	1,42	0,28	- 1,14	0,51	0,68	+ 0,17
Juin	1,51	0,66	- 0,85	2,26	0,33	- 1,93	0,60	0,71	+ 0,11
Juillet	1,24	0,54	- 0,70	0,44	0,29	- 0,15	0,47	0,66	+ 0,19
Août	1,70	0,58	- 1,12	1,49	0,23	- 1,26	0,64	0,60	- 0,04
Septembre	0,67	0,42	- 0,25	0,49	0,20	- 0,29	0,59	0,46	- 0,13
Octobre	1,24	1,04	- 0,20	1,60	0,24	- 1,36	0,52	0,93	+ 0,41
Novembre	1,14	0,56	- 0,58	1,22	0,24	- 0,98	0,67	0,80	+ 0,13
Décembre	1,24	0,97	- 0,27	1,39	0,18	- 1,21	0,67	0,75	+ 0,08
1968 Janvier	1,58	0,60	- 0,98	1,36	0,39	- 0,97	0,55	0,65	+ 0,10
Février	1,33	0,81	- 0,52	1,97	0,25	- 1,72	0,63	0,62	- 0,01
Mars	1,26	0,60	- 0,66	1,55	0,27	- 1,28	0,73	0,65	- 0,08
Avril	1,59	0,93	- 0,66	0,60	0,30	- 0,30	0,64	0,65	+ 0,01
Mai	1,49	0,67	- 0,82	1,32	0,27	- 1,05	0,57	0,70	+ 0,13

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'U.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967		
						Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,4	- 9,0	- 8,7	- 2,6	- 16,6	283,3	287,2	- 3,9
1.12 Travail à façon	+ 3,8	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	+ 8,1	10,9	3,1	+ 7,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,1	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	5,4	—	+ 5,4
1.2 Or non monétaire	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 2,0	- 1,5	0,5	2,9	- 2,4
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	+ 0,7	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,3	14,3	12,7	+ 1,6
1.4 Autres frais de transport	- 0,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,4	5,5	4,9	+ 0,6
1.5 Déplacements à l'étranger	- 2,2	- 3,2	- 3,4	- 4,1	- 4,5	12,1	18,5	- 6,4
1.6 Revenus d'investissements	+ 0,1	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	16,4	15,2	+ 1,2
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,2	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	9,8	6,1	+ 3,7
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,7	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	5,9	1,6	+ 4,3
1.82 Autres	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	- 0,1	25,2	24,5	+ 0,7
Total 1 ...	+ 3,4	- 4,6	- 0,7	+ 7,5	- 3,9	389,3	376,7	+ 12,6
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 2,6	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	7,8	6,3	+ 1,5
2.2 Transferts de l'Etat	- 1,8	- 3,1	- 2,4	- 2,4	- 2,5	0,3	4,3	- 4,0
Total 2 ...	+ 0,8	- 0,6	+ 0,6	+ 0,1	- 0,9	8,1	10,6	- 2,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	- 1,3	- 2,2	- 2,3	- 3,3	- 1,8	—	1,9	- 1,9
3.112 Autres opérations	- 0,2	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	2,4	6,8	- 4,4
3.12 Avoirs	- 0,7	- 0,4	- 0,1	- 0,5	- 0,3	0,1	0,5	- 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements	+ 0,3	...	+ 1,0	...	...	0,4	0,5	- 0,1
3.22 Avoirs	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 1,8	+ 2,5	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	2,9	9,7	- 6,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	...	1,3	- 1,3
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,7	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	4,0	1,8	+ 2,2
4.3 Secteur privé ³ (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements Belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	- 3,6	- 5,5	- 1,3	- 2,1	- 6,5	—	5,3	- 5,3
4.312 Investissements directs				- 2,0	- 0,4	—	2,6	- 2,6
4.313 Immeubles	- 0,8	- 4,0	- 5,4	- 1,3	- 1,7	—	1,5	- 1,5
4.314 Autres .....				...	- 0,3	1,3	—	+ 1,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	2,8	—	+ 2,8
4.322 Investissements directs				+ 7,1	+ 7,0	11,5	—	+ 11,5
4.323 Immeubles	+ 5,6	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,2	- 0,3	—	C,2	- 0,2
4.324 Autres				+ 0,7	+ 0,7	0,9	—	+ 0,9
4.33 Investissements et placements non ventilés	- 0,8	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	0,3	—	+ 0,3
Total 4 ...	+ 0,4	+ 2,1	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	20,8	12,7	+ 8,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	0,9	—	+ 0,9
Total 1 à 5 ...	+ 4,2	...	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	422,0	409,7	+ 12,3
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 1,2	- 1,1	—	—	+ 2,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	- 1,7	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	—	—	+ 12,4
6.22 Autres	+ 5,7	- 11,3	- 1,9	- 0,7	- 7,0	—	—	- 2,8

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1966			1967				1968	
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre p	2 ^e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 3,4	- 5,0	- 3,9	+ 0,1	- 0,8	- 1,3	- 1,9	- 3,3	- 3,4
1.12 Travail à façon	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,8	+ 2,0	+ 2,2	+ 1,6	+ 2,0	+ 1,9	+ 2,3
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,5	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,6	+ 1,9	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,5
1.2 Or non monétaire	- 0,2	- 0,5	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,1	- 1,3	- 1,2	- 0,1
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ² .....	...	- 0,2	...	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,3
1.4 Autres frais de transport	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	...	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1
1.5 Déplacements à l'étranger	- 1,1	- 2,7	...	- 0,5	- 1,8	- 3,7	- 0,4	- 0,9	- 2,2
1.6 Revenus d'investissements	- 0,6	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,2	- 0,7	+ 1,2	+ 0,5	+ 0,9	- 0,5
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,2	+ 0,4	- 0,3	+ 0,2	+ 1,2	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,3
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9
1.82 Autres	- 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,4
<i>Total 1 ..</i>	- 0,9	- 2,0	- 0,7	+ 4,8	+ 3,2	+ 1,8	+ 2,8	+ 1,3	+ 1,6
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,4
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,7	- 0,7	- 1,1	- 1,5	- 1,5	- 0,5
<i>Total 2 ...</i>	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 0,6	- 0,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,7	- 0,6
3.112 Autres opérations	- 0,3	- 0,9	+ 1,3	- 1,9	- 2,0	- 2,2	+ 1,7	+ 0,2	- 0,8
3.12 Avoirs	+ 0,1	...	- 0,4	...	- 0,1	...	- 0,3	- 0,1	...
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	- 0,4	...	+ 0,3	...	...	+ 0,3
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 3 ...</i>	- 0,7	- 1,4	+ 0,7	- 2,9	- 2,5	- 2,4	+ 1,0	- 0,6	- 1,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	+ 0,2	...	- 0,4	- 0,5	- 0,3	- 0,1	- 0,2	...
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,8	- 0,3	+ 0,2	+ 2,2	- 0,4	+ 0,5	- 0,1	- 0,2	...
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 1,3	- 1,0	- 1,9	- 1,2	- 1,1	- 1,4	- 1,6	- 2,0	- 3,0
4.312 Investissements directs	- 0,2	- 0,6	- 0,1	- 1,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	- 1,2	+ 0,2
4.313 Immeubles	- 0,4	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,3	- 0,4
4.314 Autres .....	...	- 0,3	- 0,3	...	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières	- 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9	...	- 0,3
4.322 Investissements directs	+ 2,1	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,9	+ 1,5	+ 4,5	+ 3,6	+ 4,2	+ 2,8
4.323 Immeubles	- 0,1	- 0,1	...	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,1	...
4.324 Autres	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	...	- 1,1	+ 0,3
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 0,1	+ 0,1
<i>Total 4 ...</i>	+ 1,0	+ 0,1	- 1,4	+ 1,7	- 0,1	+ 4,2	+ 2,3	- 0,6	+ 0,3
5. Erreurs et omissions	+ 0,1	- 0,2	+ 0,8	- 0,1	+ 1,4	+ 0,2	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2
<i>Total 1 à 5 ...</i>	- 0,8	- 3,8	- 0,8	+ 3,0	+ 1,5	+ 3,1	+ 4,7	- 0,1	+ 0,9
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 0,6	- 0,6	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,9	+ 2,4	- 0,9	+ 1,9	- 1,3
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale	+ 3,3	- 1,2	+ 2,7	- 0,5	+ 5,3	+ 0,7	+ 6,9	- 3,5	+ 0,9
6.22 Autres	- 3,5	- 2,0	- 3,9	+ 3,2	- 4,7	...	- 1,3	+ 1,5	+ 1,3

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frêts et assurances pour le transport des marchandises.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
(milliards de francs)

	1968			1968			1967	1968
	1er trimestre			2e trimestre			6 premiers mois	P
	P	P	P	P	P	P		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde		
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	74,8	78,1	- 3,3	76,8	80,2	- 3,4	- 0,7	- 6,7
1.12 Travail à façon	2,5	0,6	+ 1,9	2,9	0,6	+ 2,3	+ 4,2	+ 4,2
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	1,4	—	+ 1,4	2,5	—	+ 2,5	+ 3,5	+ 3,9
1.2 Or non monétaire	0,2	1,4	- 1,2	0,3	0,4	- 0,1	- 1,0	- 1,3
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	3,7	3,4	+ 0,3	3,8	3,5	+ 0,3	+ 0,6	+ 0,6
1.4 Autres frais de transport	1,4	1,3	+ 0,1	1,4	1,3	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2
1.5 Déplacements à l'étranger	2,1	3,0	- 0,9	4,0	6,2	- 2,2	- 2,3	- 3,1
1.6 Revenus d'investissements	4,1	3,2	+ 0,9	4,8	5,3	- 0,5	- 0,5	+ 0,4
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,7	1,7	+ 1,0	3,0	1,7	+ 1,3	+ 1,4	+ 2,3
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	1,4	0,4	+ 1,0	1,4	0,5	+ 0,9	+ 2,2	+ 1,9
1.82 Autres	6,9	6,8	+ 0,1	6,8	6,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,5
Total 1 ...	101,2	99,9	+ 1,3	107,7	106,1	+ 1,6	+ 8,0	+ 2,9
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	2,3	1,4	+ 0,9	2,0	1,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 1,3
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	1,6	- 1,5	0,1	0,6	- 0,5	- 1,4	- 2,0
Total 2 ...	2,4	3,0	- 0,6	2,1	2,2	- 0,1	- 1,0	- 0,7
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,7	- 0,7	—	0,6	- 0,6	- 1,0	- 1,3
3.112 Autres opérations	0,3	0,1	+ 0,2	...	0,8	- 0,8	- 3,9	- 0,6
3.12 Avoirs .....	...	0,1	- 0,1	...	...	...	- 0,1	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	0,3	...	+ 0,3	- 0,4	+ 0,3
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,3	0,9	- 0,6	0,3	1,4	- 1,1	- 5,4	- 1,7
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,2	- 0,2	0,2	0,2	...	- 0,9	- 0,2
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	0,1	0,3	- 0,2	1,1	1,1	...	+ 1,8	- 0,2
4.3 Secteur privé (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	—	2,0	- 2,0	—	3,0	- 3,0	- 2,3	- 5,0
4.312 Investissements directs	—	1,2	- 1,2	0,2	—	+ 0,2	- 1,6	- 1,0
4.313 Immeubles	—	0,3	- 0,3	—	0,4	- 0,4	- 0,8	- 0,7
4.314 Autres	0,2	—	+ 0,2	0,6	—	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,8
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières .....	...	—	...	—	0,3	- 0,3	+ 0,8	- 0,3
4.322 Investissements directs	4,2	—	+ 4,2	2,8	—	+ 2,8	+ 3,4	+ 7,0
4.323 Immeubles	—	0,1	- 0,1	...	—	...	- 0,1	- 0,1
4.324 Autres	—	1,1	- 1,1	0,3	—	+ 0,3	+ 0,7	- 0,8
4.33 Investissements et placements non ventilés	0,1	—	+ 0,1	0,1	—	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2
Total 4 ...	4,6	5,2	- 0,6	5,3	5,0	+ 0,3	+ 1,6	- 0,3
5. Erreurs et omissions (nettes)	0,4	—	+ 0,4	0,2	—	+ 0,2	+ 1,3	+ 0,6
Total 1 à 5 ...	108,9	109,0	- 0,1	115,6	114,7	+ 0,9	+ 4,5	+ 0,8
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 1,9	—	—	- 1,3	+ 1,2	+ 0,6
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	—	—	- 3,5	—	—	+ 0,9	+ 4,8	- 2,6
6.22 Autres	—	—	+ 1,5	—	—	+ 1,3	- 1,5	+ 2,8

1 Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

2 Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLIII^e année, vol. I, n° 5, page 601 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1967 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS
REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	liras italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ¹
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15
1967	49,69	10,10	138,65 ⁴ 119,68 ⁵	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ⁴ 6,65 ⁵	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 ⁴ 71,35 ⁵
1967 1 ^{er} trimestre	49,82	10,07	139,17	13,79	11,50	12,53	7,97	9,64	6,97	7,20	46,093	46,093	173,55	192,67	83,10
2 ^e trimestre	49,66	10,09	138,82	13,77	11,50	12,49	7,95	9,64	6,95	7,18	45,909	45,908	173,10	192,20	82,78
3 ^e trimestre	49,63	10,12	138,25	13,79	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,103	46,103	172,34	192,27	82,84
4 ^e trimestre	49,64	10,12	138,12 ⁴ 119,68 ⁵	13,80	11,47	12,43	7,97	9,60	6,94	7,15 ⁶ 6,65 ⁵	46,127	46,125	172,50	192,05	82,80 ⁶ 71,35 ⁵
1968 1 ^{er} trimestre	49,66	10,09	119,50	13,77	11,44	12,42	7,95	9,62	6,95	6,66	45,750	45,750	173,47	191,92	71,26
2 ^e trimestre	49,77	10,06	119,05	13,75	11,52	12,48	7,98	9,63	6,97	6,67	46,157	46,157	173,90	192,63	71,41
1967 Mai	49,63	10,09	138,82	13,77	11,50	12,48	7,95	9,63	6,94	7,17	45,868	45,866	173,09	192,12	82,74
Juin	49,64	10,12	138,56	13,78	11,50	12,47	7,95	9,64	6,95	7,17	45,942	45,941	172,78	192,17	82,75
Juillet	49,63	10,12	138,34	13,78	11,48	12,41	7,95	9,64	6,94	7,15	46,033	46,032	172,47	192,29	82,77
Août	49,63	10,12	138,23	13,80	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,125	46,125	172,33	192,29	82,84
Septembre	49,63	10,12	138,17	13,80	11,43	12,40	7,97	9,62	6,94	7,16	46,148	46,149	172,23	192,23	82,89
Octobre	49,63	10,12	138,13	13,80	11,43	12,40	7,97	9,60	6,94	7,16	46,233	46,232	172,20	192,05	82,80
Novembre	49,63	10,13	138,12 ² 120,17 ³	13,80	11,49	12,45	7,97	9,59	6,94	7,15 ² 6,65 ³	46,171	46,169	172,06	191,87	82,80 ² 71,31 ³
Décembre	49,65	10,12	119,48	13,81	11,50	12,46	7,95	9,61	6,95	6,66	45,965	45,962	173,28	192,24	71,36
1968 Janvier	49,69	10,09	119,71	13,79	11,44	12,41	7,95	9,62	6,96	6,66	45,820	45,820	173,63	192,00	71,37
Février	49,64	10,09	119,63	13,76	11,42	12,40	7,95	9,61	6,95	6,66	45,656	45,656	173,29	191,91	71,20
Mars	49,65	10,09	119,15	13,77	11,46	12,45	7,96	9,61	6,96	6,67	45,772	45,770	173,48	191,86	71,19
Avril	49,73	10,09	119,46	13,75	11,46	12,48	7,96	9,62	6,96	6,67	46,041	46,041	173,86	192,45	71,39
Mai	49,73	10,06 ⁷	118,80	13,74	11,50	12,49	7,99	9,63	6,96	6,66	46,138	46,137	173,69	192,40	71,35
Juin	49,86	10,03	118,91	13,77	11,59	12,48	8,00	9,65	6,98	6,67	46,303	46,303	174,17	193,06	71,50
Juillet	49,96	10,05	119,40	13,80	11,63	12,47	8,03	9,67	7,00	6,66	46,523	46,522	174,57	193,60	71,70

1 Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

2 Moyenne du 1^{er} au 17 novembre 1967.

3 Moyenne du 18 au 30 novembre 1967.

4 Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

5 Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

6 Moyenne du 1^{er} octobre au 17 novembre 1967.

7 Moyenne du 1^{er} au 24 mai 1968.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 juillet 1968

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		pour :
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	
				en francs belges		
Autriche	26, — sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4084	195,2519	100 sch.
Belgique	50, — FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	7,50 CD	+ 0,750	- 0,750	6,5674	6,7674	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4, — DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30, — Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	57, — C. isl.	+ 0,122	- 0,122	—	—	—
Italie	625, — Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1051	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	70, — Pesetas	+ 0,750	- 0,750	70,3651	72,5080	100 Pesetas
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5204	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7288	1 F.S.
Turquie	9, — L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,40 £ 2	+ 0,833 ³	- 0,833 ³	118,1075	121,9075	1 £

1 Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

2 Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

3 Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

4 (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

5 (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses ³	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1962	131,2	130,1	+ 1,1	0,5	17,8	- 17,3	- 16,2
1963	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1966 7 premiers mois ...	119,9	119,3	+ 0,6	0,3	12,9	- 12,6	- 12,0
8 premiers mois ...	134,0	134,5	- 0,5	0,4	15,4	- 15,0	- 15,5
9 premiers mois ...	149,5	150,4	- 0,9	0,4	17,5	- 17,1	- 18,0
10 premiers mois ...	165,5	170,0	- 4,5	0,5	19,9	- 19,4	- 23,9
11 premiers mois ...	181,4	185,1	- 3,7	0,5	21,9	- 21,4	- 25,1
12 mois	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967 1 ^{er} mois	21,4	19,0	+ 2,4	...	2,2	- 2,2	+ 0,2
2 premiers mois ...	36,5	37,7	- 1,2	0,1	4,8	- 4,7	- 5,9
3 premiers mois ...	53,7	56,4	- 2,7	0,1	7,5	- 7,4	- 10,1
4 premiers mois ...	69,9	74,6	- 4,7	0,1	9,1	- 9,0	- 13,7
5 premiers mois ...	86,1	92,3	- 6,2	0,1	11,0	- 10,9	- 17,1
6 premiers mois ...	105,2	111,6	- 6,4	0,1	13,0	- 12,9	- 19,3
7 premiers mois ...	132,5	132,0	+ 0,5	0,1	15,2	- 15,1	- 14,6
8 premiers mois ...	147,9	148,9	- 1,0	0,1	17,7	- 17,6	- 18,6
9 premiers mois ...	163,9	165,4	- 1,5	0,1	19,7	- 19,6	- 21,1
10 premiers mois ...	183,1	185,0	- 1,9	0,2	22,6	- 22,4	- 24,3
11 premiers mois ...	200,3	204,5	- 4,2	0,2	25,5	- 25,3	- 29,5
12 mois	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968 1 ^{er} mois	23,0	23,8	- 0,8	0,1	3,3	- 3,2	- 4,0
2 premiers mois ...	40,2	43,9	- 3,7	0,1	6,0	- 5,9	- 9,6
3 premiers mois ...	57,2	64,6	- 7,4	0,2	8,5	- 8,3	- 15,7
4 premiers mois ...	75,5	83,0	- 7,5	0,2	10,4	- 10,2	- 17,7

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ A partir de 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																		
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4 (4) = (1) + (2) + (3)	Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante									Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. 16	Encaisse des comptables 3 et autres opérations de trésorerie 17	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges 5	en monnaies étrangères 6	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges						en monnaies étrangères 14	Total (15) = (8) + (14)				
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché 8	Secteur bancaire 9	Secteur para-étatique 10	Congo, Rwanda et Burundi 11	Certificats divers 12	Office des chèques postaux 13						
1962	-16,2	- 0,5	...	-16,7	+20,1	+ 1,4	+21,5	- 1,1	+ 3,0	+ 3,9	- 0,2	- 1,7	+ 3,5	-10,7	- 3,3	- 1,4	- 0,1	+16,7	
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3	
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0	
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3	
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7	
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6	
1966 7 premiers mois .	-12,0	+ 1,1	- 4,0	-14,9	+13,3	...	+13,3	...	+ 1,6	...	...	- 0,1	- 1,5	+ 1,4	+ 1,4	+ 0,8	- 0,6	+14,9
8 premiers mois .	-15,5	+ 0,2	- 4,5	-19,8	+13,3	...	+13,3	...	+ 5,0	+ 3,0	...	- 0,1	- 4,0	+ 2,0	+ 5,9	+ 1,0	- 0,4	+19,8	
9 premiers mois .	-18,0	+ 0,3	- 4,9	-22,6	+25,2	...	+25,2	...	+ 1,6	- 2,5	...	- 0,1	- 4,8	+ 2,7	- 3,1	+ 1,0	- 0,5	+22,6	
10 premiers mois .	-23,9	...	- 5,5	-29,4	+22,8	...	+22,8	...	+ 3,2	- 0,3	...	- 0,1	- 2,4	+ 5,5	+ 5,9	+ 0,9	- 0,2	+29,4	
11 premiers mois .	-25,1	+ 0,9	- 7,1	-31,3	+22,1	...	+22,1	...	+ 3,4	+ 4,1	...	+ 0,3	- 4,6	+ 5,6	+ 8,8	+ 1,0	- 0,6	+31,3	
12 mois	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7	
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 2,5	- 0,5	- 2,8	...	...	...	...	+ 1,1	+ 9,5	...	+ 0,1	- 4,7	- 0,1	+ 5,9	- 2,5	- 0,6	+ 2,8
2 premiers mois .	- 5,9	- 2,9	- 1,0	- 9,8	+ 8,1	...	+ 8,1	...	- 1,7	+12,2	...	- 0,2	- 6,6	- 1,4	+ 2,3	+ 0,2	- 0,8	+ 9,8	
3 premiers mois .	-10,1	- 1,5	- 1,5	-13,1	+ 8,0	...	+ 8,0	...	- 1,8	+15,1	...	- 0,2	- 6,3	- 1,6	+ 5,2	+ 0,3	- 0,4	+13,1	
4 premiers mois .	-13,7	- 2,1	- 2,1	-17,9	+ 7,4	...	+ 7,4	...	- 2,3	+17,6	...	- 0,3	- 3,9	- 1,6	+ 9,5	- 0,3	+ 1,3	+17,9	
5 premiers mois .	-17,1	- 2,3	- 2,7	-22,1	+ 5,6	...	+ 5,6	...	- 3,5	+20,6	...	- 0,3	- 5,7	+ 0,4	+11,5	+ 0,3	+ 4,7	+22,1	
6 premiers mois .	-19,3	- 0,7	- 3,2	-23,2	+ 8,2	...	+ 8,2	...	- 3,8	+15,0	...	- 0,3	- 5,4	+ 5,4	+10,9	+ 0,4	+ 3,7	+23,2	
7 premiers mois .	-14,6	- 2,3	- 3,9	-20,8	+11,8	...	+11,8	...	- 5,7	+ 8,7	...	- 0,3	- 3,4	+ 6,5	+ 5,8	- 2,1	+ 5,3	+20,8	
8 premiers mois .	-18,6	- 2,1	- 4,6	-25,3	+11,8	...	+11,8	...	- 2,4	+11,8	...	- 0,3	- 5,6	+ 6,7	+10,2	- 2,0	+ 5,3	+25,3	
9 premiers mois .	-21,1	- 1,3	- 5,3	-27,7	+11,8	...	+11,8	...	- 0,6	+12,1	...	- 0,2	- 7,2	+ 6,9	+11,0	- 0,8	+ 5,7	+27,7	
10 premiers mois .	-24,3	- 1,4	- 6,0	-31,7	+21,6	...	+21,6	...	- 3,6	+12,7	...	- 0,3	- 4,2	+ 7,2	+11,8	- 6,8	+ 5,1	+31,7	
11 premiers mois .	-29,5	- 1,1	- 6,4	-37,0	+15,7	...	+15,7	...	- 4,7	+17,9	...	- 0,3	- 6,1	+ 7,1	+13,9	- 3,8	+11,2	+37,0	
12 mois	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6	
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 2,1	- 0,4	- 6,5	...	...	...	...	+ 2,6	+ 5,2	...	- 0,1	+ 1,6	...	+ 9,3	- 2,5	- 0,3	+ 6,5
2 premiers mois .	- 9,6	- 3,1	- 1,1	-13,8	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 1,6	+ 3,9	...	- 0,1	- 2,2	- 0,3	+ 2,9	+ 0,9	+ 0,2	+13,8	
3 premiers mois .	-15,7	- 0,9	- 1,8	-18,4	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,4	+ 7,5	...	- 0,1	- 1,5	- 0,4	+ 5,1	+ 3,6	- 0,1	+18,4	
4 premiers mois .	-17,7	- 2,9	- 2,7	-23,3	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,5	+ 8,7	...	- 0,1	+ 3,3	- 0,3	+11,1	+ 2,8	- 0,4	+23,3	

1 Cf. tableau XI-1.

2 A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2 —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes para-étatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967).

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tisse- ments de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat (5) = (3) + (4)	Couverture 5					Recours aux marchés étrangers 6 (10)
						Recours au marché belge				Total (9) = (6) à (8)	
						Variations			Total		
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché 6	des autres engagements à moyen terme 7	des engagements à court terme 8			
(1)	(2)	(8) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)		
1962	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8	
1963	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5	
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1	
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8	
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5	
1966 7 prem. mois	- 12,0	- 3,8	- 15,8	+ 8,3	- 7,5	+ 6,5	+ 0,2	+ 1,0	+ 7,7	- 0,2	
8 prem. mois	- 15,5	- 5,0	- 20,5	+ 9,4	- 11,1	+ 5,6	+ 0,6	+ 4,8	+ 11,0	+ 0,1	
9 prem. mois	- 18,0	- 5,5	- 23,5	+ 10,3	- 13,2	+ 16,9	+ 0,8	- 4,9	+ 12,8	+ 0,4	
10 prem. mois	- 23,9	- 6,3	- 30,2	+ 11,9	- 18,3	+ 13,1	+ 0,8	+ 1,4	+ 15,3	+ 3,0	
11 prem. mois	- 25,1	- 7,6	- 32,7	+ 13,4	- 19,3	+ 11,2	+ 0,8	+ 3,9	+ 15,9	+ 3,4	
12 mois	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 3,7	- 3,5	+ 1,8	- 1,7	- 1,7	...	+ 5,1	+ 3,4	- 1,7	
2 prem. mois	- 5,9	- 5,0	- 10,9	+ 3,3	- 7,6	+ 5,3	...	+ 5,7	+ 11,0	- 3,4	
3 prem. mois	- 10,1	- 3,7	- 13,8	+ 4,4	- 9,4	+ 4,4	...	+ 9,2	+ 13,6	- 4,2	
4 prem. mois	- 13,7	- 4,8	- 18,5	+ 5,7	- 12,8	+ 4,3	+ 0,2	+ 12,7	+ 17,2	- 4,4	
5 prem. mois	- 17,1	- 6,5	- 23,6	+ 6,9	- 16,7	+ 5,7	+ 0,4	+ 15,9	+ 22,0	- 5,3	
6 prem. mois	- 19,3	- 6,5	- 25,8	+ 7,8	- 18,0	+ 7,7	+ 0,4	+ 12,2	+ 20,6	- 2,6	
7 prem. mois	- 14,6	- 7,6	- 22,2	+ 9,1	- 13,1	+ 10,1	+ 0,4	+ 6,1	+ 16,6	- 3,5	
8 prem. mois	- 18,6	- 8,1	- 26,7	+ 10,4	- 16,3	+ 9,2	+ 0,6	+ 10,3	+ 20,1	- 3,8	
9 prem. mois	- 21,1	- 7,8	- 28,9	+ 11,5	- 17,4	+ 8,4	+ 0,8	+ 12,0	+ 21,2	- 3,8	
10 prem. mois	- 24,3	- 9,3	- 33,6	+ 12,9	- 20,7	+ 17,0	+ 0,3	+ 8,2	+ 25,5	- 4,8	
11 prem. mois	- 29,5	- 9,8	- 39,3	+ 14,2	- 25,1	+ 15,8	+ 0,3	+ 12,5	+ 28,6	- 3,5	
12 mois	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5	
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 3,2	- 7,2	+ 2,1	- 5,1	- 1,8	...	+ 6,7	+ 4,9	+ 0,2	
2 prem. mois	- 9,6	- 4,7	- 14,3	+ 3,5	- 10,8	+ 7,0	...	+ 3,8	+ 10,8	...	
3 prem. mois	- 15,7	- 3,3	- 19,0	+ 4,4	- 14,6	+ 6,3	...	+ 9,1	+ 15,4	- 0,8	
4 prem. mois	- 17,7	- 6,7	- 24,4	+ 5,7	- 18,7	+ 5,2	...	+ 14,3	+ 19,5	- 0,8	

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, à partir de novembre 1967, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967). A partir de 1968, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

6 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+ 10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1967 6 mois	38,6	+ 0,6	19,0	+ 1,4	43,0	- 0,4	100,6	+ 1,6
1968 6 mois	40,4	- 0,5	19,8	+ 0,4	45,5	- 0,9	105,7	- 1,0
1966 Décembre	5,0	+ 0,2	3,3	+ 0,2	7,4	+ 0,1	15,7	+ 0,5
1967 Janvier	11,4	- 0,3	2,9	+ 0,2	6,5	- 0,2	20,8	- 0,3
Février	4,8	+ 0,1	2,8	+ 0,1	6,8	...	14,4	+ 0,2
Mars	4,8	- 0,1	3,3	+ 0,2	8,1	+ 0,5	16,2	+ 0,6
Avril	5,1	+ 0,2	3,2	+ 0,1	7,4	- 0,1	15,7	+ 0,2
Mai	5,1	+ 0,3	3,2	+ 0,2	6,8	- 0,3	15,1	+ 0,2
Juin	7,4	+ 0,4	3,6	+ 0,6	7,4	- 0,3	18,4	+ 0,7
Juillet	17,3	- 0,5	2,7	- 0,2	6,6	- 0,2	26,6	- 0,9
Août	5,3	+ 0,1	2,9	+ 0,1	6,5	- 0,1	14,7	+ 0,1
Septembre	5,6	+ 0,3	2,6	- 0,6	7,3	- 0,4	15,5	- 0,7
Octobre	7,6	+ 1,5	3,4	+ 0,5	7,5	- 0,1	18,5	+ 1,9
Novembre	5,8	+ 0,4	3,2	+ 0,1	7,5	+ 0,1	16,5	+ 0,6
Décembre	7,1	- 0,4	3,2	- 0,1	7,5	- 0,6	17,8	- 1,1
1968 Janvier	10,2	- 0,2	3,1	+ 0,2	7,3	+ 0,2	20,6	+ 0,2
Février	5,7	...	3,2	+ 0,1	7,3	- 0,2	16,2	- 0,1
Mars	5,2	...	3,3	...	7,7	- 0,6	16,2	- 0,6
Avril	6,1	...	3,5	+ 0,2	7,9	- 0,1	17,5	+ 0,1
Mai	6,1	...	3,6	+ 0,1	7,9	+ 0,1	17,6	+ 0,2
Juin	7,1	- 0,3	3,1	- 0,2	7,4	- 0,3	17,6	- 0,8

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1967 2		Exercice 1967 : juin		Exercice 1968 : juin	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	87,2	85,3	7,4	7,0	7,1	7,4
précompte immobilier	1,1	1,1	...	...	0,1	0,1
précompte mobilier	8,1	7,6	1,1	1,1	0,9	1,0
précompte professionnel	38,7	37,7	3,9	3,8	3,7	4,0
versements anticipés	17,5	18,0	0,9	0,7	1,0	0,9
impôts des personnes physiques (rôles)	11,5	10,2	0,8	0,7	0,8	0,7
impôts des sociétés (rôles)	2,6	3,0	0,2	0,2	0,2	0,2
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	6,3	6,5	0,4	0,5	0,3	0,5
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,2	0,2	...	...	...	...
divers ³	1,2	1,0	0,1	...	0,1	...
II. Douanes et accises	37,1	35,7	3,6	3,0	3,1	3,3
dont : douanes	8,5	8,7	0,9	0,8	0,7	0,8
accises	27,1	26,7	2,6	2,2	2,3	2,5
taxes spéciales de consommat.	1,2	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	86,0	87,7	7,4	7,7	7,4	7,7
dont : enregistrement	6,6	7,2	0,5	0,7	0,7	0,7
successions	3,4	3,5	0,3	0,3	0,3	0,3
timbres et taxes assimilées	75,1	76,2	6,5	6,6	6,3	6,6
Total ...	210,3	208,7	18,4	17,7	17,6	18,4
Différence par rapport aux évaluations budgétaires.		+ 1,6		+ 0,7		- 0,8

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion à partir du premier janvier 1967, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et, en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

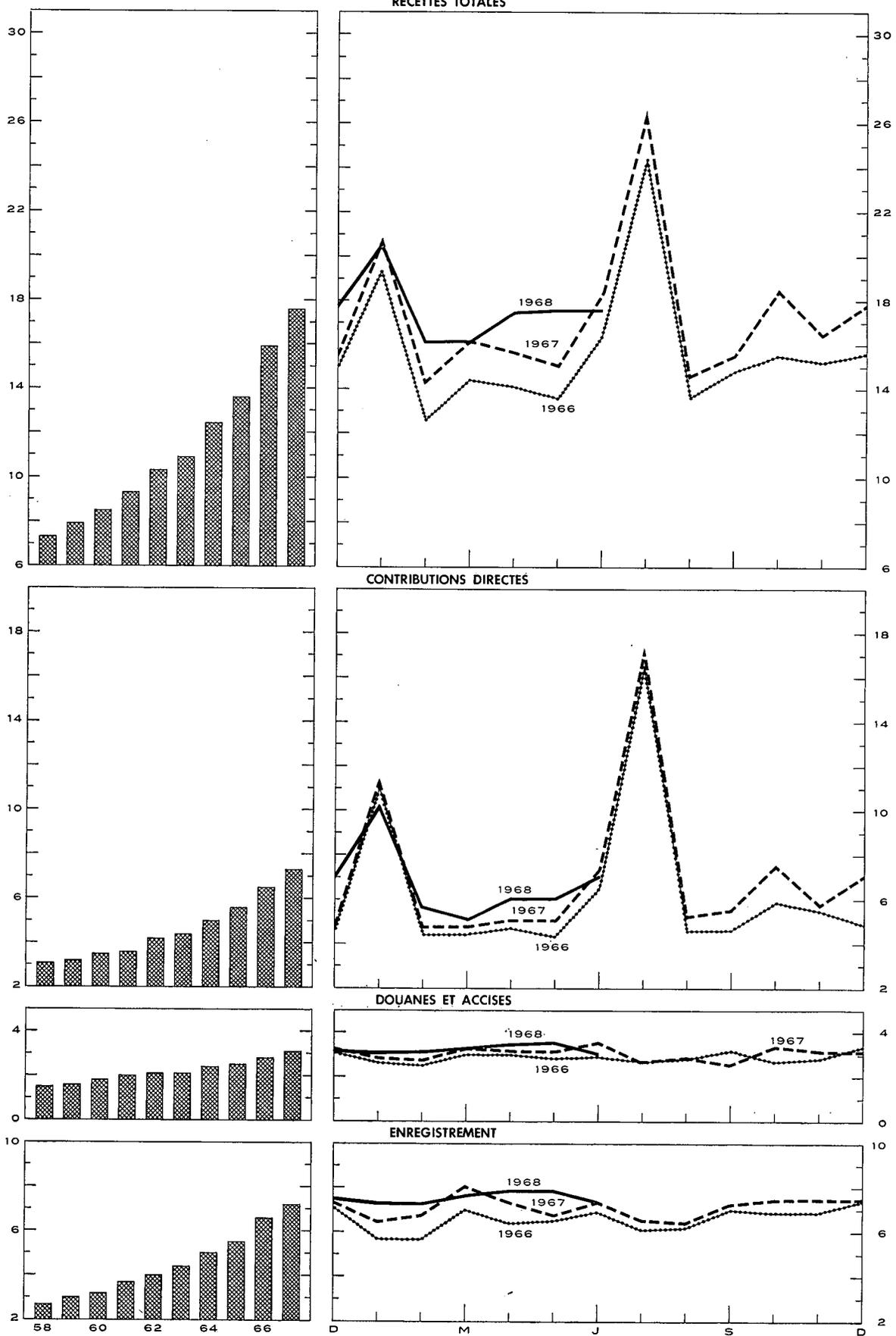
Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1966 3 premiers mois	6,6	2,7	6,1	15,4	0,98
6 premiers mois	5,9	2,8	6,3	15,0	0,71
9 premiers mois	6,8	2,8	6,4	16,0	1,78
1967 3 premiers mois	7,0	3,0	7,1	17,1	0,78
6 premiers mois	6,4	3,2	7,2	16,8	0,67
9 premiers mois	7,4	3,0	7,1	17,5	1,76
1968 3 premiers mois	7,0	3,2	7,4	17,6	0,64
1967 Février	4,8	2,8	6,8	14,4	0,08
Mars	4,8	3,3	8,1	16,2	0,13
Avril	5,1	3,2	7,4	15,7	0,69
Mai	5,1	3,2	6,8	15,1	0,09
Juin	7,4	3,6	7,4	18,4	0,88
Juillet	17,3	2,7	6,6	26,6	11,76
Août	5,3	2,9	6,5	14,7	0,06
Septembre	5,6	2,6	7,3	15,5	0,06
Octobre	7,6	3,4	7,5	18,5	1,48
Novembre	5,8	3,2	7,5	16,5	0,05
Décembre	7,1	3,2	7,5	17,8	0,12
1968 Janvier	10,2	3,1	7,3	20,6	1,62
Février	5,7	3,2	7,3	16,2	0,04
Mars	5,2	3,3	7,7	16,2	0,27
Avril	6,1	3,5	7,9	17,5	0,68
Mai	6,1	3,6	7,9	17,6	0,07
Juin	7,1	3,1	7,4	17,6	0,98

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1967 : « Les budgets de 1967 et 1968 » et XI^e année, vol. I, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE
(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964¹
(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
données non disponibles		... nihil ou inférieur à 50 millions		— opération non effectuée													
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	...	49,2	—	4,3	—	1,3	5,0	59,9			
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	8,4	—	—	—	...	47,5	—	0,2	—	0,9	...	57,0			
		Obligations ...	12,6	...	...	...	...	—	1,0	15,6	...	...	...	24,2
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	8,9	0,1	1,7	0,1	18,0	—	107,2	35,2	103,2	0,6	...	254,6			
		Divers ...	...	1,5	...	...	...	...	1,6	4,1	0,6	...	...	27,7
		(Actions et parts) ...	(190,9)	(0,8)	(...)	...	(0,3)	(0,6)	(—)	(1,2)	(4,5)	(—)	(...)	(198,3)			
	Total ...	29,9	1,7	1,7	0,1	18,1	...	96,7	—	114,3	54,9	106,0	5,0	428,5			
Secteurs nationaux non financiers	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	...	—	...	...	0,2	...	...	0,3	...	...	0,1	0,5
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,5	—	—	...	0,1	1,2	—	...	0,3	...	...	2,1	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	0,4	0,2	—	...	0,1	...	...	0,6
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,9	0,5	...	...	4,0	2,0	0,8	3,7	5,0	0,6	...	32,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	...	0,1	...	0,7	2,6	...	0,5	4,2	0,3	8,6			
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	0,1	...	0,4	...	...	0,2	8,8	...	9,5
	Divers ...	6,3	...	6,5	0,2	...	1,7	0,1	...	...	0,1	0,3	15,2		
	(Actions et parts) ...	(0,9)	...	(14,7)	(5,5)	(...)	(0,1)	(—)	(0,2)	(0,1)	(0,3)	(0,9)	(22,7)				
	Total ...	22,7	0,7	6,5	0,4	..	7,4	6,1	0,8	4,5	9,4	9,9	0,7	69,0			
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	4,2	...	—	0,8	...	45,6	...	...	...	0,1	3,5	54,1
		Certificats à court terme ...	...	0,5	—	0,2	...	16,9	36,8	4,1	4,3	...	1,5	70,4		
		Obligations accessibles à tout placeur ...	118,3	2,4	—	1,7	1,7	9,3	38,7	3,7	33,3	41,9	8,3	260,7			
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	—	...	...	19,9	58,6	...	3,5	2,1	1,0	85,1	
		Divers ...	...	0,7	—	...	...	6,0	...	...	...	0,6	0,2	9,1
	Total ...	122,5	3,7	—	2,6	3,3	52,2	179,7	7,8	41,1	44,6	15,6	6,2	479,4			
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	0,1	...	4,8	—	...	...	...	...	4,8
		Obligations accessibles à tout placeur ...	14,4	0,6	...	...	...	0,5	0,7	1,2	1,7	6,6	1,2	27,0
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	1,1	0,2	...	10,7	2,4	...	14,5
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	5,0	...	...	...	...	...	...	0,7	...	57,8	63,4
	Divers ...	2,1	0,5	2,2	...	...	...	...	...	...	0,3	2,3	7,3	
	Total ...	16,5	6,1	2,2	0,1	...	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	59,3	2,3	117,0			
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	13,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13,7			
		Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	0,1	...	...	0,3
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	0,7	...	0,6	...	1,3	9,0	1,6	13,2
		Divers ...	13,2	...	1,1	...	3,6	...	...	...	0,1	...	2,9	21,0
	Total ...	26,9	...	1,1	...	4,3	0,3	0,6	...	1,3	9,2	...	4,5	48,2			
Etranger (6)		Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1
		Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	—	...	...	12,9	—	1,0	...	1,7	1,5	17,1
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	4,1	—	0,2	...	...	...	4,3
		Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	129,2
		Obligations ...	7,8	...	0,9	...	...	...	0,7	0,9	0,3	3,7	0,2	14,5
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	11,5	—	...	...	8,7	—	—	—	—	20,2	
		Divers ...	...	0,9	7,4	...	...	...	...	...	...	0,8	0,2	9,3
	(Actions et parts) ...	...	(0,2)	(0,4)	...	...	(—)	(1,3)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(3,2)	
	Total ...	7,8	0,9	19,8	...	...	...	155,7	0,9	1,5	4,5	2,1	1,5	194,7

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	273,4	3,0	3,6	11,2	0,6	—	...	...	3,5	1,8	0,3	...	297,5
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	1,5	1,2	...	...	...	...	...	2,7
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	66,2	—	—	—	—	—	—	66,2	
	Dépôts en devises des résidents	5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,1	
	Dépôts sur livrets des résidents	35,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,6	
	Dépôts à terme des résidents	29,5	—	...	...	...	—	—	—	—	...	...	...	29,5
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	15,5	...	—	...	...	...	15,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,4	...	...	...	...	—	—	...	...	...	...	...	11,4
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	...	10,9	11,2
	(Actions et parts)	(9,2)	...	(0,2)	...	...	—	(0,7)	...	...	(0,1)	...	...	(10,2)
	Total ...	355,1	3,0	3,8	11,2	0,6	67,7	16,7	3,5	1,8	0,3	10,9	474,7
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	—
		Certificats à court terme	—	—	—	7,4	—	7,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	0,4	—	0,4
Divers		—	—	2,8	—	—	—	—	...	...	...	...	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	7,7	—	...	...	...	...	0,1	10,6
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	3,8	...	...	0,2	2,3	...	—	...	0,6	0,2	...	...	7,0
	Dépôts sur livrets	148,1	...	—	0,1	0,2	...	—	...	...	...	...	...	148,4
	Dépôts à terme	1,3	1,0	...	...	3,5	...	—	...	0,1	...	...	0,2	6,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,6	...	...	...	...	...	—	...	0,4	...	...	...	12,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers	5,8	...	...	0,5	...	0,2	0,1	...	0,1	...	...	2,7	9,5
	(Actions et parts)	(1,6)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(1,6)
	Total ...	171,1	1,0	...	0,8	6,0	0,2	0,1	...	0,1	1,1	0,2	2,9	183,6	
Organ. d'assurance-vie et accident du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	22,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,3	
	Réserves mathématiques	155,1	—	—	—	—	14,4	—	—	—	—	—	—	169,5	
	Divers	2,7	...	0,2	...	0,1	...	...	...	...	...	...	2,0	5,1
	Total ...	180,1	...	0,2	...	0,1	14,4	...	...	...	...	...	2,0	196,9
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	2,7	...	...	0,2	...	0,2	—	...	...	...	...	...	3,1
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,2	...	...	...	0,1	0,3	...	0,7
	Dépôts sur livrets	7,0	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7,0
	Dépôts à terme	2,0	0,5	...	2,9	1,5	0,3	—	0,5	0,9	...	...	...	8,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	0,1	—	0,8	...	0,2	...	...	1,1
	Obligations accessibles à tout placeur	78,5	0,3	...	0,1	1,4	9,8	0,3	8,4	20,9	0,2	...	...	119,9
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	0,8	3,5	0,7	...	3,7	17,9	...	...	1,4	28,0
	Divers	3,5	...	11,6	0,1	...	2,5	...	0,4	...	...	...	4,1	22,2
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)	
Total ...	93,7	0,7	11,6	3,3	3,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	5,8	190,7		
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	4,2	10,9	0,7	3,3	2,1	1,2	—	22,8	
	Total des créances (13) = (1) à (12)	1.022,1	20,0	51,1	18,6	37,4	154,2	491,2	11,6	196,7	176,3	194,9	42,0	2.416,1	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Parasétatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	—	56,4	—	4,3	—	4,7	3,4	69,0
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,1	—	—	—	—	54,7	—	1,0	—	1,0	—	65,8
			Obligations ...	14,7	—	—	—	—	—	—	1,0	17,5	—	—	33,2
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	10,7	0,1	—	—	0,3	—	—	117,8	37,5	110,9	—	277,4
			Divers ...	—	1,6	1,8	0,1	20,1	—	—	0,7	4,8	0,7	—	29,7
	(Actions et parts) ...	(203,1)	(1,0)	(...)	—	(...)	—	(0,7)	(—)	(0,9)	(4,6)	(—)	(...)	(210,3)	
	Total ...	34,5	1,9	1,8	0,1	20,4	—	111,1	—	124,9	59,8	117,3	3,4	475,1	
	Parasétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	0,5
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,6	—	—	—	—	0,2	1,2	0,2	—	—	0,1	—	2,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	0,1	—	—	0,4	0,1	—	—	—	—	—	0,6
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,4	0,4	—	—	0,1	3,9	1,8	0,7	3,8	4,9	0,7	—	31,8
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,3	—	0,1	—	2,0	2,4	—	1,0	5,3	0,4	—	11,5
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	—	0,6	—	—	—	0,2	10,0	—	10,8	
	Divers ...	8,2	—	5,2	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	15,7
	(Actions et parts) ...	(0,9)	—	(15,0)	(6,0)	(...)	—	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(0,9)	—	(23,9)
	Total ...	24,1	0,7	5,3	0,4	0,1	8,9	5,6	0,7	5,4	10,4	11,3	0,3	73,2	
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,8	—	—	1,1	—	45,3	—	—	—	—	0,1	3,5	53,8
		Certificats à court terme ...	—	0,9	—	0,2	—	14,3	39,6	2,7	4,3	—	11,4	3,4	76,8
		Obligations accessibles à tout placeur ...	125,6	2,5	—	1,9	2,7	11,0	46,3	3,5	34,6	42,4	7,8	1,3	279,5
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	19,0	60,7	—	3,0	2,2	0,7	0,5	86,2
Divers ...		—	0,6	—	—	1,9	—	—	—	—	0,3	0,3	—	3,1	
Total ...	129,4	4,0	—	3,2	4,6	44,3	192,0	6,2	41,9	44,8	20,3	8,7	499,4		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	6,5	—	—	—	—	—	—	6,5	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	16,7	0,6	—	0,1	—	0,5	1,0	1,0	2,1	7,4	1,2	—	30,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	1,4	0,2	—	11,6	2,4	—	0,1	15,6	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	5,4	—	—	—	—	—	—	0,8	—	62,4	—	68,6	
Divers ...	2,2	0,5	3,0	—	—	—	—	—	—	—	0,4	2,7	8,9		
Total ...	19,0	6,5	3,0	0,1	—	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,0	2,8	130,2		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	15,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,7	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	—	0,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	0,8	—	—	10,1	—	—	15,0	
	Divers ...	17,1	—	1,5	—	—	—	—	—	—	0,8	—	—	27,2	
	Total ...	32,8	—	1,5	—	—	0,2	0,8	—	1,3	11,0	—	6,1	58,2	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	1,5	—	—	—	—	—	—	1,5	
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	16,4	—	1,1	—	—	2,1	2,2	21,7	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	6,6	—	0,2	—	—	—	—	6,8	
	Autres emprunts à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	135,7	—	—	—	—	—	—	135,7	
	Obligations ...	8,7	—	0,8	—	—	1,5	0,9	0,3	3,5	0,2	—	—	15,9	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	8,3	—	—	12,2	—	—	—	—	—	—	20,5	
	Divers ...	—	0,9	7,6	—	—	—	—	—	—	1,0	0,2	—	9,7	
	(Actions et parts) ...	(0,2)	(0,2)	(0,4)	—	—	(—)	(1,4)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)	(8,3)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Organismes monétaires (7)	Monnaie	293,9	3,1	3,7	12,1	1,0	—	—	—	2,4	2,1	0,3	—	318,6
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,2
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	76,6
	Dépôts en devises des résidents	4,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,4
	Dépôts sur livrets des résidents	42,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42,0
	Dépôts à terme des résidents	35,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,4
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	14,3	0,1	—	—	—	—	—	14,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,3	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	11,4
	Divers	0,1	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,4
	(Actions et parts)	(10,7)	—	(0,2)	—	—	(0,6)	—	—	(0,1)	—	—	—	(11,6)
	Total ...	387,1	3,1	3,9	12,1	1,0	79,1	15,8	0,1	2,5	2,2	0,4	11,4	518,6
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8
	Total ...	—	—	2,8	—	—	—	4,7	—	0,8	—	0,4	—	8,7
Intermédiaires financiers (9)	Dépôts à vue	4,3	—	—	0,1	2,0	—	—	—	—	0,4	0,1	—	6,9
	Dépôts sur livrets	165,4	—	—	0,3	0,1	—	—	—	—	—	—	—	165,8
	Dépôts à terme	1,3	1,0	—	0,1	3,3	—	—	—	—	0,1	—	0,5	6,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	12,8	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,5	—	—	13,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
	Divers	4,8	—	—	—	—	0,1	—	—	0,1	—	—	3,5	8,5
	(Actions et parts)	(2,0)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(2,0)
	Total ...	189,2	1,0	—	0,4	5,4	0,1	—	—	0,2	1,0	0,1	4,0	201,5
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	24,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24,4
	Réserves mathématiques	167,0	—	—	—	—	15,2	—	—	—	—	—	—	182,2
	Divers	3,8	—	0,3	—	0,1	—	—	—	—	—	—	2,2	6,5
	Total ...	195,2	—	0,3	—	0,1	15,2	—	—	—	—	—	2,2	213,1
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	3,2	—	—	0,1	—	—	0,2	—	—	—	—	—	3,5
	Argent à très court terme	—	—	—	0,5	—	1,1	0,2	—	0,3	—	—	0,6	2,6
	Dépôts sur livrets	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,0
	Dépôts à terme	2,5	0,7	—	3,7	3,3	0,3	0,5	—	0,2	1,1	—	—	12,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,2	—	1,5	—	0,2	—	1,9
	Obligations accessibles à tout placeur	85,6	0,3	—	0,1	2,8	0,1	11,4	0,2	9,5	21,7	0,7	—	132,3
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,9	3,3	0,8	—	4,0	19,1	—	1,7	29,8
	Divers	3,9	—	12,2	—	—	2,5	—	—	0,4	—	—	—	23,8
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,1)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,1)
	Total ...	103,1	0,9	12,2	4,4	7,1	7,3	13,3	0,2	15,9	41,9	0,9	7,1	214,2
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	2,7	3,2	—	1,2	—	11,4	0,7	6,0	4,3	1,3	—	30,8
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances (1) à (12)														
	(13)	1.123,1	21,7	50,7	20,7	44,3	156,8	536,4	9,8	215,0	189,7	218,5	48,2	2.634,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1965 ¹

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)				
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris non compris allieurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
<i>----- données non disponibles</i>																	
<i>... nihil ou inférieur à 50 millions</i>																	
<i>— opération non effectuée</i>																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	+ 0,1	—	—	—	—	...	+ 7,2	—	+ 0,1	—	+ 3,3	- 1,6	+ 9,1	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	+ 2,1	—	—	—	—	...	+ 7,1	—	+ 0,9	—	+ 0,1	—	...	+ 8,8
			Obligations ...	+ 0,7	—	—	—	—	...	—	—	—	+ 1,9	—	+ 3,9
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	+ 1,8	—	—	—	+ 0,3	—	—	—	+ 10,6	+ 2,3	+ 7,8	—	...	+ 22,8
			Divers ...	—	+ 0,1	+ 0,1	—	+ 2,1	+ 8,9	—	—	- 0,9	+ 0,7	—	+ 11,0
			(Actions et parts) ...	(+ 9,4)	(+ 0,2)	(...)	—	(- 0,3)	(+ 0,5)	(+ 0,1)	(-)	(- 0,3)	(+ 0,1)	(-)	(...)	(...)	(+ 9,8)
		Total ...	+ 4,6	+ 0,2	+ 0,1	—	+ 2,4	+ 8,9	+ 14,3	—	+ 10,6	+ 4,9	+ 11,2	- 1,6	+ 55,6		
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	+ 0,2	—	—	- 0,1	...	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	- 0,2	—	+ 0,1		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	+ 0,1	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	...	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		- 0,5	- 0,1	—	—	—	—	—	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,1	—	- 0,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	—	+ 1,3	- 0,1	—	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,4	- 0,3	+ 2,9	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...		—	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	+ 1,2	—	+ 1,4	
		Divers ...	+ 1,9	—	- 1,3	—	+ 0,1	—	- 0,1	—	—	—	—	—	+ 0,5		
		(Actions et parts) ...	(+ 0,1)	—	(+ 0,3)	(+ 0,6)	(...)	—	(...)	(-)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,2)		
		Total ...	+ 1,5	- 0,1	- 1,2	—	+ 1,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,5	- 0,4	+ 4,2			
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	- 0,4	—	+ 0,3	—	—	- 0,3	—	—	—	—	—	- 0,3			
Certificats à court terme ...		—	+ 0,3	—	—	—	+ 0,3	+ 2,8	- 1,4	—	—	+ 5,5	—	+ 7,5			
Obligations accessibles à tout placeur ...		+ 7,3	—	—	+ 0,2	+ 0,9	- 0,5	+ 7,6	- 0,2	+ 1,3	+ 0,4	- 0,6	—	+ 16,4			
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	- 4,6	+ 2,2	—	- 0,5	—	- 0,3	+ 0,6	- 2,6			
Divers ...		—	—	—	—	+ 0,3	—	—	—	—	- 0,2	+ 0,1	—	+ 0,2			
	Total ...	+ 6,9	+ 0,3	—	+ 0,5	+ 1,2	- 4,8	+ 12,3	- 1,6	+ 0,8	+ 0,2	+ 4,7	+ 0,6	+ 21,2			
	Secteur public non compris allieurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	—	+ 1,7	—	—	—	—	—	+ 1,7			
Obligations accessibles à tout placeur ...		+ 2,3	—	—	—	—	—	+ 0,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,8	—	—	+ 3,7			
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	+ 0,9	—	—	+ 0,1	+ 1,1			
Autres emprunts à moyen et long terme ...		—	+ 0,4	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	+ 5,1			
	Divers ...	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,8	—	—	—	—	—	—	+ 4,6	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,6			
	Total ...	+ 2,5	+ 0,5	+ 0,8	—	+ 0,2	+ 2,0	- 0,2	+ 1,4	+ 0,8	+ 4,8	+ 0,5	+ 13,3				
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	+ 2,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,0			
Obligations accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	- 0,2	—	+ 0,2	—	—	+ 1,1	—	+ 0,7	+ 1,8			
Divers ...		+ 3,9	—	+ 0,4	—	+ 0,3	—	—	—	—	+ 0,7	—	+ 0,9	+ 6,2			
	Total ...	+ 5,9	—	+ 0,4	—	+ 0,1	—	+ 0,2	—	+ 1,8	—	+ 1,6	+ 10,0				
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	+ 1,4	—	—	—	—	—	+ 1,4			
Acceptations et effets commerciaux ...		—	—	—	—	—	—	+ 3,4	—	+ 0,1	—	+ 0,4	+ 0,7	+ 4,6			
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	—	+ 2,5	—	—	—	—	—	+ 2,5			
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Obligations ...		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,6			
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...		—	—	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,3			
Divers ...		+ 3,4	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	+ 3,8			
(Actions et parts) ...		(+ 2,4)	(...)	(...)	—	—	—	(-)	(+ 0,1)	(-)	(...)	(-)	(...)	(+ 2,5)			
	Total ...	+ 3,4	—	+ 0,5	—	—	—	+ 18,2	—	+ 0,1	—	+ 0,4	- 2,8	+ 19,8			

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers														
		Organismes monétaires														
		Fonds des Reutes														
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation														
		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension														
		Organismes publics de crédit monétaires														
		Secteurs indéterminés et ajustements														
		(1) à (12)														
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+20,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	—	—	—	— 1,1	+ 0,3	+ 21,1	
	Argent à très court terme	—	...	—	+ 1,5	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+10,4	—	—	—	—	—	—	—	+ 10,4	
	Dépôts en devises des résidents	- 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 6,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,4	
	Dépôts à terme des résidents	+ 5,9	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,9	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	-1,2	+ 0,1	—	—	- 1,1	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	- 0,1	—	...	—	—	—	—	—	—	+ 0,1</td <td>—</td> <td>...</td> <td>...</td> <td>...</td>	—	
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,6	
	(Actions et parts)	(+ 0,9)	—	(...)	—	—	—	—	—	—	—	(...)	—	—	(+ 0,9)	
	Total ...	+32,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	+11,4	-0,9	+ 0,1	- 1,0	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,6	+	+ 44,0	
	Fonds des Reutes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	—	—
		Certificats à court terme	—	—	—	—	—	-2,6	—	+ 0,8	—	+ 0,3	—	—	- 1,5	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	-0,4	—	—	—	—	—	—	- 0,4	
		Divers	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
Total ...	—	...	...	...	...	...	-3,0	—	+ 0,8	...	+ 0,3	...	—	- 1,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,5	...	...	- 0,1	- 0,3	—	—	—	...	- 0,2	...	...	- 0,1
	Dépôts sur livrets	+17,3	...	—	+ 0,2	- 0,1	—	—	...	—	—	...	...	+ 17,5
	Dépôts à terme	...	...	...	+ 0,1	- 0,2	—	—	...	—	—	...	...	+ 0,2
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,3	...	...	...	—	—	—	—	...	+ 0,1	...	...	+ 1,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...		
	Divers	- 1,1	...	...	- 0,5	...	- 0,2	...	...	...	...	...	+ 0,7	- 1,1
	(Actions et parts)	(+ 0,4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(+ 0,4)		
Total ...	+18,1	...	...	- 0,3	- 0,6	- 0,2	...	...	...	- 0,1	...	+ 1,1	+ 17,9	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,1		
	Réserves mathématiques	+11,9	—	—	—	—	+ 0,8*	—	—	—	—	—	—	+ 12,7		
	Divers	+ 1,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	—	+ 1,5
Total ...	+15,1	...	+ 0,1	...	...	+ 0,8	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 16,3	
Organismes publics de crédit monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,5	...	...	- 0,1	...	...	—	—	...	...	...	...	+ 0,4
	Argent à très court terme	—	...	—	+ 0,5	...	+ 1,1	...	...	+ 0,3	...	- 0,2	+ 0,3	+ 1,9
	Dépôts sur livrets	+ 1,1	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,1
	Dépôts à terme	+ 0,5	+ 0,2	...	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,3	+0,2	—	- 0,4	+ 0,2	...	...	+ 3,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	...	—	...	...	...	+0,1	—	+ 0,7	...	...	...	+ 0,8
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,0	...	...	...	...	...	+1,6	...	+ 1,1	+ 0,8	+ 0,5	...	+ 12,4
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	+ 0,1	- 0,2	+0,1	...	+ 0,3	+ 1,2	...	+ 0,3	+ 1,9
	Divers	+ 0,3	...	+ 0,6	- 0,1	...	...	...	—	...	...	+ 0,1	...	+ 0,7
(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)			
Total ...	+ 9,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,3	+ 1,2	+1,9	...	+ 2,0	+ 2,2	+ 0,4	+ 1,2	+ 23,5			
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	+ 0,5	...	...	+ 0,1	- 3,5	+0,5	...	+ 2,7	+ 2,2	+ 0,2	—	+ 2,7
	(13) = (1) à (12)	+99,4	+ 1,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 6,9	+15,5	+45,1	- 1,8	+18,3	+13,4	+23,6	+ 1,0	+226,6		

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1953, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVII^e année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XI^e année, vol. II, n° 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, n° 2, février 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, n° 3, mars 1967.

* Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
1. Entreprises et particuliers	29,9	1,7	1,7	0,1	18,1	51,5	96,7	—	114,3	54,9	106,0	371,9	5,0	428,5
2. Paraétatiques d'exploitation	22,7	0,7	6,5	0,4	.....	30,3	7,4	6,1	0,8	4,5	9,4	9,9	30,7	0,7	69,0
3. Etat (Trésor)	122,5	3,7	—	2,6	3,3	132,1	52,2	179,7	7,8	41,1	44,6	15,6	288,8	6,2	479,4
4. Secteur public non compris ailleurs	16,5	6,1	2,2	0,1	.....	24,9	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	59,3	88,3	2,3	117,0
5. Sécurité sociale	26,9	...	1,1	...	4,3	32,3	0,3	0,6	...	1,3	9,2	...	11,1	4,5	48,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	218,5	12,2	11,5	3,2	25,7	271,1	61,5	288,8	9,8	174,3	127,1	190,8	790,8	18,7	1.142,1
7. Etranger	7,8	0,9	19,8	.....	.....	28,5	—	155,7	0,9	1,5	4,5	2,1	164,7	1,5	194,7
8. Organismes monétaires	355,1	3,0	3,8	11,2	0,6	373,7	67,7	16,7	...	3,5	1,8	0,3	22,3	10,9	474,7
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,7	—	...	...	...	7,7	0,1	10,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	171,1	1,0	...	0,8	6,0	178,9	0,2	0,1	...	0,1	1,1	0,2	1,5	2,9	183,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	180,1	...	0,2	...	0,1	180,4	14,4	...	...	...	...	...	...	2,0	196,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	93,7	0,7	11,6	3,3	3,8	113,1	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	65,7	5,8	190,7
13. Total des intermédiaires financiers	800,0	4,7	18,4	15,3	10,5	848,9	88,4	35,8	0,3	17,5	42,6	1,0	97,2	21,7	1.056,5
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments	— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	0,4	4,2	10,9	0,7	3,3	2,1	1,2	18,2	—	22,8
15. Total des créances	1.022,1	20,0	51,1	18,6	37,4	1.149,2	154,2	491,2	11,6	196,7	176,3	194,9	1.070,7	42,0	2.416,1
16. Solde des créances et des dettes .	+ 593,6	— 49,0	— 428,3	— 98,4	— 10,8	+ 7,1	— 40,5	+ 16,5	+ 1,0	+ 13,1	— 20,6	+ 4,2	+ 14,2	+ 19,2	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nul ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
1. Entreprises et particuliers	34,5	1,9	1,8	0,1	20,4	58,7	-----	111,1	—	124,9	59,8	117,3	413,1	3,4	475,1
2. Paraétatiques d'exploitation	24,1	0,7	5,3	0,4	0,1	30,6	8,9	5,6	0,7	5,4	10,4	11,3	33,4	0,3	73,2
3. Etat (Trésor)	129,4	4,0	—	3,2	4,6	141,2	44,3	192,0	6,2	41,9	44,8	20,3	305,2	8,7	499,4
4. Secteur public non compris ailleurs	19,0	6,5	3,0	0,1	-----	28,6	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,0	97,0	2,8	130,2
5. Sécurité sociale	32,8	...	1,5	...	4,4	38,7	0,2	0,8	...	1,3	11,0	...	13,1	6,1	58,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	239,8	13,1	11,6	3,8	29,5	297,8	55,2	317,2	7,9	188,0	135,8	212,9	861,8	21,3	1.236,1
7. Etranger	8,7	0,9	16,7	-----	-----	26,3	—	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	183,3	2,2	211,9
8. Organismes monétaires	387,1	3,1	3,9	12,1	1,0	407,2	79,1	15,8	0,1	2,5	2,2	0,4	21,0	11,4	518,6
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	4,7	—	0,8	...	0,4	5,9	...	8,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	189,2	1,0	...	0,4	5,4	196,0	-----	0,1	...	0,2	1,0	0,1	1,4	4,0	201,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	195,2	...	0,3	...	0,1	195,6	15,2	...	...	...	...	...	...	2,2	213,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	103,1	0,9	12,2	4,4	7,1	127,7	7,3	13,3	0,2	15,9	41,9	0,9	72,2	7,1	214,2
13. Total des intermédiaires financiers	874,6	5,0	19,2	16,9	13,6	929,3	101,6	33,9	0,3	19,4	45,1	1,8	100,5	24,7	1.156,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	-----	2,7	3,2	...	1,2	7,1	-----	11,4	0,7	6,0	4,3	1,3	23,7	—	30,8
15. Total des créances	1.123,1	21,7	50,7	20,7	44,3	1.260,5	156,8	536,4	9,8	215,0	189,7	218,5	1.169,4	48,2	2.634,9
16. Solde des créances et des dettes .	+ 648,0	- 51,5	- 448,7	- 109,5	- 13,9	+ 24,4	- 55,1	+ 17,8	+ 1,1	+ 13,5	- 23,4	+ 4,3	+ 13,3	+ 17,4	—

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1965

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 4,6	+ 0,2	+ 0,1	.....	+ 2,4	+ 7,3	+ 8,9	+ 14,3	—	+ 10,6	+ 4,9	+ 11,2	+ 41,0	— 1,6	+ 55,6
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,5	— 0,1	— 1,2	.....	.....	+ 0,2	+ 1,5	— 0,5	— 0,1	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,5	+ 2,8	— 0,4	+ 4,2
3. Etat (Trésor)	+ 6,9	+ 0,3	—	+ 0,5	+ 1,2	+ 8,9	— 4,8	+ 12,3	— 1,6	+ 0,8	+ 0,2	+ 4,7	+ 16,4	+ 0,6	+ 21,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 2,5	+ 0,5	+ 0,8	.....	.....	+ 3,8	+ 0,2	+ 2,0	— 0,2	+ 1,4	+ 0,8	+ 4,8	+ 8,8	+ 0,5	+ 13,3
5. Sécurité sociale	+ 5,9	...	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 6,4	...	+ 0,2	...	...	+ 1,8	...	+ 2,0	+ 1,6	+ 10,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 21,4	+ 0,9	+ 0,1	+ 0,5	+ 3,7	+ 26,6	+ 5,8	+ 28,3	— 1,9	+ 13,7	+ 8,7	+ 22,2	+ 71,0	+ 0,7	+ 104,3
7. Etranger	+ 3,4	.....	+ 0,5	.....	.....	+ 3,9	—	+ 18,2	...	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 18,7	— 2,8	+ 19,8
8. Organismes monétaires	+ 32,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	+ 33,4	+ 11,4	— 0,9	+ 0,1	— 1,0	+ 0,4	+ 0,1	— 1,3	+ 0,6	+ 44,0
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	...	— 3,0	—	+ 0,8	...	+ 0,3	— 1,9	...	— 1,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 18,1	...	...	— 0,3	— 0,6	+ 17,2	— 0,2	.....	...	...	— 0,1	...	— 0,1	+ 1,1	+ 17,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 15,1	....	+ 0,1	...	...	+ 15,2	+ 0,8	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 16,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 9,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,3	+ 14,5	+ 1,2	+ 1,9	...	+ 2,0	+ 2,2	+ 0,4	+ 6,5	+ 1,2	+ 23,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 74,6	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,6	+ 3,0	+ 80,3	+ 13,2	— 2,0	+ 0,1	+ 1,8	+ 2,5	+ 0,8	+ 3,2	+ 3,2	+ 99,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	+ 0,5	...	...	+ 0,1	+ 0,6	— 3,5	+ 0,5	...	+ 2,7	+ 2,2	+ 0,2	+ 5,6	—	+ 2,7
15. Total des créances	+ 99,4	+ 1,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 6,9	+ 111,5	+ 15,5	+ 45,1	— 1,8	+ 18,3	+ 13,4	+ 23,6	+ 98,6	+ 1,0	+ 226,6
16. Solde des créances et des dettes	+ 43,8	— 2,5	— 19,8	— 11,2	— 3,1	+ 7,2	— 4,3	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,4	— 2,9	+ 0,1	— 1,2	— 1,7	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 3
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devisea												(2)	(3)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	5,6	61,7	73,9	3,2	7,0	- 9,1	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	5,5	63,5	77,8	4,4	8,9	- 9,8	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	6,6	66,8	78,6	5,8	9,0	-10,4	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,7	72,9	86,7	7,0	10,1	-11,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	-11,1	- 9,7
Juin ⁴ (c)	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 4</i>														
Juin	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	86,8	7,5	10,0	-11,2	- 7,9
Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	89,7	6,9	10,6	-11,3	- 9,4
Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	-11,4	- 9,9
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2
Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9
Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	126,8	7,2	12,4	-11,5	-14,2
Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	130,8	8,8	13,4	-11,5	-14,7
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,5	5,1	15,2	-11,7	-15,5
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,5	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967 Mars	326,4	97,7	6,0	...	430,1	90,8	200,5	8,5	136,4	149,3	5,0	15,3	-12,4	-14,0
Juin	347,5	98,9	7,5	...	453,9	92,9	207,9	11,1	140,4	155,8	8,6	17,7	-12,6	-12,1
Septembre	343,2	105,7	6,9	...	455,8	90,9	214,3	11,4	145,6	158,8	3,8	18,8	-13,1	-15,9
Décembre	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	206,9	13,8	156,9	170,5	4,1	17,5	-13,5	-16,0
1968 Mars	350,0	115,9	7,5	...	473,4	94,5	p 210,8	p 13,9	159,3	175,0	3,8	p 20,0	-14,7	p-14,2
Juin	372,7	118,3	7,9	...	498,9	97,1	p 223,9	p 13,6	166,0	181,2	7,9	p 19,6	-15,3	p-13,9

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1968 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ³	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6
2. F.M.I. — Participation	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	5,3	8,1
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	36,6	24,2
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...	0,1	3,0	3,1	3,2
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	134,1	135,2
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,4	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	0,4
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	6,3	9,8
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,7
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	...	0,2
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires	0,4	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	...	0,8	...	0,9
b) effets commerciaux	1,5	3,5	3,0	3,3	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	2,4	5,0	2,7	2,5
c) avances	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	...	...	...	...	0,8	2,9	0,7	0,3	0,3	2,2	...	...	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	0,2	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...	1,4	2,0	0,3	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,5	51,4	54,3	53,7	51,3	46,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	184,3	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).
² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.
³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0	3,9 ^p	4,2	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7 ^p	0,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	144,2	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	172,4	173,6	170,3 ^p	181,1	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets,	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	0,3	—	0,7	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	58,1	56,8	54,3 ^p	46,5	
TOTAL DU PASSIF ...	184,3	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-1-67	28-2-67	31-3-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	76,2	76,2	76,1	76,2	76,2	76,2	76,0	75,9	75,8	75,7	75,6	75,5	74,0	73,0	72,7	70,9	72,5	72,5	75,6	75,9	
2. F.M.I. — Participation	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	15,3	15,2	15,2	15,1	15,3	15,2	14,2	14,7	14,5	16,1	16,2	16,3	16,4	18,1	18,1	
— Prêts ¹	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,9	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	7,6	6,3	5,0	6,9	6,9	6,2	6,8	6,9	3,3	2,7	3,9	...	8,0	6,1	5,0	5,3	6,8	6,2	8,1	10,8	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	21,4	22,3	20,8	21,3	22,4	26,0	29,9	31,7	34,0	34,9	35,4	36,7	36,1	35,4	33,1	36,6	33,3	32,0	24,2	22,7	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,7	1,7	0,2	...	...	...	0,1	0,2	3,0	3,0	3,0	3,2	3,1	3,1	3,3	3,2	3,4
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	125,4	125,0	122,1	124,8	126,0	125,9	129,9	131,7	130,2	130,7	132,3	131,4	137,8	134,0	132,1	134,1	134,0	132,4	135,2	136,9	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,6	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	1,1	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	9,6	7,1	9,9	9,9	9,3	9,9	10,0	7,5	7,6	8,8	2,8	5,8	2,7	0,2	3,6	6,3	5,5	9,9	9,8	8,3	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur ..	2,7	2,8	2,8	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,8	2,8	2,7	2,7	2,6	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1	0,1	...	...	0,2	0,2	0,2
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur ..	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	4,0	0,3	...	0,8	0,4	...	0,2	1,0	...	...	...	...	0,8	...	0,2	...	...	0,5	0,9	1,6
b) effets commerciaux	3,9	3,0	3,1	2,3	2,5	2,0	2,4	2,8	2,4	2,4	2,7	2,9	5,0	4,3	3,2	2,7	2,2	2,3	2,5	3,7	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ..	0,3	...	...	0,3	...	2,0	2,2	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	1,1	1,4	2,5	2,5	2,0	2,1	1,6	0,3	...	...	...	0,4	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	38,4	38,4	36,0	36,5	37,0	43,3	51,4	51,6	52,9	54,3	54,9	56,0	53,7	52,7	50,4	51,3	51,7	54,1	46,6	42,0	
TOTAL DE L'ACTIF ...	219,0	211,9	208,7	212,2	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1	227,4	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1968).

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-1-67	28-2-67	31-3-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,5	0,3	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,3	0,5	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	0,5
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,7	0,5	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,5	0,7	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	3,5	3,7	3,6	3,5	3,5	3,8	3,8	4,0	4,1	3,6	3,8	4,0	4,0	4,1	4,0	3,9	4,0	4,2	4,4	4,3
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,3	0,1	0,1	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	2,2	0,1	0,1	2,7	0,1	0,1	0,1	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	171,8	165,9	165,4	166,5	168,9	170,1	176,0	174,7	171,2	172,4	169,5	168,1	173,6	168,1	168,8	170,3	173,0	177,3	180,9	179,6
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	0,2	0,6	...	2,7	...	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	41,0	41,2	38,8	39,0	39,9	46,7	54,2	54,7	56,6	58,1	58,1	59,4	56,8	55,7	53,6	54,3	54,7	54,6	46,5	45,4
TOTAL DU PASSIF ...	219,0	211,9	208,7	212,2	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1	227,4	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-63 ₂	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																						
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																						
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,3	
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	40,3	39,0	42,9	42,0	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4	48,8	49,2	56,7	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	5,6	5,6	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7	6,6	6,6	6,5	6,4	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	0,1	...	0,5	0,1	...	0,1	0,4	...	0,5	0,2	0,5	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,8	0,4	0,2	
b) effets commerciaux	0,5	0,6	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5	1,2	0,5	0,6	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur .....	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
D. Autres	4,5	3,1	3,0	3,6	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6	4,2	4,0	4,6	4,7	
TOTAL DE L'ACTIF ...	54,7	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme) jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

b) - Organismes publics monétaires¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²																					
0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,5	0,4
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique																					
0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics																					
...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	0,1	...	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,1
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire																					
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres																					
0,5	0,4	3,1	2,2	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³																					
5,9	5,9	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8	6,5	6,3	6,5	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴																					
32,5	31,6	33,0	32,8	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	38,9	41,6	40,1	39,5	39,8	42,8	
b) détenue par les pouvoirs publics																					
12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois																					
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets																					
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises																					
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor																					
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires																					
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes																					
0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	1,0	0,2	—
b) envers les paraétatiques de crédit																					
...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers le Trésor																					
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>D. Autres</i>																					
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	0,9
TOTAL DU PASSIF ...	54,7	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à 30 jours au plus, y compris les dépôts à plus d'un mois, qu'il n'était pas possible d'éliminer) jusqu'au 30 juin 1963 ancienne série, Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.E.) : XLIIe année, vol. 1, no 1, janvier 1967.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,4	2,4	2,3	4,1	4,9	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6	8,2	6,4	7,5	7,7	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ²	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3	60,1	63,2	79,8	
b) en francs belges ²	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5	11,3	13,6	16,2	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1	74,8	74,4	80,1	88,4	108,6	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,4	2,5	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5	3,9	3,8	4,3	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	
b) sur les organismes publics	0,5	0,4	3,0	2,2	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	
c) sur les banques de dépôts	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,6	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	22,4	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,0	37,6	42,0	34,2	p33,8	p 34,5	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	29,6	29,5	29,8	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,1	38,9	41,2	44,5	p45,0	p 46,1	
— autres	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,5	31,3	33,6	33,2	p33,2	p 33,7	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7	1,0	1,0
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,3	1,3	2,5	p 2,3	p 3,6	
— autres	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9	2,3	2,3	p 2,5	p 2,8	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	3,8	3,3	2,5	2,9	2,7	3,9	5,6	6,9	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9	6,9	6,9	7,4	6,6	
b) effets commerciaux	32,8	34,4	37,6	38,3	40,0	39,7	41,4	40,4	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9	64,6	67,5	68,9	
c) avances	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,8	1,8	2,3	2,6	3,1	3,2	p 3,1	p 4,1	
— autres	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	1,8	2,0	2,2	2,2	2,7	3,9	p 4,4	p 3,5	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	4,7	6,4	6,8	4,2	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,1	...	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	3,3	2,0	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	p14,9	p 16,0	
— autres	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	1,6	2,1	2,1	2,0	p 2,0	p 2,0	
D. Autres	31,2	31,4	31,7	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	46,0	49,0	47,1	54,1	48,6	50,1	p57,3	p 62,6	
TOTAL DE L'ACTIF ...	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,9	

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ²	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3	89,3	94,8	110,2	
b) en francs belges ^{2 3}	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7	29,8	31,9	36,2	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0	119,1	126,7	146,4	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	...	0,3
c) envers les banques de dépôts	3,7	5,9	4,6	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,7	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et parti- culiers	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8	113,1	114,8	118,1	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et parti- culiers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	
— dépôts en devises	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	45,5	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6	71,3	74,7	76,3	80,4	
TOTAL DU PASSIF ...	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,9	

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁶	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	
2. F.M.I. — Participation	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	
3. Obligations	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	2,5	2,5	2,4	4,2	5,0	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	14,4	12,0	14,7	13,3	16,4	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ³	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	84,0	87,2	96,2	99,8	104,0	
b) en francs belges ³	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	10,7	11,6	14,3	16,7	19,4	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9	190,9	204,7	206,2	218,2	223,0	244,4	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	
b) sur les organismes publics	0,6	0,4	3,1	2,3	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	1,0	1,6	5,9	3,1	0,8	
c) sur les banques de dépôts	3,9	7,4	5,0	5,3	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	6,9	7,3	8,1	10,5	10,9	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	72,6	71,5	74,9	77,6	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	84,9	83,9	88,3	82,5	92,1	88,6	94,4	96,2	85,7 ^p	89,3 ^p	101,0 ^p	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	37,5	37,4	37,8	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1	47,3	48,3	50,5	54,0 ^p	54,3 ^p	55,2 ^p	
— autres	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7	64,5	65,3	67,6	67,2 ^p	67,2 ^p	67,7 ^p	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,8	8,6	6,7	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4	1,6	1,8	1,8	2,8 ^p	2,8 ^p	4,1 ^p	
— autres	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9	2,3	2,3 ^p	2,5 ^p	2,8 ^p	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	3,9	3,8	4,6	3,0	3,6	4,6	6,1	6,9	6,4	9,7	8,7	8,1	9,1	8,8	11,7	8,0	6,3	7,3	8,5	7,8	7,7	
b) effets commerciaux	35,8	36,4	41,8	41,9	43,7	42,9	44,4	43,3	45,5	44,4	49,0	48,3	50,4	51,6	59,9	59,0	60,8	63,8	70,8	70,7	72,0	
c) avances	37,3	39,8	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,2	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,8	1,8	2,3	2,7	3,1	3,2 ^p	3,2 ^p	4,2 ^p	
— autres	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,7	2,3	3,0	2,9	3,3	4,4 ^p	4,7 ^p	3,7 ^p	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	7,2	8,8	5,1	4,6	5,0	8,6	6,8	4,2	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,1	0,2	1,0	0,2	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0	1,0	2,4	2,9	1,3	3,3	2,0	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1 ^p	14,9 ^p	16,1 ^p	
— autres	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5	1,7	2,2	2,2	2,1 ^p	2,1 ^p	2,1 ^p	
D. Autres	69,1	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	81,2	82,4	85,0	92,3	87,3	109,1	107,1	107,8 ^p	113,2 ^p	113,9 ^p	
TOTAL DE L'ACTIF ...	479,1	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,5	

XIII.
Colonne du tableau des « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique « D. Autres ».

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII. Créances et dettes dans l'économie belge et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inscrit dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

⁶ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-68 7	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7	89,3	94,8	110,2
b) en francs belges ^{1 2}	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,7	27,1	29,4	31,6	33,5	37,0
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,1	111,8	115,3	121,1	128,5	147,4
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ³	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,3	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	4,3	6,4	10,0	8,9	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0	15,7	16,1	11,4
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ⁴	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	180,1	176,6	187,4
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	108,6	105,5	112,0	110,6	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,0	149,2	148,2	153,0	155,0	161,3
b) détenue par les pouvoirs publics	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3
— dépôts en devises	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	0,3	...	...	...	...	...	...	0,3	0,5	1,5	0,1	...	...	...	...	...	...	3,0	0,2	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	80,4	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	129,4	131,5	131,4	127,8
TOTAL DU PASSIF ...	479,1	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,5

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. *Organismes publics monétaires* : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou « D. Autres ». *Organismes publics monétaires* : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

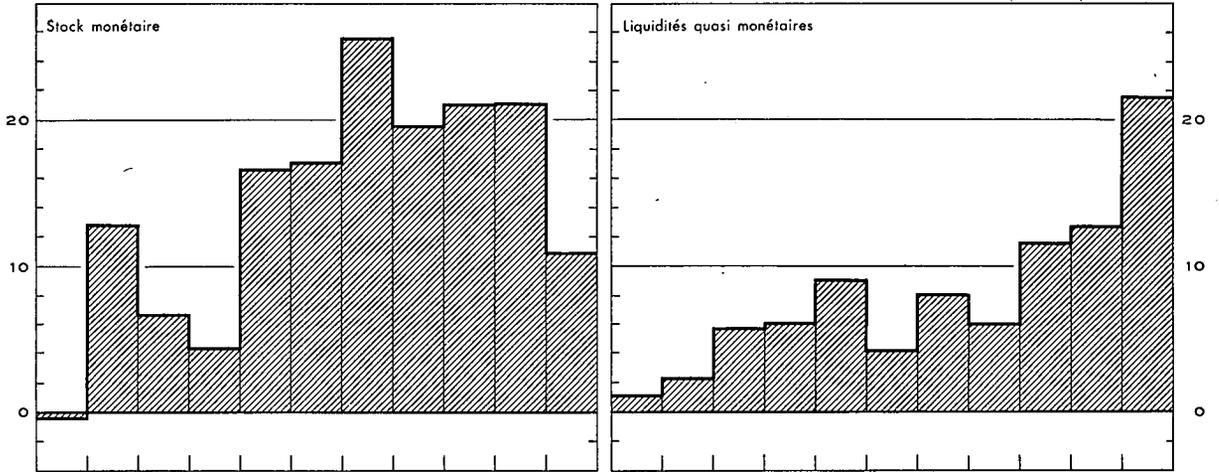
6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique « D. Autres ».

7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967.

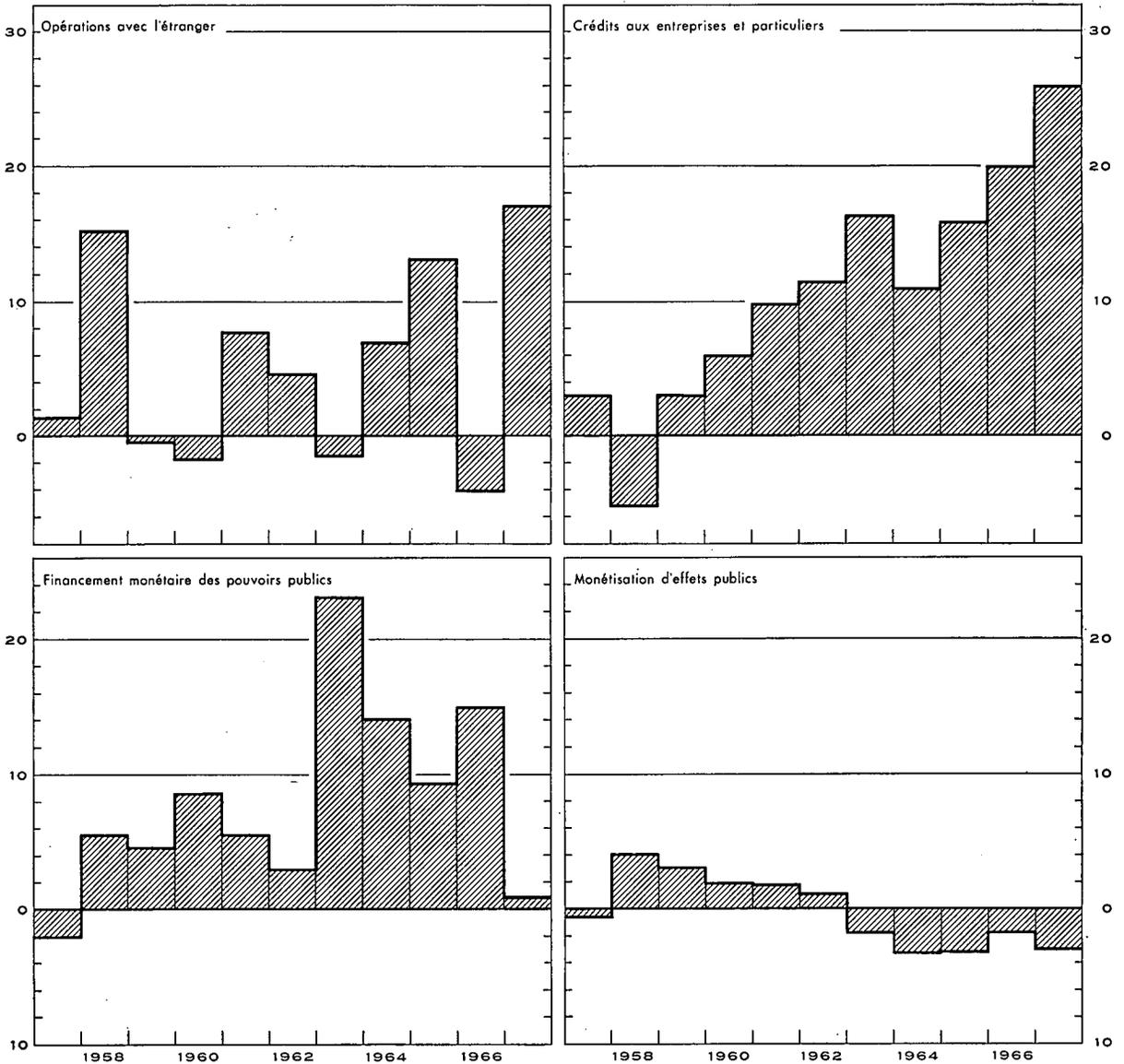
XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES

(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Crédits aux entreprises et particuliers 1 (5)	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Divers (14)
						de créances commerciales sur l'étranger (6)	de crédits aux entreprises et particuliers (7)	Etat (8)	Autres pouvoirs publics 3 (9)	achats sur le marché par les organismes monétaires (10)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (11)			
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,3	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,5	- 0,1	- 4,0
2 ^e trimestre	+10,6	+ 1,4	+ 12,0	- 0,1	+ 3,8	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 1,9	- 2,2	- 2,0	+ 2,9	+ 0,7	+ 0,1	- 1,8	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 0,7	- 0,1	- 1,6
4 ^e trimestre	+11,0	+ 2,7	+ 13,7	- 2,6	+ 7,8	+ 0,5	+ 1,1	+ 7,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	- 0,1	- 0,3
Total ...	+25,6	+ 8,2	+ 33,8	- 1,4	+ 16,4	- 0,1	+ 1,3	+ 23,4	- 0,2	- 1,6	- 0,1	+ 1,4	- 0,4	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 3,8	- 1,4	- 4,2	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,2
2 ^e trimestre	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,0	+ 1,1	+ 0,8	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,0	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	- 0,1	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,4	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,3	- 2,3	...	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,1	- 2,2	+ 1,4	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,4
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7,9	+ 1,4	- 2,3	+ 1,5	+ 3,6	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 15,9	- 1,2	- 1,6	+ 4,9	+ 4,5	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,3	+ 0,3	- 0,8	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+20,0	+ 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,1	+ 9,0	- 4,1	+ 4,9	+ 4,8	- 0,3	- 3,4	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,7	- 0,3	- 0,4	...
2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,6	- 0,9	- 2,4	+ 7,9	+ 3,9	- 0,3	+ 0,8	+ 1,0	- 0,3	+ 2,0
3 ^e trimestre	- 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	- 1,0	+ 0,7	- 0,5	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 3,4
4 ^e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11,7	+ 0,9	- 0,3	- 7,7	+ 3,9	- 0,1	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	- 0,6
Total ...	+11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26,0	- 2,7	- 3,9	- 3,5	+ 4,6	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,0
1968 1 ^{er} trimestre	- 0,5	+ 7,1	+ 6,6	p- 0,1	+ 4,5	- 1,9	- 2,2	p+ 4,1	p+ 0,1	p- 1,4	...	p+ 2,6	- 1,1	p+ 2,0
2 ^e trimestre	+22,7	+ 2,7	+ 25,4	p+ 2,3	+ 6,1	+ 1,3	+ 0,6	p+ 17,5	p- 0,1	p+ 0,6	- 1,1	p- 0,3	- 0,6	p- 0,9

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers, et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — 3 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (10) : (9)	
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,6
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin ⁶ (e)	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
Nouvelle série ⁶											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Décembre	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Avril	7,2	172,4	175,8	15,3	0,3	42,6	99,8	142,7	158,0	333,8	52,7
Mai	7,2	173,9	177,0	14,0	0,4	40,4	103,3	144,1	158,1	335,1	52,8
Juin	7,2	179,7	182,8	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,5	52,6
Juillet	7,3	178,7	181,7	11,7	0,3	43,0	102,7	146,0	157,7	339,4	53,5
Août	7,3	175,2	178,2	13,2	0,3	40,9	104,6	145,8	159,0	337,2	52,8
Septembre	7,3	176,0	179,3	15,8	0,3	39,6	108,2	148,1	163,9	343,2	52,2
Octobre	6,9	173,3	176,0	13,6	0,4	42,6	105,9	148,9	162,5	338,5	52,0
Novembre	6,9	172,1	174,6	15,3	0,2	40,3	110,7	151,2	166,5	341,1	51,2
Décembre	6,8	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968 Janvier	6,9	172,2	174,5	14,9	0,3	43,7	107,6	151,6	166,5	341,0	51,2
Février	6,9	172,8	175,1	15,7	0,3	40,0	106,8	147,1	162,8	337,9	51,8
Mars	6,9	174,2	176,6	18,4	0,4	39,3	115,3	155,0	173,4	350,0	50,5
Avril	6,8	177,1	179,4	18,6	0,3	46,0	111,3	157,6	176,2	355,6	50,4
Mai	6,8	181,5	183,7	21,5	0,3	41,1	115,7	157,1	178,6	362,3	50,7
Juin	6,8	185,3	187,4	24,0	0,4	42,4	118,5	161,3	185,3	372,7	50,3

¹ Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2					(11)	(12)
1959 Année	72,3 ⁶⁷	- 1,6	70,7 ⁶⁷	- 6,1 ⁶⁷	+ 2,0	- 4,1 ⁶⁷	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	-14,9 ⁸	77,8 ⁸	+12,2	-10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 Année	91,0	-10,5	80,5	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre ..	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (e)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
Nouvelle série 9												
2 ^e trimestre .	98,6	-15,4	83,2									
3 ^e trimestre .	99,6	-18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre .	102,2	-23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre .	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre .	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre .	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,5	+ 0,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,3	+ 1,9
4 ^e trimestre .	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7
1965 1 ^{er} trimestre .	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7
2 ^e trimestre .	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre .	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 ^e trimestre .	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre .	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre .	123,0	-29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 ^e trimestre .	121,8	-32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2
4 ^e trimestre .	124,5	-35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967 1 ^{er} trimestre .	124,0	-33,2	90,8	- 0,5	+ 2,3	+ 1,8	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 4,9	+ 0,9	+ 2,7
2 ^e trimestre .	129,3	-36,4	92,9	+ 5,3	- 3,1	+ 2,2	- 2,4	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,6	+ 0,6
3 ^e trimestre .	130,0	-39,1	90,9	+ 0,7	- 2,8	- 2,1	- 2,8	+ 0,3	- 2,4	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,7
4 ^e trimestre .	136,9	-39,8	97,1	+ 6,9	- 0,7	+ 6,2	+ 1,4	...	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 5,6
				+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 6,2	- 0,1	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968 1 ^{er} trimestre .	133,4	-38,9	94,5	- 3,5	+ 0,9	- 2,6	p- 0,6	p ...	- 1,9	p- 0,1	p+ 0,6	p- 2,0
2 ^e trimestre .	134,5	-37,4	97,1	+ 1,1	+ 1,5	+ 2,6	p- 1,3	p+ 0,3	+ 1,3	p+ 2,3	p- 0,4	p+ 2,2

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance, que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances racherées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (5) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers » ; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = 6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations (4)				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(8)	(9)
1964 Mars	8,6	6,5	11,1	9,7	63,6	99,5	13,0	4,3	1,8	19,1	118,6
Juin	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5
Septembre	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0
Décembre	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 Mars	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9
Juin	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5
Septembre	12,2	7,4	12,8	11,3	71,3	115,0	15,5	7,0	1,9	24,4	139,4
Décembre	13,7	8,2	12,8	12,2	75,8	122,7	18,0	7,2	3,1	28,3	151,0
1966 Mars	13,8	8,0	13,0	12,0	78,3	125,1	17,9	8,1	2,7	28,7	153,8
Juin	15,0	8,6	13,4	12,4	80,0	129,4	17,9	7,7	2,5	28,1	157,5
Septembre	16,5	8,9	13,7	11,4	83,8	134,3	18,2	7,6	2,5	28,3	162,6
Décembre 5	18,2	9,2	14,1	13,2	87,9	142,6	19,6	6,7	2,5	28,8	171,4
1967 Mars	20,0	9,2	14,1	11,9	92,3	147,5	19,6	7,4	2,2	29,2	176,7
Juin	22,1	10,4	15,0	11,7	95,2	154,4	21,8	7,3	3,6	32,7	187,1
Septembre 5	22,3	10,5	15,1	11,5	98,2	157,6	22,3	6,7	3,1	32,1	189,7
Décembre 5	22,8	11,5	15,5	13,4	103,1	168,3	23,7	6,9	3,9	34,5	202,8
1968 Mars 5	23,8	11,6	16,3	13,8	107,3	172,8	25,1	8,2	4,2	37,5	210,3
Juin 5						179,8	26,7	9,1	4,5	40,3	220,1

1 Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1966 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 5 ans ou plus, à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

2 Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

3 Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

4 Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

5 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDIT D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1964 Mars	9,9	46,1	43,5	99,5	6,9	7,9	14,8	3,0	38,2	43,5	84,7	—
Juin	10,3	47,8	44,8	102,9	7,5	7,8	15,3	2,8	40,0	44,8	87,6	—
Septembre	9,5	48,0	46,9	104,4	5,5	8,4	13,9	4,0	39,6	46,9	90,5	—
Décembre	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	—
1965 Mars	9,9	48,5	48,3	106,7	3,0	8,2	11,2	6,9	40,3	48,3	95,5	—
Juin	10,6	50,7	50,4	111,7	4,8	7,6	12,4	5,8	43,1	50,4	99,3	—
Septembre	11,7	50,6	52,7	115,0	2,1	8,6	10,7	9,6	42,0	52,7	104,3	—
Décembre	12,6	55,3	54,8	122,7	7,0	9,8	16,8	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 Mars	12,3	55,3	57,5	125,1	4,7	9,9	14,6	7,6	45,4	57,5	110,5	—
Juin	12,6	57,3	59,5	129,4	5,2	10,1	15,3	7,4	47,2	59,5	114,1	—
Septembre	11,7	57,9	64,7	134,3	4,7	9,5	14,2	7,0	48,4	64,7	120,1	—
Décembre ³	13,8	65,5	63,3	142,6	6,4	10,3	16,7	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 Mars	12,3	65,7	69,5	147,5	5,1	9,4	14,5	7,2	56,3	69,5	133,0	0,1
Juin	12,0	69,1	73,3	154,4	6,0	11,0	17,0	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
Septembre ³	11,2	71,9	74,5	157,6	4,3	11,0	15,3	6,9	60,9	74,5	142,3	0,1
Décembre ³	12,7	77,9	77,7	168,3	5,8	13,4	19,2	6,9	64,5	77,7	149,1	0,2
1968 Mars ³	12,7	79,3	80,8	172,8	5,3	11,9	17,2	7,4	67,4	80,8	155,6	...
Juin ³	11,6	82,0	86,2	179,8	5,0	13,1	18,1	6,6	68,9	86,2	161,7	0,1
B. Crédits à l'étranger												
1964 Mars	9,6	5,2	4,3	19,1	7,1	1,7	8,8	2,5	3,5	4,3	10,3	—
Juin	10,4	4,9	4,3	19,6	7,4	1,8	9,2	3,0	3,1	4,3	10,4	—
Septembre	9,9	5,0	4,7	19,6	6,3	1,6	7,9	3,6	3,4	4,7	11,7	—
Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	—
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	6,2	2,3	8,5	5,6	4,0	5,1	14,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	8,3	2,6	10,9	4,3	3,8	5,8	13,9	—
Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	7,5	2,6	10,1	4,3	4,2	5,8	14,3	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	7,8	2,5	10,3	6,3	4,4	7,7	18,4	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	9,2	2,7	11,9	4,6	4,2	7,4	16,2	0,1
Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1
Décembre ³	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
Septembre ³	16,0	9,7	6,4	32,1	7,8	3,9	11,7	8,2	5,8	6,4	20,4	0,1
Décembre ³	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968 Mars ³	16,9	12,9	7,7	37,5	9,4	5,4	14,8	7,5	7,5	7,7	22,7	0,1
Juin ³	17,5	14,1	8,7	40,3	9,8	6,4	16,2	7,7	7,7	8,7	24,1	0,1
C. Total												
1964 Mars	19,5	51,3	47,8	118,6	14,0	9,6	23,6	5,5	41,7	47,8	95,0	—
Juin	20,7	52,7	49,1	122,5	14,9	9,6	24,5	5,8	43,1	49,1	98,0	—
Septembre	19,4	53,0	51,6	124,0	11,8	10,0	21,8	7,6	43,0	51,6	102,2	—
Décembre	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	—
1965 Mars	21,7	54,8	53,4	129,9	9,2	10,5	19,7	12,5	44,3	53,4	110,2	—
Juin	23,2	57,1	56,2	136,5	13,1	10,2	23,3	10,1	46,9	56,2	113,2	—
Septembre	23,5	57,4	58,5	139,4	9,6	11,2	20,8	13,9	46,2	58,5	118,6	—
Décembre	27,0	62,6	61,4	151,0	16,2	12,7	28,9	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 Mars	26,4	62,2	65,2	153,8	12,5	12,4	24,9	13,9	49,8	65,2	128,9	0,1
Juin	26,4	64,2	66,9	157,5	14,4	12,8	27,2	12,0	51,4	66,9	130,3	0,1
Septembre	25,3	65,1	72,2	162,6	12,3	11,9	24,2	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1
Décembre ³	28,8	73,1	69,5	171,4	15,8	12,9	28,7	13,0	60,2	69,5	142,7	0,2
1967 Mars	26,6	74,2	75,9	176,7	14,0	12,1	26,1	12,6	62,1	75,9	150,6	0,2
Juin	28,4	78,7	80,0	187,1	14,9	14,5	29,4	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2
Septembre ³	27,2	81,6	80,9	189,7	12,1	14,9	27,0	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2
Décembre ³	29,5	89,2	84,1	202,8	16,2	18,4	34,6	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3
1968 Mars ³	29,6	92,2	88,5	210,3	14,7	17,3	32,0	14,9	74,9	88,5	178,3	0,1
Juin ³	29,1	96,1	94,9	220,1	14,8	19,5	34,3	14,3	76,6	94,9	185,8	0,2

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Réescote et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER,
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) à (9) = (3) + (6)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1964 Mars	1,8	...	1,8	...	1,2	1,2	...	3,0	...	3,0
Juin	1,4	...	1,4	0,9	1,9	2,8	0,9	3,3	...	4,2
Septembre	1,0	...	1,0	0,6	1,8	2,4	0,6	2,8	...	3,4
Décembre	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965 Mars	2,1	...	2,1	...	0,3	0,3	...	2,4	...	2,4
Juin	1,7	...	1,7	0,2	0,4	0,6	0,2	2,1	...	2,3
Septembre	1,5	...	1,5	...	0,6	0,6	...	2,1	...	2,1
Décembre	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	2,9	...	5,6
1966 Mars	1,7	...	1,7	0,2	0,8	1,0	0,2	2,5	...	2,7
Juin	1,4	...	1,4	1,7	1,4	3,1	1,7	2,8	...	4,5
Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
Décembre ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
Septembre ¹	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
Décembre ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	...	0,6	0,6	...	2,8	...	2,8
Juin ¹	1,4	...	1,4	0,9	1,2	2,1	0,9	2,6	...	3,5
B. Crédits à l'étranger										
1964 Mars	...	...	...	3,0	...	3,0	3,0	...	...	3,0
Juin	...	...	...	4,5	0,2	4,7	4,5	0,2	...	4,7
Septembre	...	...	...	4,3	...	4,3	4,3	...	...	4,3
Décembre	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965 Mars	...	...	...	1,8	...	1,8	1,8	...	...	1,8
Juin	...	...	...	6,0	0,2	6,2	6,0	0,2	...	6,2
Septembre	...	...	...	2,8	...	2,8	2,8	...	...	2,8
Décembre	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 Mars	...	...	...	4,7	0,2	4,9	4,7	0,2	...	4,9
Juin	...	...	...	6,8	0,6	7,4	6,8	0,6	...	7,4
Septembre	...	...	...	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
Décembre ¹	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
Juin	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
Septembre ¹	...	...	...	2,7	...	2,7	2,7	...	...	2,7
Décembre ¹	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968 Mars ¹	...	...	...	4,8	0,5	5,3	4,8	0,5	...	5,3
Juin ¹	0,1	...	0,1	6,8	1,2	8,0	6,8	1,3	...	8,1
C. Total										
1964 Mars	1,8	...	1,8	3,0	1,2	4,2	3,0	3,0	...	6,0
Juin	1,4	...	1,4	5,4	2,1	7,5	5,4	3,5	...	8,9
Septembre	1,0	...	1,0	4,9	1,8	6,7	4,9	2,8	...	7,7
Décembre	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965 Mars	2,1	...	2,1	1,8	0,3	2,1	1,8	2,4	...	4,2
Juin	1,7	...	1,7	6,2	0,6	6,8	6,2	2,3	...	8,5
Septembre	1,5	...	1,5	2,8	0,6	3,4	2,8	2,1	...	4,9
Décembre	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 Mars	1,7	...	1,7	4,9	1,0	5,9	4,9	2,7	...	7,6
Juin	1,4	...	1,4	8,5	2,0	10,5	8,5	3,4	...	11,9
Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
Décembre ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
Septembre ¹	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
Décembre ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	4,8	1,1	5,9	4,8	3,3	...	8,1
Juin ¹	1,5	...	1,5	7,7	2,4	10,1	7,7	3,9	...	11,6

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
 ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
 AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3 (12)
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) + (9) + (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1964 Mars	9,9	47,9	43,5	101,3	6,8	6,1	12,9	3,1	41,8	43,5	88,4	—
Juin	10,3	49,2	44,8	104,3	6,6	5,5	12,1	3,7	43,7	44,8	92,2	—
Septembre	9,5	49,0	46,9	105,4	4,9	6,2	11,1	4,6	42,8	46,9	94,3	—
Décembre	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	47,8	98,2	—
1965 Mars	9,9	50,6	48,3	108,8	3,0	7,3	10,3	6,9	43,3	48,3	98,5	—
Juin	10,6	52,4	50,4	113,4	4,2	6,8	11,0	6,4	45,6	50,4	102,4	—
Septembre	11,7	52,1	52,7	116,5	2,0	7,6	9,6	9,7	44,5	52,7	106,9	—
Décembre	12,6	57,1	54,8	124,5	3,9	8,1	12,0	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966 Mars	12,3	57,0	57,5	126,8	4,2	8,6	12,8	8,1	48,4	57,5	114,0	—
Juin	12,6	58,7	59,5	130,8	3,5	8,3	11,8	9,1	50,4	59,5	119,0	—
Septembre	11,7	59,1	64,7	135,5	2,9	7,4	10,3	8,8	51,7	64,7	125,2	—
Décembre	13,8	67,4	63,3	144,5	2,2	7,6	9,8	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 Mars	12,3	67,5	69,5	149,3	4,3	8,7	13,0	8,0	58,8	69,5	136,3	0,1
Juin	12,0	70,5	73,3	155,8	5,7	9,7	15,4	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1
Septembre	11,2	73,1	74,5	158,8	3,9	9,4	13,3	7,3	63,7	74,5	145,5	0,1
Décembre	12,7	80,1	77,7	170,5	4,2	9,5	13,7	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968 Mars	12,7	81,5	80,8	175,0	4,9	10,8	15,7	7,8	70,7	80,8	159,3	0,1
Juin	11,6	83,4	86,2	181,2	3,9	11,3	15,2	7,7	72,1	86,2	166,0	0,1

B. Crédits à l'étranger

1964 Mars	9,6	5,2	4,3	19,1	3,9	1,7	5,6	5,7	3,5	4,3	13,5	—
Juin	10,4	4,9	4,3	19,6	2,9	1,6	4,5	7,5	3,3	4,3	15,1	—
Septembre	9,9	5,0	4,7	19,6	1,9	1,6	3,5	8,0	3,4	4,7	16,1	—
Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	4,0	17,0	—
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	4,3	2,2	6,5	7,5	4,1	5,1	16,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	2,2	2,3	4,5	10,4	4,1	5,8	20,3	—
Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	4,3	2,5	6,8	7,5	4,3	5,8	17,6	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	2,8	2,3	5,1	11,3	4,6	7,7	23,6	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	2,4	2,1	4,5	11,4	4,8	7,4	23,6	0,1
Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	7,5	24,5	0,1
Décembre	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1
Septembre	16,0	9,7	6,4	32,1	4,3	3,6	7,9	11,7	6,1	6,4	24,2	0,1
Décembre	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968 Mars	16,9	12,9	7,7	37,5	4,4	4,6	9,0	12,5	8,3	7,7	28,5	0,1
Juin	17,5	14,2	8,7	40,4	2,7	4,9	7,6	14,8	9,3	8,7	32,8	0,1

C. Total

1964 Mars	19,5	53,1	47,8	120,4	10,7	7,8	18,5	8,8	45,3	47,8	101,9	—
Juin	20,7	54,1	49,1	123,9	9,5	7,1	16,6	11,2	47,0	49,1	107,3	—
Septembre	19,4	54,0	51,6	125,0	6,8	7,8	14,6	12,6	46,2	51,6	110,4	—
Décembre	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	14,5	15,0	48,4	51,8	115,2	—
1965 Mars	21,7	56,9	53,4	132,0	7,3	9,5	16,8	14,4	47,4	53,4	115,2	—
Juin	23,2	58,8	56,2	138,2	6,4	9,1	15,5	16,8	49,7	56,2	122,7	—
Septembre	23,5	58,9	58,5	140,9	6,3	10,1	16,4	17,2	48,8	58,5	124,5	—
Décembre	27,0	64,4	61,4	152,8	6,5	10,8	17,3	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 Mars	26,4	63,9	65,2	155,5	7,0	10,9	17,9	19,4	53,0	65,2	137,6	0,1
Juin	26,4	65,6	66,9	158,9	5,9	10,4	16,3	20,5	55,2	66,9	142,6	0,1
Septembre	25,3	66,3	72,2	163,8	4,7	9,4	14,1	20,6	56,9	72,2	149,7	0,1
Décembre	28,8	75,0	69,5	173,3	4,3	9,8	14,1	24,5	65,2	69,5	159,2	0,2
1967 Mars	26,6	76,0	75,9	178,5	6,6	11,1	17,7	20,0	64,9	75,9	160,8	0,2
Juin	28,4	80,1	80,0	188,5	8,5	12,5	21,0	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2
Septembre	27,2	82,8	80,9	190,9	8,2	13,0	21,2	19,0	69,8	80,9	169,7	0,2
Décembre	29,5	91,4	84,1	205,0	7,2	13,6	20,8	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968 Mars	29,6	94,4	88,5	212,5	9,3	15,4	24,7	20,3	79,0	88,5	187,8	0,1
Juin	29,1	97,6	94,9	221,6	6,6	16,2	22,8	22,5	81,4	94,9	198,8	0,2

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (3) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Réescampte et de Garantie (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963
Monnaies étrangères	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087
Monnaies étrangères et or à recevoir	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477	12.468
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	3.509	413	251	118	62	7	—	—
b) A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	—
c) F.M.I. — Participation	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736
— Prêts	—	—	—	—	1.500	3.375	3.375	1.875
d) autres accords	—	—	—	—	—	6	—	—
Débiteurs pour change et or, à terme ...	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521
Effets de commerce	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834
Avances sur nantissement	51	74	3.022	1.655	625	34	338	345
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650
Monnaies divisionnaires et d'appoint	617	490	326	247	397	455	302	320
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	1	2	1	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367
Immeubles, matériel et mobilier	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329
Divers	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357
	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672
PASSIF								
Billets en circulation	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	24	1	5	3	5	18	12	2
{ taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	185	25	27	17	12	14	13	10
{ compte spécial liquidation U.E.P. ...	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	308	445	387	309	329	394	390	316
Comptes courants divers	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281	3.206
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	249	200	185	126	161	262	128	271
b) autres accords	263	365	413	333	383	217	325	326
Total des engagements à vue ...	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	1.253	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800	48.218
Caisse de Pensions du Personnel	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329
Divers	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930	3.077
	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672

N. P. Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1967 8 mai	1968 6 mai	1967 5 juin	1968 10 juin	1967 10 juillet	1968 8 juillet	1967 7 août	1968 5 août
ACTIF								
Encaisse en or	76.175	72.508	76.074	73.447	75.953	75.635	75.813	75.933
Monnaies étrangères	23.655	33.220	27.774	30.691	30.716	23.908	33.427	22.609
Monnaies étrangères et or à recevoir	11.373	13.200	15.463	14.193	15.295	13.141	14.720	12.690
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	3.000	—	3.000	—	3.000	—	3.000
Accords internationaux : (Loi des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	..	..	..	..	..	..	..	..
b) F.M.I. :								
— Participations	15.355	16.313	15.273	18.189	15.176	18.123	15.195	18.134
— Prêts ¹	3.375	1.875	1.875	1.875	1.875	5.875	1.875	5.875
c) autres accords	185	123	17	103	..	77	..	18
Débiteurs pour change et or, à terme ...	22.671	32.767	26.906	30.017	29.794	23.890	32.611	22.225
Effets de commerce	8.317	6.505	9.245	8.790	11.321	14.503	8.099	13.869
Avances sur nantissement	566	80	1.939	1.838	2.357	3.037	2.503	1.363
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948 et 15-4-1952) :								
Effets publics belges	9.125	9.875	9.225	8.950	9.800	9.700	8.800	8.900
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	200	—	200	—	200
Monnaies divisionnaires et d'appoint	338	444	286	397	227	339	272	359
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	2	2	1	1	1	1	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.367	3.514	3.367	3.514	3.367	3.515	3.367	3.514
Immeubles, matériel et mobilier	1.909	1.999	1.909	1.999	1.909	1.999	1.909	1.999
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	2.124	2.440	2.143	2.465	2.142	2.464	2.151	2.467
Divers	1.979	1.426	1.850	1.582	2.419	2.658	1.823	2.354
	216.016	233.291	227.348	235.251	236.352	236.065	236.566	229.510
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	792	1.308	670	1.155	427	1.040	298	916
PASSIF								
Billets en circulation	171.603	177.323	175.475	180.353	181.518	188.283	177.872	184.068
Comptes courants :								
Trésor public								
{ compte ordinaire ...	3	15	20	7	1	22	13	1
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	13	9	12	9	12	9	13	9
Banques à l'étranger : comptes ordin.	396	349	347	302	359	329	317	354
Comptes courants divers	2.061	845	1.027	1.344	881	999	2.427	710
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	133	276	95	189	98	266	82	205
b) autres accords	97	153	79	156	100	143	67	138
Total des engagements à vue ...	174.306	178.970	177.055	182.360	182.969	190.051	180.791	185.485
Banques belges, réserve monétaire .....	..	..	..	..	..	..	..	..
Monnaies étrangères et or à livrer	34.075	46.211	42.458	44.470	45.217	37.257	47.477	35.139
Caisse de Pensions du Personnel	2.124	2.440	2.143	2.465	2.142	2.464	2.151	2.467
Divers	2.144	2.155	2.325	2.441	2.657	2.778	2.780	2.904
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.967	3.115	2.967	3.115	2.967	3.115	2.967	3.115
	216.016	233.291	227.348	235.251	236.352	236.065	236.566	229.510
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	792	1.308	670	1.155	427	1.040	298	916

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).
N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) ³	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)						(milliards de francs)
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	988	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	998	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1966 4 ^e trimestre	994	58,9	40,8	86,2	187,3	82,4	187,3	543,3	93
1967 1 ^{er} trimestre	995	60,3	41,0	86,1	193,6	89,0	193,6	562,1	94
2 ^e trimestre	995	59,1	41,2	89,6	193,4	89,3	193,4	565,6	93
3 ^e trimestre	998	61,4	41,3	88,8	192,4	89,4	192,4	562,9	93
4 ^e trimestre	1.004	61,4	41,8	91,7	198,5	89,2	198,5	577,8	93
1968 1 ^{er} trimestre	1.004	62,5	42,3	92,6	204,7	94,0	204,7	596,0	94
2 ^e trimestre	1.003	62,0	43,2	98,0	205,2	97,7	205,2	606,1	93
1967 Avril	995	58,2	40,7	87,2	193,3	86,0	193,3	559,8	93
Mai	994	59,5	41,6	90,1	193,5	92,8	193,5	569,9	93
Juin	995	59,5	41,3	91,4	193,3	89,2	193,3	567,2	93
Juillet	996	68,0	41,9	102,8	217,1	103,1	217,1	640,1	93
Août	998	58,7	41,0	83,4	185,4	86,1	185,4	540,2	93
Septembre	1.001	57,6	41,0	80,1	174,6	79,0	174,6	508,3	93
Octobre	1.003	62,0	41,4	92,1	200,6	90,4	200,6	583,7	93
Novembre	1.004	60,6	41,4	89,9	202,4	91,2	202,4	585,8	94
Décembre	1.004	61,5	42,5	93,0	192,5	86,0	192,5	563,9	93
1968 Janvier	1.004	66,0	42,7	101,6	223,8	103,1	223,8	652,3	94
Février	1.004	62,1	42,3	86,8	200,2	92,7	200,2	579,9	94
Mars	1.004	59,4	42,0	89,4	190,2	86,1	190,2	555,8	93
Avril	1.004	62,4	42,6	98,6	204,2	96,1	204,2	603,1	94
Mai	1.003	62,4	43,3	100,5	219,2	105,6	219,2	644,4	93
Juin	1.003	61,3	43,6	95,1	192,1	91,4	192,1	570,7	93

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1967 31 mai	1968 31 mai	1967 30 juin	1968 30 juin
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	1.252	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	9.683	10.493	10.491	10.583	5.352	5.723	5.611	6.097
Prêts au jour le jour	1.650	3.253	4.743	5.559	4.269	4.696	4.689	6.863
Banquiers	22.926	29.786	41.276	49.380	38.040	63.215	39.091	64.006
Maison-mère, succursales et filiales	6.379	3.203	9.235	10.353	9.428	14.795	9.754	13.451
Autres valeurs à recevoir à court terme	9.559	10.746	15.465	16.506	17.809	17.272	19.996	23.468
Portefeuille-effets	84.885	91.587	106.751	118.984	115.785	127.571	119.495	128.615
a) Effets publics	32.375	34.175	39.162	41.099	42.885	44.332	46.766	43.648
b) Effets commerciaux ²	52.510	57.412	67.589	77.885	72.900	83.189	72.729	84.967
Reports et avances sur titres	1.149	1.348	1.245	1.516	1.372	1.475	1.271	1.515
Débiteurs par acceptations	21.292	26.938	28.785	29.484	27.874	28.338	28.409	29.066
Débiteurs divers	50.802	60.186	68.329	82.733	78.848	92.095	78.823	93.537
Portefeuille-titres	74.789	86.447	94.289	110.154	97.214	119.345	100.484	122.462
a) Valeurs de la réserve légale	605	705	739	833	794	867	831	904
b) Fonds publics belges	69.307	80.181	87.264	102.140	90.269	108.556	92.656	111.094
c) Fonds publics étrangers	601	1.354	1.896	2.384	1.816	4.515	2.366	4.955
d) Actions de banques	1.868	1.912	1.904	2.195	1.995	2.410	2.003	2.686
e) Autres titres	2.408	2.295	2.436	2.602	2.340	2.997	2.628	2.823
Divers	3.040	3.184	4.021	5.356	3.422	4.501	4.448	4.748
Capital non versé	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total disponible et réalisable ...</i>	287.406	327.171	384.630	440.608	399.413	479.026	412.071	493.828
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	43	68	56	114	61	129	64	128
Immeubles	2.134	2.714	3.021	3.300	3.064	3.376	3.063	3.418
Participations dans les filiales immobilières	73	260	258	283	263	301	262	299
Créances sur les filiales immobilières	60	89	115	77	118	63	121	65
Matériel et mobilier	341	375	457	455	476	478	470	461
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	2.651	3.506	3.907	4.229	3.982	4.347	3.980	4.371
Total de l'actif ...	290.057	330.677	388.537	444.837	403.395	483.373	416.051	498.199

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1964 31 décembre	10.973	1966 31 décembre	17.328	1967 31 mai	17.289	1967 30 juin	18.108
1965 31 décembre	14.404	1967 31 décembre	23.946	1968 31 mai	24.778	1968 30 juin	24.880

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

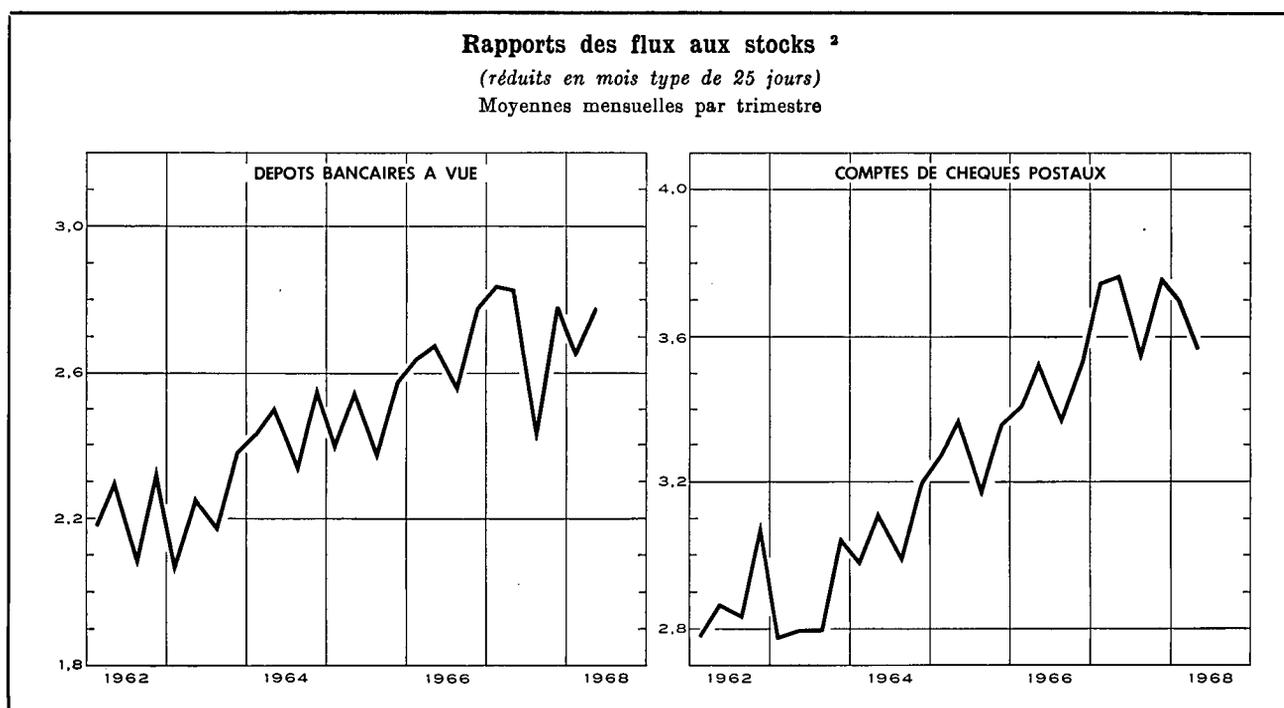
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1964	1965	1966	1967	1967	1968	1967	1968
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 mai	31 mai	30 juin	30 juin
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	698	589	835	784	469	605	1.067	1.315
a) Créanciers garantis par des privilèges	—	431	494	493	316	345	298	311
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	—	158	341	291	153	260	769	1.004
Emprunts au jour le jour	2.420	3.433	3.365	5.733	6.057	9.206	6.064	9.916
a) Garantis par des sûretés réelles	1.214	815	666	1.354	1.849	2.153	1.507	1.677
b) Non garantis par des sûretés réelles	1.206	2.618	2.699	4.379	4.208	7.053	4.557	8.239
Banquiers	51.301	57.426	79.174	94.222	78.828	112.968	83.737	114.370
Maison-mère, succursales et filiales	7.065	6.062	10.297	9.963	7.888	8.216	8.594	8.203
Acceptations	21.292	26.937	28.786	29.486	27.876	28.340	28.414	29.067
Autres valeurs à payer à court terme	5.287	6.578	8.012	7.891	11.486	10.114	11.615	16.001
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.254	1.413	1.107	1.320	1.444	1.693	1.417	1.730
Dépôts et comptes courants	164.568	189.447	213.093	244.383	223.420	260.322	227.976	264.349
a) A vue	86.118	92.774	98.921	109.385	100.272	114.763	105.271	119.277
b) A un mois au plus	9.034	11.847	15.035	16.778	14.036	15.230	14.621	14.157
c) A plus d'un mois	29.915	38.487	46.034	50.820	49.146	54.981	47.247	54.569
d) A plus d'un an	731	1.106	1.364	4.364	3.334	6.399	3.594	6.416
e) A plus de deux ans	3.020	3.031	3.016	3.493	3.269	4.091	3.205	4.282
f) Carnets de dépôts	33.743	40.179	46.800	57.739	51.621	62.987	52.288	63.795
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2.007	2.023	1.923	1.804	1.742	1.871	1.750	1.853
Obligations et bons de caisse	11.380	11.371	11.978	13.546	12.581	15.071	12.642	15.304
Montants à libérer sur titres et participations	991	977	955	941	955	1.104	959	1.105
Divers	7.752	8.030	10.350	13.108	11.188	11.442	11.818	11.954
<i>Total de l'exigible ...</i>	274.008	312.263	367.952	421.377	382.192	459.081	394.303	473.314
C. Non exigible :								
Capital	9.814	11.245	12.461	14.610	12.724	15.006	13.000	15.861
Fonds indisponibles par prime d'émission	1.245	1.949	2.298	2.368	2.298	2.383	2.298	2.303
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	607	705	789	833	794	867	831	904
Réserve disponible	4.197	4.306	4.803	5.425	5.170	5.756	5.401	5.535
Provisions	186	209	234	224	217	280	218	282
<i>Total du non exigible ...</i>	16.049	18.414	20.585	23.460	21.203	24.292	21.748	24.885
Total du passif ...	290.057	330.677	388.537	444.837	403.395	483.373	416.051	498.199

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1966 4 ^e trimestre	203,1	153,6	356,7	2,82	2,78	3,53
1967 1 ^{er} trimestre	206,4	164,5	370,9	2,84	2,84	3,75
2 ^e trimestre	217,8	168,4	386,2	2,82	2,83	3,77
3 ^e trimestre	193,6	156,4	350,0	2,52	2,45	3,57
4 ^e trimestre	223,4	166,4	389,8	2,78	2,78	3,76
1968 1 ^{er} trimestre	216,9	167,2	384,1	2,73	2,66	3,70
2 ^e trimestre	238,2	181,2	419,4	2,74	2,78	3,90
1967 Mai	226,2	177,7	403,9	2,83	2,95	3,95
Juin	220,9	161,3	382,2	2,87	2,76	3,64
Juillet	208,0	169,7	377,7	2,65	2,65	3,82
Août	189,5	153,8	343,3	2,50	2,40	3,60
Septembre	183,4	145,6	329,0	2,40	2,31	3,30
Octobre	215,0	160,8	375,8	2,82	2,71	3,62
Novembre	221,1	176,0	397,1	2,65	2,76	4,07
Décembre	234,3	162,4	396,7	2,87	2,87	3,58
1968 Janvier	221,2	178,4	399,6	2,82	2,71	3,91
Février	215,3	165,6	380,9	2,66	2,66	3,73
Mars	214,4	157,4	371,8	2,72	2,62	3,47
Avril	241,7	176,9	418,6	2,90	2,90	3,84
Mai	239,6	194,2	433,8	2,80	2,80	4,30
Juin	233,2	172,4	405,6	2,52	2,63	3,56

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux de particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241. — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées ¹	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse ²
valeur nominale										
1958	3.807	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1967	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...
1966 Janvier	6.081	2.209	...	425	2.000	7.318	...	—	...	...
Février	6.976	2.271	1.050	...	666	7.307	...	—	370	...
Mars	6.945	3.621	1.950	...	...	8.272	190	—	844	...
Avril	6.969	2.970	...	...	1.588	8.186	...	—	...	...
Mai	7.508	3.092	...	...	135	7.479	...	—	...	...
Juin	7.289	2.306	4.850	...	...	7.618	591	—	2.945	...
Juillet	6.927	2.925	1.150	...	...	5.343	1.332	—	1.031	...
Août	6.826	2.822	3.425	...	...	6.034	673	—	2.989	...
Septembre	7.148	2.894	100	...	...	5.378	724	—	691	...
Octobre	6.911	2.218	800	...	...	5.293	711	—	569	...
Novembre	6.698	2.324	2.400	...	...	5.409	2.272	—	400	...
Décembre	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1967 Janvier	6.044	2.674	...	...	51	5.304	...	—	...	...
Février	6.297	2.294	...	...	...	4.887	323	—	...	...
Mars	6.087	3.735	1.700	...	...	5.306	2.607	—	302	...
Avril	6.060	2.460	1.200	...	1.516	7.826	...	—	...	...
Mai	5.906	2.300	6.300	...	...	8.284	833	—	1.961	...
Juin	5.873	2.890	5.250	...	...	7.195	1.241	—	2.190	...
Juillet	5.314	1.700	...	258	2.300	6.211	...	—	...	...
Août	5.471	2.556	...	154	2.700	7.458	...	—	...	...
Septembre	5.531	2.300	...	598	3.000	7.927	...	—	...	...
Octobre	5.692	2.880	...	...	3.030	8.160	...	—	...	...
Novembre	5.702	1.869	...	2.672	503	7.301	...	—	...	...
Décembre	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...

¹ Y compris les opérations à réméré.

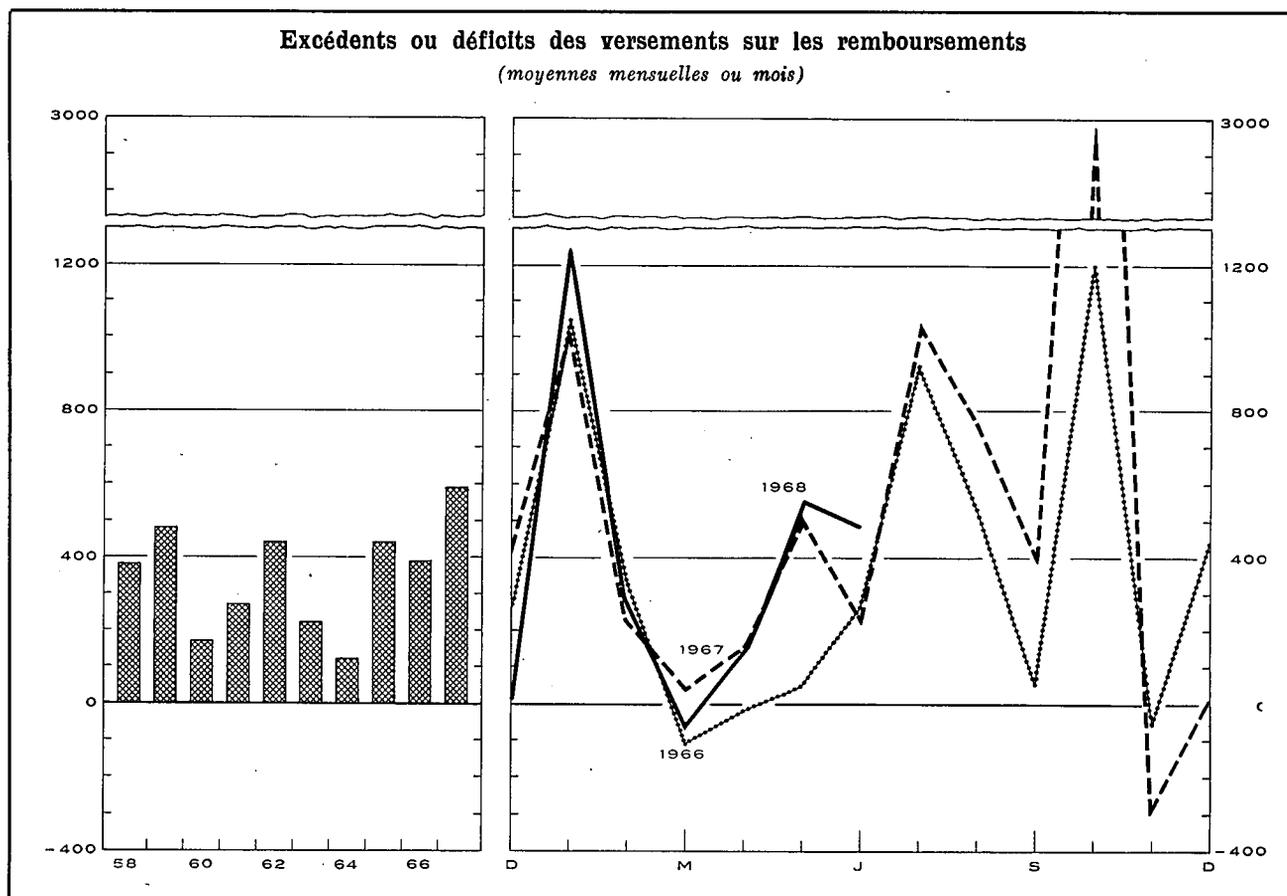
² Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements 1		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période 2	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
1957	16.783	14.455	2.328	60.144				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980				
1964	28.229	26.757	1.472	102.895				
1965	32.450	27.211	5.239	112.192				
1966	37.449	32.817	4.632	120.322				
1967	45.363	38.295	7.069	131.137				
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
Janvier	4.318	4.558	3.283	3.305	1.035	1.253	121.357	132.389
Février	3.282	3.732	3.090	3.439	192	293	121.549	132.682
Mars	3.506	3.763	3.446	3.808	60	- 45	121.609	132.637
Avril	3.443	3.917	3.293	3.761	150	156	121.759	132.793
Mai	3.503	4.342	3.007	3.779	496	563	122.255	133.356
Juin	3.702	3.971	3.476	3.546	226	425	122.481	133.781
Juillet	3.976	<i>p</i> 4.742	2.946	<i>p</i> 3.738	1.030	<i>p</i> 1.004	123.511	<i>p</i> 134.785
Août	3.523		2.768		755		124.266	
Septembre	3.447		3.034		413		124.679	
Octobre	6.399		3.421		2.978		127.657	
Novembre	2.862		3.145		- 283		127.374	
Décembre	3.402		3.385		17		131.137	

1 A partir de 1963, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.. Pour l'année 1967, les intérêts capitalisés s'élèvent à F 8.746.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9	0,8
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7	24,8
Avances à l'industrie	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1	12,5
Crédit agricole	—	—	—	0,1	...	0,1
Crédit d'exportation	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	1,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7	3,9
Certificats de Trésorerie	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1	4,8
Prêts au jour le jour	0,8	0,7	0,9	0,9	...	0,5
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	— 1,3	— 0,6
Total des placements provisoires ² ...	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2	47,0
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9	21,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6	20,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5	1,9
Obligations de sociétés belges	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9	6,5
Crédit agricole	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4	4,7
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6	25,8
Total des placements définitifs ² ...	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5	82,6
Intérêts courus et non échus sur placements	1,8	2,0	2,6	3,1	3	3
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	6,2	5,9
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2	112,0
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1	5,5
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,1	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5	117,7
Dépôts en comptes courants ⁴	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8	5,6
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6	11,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisés en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprendent les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4	7,8
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5	15,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1	1,1
Obligations de sociétés belges	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0	25,0
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9	13,9
Réserves mathématiques ³	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8	12,8
Total ...	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7	26,7

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7	5,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total ...	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4	8,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1	6,5
Fonds de réserve et de participation	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6	2,4
Total ...	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7	8,9

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 ¹	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966 2 ^e trimest.	43,1	15,2	11,4	69,7	6,6	44,1	0,6	51,3	13,4	0,7	...	0,5	0,6	10,0	25,2	76,5
3 ^e trimest.	44,4	15,7	12,0	72,1	6,9	45,8	0,6	53,3	13,9	0,7	...	0,5	0,5	10,4	26,0	79,3
4 ^e trimest.	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,6	0,9	...	0,5	0,6	11,1	26,7	81,3
1967 1 ^{er} trimest.	47,6	17,7	13,1	78,4	6,9	48,7	0,8	56,4	14,1	1,2	...	0,5	0,5	12,2	28,5	84,9
2 ^e trimest.	48,8	18,6	13,7	81,1	8,0	50,7	0,7	59,4	14,0	1,1	...	0,5	0,5	12,5	28,6	88,0
2 ^e tr. NS ²	47,9	16,1	18,0	82,0	8,7	52,6	0,7	62,0	14,5	1,2	...	0,5	0,6	12,9	29,7	91,7
3 ^e trimest.	49,8	16,5	19,0	85,3	8,0	54,5	0,7	63,2	14,8	1,4	...	0,5	0,7	13,2	30,6	93,8
4 ^e trimest.	51,8	17,3	20,1	89,2	9,1	55,8	0,7	65,6	15,9	2,2	...	0,5	1,4	14,1	34,1	99,7
1968 1 ^{er} trimest.	53,2	17,9	21,5	92,6												

¹ De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

² A partir du 2^e trimestre 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

³ Y compris des certificats émis par le Fonds des Rentes et des emprunts du Fonds des Routes détenus par les caisses d'épargne privées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1962	1963	1964	1965	1966	1967
ACTIF						
En-cours des crédits :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	10,9	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2
2 ^o garantis par banques et organismes financiers	7,2	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6
3 ^o dont le risque est à charge de l'Institution	15,7	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9
Crédit de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,6	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	0,3	0,5	0,3
Crédits commerciaux	1,0	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,8	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0
Placements divers à court terme	10,7	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0
PASSIF						
Obligations	37,5	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4
Bons de caisse	7,3	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,1	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,7	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,2	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5

¹ Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »									Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes (14)
	Solde disponible au début de la période (1)	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période (1) + (5) - (8) = (9)	créditeurs (12)			débiteurs (13)		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total (2) + (3) + (4) = (5)	Pour rem- boursements d'emprunts (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires (7)	Total (6) + (7) = (8)							
Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat (3)													
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639
1967	4.427	10.146	2.357	2.027	14.530	350	12.804	13.154	5.803	87.089	8.925	2.400	4.511	53.991
1966 Mai	4.240	628	90	136	854	24	854	878	4.216	74.496	4.699	2.099	3.776	2.594
1966 Juin	4.216	753	103	142	998	23	946	969	4.245	75.339	4.604	1.937	4.432	2.600
1966 Juillet	4.245	521	287	100	908	11	779	790	4.363	75.620	4.529	1.403	6.417	5.132
1966 Août	4.363	558	130	116	804	11	873	884	4.283	76.345	4.989	1.940	4.863	2.566
1966 Septembre	4.283	667	204	123	994	34	1.003	1.037	4.240	77.195	5.251	1.958	4.764	2.376
1966 Octobre	4.240	929	173	163	1.265	40	958	998	4.507	77.463	4.820	1.775	5.297	5.400
1966 Novembre	4.507	574	160	184	918	11	841	852	4.573	78.192	5.026	2.608	4.092	3.291
1966 Décembre	4.573	894	70	151	1.115	33	1.228	1.261	4.427	78.755	5.433	2.497	4.576	3.205
1967 Janvier	4.427	502	192	99	793	22	856	878	4.342	78.516	5.945	2.259	5.665	7.250
1967 Février	4.342	719	218	172	1.109	21	904	925	4.526	79.457	6.791	2.715	3.741	3.824
1967 Mars	4.526	802	199	324	1.325	31	1.256	1.287	4.564	80.258	7.695	2.598	3.904	3.912
1967 Avril	4.564	787	175	141	1.103	22	784	806	4.861	80.410	7.872	2.005	4.736	3.603
1967 Mai	4.861	919	101	126	1.146	37	939	976	5.031	81.403	7.886	2.607	3.902	3.560
1967 Juin	5.031	956	171	192	1.319	30	1.259	1.289	5.061	82.498	7.719	2.565	4.126	3.315
1967 Juillet	5.061	885	214	127	1.226	14	1.149	1.163	5.124	82.874	8.168	1.814	5.710	6.126
1967 Août	5.124	651	267	131	1.049	41	823	864	5.309	83.733	8.320	2.228	4.654	3.370
1967 Septembre	5.309	882	161	116	1.159	18	1.030	1.048	5.420	84.773	8.790	2.427	4.579	4.177
1967 Octobre	5.420	1.143	183	151	1.477	24	1.333	1.357	5.540	85.172	9.342	1.923	5.348	5.076
1967 Novembre	5.540	1.077	332	213	1.622	48	1.232	1.280	5.882	86.476	8.624	2.322	4.708	5.491
1967 Décembre	5.882	823	144	235	1.202	42	1.239	1.281	5.803	87.089	8.925	3.333	3.063	4.287
1968 Janvier	5.803	848	256	166	1.270	34	1.196	1.230	5.843	87.088	8.630	2.482	4.427	7.821
1968 Février	5.843	776	268	177	1.221	29	1.120	1.149	5.915	88.075	9.685	3.312	3.418	4.682
1968 Mars	5.915	825	157	353	1.335	34	1.301	1.335	5.915	88.988	9.880	3.298	3.729	4.742
1968 Avril	5.915	884	306	180	1.370	40	892	932	6.353	89.243	10.066	2.607	4.758	5.073
1968 Mai	6.353	1.184	162	600	1.946	14	1.540	1.554	6.745	90.600	10.353	3.763	3.571	6.589

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	3,1	3,5	3,7	4,2	5,1	1,6	1,7	2,0	2,4	2,5
Prêts hypothécaires	11,4	12,1	14,2	15,4	16,7	3,2	3,6	4,2	4,4	4,8
Prêts sur police	1,3	1,4	1,5	1,6	1,9	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	5,7	5,9	6,2	6,6	7,4	3,6	3,7	3,8	3,9	4,3
Valeurs étrangères	1,5	1,9	1,9	2,0	2,2	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes parastataux de crédit	4,6	5,0	5,1	6,0	6,3	0,8	0,8	0,9	1,1	1,1
Titres des autres organismes parastataux	1,6	1,6	1,9	1,9	2,2	1,1	1,1	1,0	0,9	1,0
Titres des provinces et communes	1,8	1,9	1,8	1,5	1,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
Obligations de sociétés belges	8,1	9,0	9,2	10,8	11,4	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8
Actions de sociétés belges ...	2,3	2,9	3,0	3,2	3,3	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7
Total des valeurs mobilières ...	25,7	28,3	29,2	32,1	34,5	7,7	7,9	8,0	8,2	8,7

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Réserves mathématiques ¹	41,7	45,3	49,1	54,1	59,2	12,6	13,6	14,7	15,4	16,5

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1966 4 ^e trimestre .	4,56
1967 1 ^{er} trimestre .	4,98
2 ^e trimestre .	5,12
3 ^e trimestre .	4,49
4 ^e trimestre .	5,03
1968 1 ^{er} trimestre .	4,52
2 ^e trimestre .	4,96

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1966*. — *Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
I. Particuliers :											
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :											
Caisse d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,3	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7
Banques	2,2	0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1
Institutions paraétatiques de crédit	0,5	0,6	0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9	4,0
Mutualités	—	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Total ...	8,0	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,2	21,1	22,9	19,8	37,0
Doubles emplois ³ ...	- 0,8	- 0,2	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,4	- 8,8
Total net ...	7,2	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,3	19,4	22,2	19,4	28,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,2	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,0	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4
Caisses de vacances annuelles	0,2	0,1	0,5	0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6
Organismes d'assurance-vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	5,5	4,9	4,6	4,5	7,1	6,1
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7
Total ...	6,6	6,8	7,0	6,7	9,5	8,4	7,8	7,6	8,3	12,5	10,2
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	12,6	15,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4
Total ...	7,8	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,4	17,5	16,9	23,8	33,5
E. <i>Emissions de capitaux</i> :											
Nouveaux placements du public	11,2	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	20,5	19,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 0,7	- 0,7	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9
Epargne nette totale ...	32,1	30,4	35,8	46,1	53,4	47,6	50,0	59,5	54,5	74,4	89,8
Amortissements sur habitations ...	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8
Epargne brute totale ...	38,3	36,9	42,9	53,7	61,0	55,4	58,1	68,3	64,1	85,0	101,6
II. Entreprises :											
A. <i>Entreprises privées</i> :											
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	46,4
Epargne brute ...	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	61,4
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :											
Epargne nette	1,5	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4
Amortissements	2,6	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,7
Epargne brute ...	4,1	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,1
Total général particuliers et entreprises ...											
Epargne nette ...	47,1	45,3	44,8	50,9	64,3	59,4	62,5	70,0	72,0	92,2	105,2
Epargne brute ...	81,0	81,4	83,3	90,5	105,0	103,7	108,5	120,2	126,4	153,2	167,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes						
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1961 ⁶	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,2	0,2	1,0	12,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1961	3,6	1,5	2,1	—	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁷	3,5 ⁷	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	5,1	3,1	2,0	0,3
3. Organismes paraétatiques de crédit	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	1,9	3,0	7,7
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,1	6,0	5,8	11,8	0,3	0,2	0,1	11,9
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	1,8	0,7	1,1	2,3
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
	1966	46,4	28,3	18,1	9,8	27,9	13,3	6,1	7,2	35,1

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles. Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus de l'année 1966 (« organismes paraétatiques » néant, « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal de Belgique » 0,6 milliard) ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat : en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ En 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée. Cette opération a entraîné le passage de 1,4 milliard de la rubrique des titres non accessibles à tout placeur à celle des titres accessibles à tout placeur.

⁷ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	Rendement pour le porteur		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1967	Janvier	9	Ville de Bruxelles 1967-1977	7,00	99,00	10 ans	2.500	7,17	—	7,14
	Janvier	30	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 ³	100,00	5 a. 7 ½ m. ou 11 a. 7 ½ m.	5.800	6,86	6,76	6,92
	Janvier	30	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	7.710	7,08	—	7,06
	Février	20	S.N.C.I. 1967-1977-1987	7,00	99,50	10 ou 20 ans	2.000	—	7,07	7,14
	Mars	22	R.T.T. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	4.000	—	6,85	6,97
	Avril	17	Fonds des Routes 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	6.000	7,08	—	7,06
	Mai	10	S.N.C.B. 1967-1973-1982	6,75 — 7,00 ⁵	99,50	6 ou 15 ans	3.500	6,92	6,85	6,96
	Juin	15	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 ⁶	100,00	5 ans 3 m. ou 11 ans 3 m.	8.960	6,88	6,74	6,91
	Juin	15	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	14 ans 7 ½ mois	5.330	7,08	—	7,06
	Août	28	Ville de Liège 1967-1972-1977	6,75 — 7,00 ⁷	99,00	5 ou 10 ans	800	—	6,99	7,10
	Septembre	18	C.N.C.P. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	500	—	6,85	6,97
	Octobre	2	Etat belge 1967-1974-1982	6,75 — 7,00 ⁸	100,00	6 ans 4 m. ou 14 ans 4 m.	10.000	6,82	6,75	6,86
	Novembre	6	Ville d'Anvers 1967-1979	7,00	99,50	12 ans	2.000	—	—	7,12
	Décembre	4	Fonds des Routes 1967-1979	6,75	92,50	12 ans	6.000	6,83	—	6,81
							65.100			
1968	Janvier	8	Ville de Gand 1968-1980	6,75	98,25	12 ans	1.000	7,04	—	6,97
	Janvier	11	C.N.C.P. 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	500	—	—	6,93
	Février	7	Etat belge 1968-1978	6,75	99,50	10 ans	10.000	6,84	—	6,82
	Mars	20	Intercom. Autor. E3 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	5.000	6,89	—	6,88
	Avril	16	S.N.C.B. 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.500	6,79	—	6,78
	Mai	13	Ville d'Anvers 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.000	—	—	6,78
	Mai	13	Ville de Liège 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	1.000	—	—	6,78
	Juin	17	Etat belge 1968-1975-1983	6,50 — 6,75 ⁹	99,50	7 ou 15 ans	10.000	6,65	6,59	6,70

¹ Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

² Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission. Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêt avant retenues fiscales à la source.

³ Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 7 ½ mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

⁴ Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.

⁵ Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 9 dernières années.

⁶ Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 3 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

⁷ Intérêts : 6,75 % pendant les 5 premières années, 7 % pendant les 5 dernières années.

⁸ Intérêts : 6,75 % pendant 6 ans 4 mois, ensuite 7 % pendant 8 ans.

⁹ Intérêts : 6,50 % pendant 7 ans, ensuite 6,75 % pendant les 8 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
				6,00	100,0			
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source: Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 2	Dette reprise du Congo 3	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) 2	
	en francs belges					en monnaies étrangères							Total de la dette directe 2
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des parti- culiers en C.C.P.	totale	conso- lidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	
1966 Juin	302,6	7,0	63,3	43,8	416,7	15,0	31,2	46,2	462,9	32,7	495,6	4,2	
Juillet	301,4	7,0	61,9	43,7	414,0	14,8	31,2	46,0	460,0	32,6	492,6	4,1	
Août	300,6	7,4	68,1	41,1	417,2	14,6	31,8	46,4	463,6	32,5	496,1	4,0	
Septembre	311,9	7,7	59,0	40,7	419,3	14,6	32,4	47,0	466,3	32,4	498,7	4,0	
Octobre	308,3	7,7	62,7	43,6	422,3	14,5	35,3	49,8	472,1	32,2	504,3	4,0	
Novembre	306,4	7,7	67,7	41,9	423,7	14,4	35,5	49,9	473,6	32,2	505,8	3,9	
Décembre	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	
1967 Janvier	304,0	7,8	68,1	44,6	424,5	14,3	35,4	49,7	474,2	30,9	505,1	3,9	
Février	311,2	7,8	70,4	42,5	431,9	14,2	34,1	48,3	480,2	30,8	511,0	3,8	
Mars	310,2	7,8	73,3	42,7	434,0	14,0	33,9	47,9	481,9	30,8	512,7	3,7	
Avril	308,6	8,0	74,3	44,9	435,8	13,8	33,9	47,7	483,5	32,3	515,8	3,7	
Mai	305,7	8,2	75,0	43,0	431,9	13,8	35,8	49,6	481,5	36,6	518,1	3,7	
Juin	308,3	8,2	69,3	43,0	428,8	13,6	40,9	54,5	483,3	36,0	519,3	3,7	
Juillet	311,8	8,2	58,6	44,8	423,4	13,5	42,0	55,5	478,9	35,3	514,2	3,7	
Août	311,0	8,4	65,0	42,4	426,8	13,3	42,2	55,5	482,3	35,2	517,5	3,6	
Septembre	310,3	8,6	68,0	41,5	428,4	13,2	42,4	55,6	484,0	35,1	519,1	3,5	
Octobre	319,1	8,0	60,1	45,1	432,3	13,1	42,7	55,8	488,1	34,9	523,0	3,5	
Novembre	317,9	8,0	68,3	43,7	437,9	13,0	42,6	55,6	493,5	34,8	528,3	3,5	
Décembre	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	
1968 Janvier	315,4	8,5	63,2	47,5	434,6	12,9	42,5	55,4	490,0	40,4	530,4	3,5	
Février	324,3	8,5	62,7	43,6	439,1	12,7	42,2	54,9	494,0	40,4	534,4	3,4	
Mars	323,7	8,5	67,0	44,1	443,3	12,5	42,2	54,7	498,0	40,2	538,2	3,3	
Avril	322,7	8,5	67,1	48,8	447,1	12,3	42,2	54,5	501,6	40,5	542,1	3,3	
Mai	322,1	8,5	77,6	43,6	451,8	12,3	42,2	54,5	506,3	40,4	546,7	3,3	
Juin	326,4	8,5	75,6	44,3	454,8	12,1	42,2	54,3	509,1	40,3	549,4	3,3	
Juillet	330,3	8,5	60,5	45,3	444,6	12,0	42,2	54,2	498,8	40,2	539,0	3,3	

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
Etat 2	231,8	238,8	250,8	268,0	277,1	66,6 ³	64,4 ³	64,2 ³	64,8 ³	65,8 ³	298,4 ³	303,2 ³	315,0 ³	332,8 ³	342,9 ³
Organismes publics de crédit non monétaires	106,1	113,2	120,0	132,3	144,5	21,9	23,1	25,0	27,0	29,3	128,0	136,3	145,0	159,3	173,8
Paraétatiques d'exploitation	26,5	28,3	28,3	27,6	29,8	6,5	6,2	6,5	7,9	9,1	33,0	34,5	34,8	35,5	38,9
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	9,8	11,7	13,2	15,0	16,8	9,8	11,7	13,2	15,0	16,8
Secteur public non compris ailleurs	26,8	27,2	26,5	30,3	36,5	10,6	11,1	13,1	14,1	14,5	37,4	38,3	39,6	44,4	51,0
Total ...	391,2	407,5	425,6	458,2	487,9	115,4	116,5	122,0	128,8	135,5	506,6	524,0	547,6	587,0	623,4
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 4	10,1	10,1	10,1	11,4	11,5	0,8	0,8	0,8	—	—	10,9	10,9	10,9	11,4	11,5

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises, particuliers, Etranger	212,2	214,2	229,0	245,5	265,0	5,8	5,4	6,0	6,9	8,7	218,0	219,6	235,0	252,4	273,7
Paraétatiques d'exploitation	3,2	3,5	3,4	3,5	3,6	0,4	0,5	0,2	0,2	0,2	3,6	4,0	3,6	3,7	3,8
Secteur public non compris ailleurs 5	1,7	1,9	1,9	2,1	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,8	2,0	2,0	2,2	2,2
Sécurité sociale	1,7	1,5	2,6	4,8	6,7	0,8	1,2	1,5	1,3	1,6	2,5	2,7	4,1	6,1	8,3
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires 6	49,3	51,7	52,3	61,5	64,7	59,5 ³	58,6 ³	59,3 ³	60,9 ³	62,0 ³	108,8 ³	110,3 ³	111,6 ³	122,4 ³	126,7 ³
Fonds des Rentes	6,9	7,5	5,9	5,4	5,5	—	—	—	—	—	6,9	7,5	5,9	5,4	5,5
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	44,1	48,1	47,0	50,0	51,4	15,8	17,7	19,9	20,9	22,2	59,9	65,8	66,9	70,9	73,6
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	62,4	69,1	73,6	75,4	78,7	30,7	31,7	34,4	37,8	39,6	93,1	100,8	108,0	113,2	118,3
Organismes publics de crédit non monétaires ...	9,7	10,0	9,9	10,0	10,2	2,3	1,3	0,6	0,7	1,1	12,0	11,3	10,5	10,7	11,3
Total ...	391,2	407,5	425,6	458,2	487,9	115,4	116,5	122,0	128,8	135,5	506,6	524,0	547,6	587,0	623,4

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,3 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963, 1964, 1965 et 1966.

4 Années 1961 à 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1963 » ; année 1965 et 1966 : titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

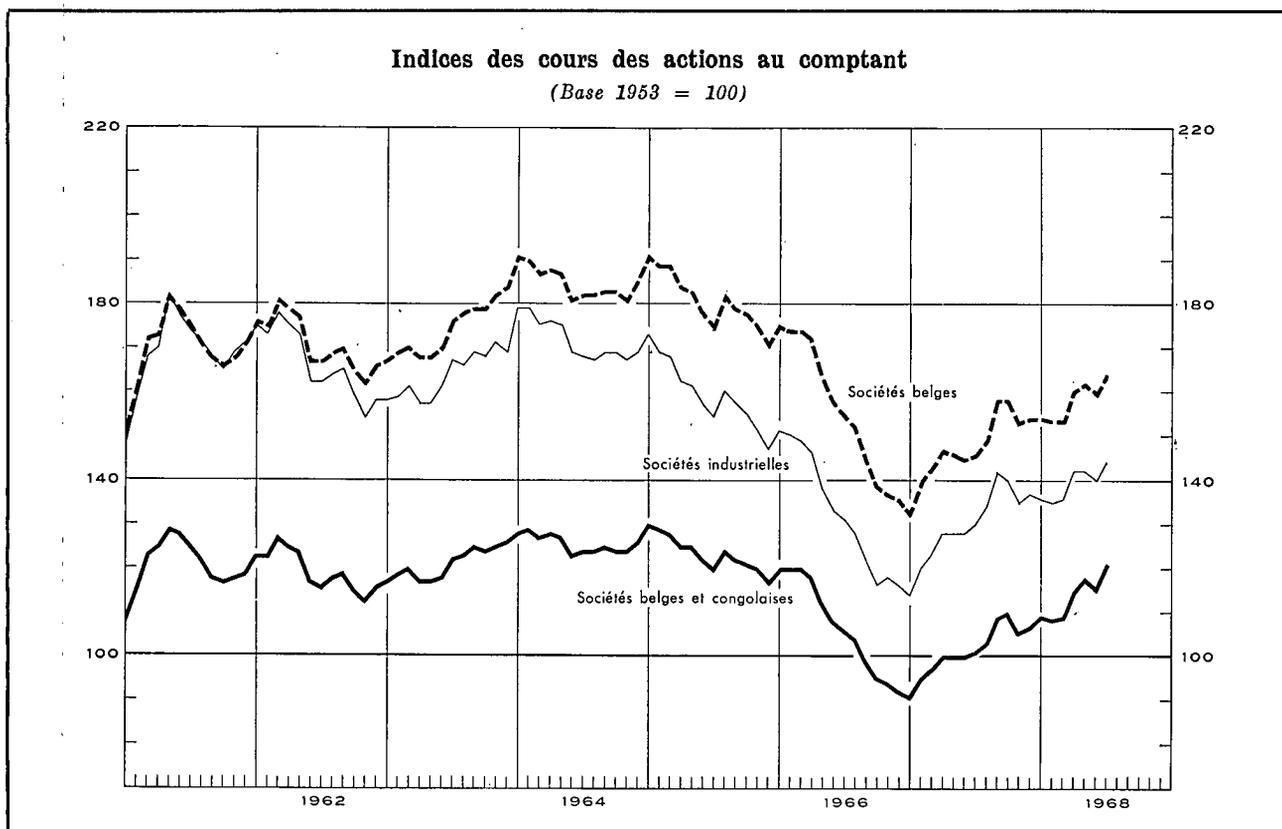
5 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

6 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XL^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — Statistiques Economiques belges 1950-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement 3 5	
		Au comptant			A terme	Valeurs belges	
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges			Ensemble	Sociétés industrielles
			Ensemble	Sociétés industrielles			
(Base 1953 = 100) 2 4						en %	
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	137	117	4,6	5,3
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,2
1967 Moyenne mensuelle ...	81	104	148	130	105	4,2	4,0

	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
Janvier	53	119	91	109	133	154	114	136	89	114	4,7	3,9 ⁶	4,8	4,0 ⁶
Février	68	95	95	108	140	153	120	135	93	120	4,4	4,0	4,5	4,0
Mars	66	144	97	109	143	153	123	136	95	123	4,4	3,8	4,3	3,8
Avril	79	123	100	115	147	160	128	142	98	129	4,3	3,9	4,1	3,8
Mai	84	161	100	118	146	162	128	142	100	139	4,4	3,9	4,1	3,8
Juin	79	143	100	116	145	160	128	140	102	136	4,3	3,9	4,0	3,7
Juillet	65		101	121	146	164	130	144	104	145	4,3	3,8	4,0	3,6
Août	75		103		149		134		108		4,1		3,8	
Septembre	114		109		158		142		113		3,9		3,6	
Octobre	92		110		158		140		118		4,1		3,8	
Novembre	89		106		153		135		115		4,1		3,8	
Décembre	109		107		154		137		114		4,1	3,9 ⁶	3,8	3,9 ⁶

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois ; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé au cours à la fin du mois.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.618	541
1967	50	10.073	7.170	1.939	10,0	1.084	n.d.	n.d.	540

Sociétés financières et immobilières ⁵

1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.727	1.353
1967	1.862	44.376	26.180	4.395	398	2.824	n.d.	n.d.	n.d.

Industrie des fabrications métalliques

1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.075	113
1967	1.390	23.438	19.235	4.003	1.365	1.307	n.d.	n.d.	139

Métallurgie du fer

1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	152	253	23	6.551	434
1967	93	23.949	18.465	770	373	233	n.d.	n.d.	404

Industrie textile

1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	321	23
1967	976	13.124	11.415	1.287	695	343	n.d.	n.d.	20

Notes voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	894	61
1967	729	12.907	10.847	2.140	307	793	n.d.	n.d.	59
Industrie chimique									
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	584	44
1967	607	22.294	10.657	2.737	633	1.492	n.d.	n.d.	38
Electricité									
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769
1967	16	14.570	2.152	1.340	5	1.219	n.d.	n.d.	865
Industrie du charbon									
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20
1967	30	7.005	1.824	81	807	69	n.d.	n.d.	19
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶									
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	57.415	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	60.964	3.790
1967	15.021	242.232	157.585	28.866	7.431	13.233	n.d.	n.d.	n.d.

Notes voir fin du tableau XVII - 2., page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.682	3.484	921	2.110	137	1.818	60
1967	278	40.306	32.720	2.711	5.165	2.335	n.d.	n.d.	n.d.

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	58.512	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	62.782	3.850
1967	15.299	282.538	190.305	31.577	12.596	15.568	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1966 Janvier	122	2,3	1,4	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	280	3,3	3,2	1,1	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.683	24,9	16,1	4,6	0,4	1,8	0,7
4 premiers mois	4.134	58,5	40,6	8,8	1,4	3,6	1,0
5 premiers mois	7.705	137,8	81,9	17,4	3,1	7,8	1,3
6 premiers mois	9.729	164,1	101,1	22,2	3,8	9,7	1,5
7 premiers mois	10.297	170,7	107,4	23,1	4,0	10,2	1,9
8 premiers mois	10.498	171,9	108,2	23,3	4,0	10,2	2,0
9 premiers mois	10.851	173,9	109,8	23,7	4,1	10,3	2,3
10 premiers mois	11.347	185,8	120,3	24,5	4,3	10,6	2,5
11 premiers mois	11.712	197,1	126,6	25,9	4,4	11,4	2,9
12 mois	12.076	215,2	136,0	28,0	4,5	12,8	3,3
12 mois (avec supplément) ⁶	14.942	230,8	145,6	30,5	5,1	13,5	3,3
1967 Janvier	136	2,8	1,7	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	287	4,4	4,5	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.603	24,6	18,4	4,0	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.242	67,0	47,3	8,0	2,4	3,5	1,0
5 premiers mois	7.653	146,9	84,8	15,4	4,6	7,4	1,4
6 premiers mois	9.661	174,1	106,3	19,8	5,3	9,4	1,6
7 premiers mois	10.283	183,8	114,7	20,9	5,6	10,0	2,0
8 premiers mois	10.483	185,1	115,9	21,0	5,6	10,0	2,1
9 premiers mois	10.811	187,2	117,9	21,5	5,7	10,1	2,4
10 premiers mois	11.299	197,3	126,8	22,6	5,9	10,5	2,6
11 premiers mois	11.640	206,5	132,8	23,9	6,0	11,2	3,0
12 mois	12.012	215,6	140,3	25,0	6,1	11,9	3,5
12 mois (avec supplément) ⁶	15.021	242,2	157,6	28,9	7,4	13,2	3,5

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source: Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts 3
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1966 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	3	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	19	0,6	0,3	...	...	...	...
4 premiers mois	43	2,7	0,7	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	99	8,5	9,6	0,7	0,2	0,4	0,1
6 premiers mois	199	25,9	24,5	2,1	0,8	1,1	0,1
7 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
8 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
9 premiers mois	235	28,3	27,1	2,2	0,9	1,1	0,1
10 premiers mois	249	29,6	27,7	2,2	0,9	1,2	0,1
11 premiers mois	267	32,7	29,3	2,4	0,9	1,3	0,1
12 mois	282	34,4	30,4	2,5	0,9	1,4	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	300	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1
1967 Janvier	2	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	4	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	20	0,7	0,2	0,1	...	...	...
4 premiers mois	41	3,0	0,5	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	88	15,5	11,7	1,8	0,1	1,2	0,1
6 premiers mois	176	23,6	17,4	2,3	0,3	1,6	0,1
7 premiers mois	203	25,5	19,2	2,3	0,3	1,6	0,1
8 premiers mois	204	25,6	19,4	2,3	0,3	1,7	0,1
9 premiers mois	208	26,2	19,7	2,3	0,3	1,7	0,1
10 premiers mois	221	26,7	19,9	2,3	0,3	1,7	0,1
11 premiers mois	237	29,7	21,6	2,5	0,4	1,8	0,1
12 mois	250	30,3	22,1	2,5	0,5	1,8	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	278	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1

C. — Total général ⁴

1966 Janvier	123	2,3	1,6	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	283	3,3	3,4	1,2	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.702	25,5	16,4	4,7	0,4	1,8	0,8
4 premiers mois	4.177	61,2	41,3	8,9	1,5	3,7	1,0
5 premiers mois	7.804	146,3	91,5	18,1	3,3	8,3	1,4
6 premiers mois	9.928	190,0	125,6	24,3	4,6	10,8	1,6
7 premiers mois	10.526	198,9	134,4	25,3	4,9	11,3	2,0
8 premiers mois	10.727	200,1	135,2	25,5	4,9	11,3	2,1
9 premiers mois	11.086	202,2	136,9	25,9	5,0	11,4	2,4
10 premiers mois	11.596	215,4	148,0	26,7	5,2	11,8	2,6
11 premiers mois	11.979	229,8	155,9	28,3	5,3	12,7	3,0
12 mois	12.358	249,6	166,4	30,5	5,4	14,2	3,4
12 mois (avec supplément) ⁶	15.242	272,2	178,3	34,0	6,0	15,6	3,4
1967 Janvier	138	2,9	1,9	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	291	4,5	4,7	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.623	25,3	18,6	4,1	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.283	70,0	47,8	8,1	2,5	3,6	1,0
5 premiers mois	7.741	162,4	96,5	17,2	4,7	8,6	1,5
6 premiers mois	9.837	197,7	123,7	22,1	5,6	11,0	1,7
7 premiers mois	10.486	209,3	133,9	23,2	5,9	11,6	2,1
8 premiers mois	10.687	210,7	135,3	23,3	5,9	11,7	2,2
9 premiers mois	11.019	213,4	137,6	23,8	6,0	11,8	2,5
10 premiers mois	11.520	224,0	146,7	24,9	6,2	12,2	2,7
11 premiers mois	11.877	236,2	154,4	26,4	6,4	13,0	3,1
12 mois	12.262	245,9	162,4	27,5	6,6	13,7	3,6
12 mois (avec supplément) ⁶	15.299	282,5	190,3	31,6	12,6	15,5	3,6

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ²).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	16.420	17.795
1966	29.935	p 13.940	p 3.037	p 2.109	p 928	p 1.922	p 2.850	p 16.790	p 16.144

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	500	40	460	— 5	455	469	463
1966	659	p 10	p 764	p 39	p 725	...	p 725	p 735	p 735

Total général

1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	16.889	18.258
1966	30.594	p 13.950	p 3.801	p 2.148	p 1.653	p 1.922	p 3.575	p 17.525	p 16.879

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note ³).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I. Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : *Institut National de Statistique* (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : *Commission bancaire + B.N.B.*

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1965 6 premiers mois ...	12.819	3.481	2.985	6.466	495	8	500	508
9 premiers mois ...	15.856	4.835	3.621	8.456	495	8	500	508
12 mois	22.797	7.226	6.126	13.352	540	8	500	508
1966 3 premiers mois ...	7.406	3.603	365	3.968	...	...	450	450
6 premiers mois ...	16.775	5.312	979	6.291	1	...	450	450
9 premiers mois ...	18.823	6.239	1.505	7.744	655	10	450	460
12 mois	29.935	9.715	p 3.037	p12.752	659	10	p 764	p 774
1967 3 premiers mois ...	3.021	1.072	1.313	2.385	...	...	...	...
6 premiers mois ...	16.044	2.345	1.669	4.014	46	15	...	15
9 premiers mois ...	20.505	4.263	1.669	5.932	46	15	...	15
12 mois	33.471	10.099	p 2.374	p12.473	86	15	...	15
1966 Juillet	616	203	31	234	654	10	...	10
Août	621	529	8	537	...	...	...	...
Septembre	811	195	487	682	...	...	...	...
Octobre	1.174	359	18	377	...	...	250	250
Novembre	6.951	2.246	1.004	3.250	4	...	...	...
Décembre	2.986	870	118	988	...	...	...	...
1967 Janvier	895	326	31	357	...	...	...	...
Février	835	358	26	384	...	...	...	...
Mars	1.291	388	1.256	1.644	...	...	...	...
Avril	1.226	477	258	735	...	...	...	...
Mai	1.027	365	62	427	31	...	...	...
Juin	10.770	431	36	467	15	15	...	15
Juillet	2.243	593	...	593	...	...	...	...
Août	638	105	...	105	...	...	...	...
Septembre	1.580	1.220	...	1.220	...	...	...	...
Octobre	2.215	860	125	985	...	...	...	...
Novembre	3.910	3.236	580	3.816	...	...	...	...
Décembre	6.841	1.740	...	1.740	40	...	...	...
1968 Janvier	p 1.527	433	...	433	...	...	...	...
Février	p 3.229	3.066	...	3.066	...	...	...	...
Mars	p 3.730	700	400	1.100	...	...	...	...
Avril	p 4.495	2.156	...	2.156	...	...	...	...
Mai	p 6.203	713	...	713	525	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.
² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.
³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.L., Sabena) et les obligations des banques belges.
N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement (pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4).

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières 1	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	Autres organismes 3	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 4		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1966 4 ^e trimestre	2.151	20	3.202	1.182	1.654	1.364	1.173	5.373	...
1967 1 ^{er} trimestre	1.944	233	4.021	1.633	426	3.380	759	6.198	...
2 ^e trimestre	2.015	601	3.245	1.694	613	2.614	940	5.861	...
3 ^e trimestre	2.080	1.861	2.851	1.812	95	3.708	1.177	6.792	...
4 ^e trimestre	1.895	1.874	3.094	1.783	...	3.961	1.119	6.863	...
1968 1 ^{er} trimestre	2.604	1.560	3.198	2.050	...	4.599	713	7.362	...
2 ^e trimestre	2.206	1.611	2.952	2.358	95	3.236	1.080	6.769	...
1966 Novembre	2.015	58	2.870	1.412	1.215	1.252	1.064	4.943	...
Décembre	2.616	...	4.126	1.102	2.527	1.916	1.197	6.742	...
1967 Janvier	2.195	107	4.219	1.285	623	3.830	783	6.521	...
Février	2.290	3	4.093	1.871	576	3.225	714	6.386	...
Mars	1.381	566	3.759	1.765	94	3.071	776	5.706	...
Avril	1.700	628	4.022	1.796	337	3.117	1.100	6.350	...
Mai	1.745	991	3.018	2.150	92	2.651	861	5.754	...
Juin	2.608	171	2.702	1.120	1.429	2.072	860	5.481	...
Juillet	1.779	874	2.641	1.784	282	1.706	1.522	5.294	...
Août	2.514	2.167	2.808	1.727	...	4.573	1.189	7.489	...
Septembre	1.941	2.564	3.113	1.930	...	4.881	807	7.618	...
Octobre	1.378	2.817	2.803	2.085	...	3.846	1.067	6.998	...
Novembre	1.779	1.616	3.482	1.743	...	4.249	885	6.877	...
Décembre	2.524	1.180	3.010	1.519	...	3.797	1.398	6.714	...
1968 Janvier	2.630	1.615	3.239	1.784	...	5.200	500	7.484	...
Février	1.902	1.819	3.236	2.523	...	3.651	783	6.957	...
Mars	3.235	1.263	3.121	1.873	...	4.886	860	7.619	...
Avril	2.445	1.997	2.421	2.406	...	3.286	1.171	6.863	...
Mai	1.798	1.412	3.423	2.604	98	3.064	867	6.633	...
Juin	2.389	1.432	2.994	2.056	188	3.365	1.206	6.815	...
Juillet	1.702	2.364	2.368	2.819	149	1.696	1.770	6.434	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

1 Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

4 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts	à l'Institut de Réescampte et de Garantie ³	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger	à la Banque Nationale de Belgique ⁴	
	(1)	(2)	(3)	(4)	
1963	39,3	0,7	14,8	4,7	59,5
1964	47,4	1,2	15,6	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	14,9	4,0	77,4
1966	62,6	0,8	15,6	8,8	87,8
1967	74,2	2,5	17,4	6,8	100,9
1968 3 ^e trimestre	40,7	0,6	14,3	6,0	61,6
4 ^e trimestre	43,8	1,0	14,0	4,9	63,7
1964 1 ^{er} trimestre	45,0	1,1	16,2	4,2	66,5
2 ^e trimestre	46,7	1,3	17,5	4,5	70,0
3 ^e trimestre	46,5	1,4	14,6	8,1	70,6
4 ^e trimestre	51,4	1,0	14,1	4,5	71,0
1965 1 ^{er} trimestre	55,0	1,5	15,2	2,2	73,9
2 ^e trimestre	55,1	1,7	15,8	3,4	76,0
3 ^e trimestre	56,2	2,8	13,9	4,8	77,7
4 ^e trimestre	59,9	1,8	14,8	5,7	82,2
1966 1 ^{er} trimestre	59,5	1,4	17,0	7,0	84,9
2 ^e trimestre	61,2	0,7	16,4	8,8	87,1
3 ^e trimestre	62,3	0,4	14,8	10,1	87,6
4 ^e trimestre	67,5	0,6	14,3	9,2	91,6
1967 1 ^{er} trimestre	70,0	1,5	16,9	8,1	96,5
2 ^e trimestre	74,3	0,6	17,8	7,6	100,3
3 ^e trimestre	73,4	3,8	17,4	6,5	101,1
4 ^e trimestre	79,4	4,0	17,5	4,7	105,6
1968 1 ^{er} trimestre	83,8	2,5	19,9	7,5	113,7
2 ^e trimestre	86,9	1,7	21,6	7,6	117,8

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation) et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescampte de la Banque Nationale.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la Banque Nationale.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1967 1 ^{er} trimestre	39	3	172	1.261	411	1.264	588	614	127	1.878	710
2 ^e trimestre	39	2	174	1.352	404	1.354	578	596	121	1.950	699
3 ^e trimestre	39	3	239	1.304	380	1.307	619	621	127	1.928	746
4 ^e trimestre	39	3	214	1.616	430	1.619	644	716	135	2.335	779
1968 1 ^{er} trimestre	39	3	254	1.640	416	1.643	670	761	135	2.404	805
2 ^e trimestre	39	3	215	1.678	455	1.681	670	818	139	2.499	809
1967 Janvier	39	3	195	1.288	423	1.291	618	617	131	1.908	749
Février	39	2	162	1.184	391	1.186	553	577	123	1.763	676
Mars	39	3	159	1.311	420	1.314	579	648	128	1.962	707
Avril	39	2	171	1.264	405	1.266	576	617	115	1.883	691
Mai	39	2	168	1.356	422	1.358	590	487	115	1.845	705
Juin	39	2	184	1.435	383	1.437	567	684	134	2.121	701
Juillet	39	3	164	1.270	420	1.273	584	612	130	1.885	714
Août	39	3	280	1.299	381	1.302	661	622	131	1.924	792
Septembre	39	3	272	1.343	338	1.346	610	628	122	1.974	732
Octobre	39	3	240	1.580	434	1.583	674	732	139	2.315	813
Novembre	39	3	199	1.577	423	1.580	622	693	132	2.273	754
Décembre	39	3	204	1.691	433	1.694	637	723	134	2.417	771
1968 Janvier	39	3	284	1.738	439	1.741	723	790	142	2.531	865
Février	39	3	232	1.581	409	1.584	641	745	130	2.329	771
Mars	39	3	246	1.602	400	1.605	646	759	132	2.364	778
Avril	39	3	232	1.696	443	1.699	675	835	139	2.534	814
Mai	39	3	221	1.761	458	1.764	679	851	146	2.615	825
Juin	39	2	191	1.578	464	1.580	655	768	133	2.348	788
Juillet	39	3	230	1.781	533	1.784	763	902	154	2.686	917

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 130 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 130 jours et à maximum 366 jours 1	autres effets publics 2
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque					
1962 18 janvier	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre .	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—
27 octobre ...	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25
14 septembre .	4,25	4,25	3,75	5,—	5,50	6,—	6,—	—	5,25	5,50	6,—
26 octobre ...	4,—	4,—	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	—	5,—	5,25	5,75
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,75	5,—	5,50

*Quotité de l'avance au 31 juillet 1968

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours 1 ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

1 Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes 1		A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7		
			1 mois	2 mois	3 mois				6 mois	9 mois	12 mois
1961	2,56										
1962	2,14										
1963	2,31	1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1964 8 déc.	5,40	5,55	5,65
1964	3,35	1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1965	3,17	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1966	3,88	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1967	3,19										
1967 Août	2,88	1967 Août ..	4,75	5,00	5,25	5,60	5,73	1967 12 sept.	5,70	5,70	5,70
Septembre	2,85	Sept. ..	4,50	4,75	5,00	5,40	5,43	10 oct.	5,60	5,60	5,60
Octobre	2,94	Oct. ...	3,90	4,20	4,50	4,90	5,01	14 nov.	5,05	5,10	5,20
Novembre	2,53	Nov. ..	3,85	4,15	4,45	4,85	4,85	12 déc.	5,00	5,10	5,15
Décembre	2,54	Déc. ...	3,80	4,10	4,40	4,90	4,86	1968 9 janv.	5,00	5,10	5,10
1968 Janvier	2,57	1968 Janv. .	3,70	4,00	4,35	4,75	4,82	13 fév.	4,90	5,00	5,00
Février	2,63	Févr. ..	3,40	3,70	4,10	4,50	4,61	12 mars	4,75	4,90	4,90
Mars	2,45	Mars .	3,20	3,55	3,95	4,40	4,40	9 avril	4,65	4,75	4,80
Avril	2,73	Avril .	2,95	3,35	3,75	4,20	4,26	14 mai	4,70	4,75	4,75
Mai	2,78	Mai ...	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	11 juin	4,70	4,75	*
Juin	2,64	Juin ..	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	9 juillet	4,70	4,75	4,75
Juillet	3,22	Juillet .	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	13 août	4,70	*	*

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.) Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/10 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/10 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers) 3	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
						jusqu'à 350.000 F	au-delà de 350.000 F
1965	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
						jusqu'à 500.000 F	au-delà de 500.000 F
1967 Mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Juin	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Août	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
1968 Janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	3,00	2,00
Février	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	3,00	2,00
Mars	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	3,00	2,00
Avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	3,00	2,00
Mai	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	3,00	2,00
Juin	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	3,00	2,00

1 Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur.

2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1958 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 10 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962					
	Dettes unifiées (rendement eu regard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ³		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) ²	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ³		Taux moyen pondéré ²
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes			
									3,50 à 5,50 %	3 à 5,50 %		4,75 à 5,50 %	3 à 5,50 %	6,25 %	5,50 à 6,50 %	5 à 7 %	3 à 7 %
4 % 1 ^{re} s.	3,50 à 5,50 %	3 à 5,50 %	4,75 à 5,50 %	3 à 5,50 %	6,25 %	5,50 à 6,50 %	5 à 7 %	3 à 7 %			
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,83	—	—	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49
1967 Mai	4,06	5,85	5,84	5,86	5,84	5,84	—	—	6,77	6,83	6,82
Juin	4,06	5,76	5,85	5,89	5,85	5,82	—	—	6,77	6,81	6,81
Juillet	4,06	5,80	5,86	5,92	5,84	5,85	—	—	6,77	6,81	6,82
Août	4,06	5,45	5,63	5,74	5,77	5,63	—	—	6,64	6,73	6,70
Septembre	4,06	5,55	5,59	5,77	5,75	5,65	—	—	6,64	6,72	6,70
Octobre	4,06	5,74	5,57	5,77	5,71	5,71	—	—	6,66	6,76	6,72
Novembre	4,06	5,62	5,63	5,81	5,69	5,68	—	—	6,57	6,74	6,66
Décembre	4,06	5,54	5,59	5,71	5,70	5,62	—	—	6,54	6,69	6,63
1968 Janvier	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	—	6,58	6,68	6,64
Février	4,06	5,62	5,49	5,68	5,68	5,63	—	—	6,60	6,68	6,65
Mars	4,06	5,59	5,26	5,54	5,61	5,53	—	—	6,51	6,61	6,57
Avril	4,06	5,46	5,20	5,48	5,56	5,46	6,56	—	6,51	6,60	6,57
Mai	4,06	5,40	5,12	5,46	5,62	5,42	6,51	—	6,47	6,56	6,53
Juin	4,06	5,35	5,15	5,50	5,69	5,42	6,54	6,47	6,44	6,57	6,52
Juillet	4,06	5,49	5,22	5,41	5,64	5,48	6,59	6,52	6,52	6,59	6,57
Août	4,06	5,38	5,17	5,45	5,63	5,42	6,52	6,48	6,45	6,59	6,52

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — ² Y compris les emprunts de Sociétés à plus de 5 ans. — ³ Non compris les emprunts perpétuels.

N. B. : — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1958		3,—		2,50		4,50		4,—		3,50		3,—		2		2,50
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75			26	2,—
Février ...					5	4,25										
Mars ...			6	3,—												
Avril ...					23	4,—										
Mai ...																
Septembre ...	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre ...											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin ...	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août ...			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre ...	11	4,—														
Décembre ...							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai ...	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre ...							2	6,—								
1962 Mars ...							8	5,50								
Mars ...							22	5,—								
Avril ...							26	4,50			25	4,—		26	6,—	
Juin ...													10	5,50		
Septembre ...													12	5,—		
Octobre ...													13	4,—		
Novembre ...																
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50		6	3,50	
Mai ...														11	4,—	
Juillet ...			17	3,50												
Août ...																
Novembre ...					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—								
Juin ...											4	4,50				
Juillet ...																
Novembre ...			24	4,—			23	7,—					23	4,25	3	2,50
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril ...					9	3,50										
Juin ...							3	6,—								
Août ...	13	4,—														
Décembre ...			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars ...													14	5,25		
Mai ...	27	5,—									2	5,—				
Juillet ...							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50					30	5,—		
Février ...	17	4,—														
Mars ...							16	6,—			15	4,50		7	4,50	
Avril ...	14	3,50	7	4,—												
Mai ...	12	3,—					4	5,50								
Juillet ...															10	3,—
Septembre ...													28	5,—		
Octobre ...							19	6,—								
Novembre ...							9	6,50								
Novembre ...			20	4,50			18	8,—					20	6,—		
1968 Janvier ...													22	7,—		
Mars ...			22	5,—			21	7,50					15	7,50		
Avril ...			19	5,50												
Juillet ...					4	5,—							2	7,—		
Juillet ...													29	6,50		

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 20-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
ACTIF				
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	17.448	20.665	22.415	23.824
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.627	3.370	4.716	5.200
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna-</i> <i>tional</i>	2.263	3.096	4.405	4.926
<i>Autres opérations</i>	364	274	311	274
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	630	589	1.471	1.471
Monnaies divisionnaires	28	24	22	30
Comptes courants postaux	911	920	1.135	1.221
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.316	3.546	1.682	3.427
Portefeuille d'escompte	20.007	18.606	19.053	16.010
Effets représentatifs de crédits à court terme :				
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.030	6.173	6.925	7.038
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des</i> <i>céréales</i> ⁴	575	669	612	141
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	...	...	1.332
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :				
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	} 12.402	6.819	6.188	4.050
<i>Autres crédits à moyen terme</i>		4.945	5.328	3.449
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.220	4.546	6.183	8.840
Avances à 30 jours sur effets publics	72	32	5	12
Avances sur titres	71	88	91	99
Avances sur or .....	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	1.656	1.689	1.465	1.368
Divers	1.468	1.497	1.142	1.373
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647
PASSIF				
Engagements à vue :				
Billets au porteur en circulation	55.781	59.544	64.170	67.627
Comptes créditeurs	3.479	3.668	3.272	3.066
<i>Comptes courants du Trésor public</i> ...	1	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et</i> <i>personnes étrangères</i>	238	426	169	226
<i>Comptes courants des banques et</i> <i>institutions financières françaises</i> .	1.789	1.807	1.721	1.345
<i>Autres comptes courants et de</i> <i>dépôts de fonds; dispositions et</i> <i>autres engagements à vue</i>	1.451	1.435	1.382	1.495
Capital de la Banque	250	250	250	250
Divers	1.716	1.882	1.460	1.704
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31 décembre	1968 4 janvier	1968 8 février	1968 7 mars	1968 4 avril	1968 9 mai	1968 6 juin	1968 4 juillet
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	25.442	25.327	25.162	25.207	25.223	27.424	21.008
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	4.683	4.708	4.686	4.777	4.686	4.699	2.179	1.432
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	4.423	4.423	4.409	4.503	4.410	4.440	1.907	1.216
<i>Autres opérations</i>	260	285	277	274	276	259	272	216
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.335	1.335	1.335	1.335	1.335	1.335	1.290
Monnaies divisionnaires	7	25	30	21	28	28	16	20
Comptes courants postaux	1.194	1.581	1.029	1.071	1.174	1.277	1.435	1.597
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	4.003	3.855	3.855	3.855	3.855	2.972	3.855
Portefeuille d'escompte	25.185	26.371	25.396	26.405	24.278	24.102	23.348	28.299
Mobilisation de créances sur la France								
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Obligations cautionnées</i>	1.810	2.830	2.693	3.181	1.564	1.272	...	1.647
<i>Effets garantis par l'Office des céréa- les</i> ⁴	1.859	1.810	1.764	1.329	971	643	379	488
<i>Autres effets sur la France</i>	7.697	7.502	7.611	7.748	7.733	7.930	8.636	8.996
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	2.565	3.015	2.647	2.687	2.071	2.110	3.500	4.077
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	2.249	2.246	1.184	1.778	2.034	2.073	2.647	3.227
Mobilisation de créances sur l'étranger								
Effets représentatifs de crédits à court terme	4.722	4.645	5.262	5.453	5.582	5.740	4.002	5.409
Effets de mobilisation de créances à moyen terme	4.283	4.323	4.235	4.229	4.323	4.334	4.184	4.455
Effets négociables achetés en France ⁵ .	3.443	1.342	3.448	415	1.098	3.043	2.768	12.005
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	208	—	—	—	—	—	—
Avances sur titres	86	88	90	86	103	105	201	121
Avances sur or	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets en cours de recouvrement	1.638	1.428	827	923	1.014	968	8.158	1.126
Divers	1.815	1.567	1.698	1.662	1.682	1.612	4.400	2.228
Total ...	78.186	77.870	77.493	75.484	74.262	76.019	84.008	82.753
PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	70.508	69.939	68.536	67.966	66.625	65.972	73.348	72.641
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	3.811	5.292	3.840	3.825	6.321	3.252	4.393
Autres comptes créditeurs	1.761	1.594	1.519	1.476	1.540	1.553	3.604	3.041
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	...	...	1	1	1	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	246	205	201	194	184	158	1.361	1.423
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.515	1.389	1.318	1.281	1.355	1.394	2.243	1.618
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers	2.061	2.276	1.896	1.952	2.022	1.923	3.554	2.428
Total ...	78.186	77.870	77.493	75.484	74.262	76.019	84.008	82.753

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1988.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1965 February 28	1966 February 28	1967 February 28	1968 February 28	1967 June 7	1968 June 5	1967 July 5	1968 July 10
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------	----------------	----------------	-----------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.638	2.788	2.888	3.038	2.988	3.138	2.988	3.188
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.650	2.800	2.900	3.050	3.000	3.150	3.000	3.200
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.650	2.800	2.900	3.050	3.000	3.150	3.000	3.200

Notes Issued :								
In Circulation	2.604	2.784	2.869	3.016	2.961	3.114	2.985	3.168
In Banking Department	46	16	31	34	39	36	15	32
Total ...	2.650	2.800	2.900	3.050	3.000	3.150	3.000	3.200

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	233	380	458	526	482	503	518	479
Other Securities :								
Discounts and Advances	72	70	93	88	69	90	75	98
Securities	26	28	27	31	27	31	29	35
Notes	46	16	31	34	39	36	15	32
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	378	495	610	680	618	661	638	645

Capital	15	15	15	15	15	15	15	14
Rest	4	4	4	4	3	3	4	4
Public Deposits	11	13	12	13	13	12	9	10
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	97	201	218	202	216	203	217
Other Deposits :								
Bankers	262	272	268	302	278	281	297	266
Other Accounts	86	94	110	128	107	134	110	134
Total ...	378	495	610	680	618	661	638	645

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1964 December 31	1965 December 31	1966 December 31	1967 December 31	1967 June 7	1968 June 5	1967 July 5	1968 July 10
ASSETS								
Gold certificate account	15.075	13.436	12.674	11.481	12.609	10.025	12.608	10.025
Cash	146	129	298	360	318	415	308	402
Discounts and advances	186	137	173	141	90	432	89	363
Acceptances :								
Bought outright	59	75	69	75	73	52	96	58
Held under repurchase agreement	35	112	124	89	32	...	42	...
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	—	34	38	...	...	17	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	6.044	9.100	11.803	15.975	13.526	17.037	14.347	18.188
Certificates .....	...	...	4.351	...	4.352	...	4.353	...
Notes	25.188	24.828	21.302	26.918	21.638	27.626	21.737	27.746
Bonds	5.274	6.550	6.199	6.087	6.403	6.023	6.538	6.104
Total bought outright ...	36.506	40.478	43.655	48.980	45.919	50.686	46.975	52.038
Held under repurchase agreement	538	290	627	132	...	...	102	...
Total U.S. Government securities ...	37.044	40.768	44.282	49.112	45.919	50.686	47.077	52.038
Total loans and securities	37.324	41.092	44.682	49.455	46.114	51.170	47.321	52.459
Cash items in process of collection	7.190	6.915	7.879	8.465	6.645	7.689	6.900	7.849
Bank premises	102	103	107	112	108	113	109	114
Other assets	552	977	1.418	2.153	750	2.537	1.089	2.296
Total assets ...	60.389	62.652	67.058	72.026	66.544	71.949	68.335	73.145
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	34.659	37.074	39.339	41.642	39.215	41.764	39.860	42.548
Deposits :								
Member bank reserves	18.086	18.447	19.794	20.999	19.343	21.230	20.485	21.047
U.S. Treasurer - general account	820	668	416	1.123	427	396	289	897
Foreign	229	150	174	135	130	164	174	155
Other	321	355	588	663	457	470	519	466
Total deposits ...	19.456	19.620	20.972	22.920	20.357	22.260	21.467	22.565
Deferred availability cash items	4.584	4.667	5.369	5.972	5.378	6.093	5.411	6.157
Other liabilities and accrued dividends ...	642	189	238	296	238	365	252	367
Total liabilities ...	59.341	61.550	65.918	70.830	65.188	70.482	66.990	71.637
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	524	551	570	598	583	615	585	617
Surplus	524	551	570	598	570	598	570	598
Other capital accounts .....	...	...	...	...	203	254	190	293
Total liabilities and capital accounts ...	60.389	62.652	67.058	72.026	66.544	71.949	68.335	73.145
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	122	144	191	156	355	125	372	106

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1964 31 december	1965 31 december	1966 31 december	1967 31 december	1967 5 juni	1968 10 juni	1967 10 juli	1968 8 juli
ACTIVA								
Goud	6.080	6.327	6.234	6.166	6.236	6.041	6.236	6.113
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.435	1.096	1.119	2.023	1.221	913	1.236	881
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	31	44	53	50	102	276	107	282
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	7	78	203	60	54	223	85
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4° van de Bankwet 1948)	346	704	1.139	895	1.021	1.349	1.003	1.619
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	16	157	234	283	257	205	360	493
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	14	30	22	20	20	15	18	11
Belegging van kapitaal en reserves	173	164	162	183	191	229	191	229
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	17	15	20	24	17	11	21	14
Totaal ...	8.112	8.544	9.061	9.847	9.125	9.093	9.395	9.727
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	6.927	7.682	8.245	8.558	8.234	8.303	8.521	8.886
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	853	525	437	873	559	382	520	428
's Rijks schatkist	665	394	326	775	510	312	441	338
Banken in Nederland	138	91	76	43	24	20	29	20
Andere ingezetenen	50	40	35	55	25	50	50	70
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	79	64	56	57	46	78	47	58
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	73	57	50	48	39	47	39	50
Andere niet-ingezetenen	6	7	6	9	7	31	8	8
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	14	13	13	13	11	9	19	9
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	165	163	171	209	171	209	171	209
Diverse rekeningen	54	77	119	117	84	92	97	117
Totaal ...	8.112	8.544	9.061	9.847	9.125	9.093	9.395	9.727
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	65	71	72	34	49	28	46	27

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1964 dicembre	1965 dicembre	1966 dicembre	1967 dicembre	1967 aprile	1968 aprile	1967 maggio	1968 maggio
Oro in cassa	1.000	1.502	1.509	1.500	1.511	1.501	1.510	1.532
Cassa ¹	22	24	35	44	44	34	45	38
Portafoglio ²	764	720	939	1.243	818	925	824	906
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	285	311	664	1.209	587	845	547	813
Prorogati pagamenti	51	93	95	...	93	...	87	...
Ufficio italiano dei cambi	2.069	1.982	2.129	2.474	2.085	2.356	2.118	2.355
Disponibilita in divisa all'estero	64	...	—	—	—	—	—	—
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	519	405	619	747	544	613	490	734
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	305	211	241	365	231	370	266	378
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	410	377	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	558	913	537	166	348	350	523	381
Servizi diversi per conto dello Stato	29	33	59	61	63	97	58	90
Spese	88	102	133	157	21	22	25	26
Totale attivo ...	6.164	6.673	7.299	8.305	6.684	7.452	6.832	7.592
Circolazione dei biglietti ⁵	3.914	4.283	4.595	5.126	4.203	4.552	4.225	4.602
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	57	41	62	52	27	37	24	54
Conti correnti liberi	119	157	172	256	44	43	76	54
Conti correnti vincolati	1.459	1.738	1.933	2.162	2.008	2.237	2.092	2.295
Creditori diversi	517	340	391	537	368	546	377	546
C/c servizio tesoreria .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Servizi diversi per conto dello Stato .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	6	7	8	9	8	9	8	9
Fondo di riserva straordinario	3	4	5	6	5	6	5	6
Rendite	89	103	133	157	21	22	25	26
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	6.164	6.673	7.299	8.305	6.684	7.452	6.832	7.592
Depositanti di titoli e valori	4.918	4.991	6.338	7.340	6.178	7.120	6.070	7.312
¹ Comprese monete di Stato	2	1	22	24	23	18	23	18
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	363	387	414	441	424	451	426	456
— istituti speciali	279	293	314	335	320	341	312	341
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	282	308	661	1.208	583	842	543	807
— privati	2	1	1	1	1	1	1	1
⁴ Compresi BOT	242	107	108	153	90	101	65	98
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	1	2	2	3	2	n.d.
⁶ Compresi vaglia e assegni	21	22	27	28	19	18	20	17

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1966 31 Dezember	1967 31 Dezember	1967 7 Juni	1968 7 Juni	1967 7 Juli	1968 5 Juli
AKTIVA								
Gold	16.731	17.371	16.905	16.647	16.907	15.887	16.881	16.990
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.770	8.111	9.775	10.353	9.799	10.473	9.110	9.599
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	563	892	1.084	1.953	1.494	2.301	1.801	2.350
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	—	—	—	1.000	—	2.200	500	2.200
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.684	3.344	3.256	2.448	2.536	2.546	2.536	4.330
darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.	615	508	420	331	420	331	420	331
b) an Weltbank	1.343	1.446	1.446	1.447	1.446	1.545	1.446	1.545
c) an I.W.F.	720	1.390	1.390	670	670	670	670	2.454
Deutsche Scheidemünzen	116	130	166	200	226	246	236	239
Postcheckguthaben	377	409	425	418	217	229	197	222
Inlandswechsel	2.413	4.650	5.031	2.922	5.000	3.168	5.306	3.301
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	307	345	711	...	130	...	188	10
Lombardforderungen	646	696	938	950	67	46	37	61
Kassenkredite	1.212	1.408	1.164	2.220	54	5	5	...
Wertpapiere	1.176	1.151	1.095	2.317	1.091	2.145	1.091	2.235
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	6.081	7.617	7.804	6.438	6.709	6.677	7.372	6.792
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.016	3.001	3.741	3.639	3.737	4.499	3.797	4.075
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	2.953	2.285	2.462	1.534	2.066	1.301	2.051	1.286
Sonstige Aktiva	463	433	357	830	348	379	355	517
	49.508	51.843	54.914	53.869	50.381	52.102	51.463	54.207

PASSIVA

Banknotenumlauf	27.692	29.455	30.770	31.574	28.826	30.204	29.772	31.202
Einlagen von	18.610	18.671	19.784	17.628	17.603	17.552	17.518	18.358
Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...	15.143	16.241	17.386	15.179	15.349	15.136	14.887	14.333
Öffentlichen Einlegern	3.215	2.165	2.109	2.115	2.012	2.159	2.387	3.706
Andere inländischen Einlegern	252	265	289	334	242	257	244	269
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	308	452	552	643	294	390	381	525
Einlagen ausländischer Einleger	257	418	494	506	262	350	352	488
Sonstige	51	34	58	137	32	40	29	37
Rückstellungen	1.260	1.475	1.690	1.925	1.925	2.110	1.925	2.110
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	776	861	963	1.080	1.080	1.180	1.080	1.180
Sonstige Passiva	572	639	863	729	363	376	497	542
	49.508	51.843	54.914	53.869	50.381	52.102	51.463	54.207

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1967 7 juin	1968 7 juin	1967 7 juillet	1968 5 juillet
ACTIF								
Encaisse or	11.794	13.164	12.297	13.370	11.821	11.372	12.308	11.258
Devises	1.679	853	2.060	1.987	2.104	1.452	1.676	1.381
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	431	429	519	174	174	499	174	390
Portefeuille effets sur la Suisse	163	139	158	142	98	88	95	90
<i>Effets de change</i>	138	130	141	142	98	88	95	90
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	25	9	17	...	...	...	...	...
Avances sur nantissement	78	39	109	86	28	39	41	29
Bons du Trésor étrangers en FS	432	432	432	432	432	867	432	867
Titres	65	93	182	182	186	181	186	181
<i>pouvant servir de couverture</i>	1	2	...	9	6	15	6	17
<i>autres</i>	64	91	182	173	180	166	180	164
Correspondants :	92	81	97	87	46	34	32	65
<i>en Suisse</i>	75	66	82	72	20	18	19	31
<i>à l'étranger</i>	17	15	15	15	26	16	13	34
Autres postes de l'actif	29	33	68	59	64	56	65	63
Total ...	14.763	15.263	15.922	16.519	14.953	14.588	15.009	14.324

PASSIF								
Fonds propres	56	57	58	59	59	60	59	60
Billets en circulation	9.722	10.043	10.651	11.327	9.854	10.398	10.081	10.696
Engagements à vue	3.271	3.215	3.431	4.145	3.361	3.040	3.185	2.676
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.908	3.005	2.982	3.811	2.874	2.593	2.606	2.238
<i>Autres engagements à vue</i>	363	210	449	334	487	447	579	438
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	—	690	—	690	—
Engagements à terme	433	602	389	550	600	600	600	375
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	3	20	2	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	243	291	356	438	389	490	394	517
Total ...	14.763	15.263	15.922	16.519	14.953	14.588	15.009	14.324

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1966	31 décembre 1967	30 avril 1967	30 avril 1968	31 mai 1967	31 mai 1968
I. Or en lingots et monnayé	2.583	2.720	3.270	3.716	3.362	3.728
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .	975	38	154	32	50	35
III. Bons du Trésor réescomptables	70	1.335	69	234	68	68
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	75	72	74	70	75	71
V. Dépôts à terme et avances :	4.108	6.231	3.489	5.942	3.544	6.087
a) à 3 mois au maximum	3.282	5.755	2.772	5.301	2.882	5.614
b) à 3 mois au maximum (or)	3	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	509	440	365	441	381	374
d) de 6 à 9 mois	113	21	215	107	249	99
e) de 9 à 12 mois	123	15	137	3	32	—
f) à plus d'un an	78	—	—	—	—	—
VI. Autres effets et titres :	1.285	1.941	1.408	2.080	1.479	1.980
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	293	295	283	295	281	286
b) de 3 à 6 mois	10	20	110	81	102	83
c) de 6 à 9 mois	94	77	15	19	13	22
d) de 9 à 12 mois	23	11	13	13	25	16
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	639	1.345	763	1.543	829	1.426
b) de 3 à 6 mois	57	83	137	85	154	118
c) de 6 à 9 mois	61	53	49	15	41	...
d) de 9 à 12 mois	69	34	13	6	9	6
e) à plus d'un an	39	23	25	23	25	23
VII. Actifs divers	2	1	1	1	1	20
Total actif ...	9.098	12.338	8.465	12.075	8.579	11.989

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1966	31 décembre 1967	30 avril 1967	30 avril 1968	31 mai 1967	31 mai 1968
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	45	26	45	26	45
1. Fonds de Réserve Légale	13	12	13	12	13	12
2. Fonds de Réserve Générale	13	23	13	23	13	23
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	—	10	—	10	—	10
III. Dépôts (or) :	4.303	5.032	3.578	5.136	4.049	5.134
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	34	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	238	183	89	90	90	90
c) de 6 à 9 mois	—	—	131	103	103	76
d) de 3 à 6 mois	84	52	234	148	194	176
e) à 3 mois au maximum	1.163	3.172	38	2.655	887	2.689
f) à vue	2.254	995	2.527	1.618	2.215	1.581
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	100	17	—	—	—	—
c) de 6 à 9 mois	90	—	55	—	28	—
d) de 3 à 6 mois	86	55	103	17	103	17
e) à 3 mois au maximum	86	375	90	193	86	193
f) à vue	168	183	311	312	343	312
IV. Dépôts (monnaies) :	4.056	6.228	4.020	5.912	3.531	5.881
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	19	13	16	10	16	10
b) de 9 à 12 mois	52	47	10	2	3	3
c) de 6 à 9 mois	105	89	43	96	29	65
d) de 3 à 6 mois	325	377	288	463	449	545
e) à 3 mois au maximum	3.177	5.273	3.134	4.321	2.365	4.308
f) à vue	139	99	200	65	99	53
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	8	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	8	—	—
c) de 3 à 6 mois	—	—	—	48	8	37
d) à 3 mois au maximum	209	305	310	883	541	845
e) à vue	30	17	19	16	21	15
V. Effets :	284	573	397	532	528	476
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	160	—	162
c) de 3 à 6 mois	4	—	—	—	—	—
d) à 3 mois au maximum	280	573	397	372	528	314
VI. Divers	78	104	93	94	47	45
VII. Comptes de profits et pertes	10	—	10	—	42	45
VIII. Provision	216	231	216	231	231	238
Total passif ...	9.098	12.338	8.465	12.075	8.579	11.989

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.Y.	Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Tableau général	VIII - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2
3. Affectation du produit national :		3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3
a) Estimations à prix courants	I - 4a	4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
		b) Indices du volume	VIII - 4b
		5. Orientation géographique	VIII - 5
II. — Emploi et chômage.		IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.	
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
III. — Agriculture et pêche.		X. — Marché des changes.	
1. Production agricole	III - 1	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
IV. — Industrie.		XI. — Finances publiques.	
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3
1. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4
2. Construction : données annuelles	IV - 5	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
3. Construction : données mensuelles	IV - 6	6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
V. — Services.		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964	XII - 1a
1. Transports :		b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965	XII - 1b
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	2. Mouvements des créances et des dettes en 1965 ...	XII - 2
b) Navigation maritime	V - 1b	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 (totaux sectoriels)	XII - 3a
c) Navigation intérieure	V - 1c	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965 (totaux sectoriels)	XII - 3b
2. Tourisme	V - 2	4. Mouvements des créances et des dettes en 1965 (totaux sectoriels)	XII - 4
3. Commerce intérieur :		XIII. — Organismes monétaires.	
a) Indices des ventes	V - 3a	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
b) Ventes à tempérament	V - 3b	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
VI. — Revenus.		a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
		d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
VII. — Prix et indices des prix.		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	4. Stock monétaire	XIII - 4
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
a) Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4a	— Destination économique apparente	XIII - 6
b) Indices des prix à la consommation en Belgique ..	VII - 4b	— Forme et localisation	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situations globales des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans des Caisses d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans de la Caisse de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme ..	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions de sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions de sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite ...	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses.
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés.
IV - 0. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture.
IV - 2. — Indices de la production industrielle.
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée.
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique.
VII - 4. — Indices des prix de détail et des prix à la consommation en Belgique.
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice.
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires.
XIII - 13. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks.
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts.
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant.

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs.
	}	Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs.
	}	Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
